

LES COMMUNICATIONS
TÉLÉPHONIQUES
SONT INTERROMPUES
ENTRE VARSOVIE
ET TROIS PORTS DE LA BALTIQUE

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 DA ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,00 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne,
20 pt. ; Canada, 1,00 \$; Côte d'Ivoire, 25 F C.I. ;
Sénégal, 200 F ; Israël, 20 N. ; Liban, 200 L. ;
Grèce, 50 dr. ; Thaïlande, 20 baht. ; Luxembourg, 20 F. ;
Italie, 1.000 L. ; Pays-Bas, 1,00 f. ; Portugal, 200 esc. ;
Soudan, 250 F S. ; Suède, 100 kr. ; Suisse, 1,40 S. ;
Zaire, 200 F Z. ; Angola, 200 Kz. ; Bénin, 100 C.F. ;
Togo, 100 C.F. ; Niger, 100 C.F. ; Mali, 100 C.F. ;
Guinée, 100 C.F. ; Sierra Leone, 100 C.F. ;
Lévy des abonnements page 42

5, RUE DES ITALIENS
75271 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 1° 68.00.72
C.C.P. 4297 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Un message à l'Afrique

Si l'on se fie à la chaleur de l'accueil, la deuxième tournée africaine de M. Mitterrand aura été un succès sans surprise au même titre que la première effectuée en mai. Le sommet franco-africain de Kinshasa aura même été l'occasion pour le chef de l'Etat d'échanges « fructueux » avec un bon nombre de dirigeants, y compris avec M. Hissène Habré, dont Paris ne discute plus l'antériorité. On ne peut s'empêcher, cependant, de s'interroger sur la portée du message qu'à l'occasion de ces voyages, si riches en folklore et en démonstrations d'amitié, la France délivre à ses partenaires d'Afrique noire.

Tout d'abord, en ces temps de difficultés économiques, de lutte contre le terrorisme, de massacres au Liban ou de liberté bâillonnée en Pologne, il est peu surprenant que le public français ne se passionne pas pour les très graves questions posées, comme le souligne le communiqué final de Kinshasa, par l'éprouvée problème de la détérioration constante des termes de l'échange, à des Etats victimes de « la détérioration de la situation économique internationale ». Les Français n'y ont prêté qu'une attention de routine.

M. Mitterrand a sans doute pris le soin de rappeler aux Africains que l'aide de la France était « d'un concours utile, parfois nécessaire, mais complémentaire de leur don de travail et d'imagination ». En dépit de cette mise au point, les partenaires africains de la France semblent pourtant plutôt compter sur une aide accrue de Paris. N'aurait-il pas mieux valu, face à de sérieuses difficultés ébezes, insister davantage sur les limites inévitables de l'aide française ?

Avancer, comme on le fait en ce moment, que la France consacrerait en 1983, 0,52 % de son produit national brut à l'assistance au tiers-monde — contre 0,43 % cette année — est peut-être un peu hasardeux quand on ignore encore ce que sera le P.N.B. français l'an prochain et qu'on connaît le peu d'écho d'un tel projet dans le public.

Les sommets franco-africains sont traditionnellement l'occasion de mises à jour et de déclassements entre des partenaires qui ne se comprennent pas toujours. Cette fonction est utile et explique la grugerie de francophones face à la présence, à Kinshasa, d'une multitude de pays invités — près d'une vingtaine — une pratique qui ne sera probablement pas reprise lors du prochain sommet à Paris en 1983.

Enfin, toute politique, pour être intelligible, doit pouvoir compter sur des instruments appropriés. Si la politique africaine de la France donne, comme par le passé, l'impression d'une certaine confusion, c'est que les centres de décision semblent toujours trop nombreux et que l'Elysée est trop souvent contraint d'intervenir, en dernier recours, pour remettre au point d'ordre et rassurer ses partenaires africains. En outre, le prestige et les moyens d'action du ministre délégué au développement et à la coopération — qui devrait être l'outil privilégié de cette politique — se ressentent déjà d'une réforme dont on ne comprend en Afrique ni la portée ni l'intérêt.

La tâche de Paris est d'autant plus ingrate que bon nombre d'Africains francophones portent à la France une affection instinctive et lui accordent une confiance sans réserve. Mais, plutôt que de ne s'en prendre qu'à la politique monétaire américaine — ébelle courtoisie mais facile — ne vaudrait-il pas mieux dire à l'Afrique, avec plus d'insistance, qu'elle doit avant tout compter sur elle-même ?

L'instabilité en R.F.A.

La nouvelle défaite des libéraux en Bavière pèsera sur l'avenir du gouvernement de M. Kohl

Le changement de coalition opéré par le parti libéral (F.D.P.) à Bonn et qui a permis à M. Helmut Kohl d'accéder à la chancellerie le 1^{er} octobre, a de nouveau été sanctionné par les électeurs : le F.D.P. n'a en effet pas obtenu, lors des élections régionales qui ont eu lieu, le dimanche 10 octobre en Bavière, les 5 % de voix nécessaires pour être représenté au Parlement de Munich.

La C.S.U. de M. Strauss remporte une confortable majorité absolue, le parti social-démocrate progresse légèrement, tandis que les Verts manquent de peu leur entrée au Parlement. Ces élections devraient avoir d'importantes répercussions à Bonn, et peser sur l'avenir du nouveau gouvernement.

Le parti libéral de M. Hans-Dietrich Genscher a connu, le dimanche 10 octobre, une nouvelle défaite, lors des élections régionales de Bavière. N'ayant remporté que 3,5 % des suffrages, ce parti se voit exclu du Parlement régional de Munich comme il l'avait été, le 26 septembre, de celui de Hesse, ces deux défaites consécutives menacent la stabilité du gouvernement de centre-droite constitué, il y a une semaine, à Bonn, par le nouveau chancelier, M. Helmut Kohl.

L'Union chrétienne-sociale (C.S.U.) de M. Franz Josef Strauss conserve comme prévu la majorité absolue avec 58,3 % des voix. Pour évaluer qu'il soit, ce score traduit, cependant, un certain tassement de l'électorat de M. Strauss, qui représentait, en 1978, 59,1 % des votants. Là encore, la consultation bavaroise reproduit une tendance qui était apparue deux semaines plus tôt en Hesse : celle d'un léger recul des partis chrétiens démocrates qui viennent de perdre le pouvoir à Bonn.

Grâce au système électoral-mixte de répartition proportionnelle, entre les partis représentés au Parlement, des voix recueillies par les petites formations qui ne parviennent pas à passer le barre des 5 %, M. Strauss pouvait espérer que son parti remporterait les deux tiers des sièges, il n'en est rien. Sur les dix sièges perdus par les libéraux, quatre seulement lui reviennent, tandis que six vont au parti démocrate, qui améliore légèrement son score en nombre de voix (31,8 % contre 31,4 % en 1978).

C'est là le troisième enseignement de ce scrutin : non seulement le recul qu'avait enregistré le SPD dans plusieurs élections régionales antérieures à l'éclatement de la coalition social-libérale à Bonn a été stoppé, mais encore le parti

de M. Schmidt paraît bénéficier, depuis le renversement de ce dernier, d'un courant de sympathie qui lui vaut une légère progression, un peu moins nette en Bavière, il est vrai, qu'elle ne l'avait été en Hesse.

Quatrième enseignement de ce scrutin enfin : la progression des Verts. Ils ne parviennent pas en Bavière aux 5 % nécessaires pour avoir des députés, mais ils sont très près de ce seuil, avec 4,6 %. D'une part, ce score est nettement meilleur que celui obtenu par les libéraux, les Verts tendant ainsi à renforcer leur image de troisième force en R.F.A.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 6.)

M. CHEVÈNEMENT LANCE UNE « O.P.A. » SUR LA RECHERCHE EN ÉDUCATION

(Lire page 12 l'article de CATHERINE ARDITTI.)

Ces terroristes venus d'ailleurs

L'émotion est vive en Italie après l'attentat du samedi 9 octobre à Rome au cours duquel cinq hommes ont mitraillé la foule qui sortait de la synagogue et lancé deux grenades, faisant un mort — un enfant de deux ans — et trente-six blessés.

Les enquêteurs tendent à attribuer la responsabilité de cet acte à un commando

venant de l'étranger, peut-être inspiré par des éléments palestiniens extrémistes. La communauté juive a accusé la presse et les pouvoirs publics d'avoir créé en Italie un climat d'antisémitisme.

Dans une série de trois articles, Philippe Boggio examine le problème plus général du terrorisme en Europe occidentale.

I. — Après la chute du sanctuaire

par PHILIPPE BOGGIO

son admiration, n'évoque pas simplement les milliers de combattants saisis de la terreur légendaire après des semaines de bombardements.

Il fait aussi allusion aux secrets inavouables qui ont émaillé l'histoire des résistances palestiniennes, depuis les événements de Jordanie en 1970, la face cachée d'une lutte de libération que Beyrouth, dix ans après, n'a pas encore oubliée. Il pense au terrorisme, à ses acteurs et à ses archives, cet objectif « secondaire » que l'Etat venait viser au cœur du Liban et que l'O.L.P. a assumé, de justesse, au nez des agents de Jérusalem.

L'annonce de ce diplomate est compréhensible : comme des centaines de spécialistes du renseignement et du contre-terrorisme, aux Etats-Unis, en Europe, au Japon et dans les pays arabes modernes, il avait fait profession d'étudier la toile d'araignée dont les fils, déployés à Paris ou à Rome, à Londres ou à Athènes, remontaient au Proche-Orient, le plus souvent à Beyrouth même, cette ville ouverte devenue le laboratoire mystérieux, composé de la confrérie des poètes de bombes, à défaut de résistants dans la répression, il s'était peu à peu constitué une mémoire, de moins en moins approximative, des alliances et des rivalités, des

déclarations d'intentions et des arrière-pensées. Il avait appris à distinguer les nationalistes des révolutionnaires, les modérés des extrémistes, à suivre les dérivés meurtriers des dissidents et à saisir mieux l'ambivalence avec le jeu, trouble à souhait, des manipulations en tout genre, cette guerre harassante que se livrent, loin des regards occidentaux, quelques Etats arabes, une « centrale » palestinienne en constante recherche d'appuis et une multitude d'intérêts particuliers, religieux et géographiques.

(Lire la suite page 7.)

LA MORT D'ANNA FREUD

Psychanalyser des enfants

Anna Freud, la dernière des enfants de Sigmund Freud, est morte le samedi 9 octobre à Londres, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Daniel Widlocher, psychanalyste, qui a traduit un ouvrage d'Anna Freud, « Le Normal et le Pathologique chez l'enfant » (Gallimard), retrace la vie et l'œuvre de l'une des premières psychanalystes de l'enfant.

Anna Freud a fait observer que la psychanalyse était pour elle une œuvre humaine avec laquelle elle avait toujours été en compétition pour

obtenir l'attention de ses parents. En effet, c'est le 3 décembre 1895 qu'elle naît à Vienne au moment où son père publie avec Breuer les *Etudes sur l'hystérie*. Dans une lettre à Fliess, Freud fait part du fantasme qu'il a eu : qu'un jour, sur la colline qui domine Vienne à Belvedere, pourrait être inscrit sur une plaque de marbre accolée à la façade de la maison où il a passé l'été : « Ici le secret des rêves a été révélé au docteur Sigmund Freud le 24 juillet 1895. » Ainsi, la révélation du sens des rêves et la naissance d'Anna Freud ont marqué cette même année, et il est certain qu'il y a la plus qu'une coïncidence et que la destinée d'Anna Freud a été marquée de ce sceau.

DANIEL WIDLOCHER.
(Lire la suite page 13.)

Maurice Druon
de l'Académie française

Réformer la Démocratie

« Cet ouvrage est une bombe. J'espère qu'elle va éclater, pour secouer les milieux politiques un peu assoupis, me semble-t-il. »

LOUIS PAUWELS
« LE FIGARO MAGAZINE »

Plon

AU JOUR LE JOUR

Les « casseroles » sont en apesce. Chacune nous sépare encore des élections municipales, mais on entend déjà mijoter dans les cuisines (électorales) quelques ragouts au fumet douteux.

Sur un air de comptine (« Je te tiens, tu me tiens par la barbichette »), on surprend le dialogue des chefs. Ils par-

Cuisine

lent de fausses factures, toi, de bureaux d'études bidons, ailleurs, de compromissions, partout : « La première de nous deux qui tira aura une pomme. »

Enroulement, tout cela finira dans la écharde par un débat à « Drou de réponse »,

BRUNO FRAPPAT.

هكذا من الأصل

Le Monde

idées

Un concile prophétique

par le Père M. D. CHENU (*)

Vingt ans après Vatican II

Le 11 octobre 1962 s'ouvrait à Rome le concile Vatican II. Vingt ans après, quels en sont les fruits ? L'image de l'Eglise s'est modifiée définitivement, selon Jan Grootaers : elle est conçue non plus comme une pyramide mais comme une communauté de communautés. Mais la spiritualité nouvelle attendue n'a guère pris consistance. Pour le Père Chenu, le message essentiel de ce concile prophétique, c'est que le christianisme n'est pas une « idéologie » religieuse, mais une histoire. Pour le pasteur Maury, un grand espoir s'est levé ce jour-là, parce que nous avons tous compris que l'unité chrétienne ne peut signifier uniformité nivelante.

Il y a vingt ans, le pape Jean XXIII, ouvrant les sessions du concile universel qu'il avait annoncé deux ans auparavant, dans un discours-programme qui provoqua, y compris dans le monde profane, une vive surprise. Laisant à l'arrière-plan les projets élaborés par la commission préparatoire, qui, selon le modèle classique, renforçait les énoncés doctrinaux et les consignes morales, dans un réformisme intérieur et monolithique, le pape, sortant de ce huis-clos intemporel, dressait une perspective selon laquelle l'Eglise prend en compte les besoins, les aspirations, les espérances, les détresses de l'humanité, y trouvant une provocation à l'Evangile pour se renouveler elle-même. Non pas une réforme, mais, selon le mot intraduisible qui était passé dans toutes les langues, un *aggiornamento* dans le concubinage avec le monde. A un évêque qui venait lui demander des explications, Jean XXIII se leva sans mot dire et, ouvrant la fenêtre sur la ville, déclara : « Faire un courant d'air dans l'Eglise ».

En ce temps même, par une convergence qui n'est pas sans signification, deux experts, déconcertés par le caractère ébauché et intemporel des projets élaborés par la commission préparatoire, avaient proposé à plusieurs hautes personnalités d'engager les opérations par une adresse au monde. Le cardinal Lénart se fit le promoteur de cette initiative devant le pape, qui, évidemment, l'approuva chaleureusement. Ainsi, avant tout acte doctrinal, l'assemblée vota par essai et levé un « message » au monde ; seuls une quinzaine d'évêques restèrent assis parmi les deux mille cinq cents présents. Malgré une manipulation « cléricalisée » de sa rédaction par l'archevêque de Cambrai, l'acte gardait toute sa signification, fait unique dans l'histoire des conciles ; et il créait dans l'assemblée une sensibilité vive et universelle à la perspective ouverte par Jean XXIII.

C'est de cet événement que, de tous côtés, des groupes de chrétiens font mémoire, pour son vingtième anniversaire. Mieux que le commémoration d'un fait passé, c'est une célébration, en ce sens que l'investi-

sement alors mené demeure en acte, avec ses variantes et ses avatars, donnant à la foi vive du peuple de Dieu un dynamisme confiant et joyeux. Il ne s'agit pas d'en dresser un bilan, évidemment impossible, mais de faire le point dans cette rencontre consciente de l'Eglise et du monde.

A ses diocésains qui lui demandaient, à son retour de la première session, ce qui pouvait se passer au concile, l'archevêque de Milan, le cardinal Montini, le futur Paul VI, déclara : « Au concile, l'Eglise se cherche elle-même ; elle rente avec grande confiance et avec grand effort de mieux se définir, de comprendre elle-même ce qu'elle est... Après vingt siècles d'histoire, l'Eglise se sent comme submergée par la civilisation profane, comme absente du monde actuel. Elle éprouve alors le besoin de se recueillir, de se purifier, de se refaire, pour pouvoir reprendre avec une nouvelle énergie son propre chemin... »

« Tandis qu'elle entreprend ainsi de se qualifier et de se définir, l'Eglise cherche le monde, tente de venir au contact avec cette société... Et de quelle manière réaliser ce contact ? Elle raccroche le dialogue avec le monde, lisant les besoins de la société où elle opère, observant les carences, les nécessités, les aspirations, les souffrances, les espérances qui sont au cœur de l'homme... »

La radicalité d'un tel propos, qui va être l'axe des délibérations et des décisions du concile, manifeste qu'il ne s'agit pas d'une habileté apologetique ni d'un réformisme pastoral ; c'est la nature même de l'Eglise qui est en cause : non plus le monde qui tourne autour de l'Eglise, « mène et maitresse », mais l'Eglise qui tourne autour du monde, pour reprendre l'image un peu grosse d'une révolution copernicienne. L'Eglise sort d'elle-même, pour être elle-même ; elle est missionnaire, non par une extension de surcroît, mais par un dégagement interne de sa « chrétienté ».

Elle n'est pas une forteresse d'où elle promulgue des vérités tombées

du ciel sans contexte temporel ; elle n'est pas une « société parfaite », se disant-elle juridiquement, dans un soi-nenti de tout pouvoir. Ce concept, construit par Bellarmin (XVI^e siècle), qui voyait dans la monarchie absolue le modèle de l'Eglise, est écarté au bénéfice de la notion biblique de « peuple », le peuple de ceux qui jouissent de la dignité et de la liberté des fils de Dieu, dans le cœur desquels habite l'Esprit comme dans un temple », en citoyenneté évangélique. Elle est donc une communauté, articulée certes par une hiérarchie qui conditionne l'architecture de la foi et le régime de l'existence, mais communautaire qui est le sujet porteur de la parole de Dieu. L'autorité y devient un service.

Ce n'est pas par des contingences secondaires que l'Eglise rencontre le monde, comme en marge d'elle-même ; le monde est le lieu de son existence consciente, dans une « économie » (c'est le mot typique des Grecs), c'est-à-dire le déroulement dans le temps d'un plan de Dieu pour faire participer les hommes à sa divinité, par une assumption continue de leurs œuvres et productions, selon le rythme de la croissance des civilisations.

Bref, le christianisme n'est pas une « idéologie » religieuse, mais une histoire dont les événements forment la matière, à partir de l'événement unique et récapitulatif qui fut et demeure la naissance du Christ. Désormais, tous les événements, dans le mesure où ils constituent le tissu de l'histoire, construisent le royaume de Dieu. Les trois grands textes constitutionnels du concile trouvent là le centre intelligible de leur enseignement. C'est sans doute là la plus profonde des initiatives théologiques de Vatican II. De fait, le vocabulaire *historia*, absent jusqu'à ce jour des déclarations du magistère, se trouve soixante-trois fois dans les textes du concile, doublé parfois du mot « évolution » jusqu'ici suspect.

S'il en est ainsi, les événements sont le lieu de discernement de la présence de Dieu, de sa providence. Il est, certes, urgent de tenir ferme et valable l'agir propre des causes secondes, de l'évolution de l'unité, dans la construction du monde, dans le contenu de la culture. Mais qu'elle est transcendante, son sein même de la transcendance, l'action de Dieu ne réduct l'existence à l'ontogénèse des créatures, tant les créatures matérielles que l'émminente créature humaine. Les événements de l'histoire ne sont eux-mêmes aliénés de leur historicité ; ils demeurent perceptibles et analysables selon les lois de l'histoire, dans leur densité et leur autonomie de causes secondes. Ce

n'est pas sans raison que Marx a critiqué sévèrement la théologie de la création, diffuse de son temps. Plus Dieu est créateur, plus la création est autonome à son niveau. Plus la foi du croyant est authentique, plus l'historien est apte à observer les causes secondes. Ce fut le fait d'une théologie infantile et d'une faiblesse maladroite de mettre en concurrence les deux causalités, et de rendre raison des réalités humaines par une référence céleste qui les excluait sous prétexte de les expliquer, comme si ce que j'accordais à l'homme je l'enlevais à Dieu.

Recourant à une dualité un peu facile, disons que les réalités terrestres sont susceptibles d'une explication procurée par les méthodes des sciences historiques, mais que, sous l'œil de la foi, et déjà en philosophie de l'histoire, elles se prêtent à une signification, par laquelle elles sont, dans leur profondeur, le trame du destin de l'humanité et la manière du Royaume de Dieu. Nous rencontrons alors l'une des catégories bibliques de l'Ancienne et de la Nouvelle Alliance, dans son messianisme.

Signes des temps : en usage dans la langue profane, l'expression avait été théologiquement banalisée, dans la mesure où s'atrophiait l'historicité, dans une scolastique spéculative. Jean XXIII lui rendit son relief, lorsqu'il, dans son encyclique sur la paix (1963), il présente une énumération sommaire encore des événements qui gagnaient la croissance de l'humanité dans la justice : promotion économique et sociale des classes laborieuses, entrée de la femme dans la vie publique, émancipation des peuples colonisés, constitution d'organismes internationaux dans le combat pour la justice et pour la paix. Grandes trames de l'histoire, pour le chrétien, des provocations à l'Evangile de la fraternité. Elles sont, avant tout endoctrinement, des lieux de la présence et des discernements du peuple de Dieu, sorti de son ghetto sacré.

Entra tant de cas « dans cette ère nouvelle » (sic), le plus notable est sans doute l'intelligence qu'a assez tôt manifestée l'Eglise (encyclique sur le développement des peuples, de Paul VI, 1967) de l'émancipation du tiers-monde, après l'ère de la colonisation à laquelle elle avait consenti. Si elle n'eût compris l'immense montée de la civilisation industrielle, elle eût senti homogène à la constitution de peuples nouveaux, qui lui proposaient, dans la multiplicité et la variété, après l'ère constantinienne, les inculturations de sa foi, de ses institutions, avec les exigences imprévues d'une collégialité des Eglises autochtones.

Cette haute opération, humaine et chrétienne, parfaitement homogène à l'économie du christianisme, implique une prospective selon laquelle le futur entre dans le comptabilité du présent : elle est « prophétique », non pas, bien sûr, par quelque prévision magique ou apocalyptique, mais par la sensibilité vive au dynamisme interne qui traverse les événements et les promeut. Les délégués des peuples pauvres assemblés à Bandung (1955) étaient, sous le regard sceptique des économistes patentés, les prophètes d'un monde qui va vigoureusement se développer. L'intensité est grande de cette perception de la conjoncture comme facteur de la nouveauté évangélique : elle est chrétienne, non enregistrée par l'institution. Le rapport de l'Eglise au monde implique ce caractère prophétique. Les mots eux-mêmes se chargent d'Esprit, leur conférant une force de contestation. « L'Eglise dans le monde engage l'Eglise à être plus qu'un simple agent de sacralisation de l'ordre établi. Il en fait un agent prophétique en faveur du changement et de la transformation qui apporteront la paix et la justice parmi les hommes » (Mgr Reus-Jrogan, évêque de Porto-Rico). Ainsi le Peuple de Dieu est dit, par récitation de ce messianisme de l'Ancienne Alliance et par héritage de la fonction du Christ, un peuple prophétique, quand il prend conscience de ce rôle. L'Eglise, à la jonction de son Eglise et de son engagement historique, retrouve sa vérité première, en dehors des dogmatismes, des institutions, des moralismes.

Historiens et sociologues ont observé que toutes les religions ont été sans cesse traversées par des tensions entre les prêtres et les prophètes, entre institutionnalisme et spontanéité populaires, entre clercs et laïcs. La religion chrétienne catholique est ici un cas parfait. Si elle soutient jusqu'à la persécution avec des complexités profanes ses institutions, elle est périodiquement saisie par le sursaut des prophètes, pour qui l'Evangile est la seule référence absolue, et ce n'est pas de bon cœur que l'institution les reconnaît.

Les opérations conciliaires se situent beaucoup plus souvent du côté des institutions, et les prophètes n'y sont pas à l'aise. Il est trouvé qu'un pape se libère de ces contextes : Vatican II reste certes une très grande opération institutionnelle, mais, à qui sait lire, à qui a respiré l'atmosphère de l'assemblée, et de ses commissions, il a été aussi le producteur de textes qui dépassent leur lettre par leur mise en œuvre.

(*) Dominica.

Un mouvement irréversible

VINGT ans déjà ! Comme on eût mis peu de temps à s'habituer à ce grand bouleversement, et comme l'espérance s'est vite dégradée en écroulement... Vingt ans seulement ! Et comme tant de choses ont déjà changé...

Qui pourrait nier la portée de l'événement ? Tout cela était si neuf que tout paraissait possible. Jean XXIII avait vraiment ébranlé des montagnes.

Bien sûr, ce concile, comment aurions-nous pu le vivre autrement qu'en protestants ? On comprendra que notre attention se soit fixée d'abord sur le contenu du décret sur l'œcuménisme, où l'on n'arrivait pas tout à fait à nous reconnaître le titre d'Eglise, et sur les débats sur la liberté religieuse, qui annonçaient qu'un trait se tirait du bas de tout ce qui était en dessous. Le fait que la grande constitution sur l'Eglise accorde une place première au peuple de Dieu, nous a particulièrement réjoui. Comme aussi celui qui l'on ait renoncé à un texte isolé sur la Vierge Marie, pour en faire un simple chapitre de cette même constitution de l'Eglise. Ou qu'inversement le beau texte sur la Bible se soit vu élargir une place d'honneur en devenant la « constitution dogmatique sur la révélation divine ». Mais encore, quand se déroulent les travaux qui ont abouti à l'adoption de la constitution pastorale sur « l'Eglise dans le monde de ce temps », nous nous sommes sentis particulièrement réjouis. Nous nous sommes sentis particulièrement réjouis de voir ensemble rechercher les fidèles d'aujourd'hui, en une famille plus large encore que celle que nous vivions déjà, avec nos frères protestants et orthodoxes, depuis 1948, dans le cadre du Conseil œcuménique des Eglises. Quel champ immense paraissait s'ouvrir ! Certes nous avions déjà l'expérience de ce dialogue prometteur avec quelques théologiens catholiques français, comme le Père Conger, et nous admirions leur influence sur les Pères conciliaires, mais, maintenant, c'était l'Eglise catholique tout entière, que nous avions connue et immuable, qui entrait dans cette nouvelle dynamique. A me la remémorer aujourd'hui, je réalise à nouveau le révolte d'un coparticipant que cela a représenté.

Il est vrai que tous les protestants n'ont pas vécu ces années avec la même espérance et que beaucoup ont mis bien du temps à se reconnaître concernés par ce qui se passait à Rome. Aujourd'hui encore, il en est pour qui Vatican II ne fut qu'un épisode de plus de la Contre-Réforme, qui n'a fait que commencer au concile de Trente. Et puis des incertitudes se sont fait jour et sont toujours là, comme le pieux qui reste ouverte de l'absence d'intercommunion. Et puis

par le pasteur JACQUES MAURY (*)

comment concilier Vatican I, et son triomphalisme papal, et Vatican II, avec ses aspirations à la pauvreté de l'Eglise ? Et puis encore, après l'édifice encyclique *Populorum progressio*, il y a eu *Humanae vitae*, qui eut pour effet que rien n'avait changé dans la conception que l'Eglise catholique romaine se fait de la femme, de sa dignité et de sa liberté. Et maintenant voici les inquiétudes qu'ont suscitées les contradictions du pontificat actuel et le sentiment qu'à bien des égards nous assistons à un troublant coup de frein.

Mais qui pourrait nous détourner de tout ce qui a changé, et qui pourrait empêcher ce concile d'avoir initié un mouvement irréversible ? Nous ne l'avons peut-être pas réalisé d'emblée, mais peut-être l'essentiel a-t-il été la cassure intervenue dans la centralité romaine. La constitution et la marge d'indépendance des conférences épiscopales, nationales ou régionales, la responsabilité nouvelle qu'elles ont assumées ont profondément modifié le rapport de l'Eglise catholique aux sociétés où elle est enracinée, mais aussi nos relations œcuméniques. Nous avons, nous, protestants de ce pays, appris à découvrir et à reconnaître nos partenaires. Parfois, d'ailleurs avec une surabondance problématique : je me rappelle les ennemis du concile et celles qui l'ont immédiatement suivi : j'étais seul pasteur protestant sur la place de Poitiers en face de quelque quatre cents prêtres, religieux et religieuses qui voulaient nous rencontrer un pasteur... Il m'est arrivé de leur dire que, s'ils le voulaient vraiment, il fallait d'abord me laisser le temps de l'être.

N'importe, l'Eglise catholique, pour nous, ce n'est plus seulement le Rome lointain et inquiétant, ce sont d'abord les évêques de France, les prêtres et les paroisses, tous ces hommes et toutes ces femmes que nous avons appris à reconnaître comme des frères et des sœurs dans la communion vivante de Jésus-Christ. Ce sont ceux qui nous ont chargés de servir les hommes et les femmes de chez nous et d'être auprès d'eux les témoins actifs de la réconciliation, de la justice et de la paix.

L'an passé, avec le cardinal Etcheberry, nous étions chargés, pour une réunion du bureau du Conseil permanent de l'épiscopat et des principaux responsables des Eglises réformées et luthériennes, d'évaluer notre témoignage commun en France. Nous avons constaté un bilan si riche que

nous n'avons pu en venir à bout. On reste confondu quand on réalise tout ce qui s'est développé à tous les niveaux en matière d'études bibliques communes, quand on se rend compte de la « première » qu'ont représentée la préparation et la publication de la traduction œcuménique de la Bible où nos exégètes français, catholiques, protestants et orthodoxes, ont non seulement traduit mais commenté ensemble toute la Bible, devenant ainsi, d'occasion de notre unité... quand on pense à l'importance, dans la vie de nos Eglises respectives, du développement de la pastorale commune des foyers mixtes, devenus le fruit authentique du mouvement œcuménique (et porteur de quelle exigence !), ou quand on constate que ce qui s'est dit et fait ensemble sur des problèmes de société comme le sort des travailleurs immigrés ou le commerce des armes...

Nous ne pouvons plus courir tout seuls

Certes nous sommes loin de l'unité. Mais n'est-ce pas le signe le plus évident que nous ne pouvons plus courir tout seuls nos propres chemins, que nous avons commencé à découvrir ensemble nos différences doctrinales traditionnelles mais aussi celles qui, devenues divergences doctrinales traditionnelles, nous ont fait découvrir, de l'opinion publique qui nous observe, semblent mettre en cause la crédibilité même de l'œcuménisme, sur des questions brûlantes comme celles qui touchent à l'éthique sexuelle et familiale : nous voulons comprendre et dire ensemble pourquoi nous avons pris, à propos des grands débats sur l'avortement, des positions contradictoires, à partir de prémisses communes. Nous le voulons, parce que nous avons désormais qu'il n'y a qu'un seul Seigneur.

Aujourd'hui, donc, où en sommes-nous ? Vingt ans après ? Nous interrogeons-nous sur notre identité particulière de protestants ou nous sentons-nous davantage protestants ? Les deux nous arrivent. C'est que l'espoir qui s'est levé a été si grand que les péniences et les réurgences paraissent insupportables. Mais sans doute avons-nous aussi commencé de réaliser que l'unité chrétienne ne peut signifier l'unité nivelante. La richesse de l'émotion de Dieu et des réponses qu'il suscite appelle d'abord à découvrir les richesses de la diversité, en même temps qu'elle oblige à refuser l'éternité des divisions.

(*) Président de la Fédération protestante de France.

Un « théâtre du monde entier »

par JAN GROOTAERS (*)

COMMENT faire en quelques lignes la tour d'un phénomène aussi complexe, fluctuant, polymorphe, multinationnel et transconfessionnel que Vatican II ? De cette extraordinaire basilique vaticane, concile fut pendant quatre ans véritablement un « théâtre du monde entier » dans un décor digne d'un Cerdon de la Barce.

Qu'il nous soit permis de limiter cette réflexion jubilaire à quelques retombées majeures de l'événement conciliaire.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, nous apparaît comme le gain le plus marquant du dernier concile ? Une certaine image de l'Eglise s'est modifiée définitivement : la sorte de « société parfaite » en forme de pyramide étagée du sommet à la base a fait place à une Eglise perçue et vécue devant nous comme une communauté de communautés ; peu importe que celles-ci soient formelles ou informelles.

Quelle est, après vingt ans, une des leçons les plus frappantes de l'après-concile, tout au moins en Occident ? C'est probablement le manque d'engagement spirituel des réformes postconciliaires : la souffrance propre de Vatican II appelait une spiritualité nouvelle, qui, finalement, n'a guère pris consistance.

Cette constatation s'applique au premier lieu à la réforme liturgique, qui, aujourd'hui, apparaît comme inachevée. On ne nie pas une certaine créativité liturgique à la « base » dans des pays aussi différents que l'Italie ou les Pays-Bas - et on pense ici à l'œuvre du poète Huub Oosterhuis - mais, dans la paroisse classique, la réforme officielle, en quelque sorte décrétée d'en haut, a manqué généralement d'enthousiasme, dans le sens étymologique de ce terme. Comment expliquer les faiblesses de la liturgie sortie du concile ? Le cardinal J. Ratzinger (1) énumère principalement le manque d'intégrité ; il va jusqu'à idéaliser la « participation silencieuse » de la messe préconciliaire. Cela nous paraît peu convaincant. Nous préférons l'interprétation plus juste, car plus

nuancée, donnée par le professeur A. Vergote (2). Il estime qu'un retour à la liturgie préconciliaire ne serait pas une solution, car celle-ci brisait la dialectique du sacré en isolant un seul mouvement du rite : la mise à distance destructrice de la spontanéité de l'homme ; tandis que les abus déplorés actuellement sont les excès de l'autre mouvement : l'expression spontanée de la réalité humaine. Le rite religieux fondamental repose sur l'équilibre nécessaire de ces deux mouvements qui se croisent et s'entrelient polairement toute célébration.

La chapelle la plus inachevée de Vatican II est aujourd'hui sans doute celle de la collégialité épiscopale : ni la réforme de la curie romaine, ni certaines tensions entre Rome et les Eglises locales, ni les voyages pastoraux du pape actuel n'ont été de nature à en finir, réellement, une Eglise collégiale. Si le pape tend à devenir l'évêque universel, les Eglises locales risquent de n'avoir plus à leur tête que des évêques auxiliaires...

La promulgation de l'encyclique *Humanae vitae* - ressentie comme un acte unilatéral du pape - a porté un coup très dur à la crédibilité de l'Eglise postconciliaire, tandis que l'histoire intérieure des synodes épiscopaux révèle de plus en plus que le fonctionnement d'une telle assemblée est incompatible avec une certaine bureaucratie romaine qui n'a pas désarmé.

Deux correctifs s'imposent ici. D'une part, il faut reconnaître que la pourant majoritaire au concile, à travers le problème de la collégialité sous l'angle de l'exercice du pouvoir, n'a pas été et n'est pas faible. D'autre part, les nouvelles et définitives prises de conscience des jeunes Eglises en Amérique latine (à partir de 1968), en Afrique (à partir de 1969), en Asie (à partir de 1970) peuvent être interprétées comme autant de relectures créatrices de Vatican II qui doivent être portées au jour du concile : mises en forme inattendues et fructueuses de l'idée collégiale.

Et qu'est devenu l'œcuménisme catholique ? En s'institutionnalisant, il a perdu le caractère dynamique qui le caractérisait à l'époque des pionniers. Mais, d'autre part, en se répandant très largement, il est devenu diffus. Aujourd'hui, il est difficile d'en circonscrire encore les progrès considérables.

Il reste enfin qu'aujourd'hui on perçoit mieux certaines myopies très graves du dernier concile : Vatican II n'a pas pressenti les mises en question fondamentales de la foi qui s'annoncent à bref délai. Concernant l'existence même de Dieu et certains articles de la foi chrétienne, ces interrogations et d'autres encore ont gagné la vocation dans les pays riches, où sévit la sécularisation. Les textes du concile n'y apportent pas de réponses adéquates.

La « réception » de Vatican II est toujours en cours. C'est l'évidence même. Cependant, dès maintenant, il est clair que cette réception diffère non seulement à bref délai, mais de pays à pays.

Cette réception du concile diffère aussi de génération à génération. En Occident, les représentants de la première génération postconciliaire - celle qui avait vingt à trente ans à la clôture du concile - sont nombreux à avoir boudé le message de Vatican II. C'était comme si le « flambeau » leur tombait des mains. Par et pour la seconde génération, qui a vingt ans aujourd'hui et s'est élevée que nous avons devant nous, dans les réunions de jeunes et dans les auditoires de faculté, - le « flambeau » pourrait avoir été éteint ; celle de la troisième génération, celle de la « purge », où certains l'ont tenu.

Vatican II pourrait ainsi passer en de nouvelles mains.

(*) Auteur d'études sur Vatican II et sur l'après-concile.

(1) J. Ratzinger, « Peut-on modifier la liturgie ? », in : *Dieckhoff*, Paris, 1981, 161-176.

(2) A. Vergote, « Eclipse ou renouveau de la messe dans l'histoire liturgique ? », in : *Le Monde*, 4 juin 1975, 11-12.

هكذا من الأصل

EUROPE

Pologne APRES LA MISE HORS LA LOI DE SOLIDARITE

Les dirigeants clandestins du syndicat indépendant lancent un appel à une grève générale pour le 10 novembre

La mise hors la loi du syndicat indépendant Solidarité continue à susciter nombre de réactions dans le monde. M. Genscher, le nouveau ministre allemand des affaires étrangères, y voit une violation des accords d'Helsinki. Son gouvernement est profondément préoccupé par les conséquences qu'elle aura sur la confiance mutuelle et la politique de sécurité et de coopération en Europe de même que sur les relations internationales. M. Spadolini, chef du gouvernement italien a exprimé une « très ferme réprobation ».

● A MOSCOU, l'agence Tass a, pour l'instant, simplement diffusé, dimanche, un commentaire de l'agence Paps protestant contre les sanctions américaines à l'encontre de Varsovie, tandis que, à Pékin, un porte-parole des affaires étrangères a dit que les Polonais doivent régler leurs problèmes eux-mêmes.

● EN FRANCE, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a indiqué que son parti préparait une « journée Pologne ».

Dès le lendemain de la mise hors la loi du syndicat, les dirigeants clandestins de Solidarité ont lancé un appel à une grève nationale de protestation de quatre heures pour le 10 novembre prochain. Cette date est celle du second anniversaire de l'arrestation en 1980 du syndicat indépendant. Elle précède aussi d'une journée l'anniversaire — le 11 novembre — de l'indépendance de la Pologne acquise en 1918. Il s'agit donc d'un double symbole et c'est vers l'épreuve de force la plus dure qu'il ait connue depuis les grèves de Gdansk que le pays s'apprête. D'une part, les autorités feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher le succès de cette grève. De l'autre, les syndicats clandestins, qui jouent la leur crédibilité, mettront certainement dans la balance toutes leurs capacités de mobilisation.

Dans la même déclaration (lire ci-dessous), la direction clandestine de Solidarité, la T.K.E., appelle l'ensemble des salariés membres ou non du syndicat indépendant, à boycotter les nouvelles organisations syndicales qui vont être mises en place par le pouvoir. Ce boycott, explique-t-elle, constituera « le premier référendum des années de la Pologne populaire » et permettra à la nation de se prononcer « contre l'asservissement du peuple et contre trente-sept années d'une politique sociale et économique catastrophique ». Cet objectif, ainsi que celui qui est généralement donné au syndicat dans le texte (« créer une République autonome »), dénotent une radicalisation du mouvement clandestin.

Le général Jaruzelski, de son côté, n'avait, dans le discours qu'il a prononcé samedi 9 octobre devant le Parlement, laissé aucun doute sur sa volonté de mener à son terme, et sans concession aucune, son entreprise de remise au pas du pays. En dehors de la annonce d'une « libération prochaine d'un grand nombre d'interdits » et d'un assouplissement des procédures des délivrance de passeports, le chef de la junte militaire s'est en effet montré particulièrement ferme, s'abstenant notamment de fixer une

après avoir dénoncé au micro de TF 1 « le régime de dictature » qui s'impose par la force.

Pour sa part, le M.R.G. condamne « une nouvelle étape dans la liquidation des conquêtes démocratiques », tandis que le P.S.U., la Fédération anarchiste, l'association Solidarité France-Pologne et quelques syndicats C.G.T. (INSEE, correcteurs, industrie, ONIC) s'associent à la manifestation du mardi 12 octobre organisée par la C.F.D.T., F.O., C.G.C., C.F.D.T. et la FEN.

Enfin, les déclarations de M. Lecanuet (C.D.S.) et le commentaire de M. Pons, secrétaire général du P.R., qui constatait avec tristesse que « notre pays n'est pas à la hauteur de sa mission », sont considérés comme « intempestifs » par M. Hatzinger. Le secrétaire national adjoint du P.S., chargé des relations internationales, note que MM. Pons et Lecanuet, « qui n'avaient pas réagi à l'époque, lors du voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (...), seraient bien heureux aujourd'hui de faire la campagne municipale sur le dos des travailleurs polonais ».

Il est significatif de trouver parmi les 373 signataires d'intellectuels qui viennent de protester dans une pétition contre « la politique de répression menée par les autorités », le nom de M. Janusz Odojowski, l'un des plus prestigieux journalistes, membre du parti. Ce texte, signé aussi par les écrivains Andrzej Kijowski et Tadeusz Kowalczyk, affirme notamment que « la répression et les procès politiques rendent impossible le dialogue et l'entente », « ne ferment pas la bouche à la société et ne peuvent que compromettre le pouvoir ».

La mesure que l'on sentait depuis une dizaine de jours s'approfondir entre l'Eglise et le pouvoir ne fait ainsi que se confirmer, s'inscrivant d'ailleurs dans une polarisation de plus en plus nette. Le représentant ministériel auquel le général Jaruzelski a procédé samedi est par exemple marqué essentiellement par les départs du ministre de la culture, M. Tejchma, considéré à Varsovie comme la dernière personnalité d'un tant soit peu ouverte au gouvernement, et du ministre du travail, M. Rajkiewicz, qui était considéré comme le seul représentant de la dissolution de Solidarité et dont le poste est laissé vacant (1). Il semble aussi que des sanctions soient envisagées contre des députés de l'opposition, dont le vote de la loi on se sont abstenus.

Le président Reagan veut priver la Pologne du statut douanier de « la nation la plus favorisée »

De notre correspondant

Washington — Réagissant immédiatement à l'interdiction de Solidarité, le président Reagan a annoncé, samedi 9 octobre, une nouvelle sanction contre la Pologne : ce pays ne jouera plus du statut douanier de « la nation la plus favorisée » qui est accordé à la plupart des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

La décision, qui sera mise en vigueur « dès que possible », c'est-à-dire aussitôt après le feu vert du Congrès, qui semble être acquis. « Les dirigeants militaires polonais ont montré qu'ils continuent de mépriser les espoirs et les aspirations de la majorité du peuple polonais », a déclaré M. Reagan. En interdisant Solidarité, ils ont clairement manifesté qu'ils n'avaient jamais eu aucune intention de restaurer l'un des droits les plus essentiels de la nation la plus favorisée, celui d'acquiescer à un syndicat libre. L'Amérique ne peut rester inactive. Je ne pense pas qu'un seul instant Solidarité sera restée une force vitale en Pologne. » Le président américain ne voit toujours qu'un seul moyen pour sortir le pays de l'instabilité et de la récession : lever la loi martiale, libérer les syndicalistes emprisonnés, engager un réel processus de dialogue et de réconciliation avec l'Eglise et Solidarité.

La Pologne avait été le premier pays communiste en 1980, à payer de facilités douanières pour ses exportations aux Etats-Unis. Seule la Yougoslavie avait conservé ce statut après la deuxième guerre mondiale. Un traitement semblable devait être accordé par la suite à trois autres Etats dont on voulait encourager les réformes intérieures ou la politique d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. : la Roumanie (1975), la Hongrie (1978), et la Chine (1980). Mais, le congrès américain, les trois Etats, la Pologne ne devait pas justifier chaque année d'un certain nombre de conditions pour conserver son statut.

La décision de M. Reagan s'applique aux produits manufacturés qui représentent les deux tiers des exportations polonaises aux Etats-Unis. Le dernier tiers, constitué essentiellement de viandes en boîte, n'est pas touché. Pour le textile polonais, par exemple, les tarifs douaniers vont passer d'un minimum de 4,7 % à un minimum de 10 %. Or la balance commerciale penche déjà nettement en faveur des

A L'OCCASION DE LA CANONISATION DU PERE KOŁBE

Le pape a condamné l'interdiction de Solidarité et l'attentat antisémite de Rome

Correspondance

Rome. — La canonisation du père Maximilien Kolbe, mort à Auschwitz, a été célébrée le 10 octobre, place Saint-Pierre, devant plus de cent cinquante mille personnes par le pape Jean-Paul II. Elle a été l'occasion, pour le Saint-Père, de condamner devant les fidèles et pèlerins (dont dix mille Polonais) la mise hors la loi de Solidarité et dans le même temps l'attentat contre la synagogue de Rome.

A propos de l'interdiction de Solidarité, le pape a affirmé : « Ces événements bien connus ont suscité des réserves et des protestations disséminées de l'opinion internationale. On constate la violation des droits fondamentaux de l'homme et de la société. Le siège apostolique et l'Eglise polonaise ont fait ce qu'ils pouvaient pour que n'adviennent pas de telles violations. Et dans l'avenir nous défendrons encore les droits légitimes des hommes du travail. En ce jour solennel de la canonisation de Saint-Maximilien Kolbe, je demande à tous les hommes de bonne volonté de prier pour la nation polonaise. »

Aussitôt après, le pape a tenu à rappeler « le sort tragique de tant de juifs exterminés sans pitié dans les camps de concentration, qui a été condamné d'une façon ferme et irrévocable par la conscience de l'humanité. Mais hélas se reproduisent en notre temps des épisodes criminels de haine antisémite. Je pense avec un cœur profondément douloureux à l'enfant juif qui hier a perdu la vie, ici, à Rome, et aux autres personnes blessées dans l'attentat. » Le Saint-Père a conclu en exprimant sa totale solidarité à la communauté juive de Rome.

La personnalité et le destin du père Maximilien Kolbe désormais « saint et martyr » rendent presque obligés ces références à une actualité dramatique. Né en Pologne près de Lodz le 8 janvier 1894, parti à Rome aussitôt après son noviciat chez les franciscains, le père Kolbe rentra dans son pays en 1919 et fonda un mouvement d'apostolat la milice de l'Immaculée. Dans le premier numéro du journal *Syreny Niepokornych* (Chevaliers de l'Immaculée) il écrivait en 1922 : « Notre but n'est pas seulement d'approfondir la foi, d'acquiescer une authentique vie ascétique aux faibles de la mystique chrétienne (...) mais de

s'engager dans l'œuvre de conversion des non-chrétiens. » Dès 1930, le père Kolbe partit ouvrir une mission au Japon. Revenu quelques années plus tard en Pologne, le père Kolbe est élu le lendemain de l'occupation arrêté une première fois en 1939 par les Allemands. Relâché puis arrêté une nouvelle fois le 17 février 1941 et envoyé à Auschwitz, il portera alors le matricule 16790.

A la fin du mois de juillet 1941, après l'évasion d'un déporté de son bloc, les Allemands décident de « décamer les prisonniers ». Devant lui, on choisit un père de famille, Franciszek Gasztoni. Le père Kolbe s'avance et dit : « Prenez-moi à sa place, je suis seul et seul. L'officier allemand lui demanda, méprisant : « Qui êtes-vous ? » Il répond : « Je suis un prêtre catholique. » Il fut donc ainsi envoyé au « bloc de la mort » où les prisonniers étaient condamnés à mourir de faim. Il fut achevé le 14 août 1941 par une piqûre au phénel.

Le sacrifice du père Kolbe a une valeur éminemment symbolique. Cela explique pourquoi, dégageant aux règles du droit canonique qui prévoit un délai de cinquante ans après la mort de tout religieux avant tout procès de béatification et de canonisation, le pape Paul VI, dès 1971, avait décidé de le proclamer « bienheureux ». Puis Jean-Paul II a accéléré la procédure et donné une dispense pour l'étude d'éventuels miracles dans le cadre du processus de canonisation.

Dans la foule des fidèles place Saint-Pierre, on chaque diocèse de Pologne était représenté par une pancarte et des délégations en costume folklorique, on remarquait trois immenses banderoles Solidarnosc que la délégation du gouvernement polonais apportait. M. Odojowski, vice-premier ministre et membre d'un groupe catholique officiel feignait de ne pas voir. Le primate de Pologne, qui devait lui aussi assister à la cérémonie, y avait renoncé dès la semaine dernière dans la crainte des troubles que pourrait susciter la mise hors la loi de Solidarité.

M. S.

(1) Dans la rétransmission des événements, la télévision polonaise n'a pas diffusé le passage de l'homme de la Saint-Père.

Yougoslavie

Sévères restrictions à la consommation d'énergie

Belgrade (A.F.P.). — La plupart des régions yougoslaves sont frappées à partir de lundi 11 octobre par les restrictions à la consommation d'énergie. Les particuliers, en attendant un rationnement généralisé.

En Serbie, la principale société de distribution d'énergie, Jugopetrol, a décidé de ne fournir qu'un maximum de 16 litres par jour et par ménage. Les autres pays de la fédération, à l'exception de la Bosnie-Herzégovine, ont introduit des restrictions de 10 à 15 litres par ménage. La distribution d'essence a été limitée à 15 litres. La même disposition est en vigueur en Macédoine, suivant le système pair-impair.

En Bosnie-Herzégovine, la compagnie Jugopetrol a limité l'approvisionnement en essence à 15 litres selon le même système pair-impair. Au Monténégro, la distribution d'essence a été limitée à 15 litres. La même disposition est en vigueur en Macédoine, suivant le système pair-impair.

Les perspectives ne sont pas meilleures pour ce qui est de l'électricité. A Belgrade, une première coupure de deux heures est intervenue dans une grande partie de la ville le 4 octobre alors que le matin même un

journal à grande diffusion affirmait : « Belgrade ne sera pas dans l'obscurité. »

Depuis lors, chaque jour, différents quartiers sont privés de courant plus ou moins longtemps. Mais déjà depuis la mi-septembre, à Zagreb, capitale de la Croatie, les coupures interviennent trois fois par semaine pendant huit heures. En Macédoine, dont 42 % des besoins ne peuvent être couverts, les coupures durent de six à douze heures tous les deux jours. Pour l'ensemble du pays, il manque au minimum entre octobre et mars de 10 à 12 % des kW/h nécessaires selon les données officielles. Sans doute, une prévision optimiste.

Le charbon ne pourra pas permettre de combler le déficit énergétique, ni pour les particuliers ni pour la production d'électricité. Le plan d'investissement destiné à améliorer l'exploitation des gisements n'a été réalisé que dans la proportion d'un tiers.

Le gasoil aussi manque. Les files d'attente s'allongent aux points de vente des bombes de butane qui sont épuisées rapidement. Quant au gaz de ville, aucune agglomération importante n'en dispose, même pas Belgrade.

En un mot, comme l'écrit le quotidien *Novosti* : « Il n'y a aucun combustible en quantité suffisante. »

L'APPEL DE LA DIRECTION CLANDESTINE DU SYNDICAT

« Solidarité est et sera, que cela plaise ou non »

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la déclaration de la Commission nationale provisoire (T.K.E.) de Solidarité (direction clandestine), datée du 9 octobre et parvenue dimanche 10 octobre à l'occident. Cette déclaration est signée par MM. Bujak (Varsovie), Lis (Gdansk), Hardek (Crocovie) et Besnorz (Wroclaw) qui ont remplacé M. Frasnyski, arrêté le 5 octobre dernier.

« La dissolution de tous les syndicats en Pologne est un acte sans précédent dans les annales des sociétés civilisées. Par cet acte, le WRON (Conseil militaire de salut national) a reconnu qu'il avait subi une défaite.

« Le WRON n'a pas réussi à faire éclater le mouvement syndical et ses tentatives risant à compromettre les dirigeants syndicaux jouissant d'une certaine notoriété ont été infructueuses.

« Pendant dix mois d'état de siège, les travailleurs ont démontré solidement leur opposition au régime du général-maître.

(An cours d'un essai de vote avant son discours radiotélévisé, le président Reagan a qualifié les dirigeants polonais de « bande de bons à rien minables » (et Bush et Louby Burns). Cette phrase a été rapportée par des journalistes qui l'ont entendue. Dans son allocution diffusée en direct, le président a usé d'un langage un peu plus diplomatique, en qualifiant la régime polonais de « dictature militaire ».)

ISTH Depuis 1953 INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Concours d'entrée directe à H.E.C. 2 ANNEE ■ Ingénieurs Grandes Ecoles ■ Etudiants Second Cycle de l'enseignement supérieur ■ Diplômes d'Etat (P.F.) SESSION NOV à fin MAI RECEPTION INTENSIVE JUILLET AOUT SUCCES IMPORTANTS CONFIRMES AUTEUIL 6, Av. Léon Mougey 75016 Paris Tél. 224.10.72

ISTH depuis 1953 INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953 Préparations complètes en diplôme d'Etat de l'EXPERTISE COMPTABLE C.P.E.C.F. Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières D.E.C.S. trois certificats (Novembre à Juin) CENTRE POLYBAC 53 av d'Italie - 75013 PARIS Tel. 565.89.35

TOUS COMPLICES.

La publicité se moque des certitudes, comme le temps dont elle est le miroir.

Il y eut la publicité des années soixante, euphorique, toute imbue de ses produits nouveaux. Celle des années soixante-dix, déjà moins sûre d'elle, hésitant entre motraquoge souvoqe et persuosian clondestine.

Aujourd'hui, en pleine crise de confionce, que l'an prétend écanomique, les consommoteurs exigent un autre discours. Moins dominateur, moins écrasant, mais plus proche, plus conscient de leurs différences. Plus près de leurs langages, de leurs goûts, de leurs sensibilités.

Les preuves abondent. Stars et monstres sacrés disparaissent.

Lo relève est différente. Déjà, opporaissent quelques morques-omies, quelques marques-camplices.

Ensemble, cultivons cette complicité. Chez Grey France, l'Agence de la Connivence*, votre marque ira à la rencontre de ses consommateurs, leur parlera comme à des êtres humains et non pas statistiques. Peut-être, ne criera-t-elle pas toujours plus ou plus fort que ses concurrents, mais plus juste et plus efficacement. Chez Grey France, votre marque et ses consommateurs deviendront amis pour longtemps, ou mieux encore complices. Tous complices.

Demandez donc à Tong, à Mr. Propre et aux autres. Tous complices.

Grey France, 23, rue Linais 75724, Paris Cedex 15, tél. : 578.61.10.

*Connivence Jan van Aal Bureau Adm. Bureau Décembre 1981.

Grey France, 20^e agence française. 250.000.000 F. de chiffre d'affaires en 1982, avec une progression de 35% par rapport à 1981. Membre de Grey Advertising, 8^e agence mondiale, avec plus de 1.200.000.000 \$ de chiffre d'affaires. Clients de Grey France : Amora (BSN), Balmain, Banania, Bank of America, Bongrain-Gérard, British American Tobacco, Browning France, Corning France, Dictograph, Diépal (BSN), Fenwick, General Foods France, Hamm, Hewlett-Packard, Hoechst, Husqvarna, Kroy Industries, Groupe Posquier (Gep/Gepyl), Playtex International, Procter & Gamble France, Renault (Institutionnel), Revlon, Scandinavian Tobacco Company, Sodacom, Laboratoires Stafford-Miller, Strafor, Superhermit, William Pitters International. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Jan van Aal ou Robert Hoehnel.

مكتبة الامم

Italie

APRÈS L'ATTENTAT A LA SYNAGOGUE DE RÔME

La communauté juive de la capitale réagit violemment contre la presse et le pouvoir, accusés d'avoir favorisé l'antisémitisme

Correspondance

ral et que la question qui se pose à eux actuellement est la suivante : comment et avec qui refaire une majorité ?

Les sociaux-démocrates sont profondément divisés, et M. Helmut Schmidt ne fera connaître sa décision de conduire à nouveau le parti à des élections ou de se retirer de la vie politique que lorsque cette question aura été tranchée, très vraisemblablement lors d'un congrès restreint prévu pour le mois de novembre. Les querelles qui ont divisé la social-démocratie depuis des mois vont à nouveau renaître à propos de la stratégie à adopter, à l'égard des Verts notamment.

L'ancien chancelier, fidèle à la ligne qu'a été celle de son gouvernement depuis 1974, continue de défendre une politique « social-libérale » et s'opposerait à vouloir construire une majorité avec une partie des Brandt sans M. Genscher. M. Willy Brandt, en revanche, et avec lui l'aile gauche du S.P.D., s'est, dès le lendemain des élections de Hesse, déclaré partisan d'une ouverture vers la gauche, c'est-à-dire vers les écologistes et les « alternatifs », sous certaines conditions formulées en termes assez généraux, comme la condamnation par les Verts de tout recours à la violence, ou leur échelon clair aux principes de la démocratie ouest-allemande.

Un élément nouveau vient d'être apporté à ce débat par le Land de Hambourg. C'est un de ces Länder où les dernières élections (en juin 1962) n'ont pas réussi à dégager de majorité, les libéraux étant exclus du Parlement tandis que les Verts y faisaient leur entrée. Or, après quatre mois de négociations avec les Verts, le maire de Hambourg, M. Von Dohnanyi, a décidé d'en appeler à une nouvelle consultation générale, au conseil samedí à l'échac, et décide de s'en remettre à nouveau aux électeurs. De nouvelles élections seront organisées le 19 décembre dans ce Land, dont rien ne dit d'ailleurs qu'elles parviendront à déboucher la situation.

Cette situation est en effet celle qui prévaut dans l'ensemble du pays. Il n'y a plus — si l'on en croit les sondages — de majorité en République fédérale, ni pour l'actuelle coalition, ni pour personne d'autre. Ce constat renforce-t-il la tendance Brandt au sein du S.P.D. ? Incline-t-il M. Heilmann à se reporter les élections fédérales qu'il a promises pour le 6 mars ? Et comment M. Strauss mettra-t-il à profit le résultat du scrutin bavarois : en faisant pressuriser malgré tout en faveur de ces élections générales, ce qui représenterait un risque ? Ou bien en faisant obstacle « de l'intérieur » à l'influence des libéraux dans le nouveau gouvernement fédéral ? On ne peut le savoir que dans les semaines qui viennent mais une conclusion s'impose sans aujourd'hui : jamales la République fédérale n'a connu de situation aussi instable.

**Les écologistes font
aux élections**
De notre

Bruxelles. — Les élections communales du dimanche 10 octobre n'ont pas bouleversé la physionomie politique du pays. L'opposition socialiste voulait donner ces consultations locales une signification nationale, mais les citoyens n'ont guère suivi cette voie. En fait, les résultats apportent plutôt un réconfort à la coalition sociale-chrétienne-libérale et au gouvernement Martens bien résolu à poursuivre sa politique.

Si l'anarchie découle du scrutin uninominal, elle découle aussi des grandes ligues apparues assez clairement. Dans l'ensemble du pays, on enregistre une avancée du parti libéral qui, au sein du gouvernement, s'est fait le champion le plus résolu de l'assainissement financier. En deux de ces quatre gouvernements, c'est un libéral, et non un Wallonien et d'un libéral, et non d'un Wallonien, qui a été nommé ministre adjoint à Charleroi, le plus socialiste maintenant tout à fait à gauche. Mais, dans les deux autres, ce sont des libéraux qui ont pris les plus leurs positions. Au Nord, comme au Sud du pays, la démocratie chrétienne est victime d'un certain tassement. En outre, celui-ci est très mûr, grave, et il se prévoyait. Le F.P.C. a manifesté naguère, il y a deux ans, une certaine décadence par rapport aux élections législatives de l'année dernière.

Dans ces conditions, le phénomène le plus remarquable est l'avance très nette des écologistes qui, en Wallonie surtout, obtiennent parfois jusqu'à 10 % des voix et qui vont faire leur entrée dans de nombreux conseils communaux en position d'arbitres. Tel est le cas notamment

Trois d'entre elles ont pris position devant l'entrée latérale de la synagogue. Les deux autres sont restées en retrait. Une cinquantaine de personnes, dont de nombreux adolescents et enfants à peine sortis de l'école, étaient massés sur le perron ou dans les jardins. Les terroristes ont lancé quatre grenades de type ananas, de fabrication soviétique. Puis ils ont ouvert le feu avec deux mitraillettes pour couvrir leur fuite.

faîtes sur les centaines de douilles
laissées sur les lieux. Il égraitait
d'armes de fabrication japonaise.
— 63 —
Les auteurs de l'attentat ont pu an-
sistôt s'écrouler sans être gênés
par les démons avertis. Deux
autres, qui s'étaient réfugiés dans
grosse moto à travers les melles
du ghetto : les trois autres sont
montés à bord d'une voiture sta-
tionnée à quel du Fibre, près
du synagoge.

Sur le sol, au milieu des éclats
de verre, gisaient, dans une mare
de sang, trente-cinq personnes
qui, quelques minutes après, les
lieux ont été rapidement vidés
par des équipes de secouristes
venues des hôpitaux voisins. Un
des blessés, qui se trouvait dans
tache, atteint de plusieurs éclats
de grenade à la tête, aussitôt
transporté dans un hôpital voi-
sin.

Son frère aîné, Gabriel, quatre
ans, est toujours entre la vie et
la mort, ainsi que trois autres
victimes.

Dans l'après-midi de samedi,
trois corps de téléphone à des

groupements romains ont relevé qu'un tiers des attentats ont été commis par un groupe de feu inconnu «I.O.L.P. - Brigades rouges». Un troisième, en revanche, au nom d'un groupe d'extrême droite, les A.R.T. Mais les enquêteurs ne peuvent guère au sérieux ces témoignages. La technique et les armes utilisées par les terroristes rappellent celles des différents groupes islamiques, compris ces deux dernières années en Europe contre des objectifs israéliels et en particulier contre la base américaine de Camp David. Les deux principaux groupes armés soupçonnés se portent sur le groupe terroriste palestinien dissident d'Abou Nidal. Juste noir.

Les Italiens sont

Cette même, dans son excès,

s'appuier sur la constatation que Israël est un Etat comme un autre. Et les responsables italiens et italiennes ont été profondés que, à l'inverse de certains de leurs voisins, ils n'ont à purger aucune reliquie d'antisémitisme national et la mauvaise conscience qui en découle. En faisant siennes spontanément l'accusation d'antisémitisme que sa Begin lance à l'égard d'Israël, les communistes italiens, y compris le parti romain (on n'a rien entendu du tel militant) oublient que elle sait l'expérience vécue; à savoir qu'une nation européenne n'a été moins gangrenée par l'antisémitisme que l'Italie, au moins depuis la destruction du ghetto de Rome par le pape Pie IX.

Les Italiens juifs pratiquaient souvent un commerce d'assistance. A Rome, beaucoup d'entre eux, petits artisans, négociants, sont restés groupés dans ce quartier, le long du Tibre, où la synagogue a été construite au début du siècle. Mais l'appartenance au judaïsme dans les professions libérales ou l'industrie n'est ni réservée ni relevée. La question ne se pose pas.

Elle l'a été lorsque Mussolini a dicté des lois raciales inspi-

Le président du conseil a reçu un télégramme affirmant que « l'État démocratique mettra tous les moyens en œuvre afin de poursuivre les criminels qui se sont rendus coupables de crimes de sang ». Pour les mêmes raisons, la plupart des autres forces politiques et syndicales se sont abstenues d'envoyer au président leurs représentations. Elles ont préféré s'exprimer leur indignation et leur solidarité à la communauté juive durement frappée. Seul le président du conseil, M. Giovanni Giolitti, a répondu à la lettre de l'association. La foule est un peu houleuse. Mais, comme je fais remarquer certains : « Lui et moi, il n'y a pas servi le maïs d'Anjou ».

est unanime. Le représentant de l'O.L.P. à Rome, M. Memer Hamm, n'a pas hésité à envoyer un énigmatique télégramme au pape : « L'abbé, demandant l'exécution », perçut alors des frères juifs complices seulement d'être juifs.

L'infauste choc, découvert sur les bords romains du trecento, nous ramène plus tôt. Le 18 octobre 1943, les nazis rafistèrent la population juive de Rome, qu'on retrouvait de l'autisme estomacal et postérieur. L'indignation et le dégoût s'élevèrent dans les salons des journaux : « Bombe sur les innocents » (*Il Messaggero*) ou les éditeurs : « Ce temple sans sacré » (*la Repubblica*). Les journaux italiens ont écrit mille sermons contre l'assaut, et

grand rabbin s'est félicité, almostique, devant les fidèles, de ce «*changement des attitudes, des institutions et des mass media vis-à-vis de la communauté juive, même s'il leur a reproché un certain «pharisaïsme»*». Ce qui, dans la bouche d'un rabbin, peut sembler étonnant.

MARC SEMO.

Attirés
pour la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres, le 5 juin, pour la tuerie de la rue des Rosiers à Paris, le 9 août, pour les

à Bruxelles, le 18 septembre, et de Rome enfin, les terroristes ont utilisé des armes de même fabrication, des pistolets mitrailleurs « WZ-63 », tirant des balles de calibre 9 mm Makarov, produits par des arsenaux polonais. Pour le reste, les policiers n'ont pu que constater un même style d'action : un commando de plusieurs

hommes intervenant à la fin des cérémonies religieuses, mitraillant durant une ou deux minutes, jetant une grenade, de marque tchèque ou soviétique, et s'enfuyant sans précipitation à pied ou en voiture.

Le soupçon visait le dissident palestinien Abou Nidal repose, aussi, faute de preuves, sur des impressions tirées de l'attentat comme

contre le synagogue de Vienne. Les deux auteurs, un étudiant irakien installé en Autriche depuis deux ans et un militant syrien proche du groupe Al-Azifa, avaient reconnu appartenance à la branche «rebelle» de F.O.L.P. animée par Abou Nidal.

Une majorité d'enquêteurs croient

ces attentats, la marque d'Abou Nidal. Depuis cinq ans, expliquent-ils, une quinzaine de membres de ses groupes ont été arrêtés, pour des assassinats — comme en 1975, celui du représentant de l'O.L.P. en France ou cet été celui d'un diplomate koweïtien à Madrid — qui, à chaque fois, ont avoué leur appartenance, confirmant ainsi la « piste » retenue.

par les policiers. — Ph. Bg.

● **Attentat contre la Ligue de défense juive à New-York.** — Une bombe a explosé dans la nuit de vendredi à samedi 9 octobre à New-York, devant les

juive, une petite organisation dont les activités ne provoquent que des réactions négatives matérielles. A midi, le 9 octobre, le police Uniape correspond également, qui s'a-
parceps son appartenance et a
révélé que l'ancien en 1950
phone. « Nous avons placé sous
bonne confiance l'un de nos agents
dans le milieu. Il s'agit d'un
qui est un agent de confiance. Longue

100-443887-100

MARC SEMO.

études

pour la tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Iraël à Londres, le

attentats, présentant certaines similitudes ont été imputés au même auteur. Imprudemment ? Certains policiers européens estiment qu'il est devenu facile pour des terroristes proche-orientaux, de « copier » la méthode d'Abou Nidal et de laisser soupçonner le dissident palestinien qui n'adresse jamais un démenti pour les actes qu'il n'a pas commis.

futures, et de l'air, et qui se sont
 fait, dans l'après-midi, de belles
 parties de tennis. (A.T.P.)

ENQUÊTE

Ces terroristes venus d'ailleurs

(Suite de la première page.)

En somme, ce diplomate avait fini par se faire une raison de ces sables mouvants, et voilà que la sablière explose ! L'invasion du Liban par Israël, l'écroulement de l'O.L.P. vers huit pays arabes, ruinent ces patientes constructions. Et pour quel résultat ? A en croire différentes sources « spécialisées », les prises de l'armée israélienne, au chapitre du strict terrorisme, seraient minces. Parmi ses milliers de prisonniers, Tsahal n'aurait retrouvé qu'une dizaine de fodayin fichés par le Mossad, le service de renseignement israélien, et suspects d'avoir participé à des opérations « violentes » hors du Liban. Un Français d'origine syrienne, un Allemand, deux Soudanais et des Libanais, proches du F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine), qui n'avaient pas pu quitter Saïda, assez vite au mois de juin.

L'armée israélienne aurait saisi l'armement lourd de l'O.L.P., dont au moins deux batteries de missiles Sam-9, dernier cri des arsenaux soviétiques, et un excavateur avec lequel avaient été creusées les galeries souterraines de Saïda, une machine ultra-soudoite, livrée par l'U.R.S.S., qui, dit-on, intéresse beaucoup les Américains. Mais Tsahal, malgré sa trentaine d'agents

infiltrés dans le secteur ouest de la capitale libanaise, n'aurait réussi à mettre la main ni sur les membres des services spéciaux palestiniens ni sur les responsables des fameux camps d'entraînement, témoins supposés de tant de préparatifs de mauvais coups. Et encore moins sur les « internationalistes », ces Allemands, Africains ou Japonais, « protégés » traditionnels du F.P.L.P. qu'Israël souhaitait exhiber à la face du monde pour prouver que l'O.L.P. actionnait, depuis dix ans, le terrorisme de la « bande à Baader » ou de l'Armée rouge japonaise.

Quand ils n'étaient pas occupés à guider les tirs d'artillerie sur Yasser Arafat et ses compagnons, à l'occasion des sorties en ville des dirigeants palestiniens, les agents du général Sharaa avaient aussi pour mission de tenter de se saisir de plusieurs milliers de comptes bancaires. Échec sur ce point aussi : Tel-Aviv espérait faire apparaître la complicité de certains pays arabes et l'enrichissement soudain de tels combattants ou de telles fractions après l'un ou l'autre des attentats commis depuis 1972. Les connexions financières demeurent une des principales énigmes du « sanctuaire ». Il y a fort à parier qu'elles le resteront encore.

Ainsi, les services occidentaux, comme ceux d'Israël, ont-ils dû se

contenter de regarder embarquer l'O.L.P. à bord des bateaux d'un nouvel exil. Étrange impression que celle de voir s'aligner sur les quais du port de Beyrouth des hommes parfois tout recherchés, portant sur leur dos des archives si convoitées. Car, de très bonne source, on indique que les secrets palestiniens ont été répartis entre les différents unités combattantes et donc évacués sous les auspices des États-Unis, de la France et de l'Italie. Dans les premiers jours de la guerre, seules une vingtaine de personnes — donc cinq membres de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA) — auraient réussi à gagner Chypre et le F.P.L.P. serait parvenu à faire franchir à quelques autres de ses compagnons les lignes phalangiennes de destination de Tripoli (Liban). Puis la masse beyrouthaise s'était reformée.

Tous les autres combattants auraient quitté la capitale au grand jour, par mer ou par la route vers Damas, sous la protection de la Force multinationale et le regard des caméras de télévision.

De savants dosages

Les différents services occidentaux tentent aujourd'hui d'évaluer les conséquences de l'éparpillement des Palestiniens et de mesurer les risques d'une aggravation du terrorisme. « Ils sont multipliés par dix », explique un haut fonctionnaire français. Les jeunes Palestiniens ne manquent pas de nouvelles raisons d'en vouloir au monde entier, et, de plus, Yasser Arafat aura plus de difficultés à contrôler les extrémistes de son mouvement. « Est-ce si sûr ? D'autres informations font état d'une certaine redistribution des cartes au sein de l'O.L.P. à la faveur, justement, du repli en catastrophe de Beyrouth. Contrainte plus que jamais d'opter pour la « voie diplomatique », la centrale palestinienne aurait pris soin, dans l'urgence du siège de Beyrouth, de renforcer son influence sur son aile « dure ».

M. Arafat aurait permis à certains « extrémistes » de son mouvement, auxquels il est pourtant notoirement hostile, de s'échapper sans risque en échange de l'engagement ferme de leur part de renoncer aux violences internationales. Toujours selon les services de renseignement et certaines chancelleries, l'O.L.P. aurait même procédé à un savant dosage des évacués qui tiennent davantage de la surveillance avouée ou de la prise d'otages volontaire que d'une répartition géographique et politique naturelle. Alors que les éléments « modérés » gagnaient notamment la Tunisie et la Jordanie et que les « révolutionnaires » se concentraient à Damas et au Yémen du Sud, il n'échappait pas aux experts que le Faïh, l'organisation de M. Arafat, commençait avec lui, vers Tunis, cent fodayin du F.P.L.P. et du F.P.L.P.-Commandement général, de M. Ahmed Jihri, dont certains spécialistes très compromis dans des opérations dites « extérieures ». Et que le nombre d'hommes fidèles au chef de l'O.L.P. était imposé à Georges Habache et aux fractions qui lui sont proches. Avec mission, semblait-il, de contrôler les activités du chef du F.P.L.P. en Syrie et au nord du Liban.

Dans le même esprit, c'est Yasser Arafat lui-même qui aurait négocié discrètement, avec l'Algérie et le Soudan, le retour dans leur pays d'origine de quelques nationaux fatigués des actions terroristes. C'est encore l'état-major du Faïh qui aurait exigé l'évacuation vers le Yémen du Sud, pays sous influence directe des Soviétiques, très excentré et aux moyens de communications limités, des « internationalistes », dans l'espoir de les éloigner définitivement. Douze Japonais, cinq Allemands, un Lyonnais pré-nommé Roger, des Somaliens, des Pakistans, embarqués à bord du navire grec *Alkion*, ont donc gagné l'île de Socotra, au large d'Aden. Avec, apparemment, peu d'espoir d'un retour prochain.

Le cas du F.P.L.P.

En fait de mieux, Israël et les capitales préoccupées par l'éparpillement de l'O.L.P. tentent désormais de suivre l'évolution de l'exil palestinien. Rien de très inquiétant pour l'instant : des déplacements, nombreux, de tous les appareils politiques, autour du bassin méditerranéen. Des regroupements, constatés de source américaine, de quelques unités combattantes dans le nord du Liban, après un transit, autorisé par Damas, dans la région syrienne de Ruad. De plus, les troupes de l'O.L.P. sont partout placées sous une stricte surveillance dans leurs pays d'accueil. Même et surtout en Syrie. Le nouveau front, apparemment, est calme.

Mais, surtout, chacun tente de répondre à une double question : le terrorisme d'origine palestinienne est-il mort avec le siège de Beyrouth et, sinon, d'où peut-il surgir ? Sur ce point, les opinions divergent. Les divers « observateurs » de la centrale palestinienne rangent tous M. Naïf Hawatneh dans le groupe des « réalistes favorables à la négocia-

tion » et reconnaissent s'être trompés sur le compte du leader du Front démocratique (F.D.P.L.P.), longtemps considéré comme un « gauchiste », voire comme un « terroriste officiel de Moscou », mais qui n'aurait plus recouru à la méthode des attentats en Europe depuis 1975 (1). On admet, bien volontiers, aujourd'hui, que son harmonie avec les thèses défendues par M. Arafat est totale.

Le cas du F.P.L.P. du Dr Habache et surtout de la nébuleuse de groupes qu'il influence est plus discuté. Bien sûr, les plus optimistes, parmi lesquels se place le bureau parisien de l'O.L.P., assurent que ce mouvement, très actif dans le passé, s'est finalement rangé, par la force des derniers événements du Proche-Orient, à la nécessité d'un combat plus politique et d'une concertation avec Israël par l'intermédiaire des pays occidentaux. Les critiques adressées par Georges Habache aux pays arabes du « Front de la fermeté », vont dans ce sens, comme plaide, il est vrai, en faveur d'un apaisement, le constat, établi par certains services spéciaux, d'un affaiblissement progressif depuis 1978 du F.P.L.P., auprès même de ses alliés « terroristes » européens. L'époque des causes communes avec l'Armée rouge japonaise, la Fraction armée rouge allemande et le groupe de « Carlos » est révolue. Les « internationalistes » des années 1972-1975 ont fini par devenir un poids mort, trimbalés d'un camp à l'autre, au gré des événements. Le mythe des solidarités internationales actives, de la fraternité entre les mouvements de libération du tiers monde, en a pris un sérieux coup. Ces soldats perdus, recherchés par tant de polices, ont vieilli, et trop d'entre eux n'ont dû leur salut qu'à leur état de « mercenaires », de moins en moins politique, embarrassant même pour le F.P.L.P.

Une tour de Babel des origines

A défaut de connaître les intentions ou les arrière-pensées de Georges Habache, d'autres estiment, au contraire, que le F.P.L.P. reste indirectement en mesure de se lancer dans une nouvelle épopée terroriste en Europe. Bien sûr, l'ère européenne de ses alliances d'extrême gauche serait en voie d'extinction, peut-être même, selon certaines informations, depuis la prise d'otages des ministres de l'OPEP à Vienne en 1975, cette opération-zéolith de l'expression terroriste de la décennie, organisée par « Carlos » et à laquelle avait participé l'Allemand Haas-Joachim Klein. Les Japonais et les Pakistans, trop repérés, ne seraient plus guère utilisables, et jusqu'à trois cents « commandos de lutte », venus du Golfe arabe ou d'Afrique, auraient été invités, depuis quatre ans, à se chercher d'autres causes à défendre.

Mais à mesure que se seraient effacés ces classiques du compagnonnage palestinien, d'autres connexions auraient vu le jour, notamment avec des groupes armés, turcs et kurdes, récemment

créés ou restés plus longtemps à l'arrière-plan.

Selon cette thèse, partagée par plusieurs services de renseignement et des diplomates, le F.P.L.P., rendu à plus de prudence, n'apparaîtrait plus directement comme le commanditaire de ces bras armés, mais il aurait laissé se développer dans l'aile « dure » du mouvement palestinien des fractions, parfois rivales, sur lesquelles il serait en mesure d'exercer une influence, et qui pourraient, en certaines occasions, agir en qualité d'intermédiaires.

Il est vrai que les pistes du terrorisme proche-oriental sont devenues plus difficiles à remonter avec les années et, surtout, les choix successifs d'une histoire tourmentée. Les anciennes tendances « révolutionnaires », dans l'O.L.P. ou hors d'elle, auraient perdu de leur rigidité par la contamination des amitiés personnelles, des échanges de services ou, plus simplement, par le brassage des peuples. Un service occidental a calculé, sur la base d'observations faites à partir de 1979, qu'une tendance extrémiste palestinienne pourrait, si elle le souhaitait, et selon les objectifs, obtenir l'aide obligée de quelques chutes libanaises, d'Iraniens, de Frères musulmans syriens ou, au contraire, de Palestiniens membres des services spéciaux de Damas, d'Arméniens, de Turcs, de Kurdes en exil, de maronites des montagnes libanaises, de Sud-Yéménites, d'Arabes israéliens et d'intégristes égyptiens. Une véritable tour de Babel des origines.

Ceux qui redoutent un regain de radicalisation du F.P.L.P. illustrent leur crainte par l'attentat commis le 3 octobre 1980 à Paris, contre la synagogue de la rue Copernic qu'un service de renseignement français, au moins, impute — en bout de

chaîne — à une partie de l'entourage, qualifiée de « pro-syrienne », de M. Habache. L'homme qui avait garé la moto bourrée d'explosifs devant la synagogue était en possession d'un faux passeport chypriote, et au moins deux de ses complices se seraient enfuis vers Nicosie.

Un auteur principal et des comparses, fort soupçonnés d'appartenir à une nouvelle « internationale » plus proche-orientale que la précédente, plus spontanée que structurée, mouvante, donc moins aisément contrôlable. Et plus facilement manipulable. Cette nébuleuse, qui garderait, selon des informations sérieuses, des points d'ancrage, notamment en Europe, dans certains milieux de l'aile « dure » du mouvement palestinien, pourrait tenter de faire de Chypre une plaque tournante discrète pour remplacer Beyrouth. Le risque de voir exploiter cette base logistique, principalement par les membres de l'ASALA, est, paraît-il, sérieux, au point que plusieurs pays, dont la France, ont demandé cet été à leurs services de renseignement d'être plus présents dans l'île. Par mesure de précaution. Et pour conjurer le mauvais sort.

PHILIPPE BOGGIO.

(1) La dernière opération connue du F.D.P.L.P. remonte, en fait, au 15 mai 1974 : un commando avait enlevé un groupe d'enfants du village de Maaloti (Galilée). Seize enfants avaient été tués au cours de l'assaut donné par les forces israéliennes et de la riposte des Palestiniens.

Prochain article :

ABOU NIDAL, LE « RENÉGAT IRRÉDUCTIBLE »

Paris/St-Etienne en 3h26* pour 185^f en TGV.

Paris-Saint-Etienne. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
273 F**	185 F**	141 F**	97 F**

* Meilleur temps de parcours en 1982.
** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

Paris/Lyon en 2h36* pour 185^f en TGV.

Paris-Lyon. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
273 F**	185 F**	141 F**	97 F**

* Meilleur temps de parcours en 1982.
** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

Paris/Montpellier en 5h32* pour 294^f en TGV.

Paris-Montpellier. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
437 F**	294 F**	223 F**	151 F**

* Meilleur temps de parcours en 1982.
** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Paris/Avignon en 4h30* pour 261^f en TGV.

Paris-Avignon. Réservation incluse.

Prix normal		Bénéficiaires des réductions Couple/Famille, vermeil	
1 ^{re}	2 ^e	1 ^{re}	2 ^e
387 F**	261 F**	198 F**	135 F**

* Meilleur temps de parcours en 1982.
** Prix au 1982. Un supplément est perçu sur certains TGV.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

Acheter français ? j'ai essayé...

Un produit « pur français », cela existe-t-il ?

De votre tube dentifrice aux freins de votre voiture, Le Nouvel Observateur vous fait découvrir les origines des produits de consommation courante.

Tableaux à l'appui, il calcule le partage du marché intérieur. Il explique l'action de certains patrons, de certaines organisations de consommateurs et du gouvernement pour la promotion des produits français. Un dossier explosif !

Au même sommaire :

Simone Signoret, Bernard Kouchner, Michel Foucault : « En abandonnant les Polonais, nous renonçons à une partie de nous-mêmes ». ■ Communistes : Les vraies raisons du malaise — Docteur Ralite et Mister Jack.

LE NOUVEL
observateur
CETTE SEMAINE

50/50

SC.P.O.
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance
2 centres : Quartier latin ou Neuilly
CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94/745.93.93
accréditation supérieure privée

CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER
VOS BULLETINS
CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES
PORTANT L'ENSEIGNE

LOTO

c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros.

10.82 LO

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

**Aux Galeries Lafayette
Haussmann,
Destination Espace.
Avec Hewlett-Packard.**

A bord de la navette spatiale
Columbia, les astronautes améri-
cains disposaient du plus puissant cal-
culateur de poche jamais construit : le HP-41 CV.
Une puissance de programmation en avance sur
son temps.

HP-11 C. Un calculateur scientifique
pour bien finir ses études et bien démarrer
la vie professionnelle. Programmable : 79 lignes,
branchements conditionnels.

HP-11 C. Un outil de calcul très complet, pour ingé-
nieurs et professionnels. La puissance : 106 fonctions
jusqu'à 203 lignes de programme.

HP-12 C. Financier : emprunts, amortissement, épargne
taux, analyses de flux, fonctions calendaires.

HP-15 C. Le plus puissant
des scientifiques

HP-12 C. de poche HP avec 200
fonctions (opérations sur les
matrices et les nombres
complexes, fonction SOLVE et
INTEGRATE...).

HP-16 C. Un calculateur multibase pour l'informatique et l'électronique.
Une puissance de manipulation de données binaires jamais atteinte par un
instrument de cette taille.

**Electronic show
aux Galeries Lafayette.**
Hewlett-Packard sera présent à l'exposition "Electronic Show" des
Galeries Lafayette du 25 septembre au 16 octobre 1982. Cette exposition
exceptionnelle réunira, au 2^e étage des Galeries Lafayette-Haussmann, les
dernières nouveautés de l'électronique domestique.

Galeries Lafayette
Haussmann

**HEWLETT
PACKARD**

PROCHE-ORIENT

**Damas ne reconnaîtra Israël
qu'après l'évacuation du Golan**
déclare le ministre syrien de l'information

La Syrie est d'accord avec le point 7 du plan de paix arabe adopté à Fès et l'interprète comme « un appel à la paix entre tous les États de la région, y compris un État palestinien et Israël », a déclaré M. Ahmed Iskandar, ministre syrien de l'information, dans une interview que publie le New York Times, ce lundi 11 octobre. « Mais, a-t-il ajouté, Damas ne reconnaîtra pas Israël tant qu'il n'aura pas restitué tous les territoires occupés depuis 1967, en particulier les hauteurs du Golan. » (Le gouvernement de M. Bédri a annoncé ce territoire au début de l'année). Il a d'autre part affirmé que la Syrie ne retirait pas ses troupes du Liban « tant qu'un seul soldat israélien y demeurerait ».

C'est ce que le président Hafez El Assad a confirmé, dimanche, à M. Francis Pym, secrétaire au Foreign Office, qui devait arriver ce lundi au Caire après une visite de deux jours à Damas. Le chef de l'État syrien a mis l'accent sur « l'importance du rôle de l'Égypte » dans le rétablissement de la paix au Proche-Orient, et M. Pym a insisté sur la « nécessaire participation » de l'O.L.P. à des négociations.

Pour sa part, le cabinet israélien, réuni dimanche, a pour la première fois exprimé de façon explicite ses positions concernant le Liban. Il exige la signature

d'accords de « sécurité » au Sud-Liban, réclame le départ préalable des forces palestiniennes du Liban et « aspire » à la signature d'un accord de paix global avec Beyrouth. Ces trois principes, qui reflètent une hiérarchie des priorités, figurent dans le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres. Ce dernier se réunit à un accord de paix avec le Liban. Il lui ont demandé d'apporter la preuve de ce qu'il avance et de s'abstenir de porter des « accusations infondées » contre Washington.

A Beyrouth, l'armée libanaise a commencé ce lundi à 6 heures (heure locale) le ratisage de la région des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila après en avoir bouclé toutes les issues. Les soldats français et italiens de la Force multinationale de sécurité (F.M.S.) dans ces camps ne participent pas à l'opération tout en maintenant leurs positions. Par ailleurs, au cours de l'opération de ratisage, dimanche, à Bardj Braj, dans la banlieue sud, 42 personnes — dont 6 Libanais — ont été arrêtés et une grande quantité d'armes, de munitions et de postes de radio ont été saisis.

De Tunis, où il se trouve actuellement, M. Salah Khalaf (Abou Iyad) numéro deux du P.F.L.P., a dénoncé samedi les opérations de ratisage et a lancé un appel au président Genset lui demandant « de respecter ses engagements de protéger le peuple palestinien ». Il a comparé la « sauvagerie » de ces opérations à celles qui ont été menées par l'armée sioniste.

La presse libanaise, se référant à des sources militaires, a fait état d'un plan, samedi, visant à porter les effectifs de la Force multinationale à 15 000 hommes. Dans un premier temps, les effectifs seraient portés de 3 500 hommes à 5 000 grâce à l'apport d'autres pays européens.

Enfin, selon les autorités militaires de Tel-Aviv, plusieurs accrochages ont opposé dimanche, Israéliens et Palestiniens dans la plaine de la Bekaa, dans l'est du Liban. Elles n'ont pas fait état de pertes. Auparavant, la radio avait annoncé qu'un officier israélien a été blessé dans une fusillade entre druzes et phalangistes, près de la ville d'Aley, à 15 kilomètres au sud-est de Beyrouth. — (A.F.P., Reuters, A.P.).

Selon le « New York Times »
**QUATRE FIRMES AMÉRICAINES
SE SONT VU REFUSER
LE PAIEMENT D'INDEMNITÉS
DUES PAR L'IRAN**

L'Algérie a refusé une autorisation de paiement d'un quart de milliard de dollars par le tribunal international d'arbitrage Iran-Etats-Unis après les actions en justice contre le gouvernement iranien, rapportait samedi le New York Times. Les paiements dus en réparation par des firmes américaines devaient être approuvés par l'Algérie en vertu de l'accord qui a abouti, en 1981, à la libération des otages américains détenus à l'ambassade de Téhéran.

Le gouvernement algérien a refusé de payer les dommages causés par le paiement d'environ 1,75 million de dollars à six compagnies américaines. On ignore, indique le New York Times, pourquoi il a refusé les derniers versements.

Selon des experts cités par le quotidien, la position algérienne serait liée au fait que l'Iran a accusé les États-Unis de violer l'accord sur la libération des otages.

Selon le New York Times, les compagnies américaines qui se sont vu refuser les paiements sont Honeywell Information Systems, Granite State Machine Company, Sperry World Trade et Philip Morris. — (A.F.P.).

Le ministre iranien des affaires étrangères a protesté officiellement, samedi 9 octobre, après des charges émanées du quotidien à Téhéran contre l'expulsion vendredi d'Arabie Saoudite de l'holocauste Khoeinla, responsable des pèlerins iraniens à la Mecque (Le Monde du 10-11 octobre). En outre, l'ayatollah Montazeri a demandé dimanche, dans un « message aux musulmans du monde » que la garde des Lieux saints soit retirée à la « tyrannie d'une poignée de débauchés et de vendus » (Saoudiens) et soit confiée « à une délégation de représentants des gouvernements islamiques ».

Argentine
Après la découverte du corps de M. Marcelo Dupont
**PLUSIEURS JOURNALISTES
SONT MENACÉS DE MORT**

Des menaces contre la presse ont été formulées ces derniers jours après la découverte, vendredi 9 octobre, du cadavre de M. Marcelo Dupont, frère du diplomate argentin qui avait fait des révélations sur l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Massera. Plusieurs journalistes qui avaient publié des informations sur cette dernière affaire ont été menacés de mort. C'est le cas notamment de M. José Palacios, directeur de l'hebdomadaire Quotidiano, qui a décidé de s'abriter à l'étranger.

La victime avait « disparu » le 30 septembre, après que son frère, M. Gregorio Dupont, ancien conseiller à l'ambassade d'Argentine, à Paris, eût déclaré devant la justice que l'amiral Massera avait remporté, en 1978, dans la capitale française, le chef des Montoneros, M. Mario Firmenich, à qui il avait remis plus d'un million de dollars. Le diplomate avait affirmé que l'ancienne attachée de presse de l'ambassade, Mlle Holmberg, lui avait fait cette révélation, quelques jours avant de « disparaître » (elle a été retrouvée assassinée).

Le corps de M. Marcelo Dupont a été découvert sur le chantier d'un immeuble dans un quartier résidentiel de Buenos Aires. Il aurait été projeté du haut de plusieurs étages, après avoir été à demi asphyxié. L'amiral Massera a rendu visite, vendredi, au président de la République, le général Bignone, et a demandé à voir les membres de la junte militaire, pour protester contre ce qu'il appelle un complot visant à le discréditer.

Argentine
Après la découverte du corps de M. Marcelo Dupont
**PLUSIEURS JOURNALISTES
SONT MENACÉS DE MORT**

Des menaces contre la presse ont été formulées ces derniers jours après la découverte, vendredi 9 octobre, du cadavre de M. Marcelo Dupont, frère du diplomate argentin qui avait fait des révélations sur l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Massera. Plusieurs journalistes qui avaient publié des informations sur cette dernière affaire ont été menacés de mort. C'est le cas notamment de M. José Palacios, directeur de l'hebdomadaire Quotidiano, qui a décidé de s'abriter à l'étranger.

La victime avait « disparu » le 30 septembre, après que son frère, M. Gregorio Dupont, ancien conseiller à l'ambassade d'Argentine, à Paris, eût déclaré devant la justice que l'amiral Massera avait remporté, en 1978, dans la capitale française, le chef des Montoneros, M. Mario Firmenich, à qui il avait remis plus d'un million de dollars. Le diplomate avait affirmé que l'ancienne attachée de presse de l'ambassade, Mlle Holmberg, lui avait fait cette révélation, quelques jours avant de « disparaître » (elle a été retrouvée assassinée).

Le corps de M. Marcelo Dupont a été découvert sur le chantier d'un immeuble dans un quartier résidentiel de Buenos Aires. Il aurait été projeté du haut de plusieurs étages, après avoir été à demi asphyxié. L'amiral Massera a rendu visite, vendredi, au président de la République, le général Bignone, et a demandé à voir les membres de la junte militaire, pour protester contre ce qu'il appelle un complot visant à le discréditer.

Le nouveau cabinet
— Affaires étrangères : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Défense : M. José María Mercau (M.N.R.I.) ;
— Intérieur : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Planification : M. Antonio Núñez del Prado (M.N.R.I.) ;
— Affaires paysannes : M. Zénon Barrionuevo (M.N.R.I.) ;
— Information : M. Jorge González (M.N.R.I.) ;
— Secrétariat général de la présidence : M. Horacio Torres (M.N.R.I.) ;
— Finances : M. Ernesto Arribas (M.N.R.I.) ;
— Industrie et commerce : M. Jorge Crespo (M.N.R.I.) ;
— Énergie : M. Jorge O'Connor (M.N.R.I.) ;
— Santé publique : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Éducation : M. Alfonso Cernicchero (M.N.R.I.) ;
— Régulation : M. Orlando Vera Díaz (M.N.R.I.) ;
— Travail : M. Roberto Anes Villarroel (P.C.B.) ;
— Mines et métallurgie : M. Carlos Barrigan (P.C.B.).

M. ARAFAT EN JORDANIE

**« L'heure est à l'action politique »
déclare le chef de l'O.L.P.**

M. Claude Cheysson a confirmé, samedi 9 octobre à Kinshasa, où il a participé au sommet franco-africain, les informations parues dans la presse tunisienne selon lesquelles il se rendra mercredi à Tunis. Le ministre des relations extérieures, qui devait se rendre à partir de dimanche en Tunisie et au Kenya, n'a pas précisé s'il rencontrera M. Yasser Arafat, actuellement à Amman, information que le Quai d'Orsay ne veut ni confirmer ni démentir. De son côté, le chancelier d'Autriche, M. Bruno Kreisky, en visite officielle en Tunisie, s'est entretenu dimanche soir avec Abou Iyad, « numéro deux » du P.F.L.P. Le chancelier, qui avait été le premier chef de gouvernement à recevoir officiellement M. Arafat en juillet 1979, lui a fait transmettre une nouvelle invitation et a déclaré : « être prêt, comme toujours, à tout faire pour améliorer les relations de nos amis palestiniens avec les pays européens ».

Correspondance
Amman. — Le roi Hussein et M. Arafat, soutenus côte à côte, ainsi sont apparus, samedi 9 octobre à la télévision jordanienne, le souverain hachémite et le chef de l'O.L.P. Celui-ci avait accompagné le roi, son premier voyage en Jordanie depuis juillet 1980. Placé par la presse jordanienne sous le signe de la « fraternité », la visite de M. Arafat, prévue après le sommet arabe de Fès début septembre, était attendue avec un intérêt d'autant plus grand que l'on a pu se demander si elle n'était pas retardée à dessein par le chef de l'O.L.P. après les prises de position du roi Hussein en faveur d'une confédération jordanio-palestiniennne. (Le Monde du 8 octobre.)

Cependant, la déclaration de M. Arafat, le 5 octobre, selon laquelle « il est important, voire nécessaire, qu'un État palestinien indépendant entretienne des relations spéciales et privilégiées avec la Jordanie », a été l'élément déclencheur de la visite de M. Arafat pour sept cent trente-six Palestiniens, ont contribué à éclaircir l'atmosphère. Les premiers contacts entre les deux délégations se sont déroulés dans un « climat positif », indique-t-on dans l'entourage de M. Arafat. Toutefois, selon des membres de la délégation palestinienne, il n'aurait pas encore été question de la définition des relations entre la Jordanie et la future entité palestinienne. Le quotidien offi-

ciels jordanien El-Rai, affirmait pour sa part, dimanche, que la formulation de la nature de ces futures rapports était nécessaire pour « tirer parti » du climat international « plus favorable que jamais à la cause palestinienne ».

En fait, il semble que les deux parties veulent d'abord jeter les bases de nouvelles relations entre l'O.L.P. et la Jordanie. Ce chapitre occupait, entre autres sujets de discussion, le renforcement de l'Armée de libération de la Palestine dans le royaume et l'installation à Amman de certains responsables de l'O.L.P. On sait déjà que M. Huzni el-Hajjaj, l'un des proches collaborateurs de M. Arafat, devait devenir le représentant de l'O.L.P. à Amman. Dimanche, le chef de la junte jordanienne a déclaré que la première réunion politique tenue par M. Arafat en Jordanie depuis 1970, avant que les fedayins ne soient massacrés ou expulsés vers le Liban. Des centaines de Palestiniens s'étaient rassemblés au siège de l'O.L.P. où une assistance enthousiaste a applaudi « Abou Amar » (nom de guerre de M. Arafat), qui, revêtu de sa tenue officielle de chef de l'O.L.P., a été accueilli par le président Rezaoui et lui faisait porter la responsabilité des massacres de Sabra et de Chatila. M. Arafat a déclaré : « L'heure est à l'action politique ».

AMÉRIQUES

Bolivie

**M. Siles Zuazo annonce la cession ouvrière
et remanie le commandement de l'armée**

La Paz (A.F.P.). — Le nouveau président de la République bolivienne, M. Hernán Siles Zuazo, a pris ses fonctions le dimanche 10 octobre. La cérémonie de passage des pouvoirs s'est déroulée devant le Parlement. Le Psa, en présence du président sortant, le général Guido Villdoz, (qui a gouverné seul pendant quatre ans), M. Siles Zuazo, dirigeant d'un courant de gauche, l'Union démocratique et

populaire, avait été élu, en la Congrès le 5 octobre (Le Monde du 7 octobre).

Dans son discours d'investiture, le nouveau président a déclaré que le premier acte de son gouvernement serait d'instaurer la « co-gestion ouvrière » dans les secteurs de l'économie aux mains de l'État. Il a immédiatement remis le haut commandement des forces armées en plaçant à la tête de l'armée de terre le général Simon Sesias Toranzo, qui avait été chef d'état-major particulier, en 1971, du président nationaliste et populiste, le général Torres. Il a nommé au commandement de la marine le contre-amiral Wilfredo de la Barra et à celui de l'armée de l'air le général Juan Luis Revollo, qui avait été ministre des transports en 1978, dans le gouvernement constitutionnaliste du général Padilla.

Les trois partis formant la coalition de l'Union démocratique et populaire ont entré au nouveau gouvernement : celui-ci comprend sept ministères issus du mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (M.N.R.I.), la formation de M. Siles Zuazo, six du mouvement de la gauche révolutionnaire (M.G.R.), le parti dirigé par le vice-président de la République, M. Jaime Paz Zamora, et deux ministères venus du P.C.

Le nouveau cabinet
— Affaires étrangères : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Défense : M. José María Mercau (M.N.R.I.) ;
— Intérieur : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Planification : M. Antonio Núñez del Prado (M.N.R.I.) ;
— Affaires paysannes : M. Zénon Barrionuevo (M.N.R.I.) ;
— Information : M. Jorge González (M.N.R.I.) ;
— Secrétariat général de la présidence : M. Horacio Torres (M.N.R.I.) ;
— Finances : M. Ernesto Arribas (M.N.R.I.) ;
— Industrie et commerce : M. Jorge Crespo (M.N.R.I.) ;
— Énergie : M. Jorge O'Connor (M.N.R.I.) ;
— Santé publique : M. Mario Firmenich (M.N.R.I.) ;
— Éducation : M. Alfonso Cernicchero (M.N.R.I.) ;
— Régulation : M. Orlando Vera Díaz (M.N.R.I.) ;
— Travail : M. Roberto Anes Villarroel (P.C.B.) ;
— Mines et métallurgie : M. Carlos Barrigan (P.C.B.).

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC M. EUGÈNE ROSTOW, DIRECTEUR DE L'AGENCE AMÉRICAINE DU DÉSARMEMENT

Les négociations sur les armements nucléaires se déroulent « dans un climat sérieux »

Tandis que les contacts entre les chefs des diplomatie soviétique et américaine sont suspendus après les deux entretiens qu'ont eus en septembre et octobre MM. Gromyko et Shultz au marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le ministre soviétique des Affaires étrangères a regagné Moscou le 7 octobre. Les deux grandes puissances poursuivent à Genève, après la pause de l'été, les deux négociations qu'elles ont engagées sur le niveau de leurs armements nucléaires. On lira ci-dessous les

déclarations qu'a faites à ce sujet à notre correspondant M. Rostow, responsable de ces dossiers à Washington.

De son côté le général Rogers, commandant allié en Europe, a confirmé dans un discours prononcé à Gand l'évolution de la stratégie américaine pour la défense de l'Europe qu'il avait déjà exposée à Bruxelles (« le Monda » du 5 octobre). Selon lui, rapporte notre correspondant Jean Wetz, « la clé du renforcement de la sécurité de l'Alliance

est l'accroissement des moyens classiques de l'OTAN », de manière à contraindre l'adversaire à prendre « la décision délicate d'être le premier à passer à l'utilisation des armes nucléaires ». La doctrine récemment décidée, a-t-il ajouté, vise à « contenir suffisamment longtemps les divisions avancées du pacte de Varsovie pour avoir le temps de détruire avec des armes classiques les forces qui suivent, avant qu'elles soient en mesure d'atteindre la ligne de contact ».

De notre correspondant

évacué l'Afghanistan. Simplement, nous avons voulu définir nos propres idées, éclaircir ce qui nous avait tant déçus dans les accords précédents. Nous avions commencé SALT I en 1972 avec un immense espoir, pensant que le détente était devant nous. Et nous avons vécu au contraire la pire période de la guerre froide.

Donc, il fallait se préparer. Pour les START comme pour les INF, Soviétiques et Américains ont fait des propositions publiques qui ont été refusées par l'autre camp. A Genève, ils ne semblent pas chercher pour le moment à concilier des positions aussi éloignées. C'est là encore la phase de l'exploration : les États-Unis veulent faire comprendre à l'URSS leur nouveau raisonnement et leur nouveau vocabulaire.

Washington ne part plus du principe que les deux superpuissances partagent le même objectif. « Alors que l'Onu se soucie principalement d'empêcher des actions nucléaires ou conventionnelles par la discussion, la doctrine et l'arsenal soviétiques se fondent sur la capacité de mener et de gagner une guerre nucléaire », affirme M. Rostow. Une guerre atomique, ajoute-t-il, ne peut jamais être excusée. Mais la signification principale des armes nucléaires est politique, car elles servent aussi bien à assurer la discussion qu'à permettre l'agression. « Toute la politique étrangère américaine est en jeu aux négociations de Genève. Il s'agit de restaurer l'ordre moral du monde nucléaire américain, aux yeux de nos amis comme de nos adversaires. Nous devons éliminer l'énorme avantage pris par les Soviétiques dans les missiles terrestres et empêcher ainsi tout risque de chantage. Il faut assurer la parité nucléaire qui est la condition de la stabilité politique. »

L'URSS conteste qu'il y ait inégalité des forces nucléaires en Europe. Dans son calcul, elle inclut en effet les bombardiers, les sous-marins et les missiles de croisière américains, mais aussi les arsenaux français et britanniques. « Il n'est pas question de

négoier cela, et l'URSS le sait parfaitement », affirme M. Rostow. La France et la Grande-Bretagne ne font pas partie de cette négociation. Elles s'opposent à la comptabilisation de leurs forces. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas sous contrôle américain. De plus, il ne s'agit pas d'engins de moyenne portée au sens où les Soviétiques l'entendent. J'ajoute que la partie américaine soutient que ce n'est pas son but en soi. Réclamer la parité avec toutes les autres nations réunies, c'est réclamer l'égalité.

Serait-il possible de remplacer en Europe des engins nucléaires par des armes conventionnelles ? « Très probablement », répond le directeur de l'Agence américaine. Mais comment être sûr que l'URSS respecterait cet accord ? Ses forces sont entièrement équipées et doctrinalement préparées pour la guerre nucléaire et chimique.

M. Rostow refuse de considérer séparément les forces nucléaires et les forces conventionnelles. Contrairement à M. Robert McNamara, il ne pense pas que les États-Unis doivent renoncer d'avance au premier tir atomique. « La discussion, explique-t-il, c'est l'essentiel. Pour quoi éliminer un élément majeur d'incertitude qui a permis de garder le

monde occidental en relative sécurité pendant près de quarante ans ? La renaissance — économique, politique et morale — de l'Occident, du Japon et d'autres pays a tenu au fait que nous étions prêts à utiliser l'arme nucléaire en cas de nécessité pour répondre à une attaque conventionnelle. Les Russes connaissent notre détermination à cet égard, car ils savent combien l'indépendance de l'Europe, du Japon et d'autres pays est importante pour notre sécurité. »

Avec la même vigueur, M. Rostow rejette la proposition de « geler » les arsenaux nucléaires actuels des États-Unis et de l'URSS. « Un gel empêcherait toute utilité aux négociations en cours. Ayant l'avantage et ne risquant pas de le perdre, les Russes ne seraient plus incités à négocier. » Tout le mal, selon M. Rostow, vient de ce qu'on a laissé les Soviétiques prendre un tel avantage pendant les années 70. « C'est la peur provoquée par le déséquilibre nucléaire qui conduit aujourd'hui à des phénomènes comme les manifestations anti-nucléaires, les propositions de désarmement unilatéral, l'isolationnisme. Si ces mouvements s'emparent des États-Unis, en Europe et en Asie, nous nous réveillerons un beau matin dans un monde différent. »

ROBERT SOLÉ.

NUMERO SPECIAL

LE

LIBAN

MORT ET RÉSURRECTION

Histoire et bilan de sept ans de conflit
Un point de rencontre
entre l'Occident et le monde arabe

Le Monde
dossiers et documents

OCTOBRE 1982

5 F

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX

TÉLEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345 21 62

Jean de Bonnot : des livres comme autrefois.



Le poète le plus contesté du 19^e siècle

« Je suis jeune, tendez-moi la main », clame Rimbaud à Verlaine.

Il est jeune, il est vrai. « J'ai dix-sept ans », écrit-il. Il n'a pas seize. Un an auparavant il a publié son premier poème. Quatre ans après, le 2 janvier 1873 exactement, il termine le dernier : « Une Saison en Enfer ». Il a juste dix-neuf ans et il n'écrit plus jamais.

Il a fallu quatre ans à Rimbaud pour composer la poésie la plus violente du XIX^e siècle. Si violente qu'elle marque encore la littérature contemporaine de son empreinte.

Son œuvre parle toute seule, clairement, comme si l'encre était encore fraîche. Pas une ride.

Après son dernier poème, il a encore dix-sept ans à vivre. C'est peu.

C'est à partir de ce moment qu'il court les routes du monde. Il s'engage dans l'armée coloniale



En un seul grand volume, l'œuvre poétique intégrale d'Arthur Rimbaud
« l'enfant maudit de la poésie ».
Édition d'art en or 22 carats : 349 illustrations « en bandeaux » de maîtres graveurs de l'époque.

hollandaise, déserte et revient en France. La Belgique, Vienne, Hambourg.

En attendant d'entrer dans la marine américaine, il travaille dans un cirque et puis, de nouveau, prend la route. La Suède, le Danemark, Marseille, Alexandrie, l'Italie et encore Hambourg et la Belgique.

Il traverse les Vosges et le Saint-Gothard à pied. Gènes, l'Égypte, Chypre, l'Arabie. Il travaille dans un comptoir colonial. C'est la stabilité, ou presque, mais le démon du voyage resurgit.

C'est maintenant l'Afrique incon nue. Il est le premier à mettre les pieds à Bubassa et à traverser l'océan.

Dans une factorerie, à Harar, il est atteint d'un tumeur au genou. On l'embarque pour Marseille où on l'ampute de la jambe droite. Il est trop tard. La maladie progresse toujours.

Il meurt à l'âge de trente-sept ans.

Un livre d'art fait de main d'ouvrier.

Je désire vous présenter notre édition qui, en un seul volume, recueille toute l'œuvre de cet homme misérable et merveilleux.

Nouvelle édition en or véritable Reliure plein cuir.

fabriqué, selon l'ancienne méthode de la « forme ronde », dans une papeterie des Vosges qui date de 1590. Papier délicat, aux « vergatures » précieuses, papier chaleureux que l'on aime à regarder à contre-jour, comme le faisaient nos ancêtres.

En plein cuir de mouton, coupé d'une seule pièce, décoré à l'or véritable avec des lers gravés à la main par Maurice Charrier, une reliure raffinée habille cet ouvrage précieux.

Garantie à vie

Je vous prête avec grand plaisir ce volume, afin que vous puissiez vous rendre compte, par vous-même et décider en toute tranquillité. Si vous n'êtes pas séduit, n'hésitez pas à me le renvoyer dans son emballage d'origine. Vous ne me devrez rien et vous conserverez de toute façon la gravure que je vous offre.

De plus, pour vous démontrer ma confiance dans cet ouvrage, je me déclare prêt à vous le racheter, au même prix, même dans plusieurs années, si, un jour, vous désirez vous en séparer.

Voilà bien dévoué.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale, représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours l'Œuvre Poétique d'Arthur Rimbaud, en un seul volume 14 x 21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 149,50 F (+ 10,70 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

CAPEL. Le choix le plus large pour les plus longs.

CAPEL libère l'homme fort.

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 8
23, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Les éditions du TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

publient
LA BATAILLE D'ALGER par YACEF SAADI
L'homme de la Casbah

Yacef SAADI est né à Alger presque cent ans après le début de la colonisation française. Fils de boutanger, il a la chance de poursuivre des études jusqu'en 1942, date à laquelle son école est réquisitionnée par les soldats anglo-américains.

Son père l'initie alors à la gestion de la petite entreprise artisanale. De cet observatoire, il découvre l'océan de misère dans lequel baigne la population de la vieille ville et très vite milite au Parti du Peuple Algérien (PPA) et dans l'organisation secrète du MTLA.

Dès 1955, il est responsable de la zone autonome d'Alger et c'est, au point culminant de la guerre, qu'il aura à affronter dans la Casbah elle-même un corps expéditionnaire chargé de la reconquête d'Alger.

Dans « la Bataille d'Alger », c'est l'histoire de cette période particulièrement dramatique qu'il raconte.

69 F franco 59 F en librairie
ETC 49 rue du Fg Poissonnière 75009

50 من الأجل

politique

DEUX RÉPLIQUES DE M. PIERRE MAUROY

- **Décentralisation : le gouvernement prend le contre-pied de la confiscation autoritaire des pouvoirs municipaux**
- **Santé et sécurité sociale : nous ne confondrons jamais adaptation et régression.**

ARRAS. — Petite localité rurale du Pas-de-Calais, située près de Béthune, à deux pas du bassin minier, Hingres (1 558 habitants) peut désormais s'enorgueillir de détenir, à coup sûr, un record national. Combien de communes françaises auront-elles vu, comme elle, au cours de ce vingtième siècle, leur mairie inaugurée à deux reprises, à soixante-deux ans d'intervalle, par le chef du gouvernement ?

La première fois, ce fut le 13 août 1920. A Hingres, on ne sait plus très bien quelles circonstances amenèrent ce jour-là le président du Conseil, Alexandre Millerand, à venir inaugurer la mairie (constituée en tout et pour tout d'une seule pièce) ; mais la plaque commémorative apposée sur les briques de la vieille maison est formelle : Hingres a bien eu cet honneur.

La deuxième fois, c'était ce samedi 9 octobre 1982. Pour que la postérité soit parfaitement éclairée sur cet événement, il faut dire tout de suite que si M. Pierre Mauroy est venu inaugurer la nouvelle mairie, qui jouxte l'ancienne, c'est tout simplement par amitié pour le maire de Béthune, député socialiste de la circonscription, M. Jacques Médecin, lequel s'était laissé convaincre par son ami, le maire d'Hingres, M. André Delory, socialiste lui aussi, que la présence d'un premier ministre était, en l'oc-

De notre envoyé spécial

cas, devenue une impérative question de standing politique, compte tenu du précédent de 1920.

M. Mauroy s'est prêté de bonne grâce à cette cérémonie sympathique, samedi après-midi, en présence des enfants des écoles et de leurs parents agitant de petits drapeaux tricolores, de la fanfare municipale et des membres locaux de la confrérie des Charitables, ces messieurs au bicorne noir qui perpétuent dans la région l'œuvre des vénérables sociétés d'entraide.

D'ailleurs, qui mieux que le maire de Lille, dont on connaît l'esprit de synthèse et de tolérance, pouvait inaugurer une mairie construite sur un ancien presbytère, dont le curé a été rélogé... dans l'ancien logement de fonction de l'instituteur ? En ces lieux si symboliques de la France républicaine et laïque, le premier ministre n'a pas manqué de souligner que la démocratie quotidienne est faite d'abord de respect de l'opinion d'autrui. Mais il n'a pas non plus hésité à passer l'occasion d'évoquer la mise en œuvre de la politique de décentralisation, pour résumer publiquement ce qu'il désire en privé, trois jours plus tôt (le Monde du 8 octobre), à

propos de la campagne de M. Chirac contre le projet de réforme du statut de Paris. Pour M. Mauroy, il est clair que nul ne saurait, de bonne foi, soutenir que le gouvernement entente à la démocratie quand il se fixe comme objectif de prendre « le contre-pied de la confiscation autoritaire des pouvoirs municipaux ».

Ce même après-midi, le premier ministre a également inauguré un hôpital général : le centre hospitalier Germon-et-Gautier de Béthune, implanté sur le territoire de la commune de Benry, dont le maire est M. Noël Joseph, député socialiste, président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. En présence du ministre de la santé, M. Jack Ralite, M. Mauroy s'est longuement adressé aux professionnels de la santé, les invitant notamment à ne pas « se fourvoyer dans des opérations de caractère politique ». Là encore, le chef du gouvernement a tenu à parler sans ambages : « Défendre la santé, c'est préserver des privilèges, non ! »

En ces deux circonstances, qui s'inscrivent dans le cadre de sa pré-campagne pour les élections municipales, M. Mauroy a ainsi confirmé la volonté de répliquer aux critiques politiques et cartégorielles sans mettre la moindre sourdine à ses convictions. Rien au contraire.

ALAIN ROLLAT.

tres et nous ferons preuve de la rigueur et de l'imagination nécessaires (...)

Il n'est pas possible de rester passif. Il n'est pas possible de faire admettre par les salariés des sacrifices en 1983 en laissant inchangée l'actuelle compensation. Et c'est ce débat qui vient d'être engagé (...)

A l'heure actuelle (...) toutes les catégories sociales ne versent pas la même proportion de leurs revenus pour être protégées. Mais celles qui paient le moins sont-elles moins protégées ? Et celles qui paient le plus sont-elles plus protégées ? En fait personne n'en sait rien. C'est ce que j'ai souhaité connaître, car notre objectif est clair. En matière de protection sociale, nous voulons parvenir à ce que tous les Français, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, aient les mêmes droits mais aussi les mêmes devoirs. C'est-à-dire que pour un même niveau de protection sociale, il faut qu'ils paient la même cotisation en pourcentage de leurs revenus réels (...)

J'appelle tous les Français et toutes les Françaises, quelles que soient leurs opinions — car là n'est pas le problème, c'est là qu'on doit sentir la nation, qu'on doit se sentir égaux — à apporter chacun sa pierre à la protection sociale de tous en fonction du revenu et des capacités de chacun.

En fin d'après-midi, le premier ministre s'est rendu à Arras où, en présence de mille cinq cents personnes environ, il a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au maire de la ville, M. Léon Fâtous (P.S.).

Le P.S. engage sa campagne de mobilisation

Le parti socialiste a engagé, sur le terrain, sa campagne d'explication, de mobilisation et de soutien à la politique économique et sociale du gouvernement. Le premier « week-end » de mobilisation a été organisé les samedi 9 et dimanche 10 octobre. M. Lionel Jospin y a participé en présidant des réunions régionales du P.S., prévues de longue date, à Bordeaux et à Montauban et en « dialogant avec la population ». Il s'agissait de convaincre les militants socialistes et de les inviter à en faire autant autour d'eux.

M. Jean Poperas, membre du secrétariat national, numéro deux du parti, a également payé de sa personne, dans un marché de Villeneuve-d'Ascq (Nord). « J'ai l'impression que nous marquons des points », a-t-il dit au terme de cette visite.

La rage de convaincre

(De notre envoyé spécial.)

Montauban. — Quelquefois, ça tanguine. La salle prend de la gîte. On contait, on sifflait même. Il faut remettre d'aplomb l'assistance. « Battez-vous ! » a répété M. Lionel Jospin aux responsables des fédérations du parti socialiste de l'Aquitaine et de la région Midi-Pyrénées, réunis samedi 9 octobre à Bordeaux et dimanche à Montauban. « Si les socialistes ne se battent pas pour leur politique, qui se battra pour elle ? », et il a fallu que le premier secrétaire du P.S. se batte pour mobiliser des troupes « frappées de torpeur » depuis leurs victoires de 1981, selon l'expression utilisée par un premier secrétaire fédéral, à Bordeaux.

La première journée du premier week-end de mobilisation des socialistes avait plutôt mal commencé, samedi matin, sur le marché des Capucins à Bordeaux. Les militants d'étaient pas nombreux au rendez-vous fixé par M. Jospin et par Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation, élue de la circonscription. Peu nombreux, et les mains vides.

Pas un tract, le P.S. en a tiré des millions — pas une affiche et des dizaines de marchands des quatre saisons et de petits commerçants plutôt mal embouchés. Du moins, ceux d'entre eux qui parlent le plus fort n'envoient pas que des comptiments aux représentants du pouvoir. « Moi, dit la marchande d'oignons, je suis pas contente du tout. C'est les gros qui devraient être pris. Ça c'est les petits. Et pourtant, je le voulais, le changement ! » Au moins, ça saignait. J'ai dit ce que je pensais. Ça fait un moment que ça m'échouait.

Le travail militant, visiblement, ne manque pas, mais les militants d'étaient pas là. « Soyez patients, prêts au milieu des gens. Il est bien de les écouter, mais il faut aussi leur parler. Nous ne mobilisons pas assez parce que nous ne parlons pas assez aux gens. Discutez entre vous, mais ne restez pas entre vous. Et vous verrez, pour ceux qui hésitent, dans un mois ça ira mieux », leur a dit le premier secrétaire, à Bordeaux et à Montauban.

Les militants socialistes ont une fâcheuse tendance à contempler leur « jactes de souliers », remarque M. Jospin. Chacun, et c'est normal, parle pour sa chapelle : les entreprises nationalisées dans lesquelles « rien n'a changé », la rente sociale « lamentable », le « sabotage » de l'administration, la télévision qui ne fait pas son travail, le forfait hos-

pitalier, les « portefeuilles » des riches auxquels on n'a pas touché... Point par point, il faut remonter le courant. « Qu'un premier secrétaire fédéral parle d'une rentrée scolaire lamentable, ce n'est pas acceptable, car ce n'est pas vrai », dit-il. Sifflets dans la salle. « Vous pouvez siffler. Si vous croyez que ça ne gêne pas ! Des bavures, des difficultés, il y en a, mais dites aussi combien le gouvernement a créé de postes dans l'enseignement... »

Aux élus et aux militants, le premier secrétaire dit de « lever les yeux », de considérer la situation du pays dans son ensemble, de centrer leur action sur le soutien au programme économique et social du gouvernement dont la réussite est un gage de durée pour la gauche. « Ne cédez pas au terrorisme verbal de la droite qui voudrait vous interdire d'évoquer l'héritage qu'elle nous a légué », dit-il. « N'idéologisons pas le passé et ne nous jetons pas les grands ancêtres à la figure ». Il répond-il à un vieux militant « blumiste » — « quarante-sept ans de parti — qui reproche au pouvoir de pratiquer un « socialisme académique ». Après tout, « Blum s'est cassé les dents sur le mur de l'argent ».

Aux élus qui éprouvent quelques difficultés à répondre à ceux qui critiquent la politique du gouvernement, M. Jospin rétorque : « Que faites-vous lorsque votre propre gestion est attaquée ? Vous trouvez toujours des arguments pour vous défendre. Alors, considérez-vous comme membre du gouvernement. Défendez sa politique comme vous défendriez la vôtre ».

Il a vu de la réussite de l'action de la gauche économique et sociale de la gauche, ne s'agit d'éviter que ne basculent les ceux qui, dans les « catégories intenses de méditations » hésitent entre la majestueuse vitre et l'opposition, partagés qu'ils sont entre un « sentiment d'irritation circulaire » et la perception, encore confuse, « que la gauche se saisit vraiment des problèmes ».

« Convaincre », Jospin a cessé de répéter ce mot. Il s'agissait d'abord de convaincre les socialistes afin qu'ils en fassent autant avec la population. Le premier secrétaire du P.S. a visiblement le goût et la rage de convaincre. L'empoignade avec les militants a été vigoureuse à Bordeaux, plus calme à Montauban. C'était un passage obligé pour amener la conviction.

JEAN-YVES LHOMEAU.

« Les procès d'intention doivent cesser »

A Beuvry, dans son allocution consacrée aux problèmes de santé, M. Mauroy a souligné : « Il est vrai que les professionnels de santé, comme d'ailleurs tous les Français, subissent les effets du blocage. Il est vrai que certains d'entre eux rencontrent des difficultés particulières auxquelles je suis attentif, et notamment les jeunes médecins généralistes et certaines professions para-médicales. Mais il est vrai aussi que, dans leur ensemble, ces professions n'appartiennent pas aux catégories de Français les plus démunies. Je regrette que l'on prime constamment sur ces problèmes strictement tarifaires pour faire au gouvernement, des procès d'intention sur je ne sais quelle volonté, mettre en cause la médecine libérale, alors que des engagements solennels ont été pris dans ce domaine. Nul ne peut douter que nous respectons notre parole. (...) En seize mois, les professions libérales ont été plus sauvegardées qu'à l'Elysée et à Matignon qu'en sept années par le gouvernement précédent. J'estime donc, là aussi, que les procès d'intention doivent cesser ».

Les termes de qualité des soins et de « sécurité des malades » ne doivent pas devenir des étendards pour commodités. (...) Défendre la santé, oui. Préserver des privilèges, non. (...) Le gouvernement choisit, dans le domaine de la santé, la véritable rigueur fondée sur la responsabilité.

Le premier ministre a ajouté, à propos des comptes de la Sécurité sociale : « Les chasses doivent cesser. En matière de Sécurité sociale, de santé, nous ne confondons jamais adaptation et régression. Nous resterons fidèles aux objectifs de solidarité et de justice sociale qui ont toujours été les nôtres ».

Cette violence sert des hommes tels que M. Fiterman, qui peuvent ainsi dénoncer « le racisme anticomuniste » pratiqué, à leurs yeux, par M. Chirac. C'est une façon de rappeler, comme l'avait fait M. Jospin, que l'alternative sera entre la gauche et la droite, et non entre la gauche et la gauche.

Au demeurant, cette vigueur de l'opposition s'explique, elle aussi, par un rapport de forces. L'opposition est dans une situation analogue à celle qu'a connue la gauche pendant plusieurs années : chacun s'efforce, par une sorte de surenchère, à conquérir le terrain minimal, qui fournira la base de départ à chacun : chacun doit aussi « batailler » pour se placer en tête de son camp. Cette bataille avait mobilisé une grande partie des forces de la gauche : il pourrait en aller de même à droite.

Cet impératif explique sans doute que M. Chirac soit conduit à tourner le dos à une partie de l'héritage gaulliste en amonçant qu'il remettrait en cause, s'il revenait au pouvoir, certaines nationalisations de la Libération.

Le maire de Paris est en effet de plus en plus concurrencé. Il l'est par M. Raymond Barre qui souligne, à plaisir, que l'on ne remettra pas la France « sur pied » en multipliant les promesses ou « en exploitant les mécontentements cartégoriels ». M. Chirac ne peut pas ne pas se sentir concerné par de tels prises de position.

En outre, le fait nouveau de la période récente réside dans la sensibilité de l'opinion aux propos de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de sa « rentrée » télévisée. L'ancien chef de l'Etat, qui a besoin de temps pour revenir au premier plan, peut devenir ainsi, face à M. Chirac, le complice « objectif » de l'actuel chef de l'Etat. Lorsqu'on l'interroge sur les secousses politiques du moment, M. François Mitterrand n'a d'ailleurs qu'une réponse : « ce n'est pas moi qui suis en position de faiblesse ». Une façon comme une autre de rappeler, qu'en effet, le rapport des forces lui reste pour le moment, favorable.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Se placer pour les municipales

(Suite de la première page.)

De longue date, le R.P.R. avait annoncé la couleur : retrouvant les accents des leaders du R.P.F. en 1947, ses responsables nous promettent un échec tel de la manière majoritaire. Le pouvoir cessera d'être « légitime » et sera conduit à organiser des élections législatives anticipées. Ladite majorité a répondu à cette offensive par la remise en cause du statut de Paris.

Celle-ci doit permettre au gouvernement, selon le premier ministre, de « prendre le contre-pied de la confiscation autoritaire du pouvoir municipal ».

A son tour, cette remise en cause a provoqué, de la part du R.P.R., un regain d'agressivité à l'égard du pouvoir, coupable d'avoir « régressé » la Pologne, de « ne pas être à la hauteur de sa mission », selon l'expression de M. Bernard Pons. Ce faisant, l'opposition est dans son rôle : elle a, sur ces deux terrains, une carte à jouer.

Un autre atout, dont elle ne se prive pas, est de mettre l'accent sur les contradictions internes de la majorité. Les débats du comité central du P.C.F. et les critiques à l'encontre du gouvernement, exprimées par M. André Lajoinie, ont permis, par exemple, au C.D.S., réuni ce week-end en conseil politique, de dénoncer le « cynisme » du « soutien-traitement » pratiqué par le P.C.F.

Il est vrai que la majorité peut pâtir de la pratique, par l'une de ses composantes, d'un double langage, qui avait nui, en son temps, à l'image de l'opposition lorsqu'elle était au pouvoir. Le « soutien-sanction » était alors pratiqué par le R.P.R. contre M. Giscard d'Estaing. La menace, exprimée ici et là, en privé, par M. Lajoinie est confirmée par M. Fiterman, de ne voter que le budget et les textes « fondamentaux », justifié, à la fois, l'attitude de l'opposition et l'inquiétude de la majorité. La rencontre prévue jeudi 14 octobre entre les parlementaires communistes et le premier socialiste sera dans ce contexte, particulièrement intéressante.

Sans attendre, deux ministres communistes ont donc saisi les tribunes qui leur étaient offertes, dimanche soir, pour compenser la tonalité critique des débats du comité central par une réaffirmation de leur respect de la solidarité gouvernementale, étant bien entendu que la responsabilité des décisions prises en conseil des ministres incombe au chef de l'Etat et au premier ministre qui exercent leur arbitrage. « Les communistes ne veulent ni ne prêter leur sortie du gouvernement », a assuré M. Charles Fiter-

man ; le ministre d'Etat a, d'ailleurs, retrouvé, au mot près, la même argumentation que le premier secrétaire du P.S. pour justifier cette solidarité. « C'est-à-dire que l'on ne peut pas aller jusqu'à mettre en péril la majorité, c'est bien la violence et la grossièreté avec laquelle elle est attaquée par la droite ». Le même directeur adjoint de l'Humanité écrivait, samedi, qu'un « certain nombre de décisions gouvernementales apparaissent comme autant de concessions » face à ces attaques.

Cette violence sert des hommes tels que M. Fiterman, qui peuvent ainsi dénoncer « le racisme anticomuniste » pratiqué, à leurs yeux, par M. Chirac. C'est une façon de rappeler, comme l'avait fait M. Jospin, que l'alternative sera entre la gauche et la droite, et non entre la gauche et la gauche.

Au demeurant, cette vigueur de l'opposition s'explique, elle aussi, par un rapport de forces. L'opposition est dans une situation analogue à celle qu'a connue la gauche pendant plusieurs années : chacun s'efforce, par une sorte de surenchère, à conquérir le terrain minimal, qui fournira la base de départ à chacun : chacun doit aussi « batailler » pour se placer en tête de son camp. Cette bataille avait mobilisé une grande partie des forces de la gauche : il pourrait en aller de même à droite.

Cet impératif explique sans doute que M. Chirac soit conduit à tourner le dos à une partie de l'héritage gaulliste en amonçant qu'il remettrait en cause, s'il revenait au pouvoir, certaines nationalisations de la Libération.

Le maire de Paris est en effet de plus en plus concurrencé. Il l'est par M. Raymond Barre qui souligne, à plaisir, que l'on ne remettra pas la France « sur pied » en multipliant les promesses ou « en exploitant les mécontentements cartégoriels ». M. Chirac ne peut pas ne pas se sentir concerné par de tels prises de position.

En outre, le fait nouveau de la période récente réside dans la sensibilité de l'opinion aux propos de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de sa « rentrée » télévisée. L'ancien chef de l'Etat, qui a besoin de temps pour revenir au premier plan, peut devenir ainsi, face à M. Chirac, le complice « objectif » de l'actuel chef de l'Etat. Lorsqu'on l'interroge sur les secousses politiques du moment, M. François Mitterrand n'a d'ailleurs qu'une réponse : « ce n'est pas moi qui suis en position de faiblesse ». Une façon comme une autre de rappeler, qu'en effet, le rapport des forces lui reste pour le moment, favorable.

En outre, le fait nouveau de la période récente réside dans la sensibilité de l'opinion aux propos de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'occasion de sa « rentrée » télévisée. L'ancien chef de l'Etat, qui a besoin de temps pour revenir au premier plan, peut devenir ainsi, face à M. Chirac, le complice « objectif » de l'actuel chef de l'Etat. Lorsqu'on l'interroge sur les secousses politiques du moment, M. François Mitterrand n'a d'ailleurs qu'une réponse : « ce n'est pas moi qui suis en position de faiblesse ». Une façon comme une autre de rappeler, qu'en effet, le rapport des forces lui reste pour le moment, favorable.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

POUR ECONOMISER DEPENSEZ 9 F.

Aujourd'hui, votre patrimoine
et vos revenus sont menacés...

La Vie Française, 1^{er} hebdomadaire d'actualité
économique et financière vous aide et vous
conseille dans la gestion de vos biens.

Cette semaine,
ne manquez pas notre numéro
"SPÉCIAL CADRES".

LA VIE FRANÇAISE
UN PLACEMENT SÛR, CHAQUE SEMAINE.

مكتبة الأمل

LE P.C.F. ET LE GOUVERNEMENT

Les ministres atténuent la portée des critiques formulées au comité central

MM. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, et Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, ont rappelé, dimanche 10 octobre, l'un sur Europe 1, l'autre sur R.T.L., les conditions de la participation des communistes au gouvernement. M. Fiterman a souligné que le P.C.F. avait choisi la participation, en juin 1981, avec un handicap, résultant de son recul électoral, et que « la politique adoptée par le pays » était, sur certains points, en contradiction avec celle qu'avait préconisée M. Georges Marchais au cours de sa campagne pour l'élection présidentielle. M. Le Pors a rappelé, pour sa part, que cette décision avait été prise dans un certain « rapport de forces ». Tous deux se sont félicités, toutefois, de la participation du P.C.F. au gouvernement et ils ont insisté sur son caractère durable.

Les deux ministres se sont aussi exprimés sur la pratique gouvernementale. M. Le Pors indiquant que les ministres communistes ne s'étaient jamais trouvés isolés, et tous deux soulignant que la solidarité doit prévaloir dans

la mise en œuvre des décisions prises. M. Fiterman et Le Pors ont rappelé, cependant, que ces décisions résultent de l'arbitrage du président de la République et du premier ministre, et non d'un vote majoritaire au conseil des ministres. L'accent est mis, ainsi, sur le fait que la responsabilité des choix faits incombe, en dernier ressort, à MM. Mitterrand et Mauroy, et que l'engagement des ministres est moindre.

M. Fiterman a été amené à évoquer le comportement du P.C.F. au Parlement. Il a indiqué que l'obligation d'un vote commun de la majorité s'impose lorsqu'il s'agit de décisions fondamentales, telles que le budget, mais non pour des textes ayant un caractère moins global. Les limites de la solidarité du P.C.F. au gouvernement et dans la majorité sont ainsi tracées.

Interrogés sur le point de savoir s'ils avaient voté, en tant que membres du comité central du P.C.F., le rapport de M. André Lajoinie, affirmant que le gouvernement cédait aux pressions de la droite, les deux ministres

ont indiqué, M. Fiterman, qu'il n'y avait pas eu vote d'une résolution sur ce rapport. M. Le Pors, qui se trouve avoir été effectivement approbateur, a déclaré que : « des pressions existent, sans dire si le gouvernement, selon lui, y avait cédé. Il a souligné que la politique menée ne separe pas la « rigueur » de la « justice sociale ».

L'obscurité maintenue sur les conditions dans lesquelles le rapport de M. Lajoinie a été approuvé par le comité central du P.C.F., ministres compris, témoigne d'un certain embarras. M. Fiterman s'est employé à définir la ligne du P.C.F. d'une façon qui atténue la portée des critiques « réunies » par le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, en soulignant le caractère « équilibré et mesuré » de la réaction de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Cette position se résume, en fait, en une phrase, prononcée par M. Fiterman à propos de la déclaration de M. Claude Cheysson sur la Pologne : « Je n'ai pas annoncé ma démission ».

PATRICK JARREAU.

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

M. LE PORS : les ministres communistes n'ont jamais été isolés

Invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde », dimanche 10 octobre, M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réponses administratives, a déclaré qu'il n'y a pas eu, depuis l'entrée des communistes au gouvernement en juin 1981, « un cas où les ministres communistes, en tant que tels, se soient trouvés isolés par rapport au reste du gouvernement ». Selon M. Le Pors, « le gouvernement doit s'exprimer d'une seule voix, une fois que les décisions sont prises, comme elles le doivent l'être, au conseil des ministres, c'est-à-dire sous l'autorité du président de la République et du premier ministre ». Il a ajouté : « Au-delà des positions politiques prises par le gouvernement, le débat me semble devoir rester libre pour tout ce qui concerne les grandes questions de société, qu'elles soient de nature philosophique, économique ou politique ».

« Sur la base de l'expérience qui est la mienne depuis quinze mois », a déclaré le ministre, « et avec le réalisme que nous avons pu acquérir au cours de cette période, qui nous fait considérer que la situation actuelle est une situation de crise, compliquée, (...) rien ne me permet aujourd'hui, d'accréder l'hypothèse [d'un départ des ministres communistes]. A mon avis, nous sommes au gouvernement, pleinement au gouvernement, et pour longtemps, très longtemps ».

Interrogé sur le rapport présenté au comité central du P.C.F. par M. André Lajoinie, membre du secrétariat, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale (le Monde du 6 octobre), M. Le Pors a déclaré que M. Lajoinie « s'est exprimé en qualités, c'est-à-dire comme l'un des principaux dirigeants du parti communiste, qu'il est, car la liberté de débattre sur les grandes idées, valable — jusqu'à un certain point, bien sûr, pour les ministres — l'est, à plus forte raison, pour les partis qui constituent la majorité présidentielle. Nous la reconnaissons », a-t-il dit, « au parti socialiste : il est assez normal qu'on la reconnaisse également au parti communiste ». M. Le Pors a indiqué que « bien entendu, il y a un vote des membres du comité central, qui sont là à des qualités [et] qui portent une appréciation de communistes dans une instance du parti communiste. Je n'ai pas à révéler ici, a-t-il ajouté, quelle a été la modalité selon laquelle le rapport de M. André Lajoinie a été effectivement approuvé ».

Un « comportement exemplaire »

M. Le Pors a souligné que le comportement des ministres communistes est « exemplaire ». Il a déclaré, au sujet des élections municipales, qu'il faut préserver « l'équilibre des forces de gauche » et qu'il ne serait « pas juste scientifiquement » de s'en tenir aux résultats électoraux de 1981 et de 1982 pour apprécier l'influence de ces forces, alors que « la population perçoit ses élus locaux sur la durée ».

M. Le Pors estime nécessaire « une pression participative des travailleurs » dans le sens des transformations voulues par notre pe-

ple. « Les travailleurs dans les entreprises ont lutté contre l'exploitation, a-t-il dit. Ils doivent le faire encore, mais (...) autrement, en se saisissant des grandes questions — les investissements, la recherche, les exportations, la formation professionnelle, les droits syndicaux, les salaires, bien entendu — en hommes responsables, de plus en plus compétents, car il s'agit toujours de questions compliquées ».

Le ministre de la fonction publique a dénoncé « deux dangers extrêmes : d'une part, le déniement systématique, accompagné généralement de surenchères, et, d'autre part, le recul devant l'adversaire, ce qu'on appelle, généralement, la gestion de la crise. Entre les deux, a-t-il, il y a une plage, où se déroule l'action de ce gouvernement et, sur telle ou telle question, il n'est pas toujours facile d'avoir une réponse assurée ». M. Le Pors estime que le gouvernement, depuis quinze mois, est allé, « pour l'essentiel », dans le sens de la justice sociale, de l'efficacité économique et de la démocratie. Il a insisté sur l'opposition de classe à laquelle les forces de changement sont inévitablement confrontées ».

« Les Français savent bien (...) qu'on ne peut avoir tout, tout de suite », a poursuivi le ministre. Il estime que « ce qui est choquant fondamentalement, c'est de constater que l'amélioration de leur bien-être ne va pas assez vite, alors que subsistent dans telle ou telle catégorie de la population, une luxure insolente ». M. Le Pors a ajouté que le gouvernement avait pris de premières mesures contre ces inégalités et il a souligné que le président de la République avait confirmé l'objectif de justice sociale. Selon le ministre, la relance économique doit se faire par la consommation, l'investissement et l'exportation. « Il faut maîtriser à la fois l'extension du marché intérieur et son renforcement », a-t-il déclaré.

M. Le Pors a souligné, d'autre part, que ceux qui portent des accusations de « noyautage » de la fonction publique par le P.C.F. sont incapables d'évoquer leurs affirmations par des preuves. Le ministre a rendu hommage à la fonction publique française, « la meilleure du monde », a-t-il dit. M. Le Pors a défendu, d'autre part, son projet de réforme de l'ENA, qui vise à faire de celle-ci un « reflet social » plus exact de la société française.

STAGES D'ANGLAIS à OXFORD

en cours individuels
Formation continue pour adultes toute l'année - tous niveaux - une semaine au moins - 15h, 30h ou 45h de cours par semaine
séjours également pour scolaires et étudiants

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
Approuvé par le British Council - Accrédité 1971
21, rue Tolézaire - Paris 15
75015 Paris - Tél. (1) 533.13.02

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Fiterman : La majorité est pluraliste

M. Charles Fiterman, ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., après avoir été interrogé sur la Pologne, a indiqué que : « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 10 octobre, au sujet de la discussion du comité central sur le rapport de M. André Lajoinie, membre du secrétariat (le Monde du 6 octobre) : « Il n'y a pas eu vote d'une résolution ».

M. Fiterman a précisé qu'il n'avait que « partiellement assisté » à la réunion du comité central, les 4 et 5 octobre, en raison de ses tâches ministérielles. Il a indiqué que cette réunion avait été marquée par « d'une part, des critiques sur certains points, qui ont été reprises — critiques qui avaient déjà été formulées auparavant, mais qui ont été denses ramassées ; d'autre part — on n'a pas beaucoup parlé de cet aspect des choses — la décision la plus importante, au plan concret, prise par le comité central, c'est le lancement d'une action nationale pour promouvoir l'industrie, la production française, a-t-il dit (...) L'actualité ou la sensibilité des uns ou des autres conduit à mettre l'accent sur tel ou tel aspect, mais c'est cela la réalité globale ».

M. Fiterman a déclaré ensuite : « Le gouvernement a la responsabilité des affaires de la France. Il a à faire la synthèse des demandes, des démarches, et il a à prendre en

compte attentivement les réalités nationales et internationales. Il se détermine sur cette base, en fonction de ce qu'il considère être les intérêts généraux du pays et en fonction aussi des engagements qu'il a pris. Pour ce qui est des partis politiques, ils prennent en compte tout cela, mais ils sont partis politiques : ils ont des mandats et ils ont pour tâche de refléter également la sensibilité, les préoccupations de leurs mandants. La majorité s'enrichit d'un tel fonctionnement. Cette majorité est pluraliste (...) ».

Pour ce qui est des communistes, (...) il est bon que, tout en jouant leur rôle, en tenant leurs engagements, à un moment donné, s'ils le jugent utile, ils puissent exprimer leur sensibilité, attirer l'attention. Dans la mesure où cela correspond à des problèmes réels, il vaut mieux que ces gens qui ont des problèmes, des soucis, constatent que, dans la majorité, il y a des hommes qui le savent, qui l'entendent et qui le disent, plutôt que de laisser à l'adversaire le soin de le faire ».

Il a ajouté : « Les communistes ne veulent, ni ne préparent leur sortie du gouvernement, comme certains l'écrivent, ici ou là, et j'ajouterais pour être plus précis, parce que je sais qu'on le dit, que leur stratégie n'est pas déterminée par les élections municipales ».

Après avoir affirmé que, si la droite était restée au pouvoir, « le bilan serait largement, nettement plus positif pour le pays », M. Fiterman a accusé M. Jacques Chirac de préconiser « une politique violemment anti-sociale, antidémocratique, réactionnaire sur tous les plans ». Le ministre a souligné que le gouvernement maintient le cap sur la justice sociale et que les communistes « critiquent (...) mais ne font pas que critiquer. Ils critiquent, a-t-il dit, « des chemins nouveaux sur la voie du socialisme à la française, qu'ils ont définie au cours de leurs congrès ».

M. Fiterman a déclaré, d'autre part : « Je vérifie quasi quotidiennement combien ce système, qui fait que les entreprises industrielles, notamment les petites et les moyennes entreprises, sont conduites, à cause d'un endettement auquel elles recourent, à supporter des frais financiers considérables, est préjudiciable à notre développement industriel. Il y a une ponction financière sur l'activité, sur les résultats de la nation, et elle est tout à fait excessive et il conviendrait de prendre des mesures à cet égard ».

UNE ELECTION CANTONALE LOIRE ATLANTIQUE : cantons de Bourgneuf-en-Retz (1^{er} tour). Inscr. : 6097 : vot. : 3921 : suff. expr. : 3857 — MM. Jean AUDION (ss. étq.) maire de Bourgneuf-en-Retz, 2369 voix, ELU ; Guy PRESSE (ss. étq.) 528 ; Jacques PERRODEAU (ss. étq.) 496 ; Pierre SORIN (P.S.) 350 ; Serge GUILBAUD (P.C.) 114.

(Il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre LEDUC (mod.) décédé le 26 août (le Monde du 28 août) qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1982, et qui détenait ce siège depuis 1961.

M. FISZBIN : une contradiction insurmontable

M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, a déclaré, dimanche 10 octobre, sur Radio Monte-Carlo, que la réunion du comité central du P.C.F., des 4 et 5 octobre, est « la démonstration flagrante, inquiétante, pour les communistes et pour toute la gauche, de l'incapacité du parti communiste à s'assumer comme parti ouvrier, comme parti révolutionnaire et comme parti de gouvernement ». Selon M. Fiszbin, le P.C.F. ne réussit pas à dépasser la phase tout à fait négative des années d'« division » et l'on assiste, aujourd'hui, à une situation dans laquelle cohabite une pratique qui ne coïncide pas avec les analyses de fond ».

« Comment peut-on, par exemple, comme l'a fait le comité central, continuer à affirmer que seule la mise en cause de tout le programme défendu par le parti communiste pendant l'élection présidentielle, peut permettre d'atteindre les objectifs sociaux qui sont ceux du pouvoir et, en même temps, affirmer que la participation, qui ne met pas en œuvre ces orientations, est nécessaire et positive, a dit M. Fiszbin. « Il y a une contradiction insurmontable ».

« Comment peut-on, en même temps, accuser ouvertement le gouvernement de céder à la pression de la droite et affirmer sa volonté — comme l'a fait le comité central, ce dont je me félicite — de rester très fermement dans la majorité ? Si on est dans la majorité, si on est au gouvernement, bien, de fait, on crêdit ce gouvernement d'une confiance qui exclut l'idée que ce même gouvernement est en train de céder à la droite ».

M. BARRE : on ne fait pas de solidarité avec l'argent qu'on a pas.

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, a déclaré samedi 9 octobre à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) : « Il faudra demain remettre la France sur pied, et ce ne sera pas avec des promesses et l'exploitation de mécontentements catégoriels qu'on y parviendra. Il faudra donner un renouveau démocratique à notre pays, la liberté de gestion aux entreprises, stabiliser la monnaie et faire que la société française soit une société de progrès, non pas par l'assistance et la multiplication des prestations sociales, mais par le travail, et permettre à chacun de se constituer un patrimoine qu'il devra avoir la liberté de transmettre à ses enfants ».

« On ne fait pas de la solidarité avec de l'argent qu'on n'a pas, et si les socialistes parlent toujours du « peuple de gauche », nous parlons, nous, du « peuple de France » et c'est à lui que nous pensons ».

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.) : le socialisme est l'assurance du déclin.

Devant le conseil politique du Centre des démocrates sociaux, réuni samedi 9 octobre, à Paris, M. Pierre Méhaignerie, président du parti, a, notamment, déclaré : « Le socialisme, dit du troisième type, est l'assurance d'un futur sans espoir, l'assurance du déclin. Le pays a besoin de savoir pourquoi le socialisme, ça ne peut marcher. Il nous faudra sans cesse réagir contre les messages répétés de la vie politique, y compris ceux du président de la République et parfois aussi ceux de certains de nos amis. Les Français se rendent compte que pour la première fois depuis plus de vingt ans les partenaires sociaux négocient désormais des accords de régression sociale ».

M. Méhaignerie a alors lancé : « Prenez garde, responsables du parti socialiste, que votre allié au gouvernement, le parti communiste, toujours fidèle à des alliances mortelles pour la liberté, ne s'engage une nouvelle fois dans une position cynique de soutien-trahison ».

M. Jacques Barrot, ancien ministre de la santé, après avoir relevé quelques éléments réalistes dans la réforme de la Sécurité sociale, a cependant estimé qu'il s'agissait d'une « tentative de repliage à court terme ».

M. Bernard Stasi, vice-président du C.D.S., a déclaré : « M. Pierre Mauroy est pathétique, quand il constate l'entêtement des faits économiques refusant de répondre à la générosité de ses rêves politiques. M. François Mitterrand hier le plus socialiste des candidats, est également pathétique en cherchant aujourd'hui à recomposer une majorité nouvelle par le recours à un langage national, faussé d'avoir su maintenir sa majorité ancienne sur l'exaltation d'une fracture sociale ».

Le C.D.S. va entreprendre une campagne nationale d'explications et de propositions.

M. CHABAN-DELMAS : la France est sur une pente redoutable

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, député R.P.R., a déclaré samedi 9 octobre devant le comité départemental du R.P.R. de Gironde : « L'action du gouvernement en place met la France sur une pente redoutable, il faut créer les conditions du revirement et du retournement de notre pays, tout ceci dans la légalité et le respect de la légitimité avant qu'il ne soit trop tard ; mais comment échanger de cap dans le cadre des institutions ? Simplement par l'usage du bulletin de vote dont chaque citoyen devra se servir pour les élections municipales ».

« Il faut combattre l'anesthésie gouvernementale et gagner les élections municipales prochaines, car l'échec de l'expérience socialiste pourra influencer le président de la République et éviter au pays de nouvelles graves réformes plus graves et plus dangereuses que tout le reste. L'union est la règle qui s'impose à chacun dans l'opposition ».

AIR AFRIQUE

TARIFS VISITE

ABIDJAN Aller-retour **4085F***

BRAZZAVILLE Aller-retour **4900F***

NIAMEY Aller-retour **3590F***

NOUAKCHOTT Aller-retour **3195F***

SUR VOLS REGULIERS

Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55% de réduction, (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3^e âge... Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

AIR AFRIQUE

*Prix valables du 11/12 et soumis à certaines conditions d'application.

CHEVEUX A PROBLEMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPERIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :

- pellicules, dépôts gras, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains.

APPELEZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILAIRE EURO-BRIDGECAP

Bordeaux (05.49.08.34) - Grenoble (03.49.21.41) - Lille (03.51.24.19) - Limoges (05.34.15.20) - Lyon (7.838.05.76) - Marseille (91.49.29.97) - Mulhouse (03.45.83.88) - Nancy (03.332.91.98) - Nantes (40.40.74.57) - Paris (01.26.99.05.74) - Rennes (09.30.15.98) - Rouen (02.73.08.22) - Saint-Etienne (77.38.10.76) - Toulon (94.93.55.30) - Toulouse (01.23.23.84).

Pour les cheveux avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entrées toutes marquées.

PROTHÈSE BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84

la technique PICARD évolue

1 CLE + 1 CODE PROTECTION RENFORCEE

Depuis 38 ans, le journal spécialisé

“Les Annonces” est le n°1

pour la vente des fonds de commerce

En Vente Partout 3 F et 36 F. Maitre, 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

50211

Le Monde

société

LES « ATELIERS D'OCTOBRE »
ET L'INNOVATION

Que faire d'autre ?

(De notre envoyé spécial)

La Rochelle. - Pas plus colloque que congrès, les « Ateliers d'octobre » de la revue *Autrement* rassemblent plutôt à de bonnes réunions bien studieuses. Pas de fantaisie profonde, pas de moquette moelleuse, très peu de tourisme, seul compte ce qui se dit. Un succès sobre devient une mini-institution. Pour la cinquième fois depuis la création d'*Autrement* (1975), revue sur « les nouveaux courants et les créateurs qui dessinent les mutations futures », les derniers « militants » se sont donc retrouvés, du 8 au 10 octobre, pour discuter, argumenter et se confronter aux expériences des autres.

Il fallait choisir son sujet - micro-informatique ou stratégies de communication, réinsertion des délinquants ou récupération et recyclage, etc. - s'y tenir et partir sérieusement en réflexion.

Une bonne trentaine de « travailleurs sociaux » (animateurs, éducateurs...) ont ainsi plaidé sur les conséquences de la crise économique avec pour thème « des instruments pour la création d'emploi et le développement local ». Sujet vaste comme la crise et un peu plus encore. Que faire ? Comment le faire ? s'est-on demandé. Et chacun d'écouter son voisin.

Tout de suite, trois animateurs de Valence (Drôme) ont invité les participants à « sortir de la logique classique ». Eux font du local, rien que du local, et de ce côté individuel. En deux ans, ils se sont occupés de cent quatre-vingt-deux jeunes - « sélectionnés par le bas » - pour les pré-former en six semaines.

Chacun a fait un stage de quinze jours dans une entreprise de l'agglomération. Une révolution modeste et immense car il a fallu se battre : convaincre les jeunes peu ou mal scolarisés, convaincre l'administration, convaincre les chefs d'entreprise et convaincre encore. Une « révolution minuscule » et explication que les socialistes ont exploré au moment lors de leur dernier congrès à Valence. Une révolution à « dose homéopathique », ont reconnu les animateurs. Mais que faire d'autre ?

Il ne faut pas rêver. Tout le monde en est convenu. Les créations de deux mille emplois cités en main ne sont plus d'actualité. Un Louis Renault, créateur de véhicules appréciés et d'emploi par milliers, n'est plus une figure d'aujourd'hui. Bref, il faut imaginer.

On parle donc d'innovation. En Ardèche, un ingénieur des mines fléchit d'une secrétaire a créé une « surverse d'entreprises ». On y pratique le « mariage » et la « réinsertion ». Du département de la Creuse, certains sont venus à Paris tirer par la manche d'anciens « pays » devenus industriels pour qu'ils investissent là où ils sont nés, etc. Les réserves de « zones industrielles dans la chlorophylle » sont là, conçues trop grandes, à tendre les bras.

Fournis

Pas de quoi être très optimiste. Pas de quoi, non plus, tomber dans le pessimisme. Les « travailleurs sociaux » ne se laissent pas abattre. Ils savent qu'ils font un travail de fournis. A défaut d'être dans le pain de Louis Renault, ne peut-on pas continuer à dépanner ? Les notions semblent indispensables pour y arriver. Tout d'abord, le contact. Qu'il soit animateur, éducateur ou représentant de l'administration sur le terrain, le créateur d'emploi en puissance doit se constituer un « réseau ». Rien ne le remplace.

Il faut, ensuite, savoir « contourner » habilement les institutions et autres instances administratives : les convaincre pour s'en servir. Ces quelques conseils ne sont certes pas susceptibles de composer un mode d'emploi à l'usage des « travailleurs sociaux ». Ils valent cependant mieux que rien. Ils permettent aussi d'entrevoir que le désir d'entreprendre n'est pas mort et qu'il est plus partagé qu'on pourrait le penser.

LAURENT GRELSAMER.
* Autrement : 4, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 770-12-50.

JUSTICE

LES PROJETS DE M. BADINTER

La fin de la prison pourrissoir

M. Badinter ne manque jamais l'occasion de rappeler cette formule de M. Peyrefitte : « La prison est un pourrissoir ». Depuis qu'il est garde des sceaux, il s'efforce de faire passer ce point de vue aux magistrats et multiplie les circulaires dans ce sens. Celle du 1^{er} octobre porte, comme les précédentes, la trace de cette préoccupation : les courtes peines d'emprisonnement, rappelle-t-il, sont à la fois « stériles et dangereuses » et doivent être évitées.

Seulement voilà : M. Badinter n'a qu'un pouvoir de persuasion. Ce sont les magistrats du siège qui prononcent les condamnations, et ces magistrats-là sont indépendants. Habituellement plus que mauvais volontés, le nouveau cours de la justice pénale tarde ainsi à entrer dans les faits.

Heureusement, M. Badinter aura bientôt les moyens de sa politique. Les travaux de la commission de révision du code pénal avancent à grands pas et, sauf incident de parcours, le Parlement sera saisi, en 1983, d'une série de réformes qui obligeront les juges à se plier à ce nouveau cours.

Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de mettre la prison hors la loi. Celle-ci reste, jusqu'à nouvel ordre, le moyen le plus sûr de mettre hors d'état de nuire les individus dangereux et de punir ceux dont le comportement appelle une sanction exemplaire de la société. Mais M. Badinter ne range pas dans cette catégorie les petits voleurs et les jeunes délinquants. Ceux-là, qui sont récurables, méritent une attention particulière, même si la prison ne doit pas être exclue a priori.

Cette volonté de considérer l'incarcération comme une solution ultime s'appuie sur l'observation statistique. Celle-ci démontre que le taux de récidive est beaucoup plus élevé chez les délinquants condamnés à de courtes peines que chez ceux qui ont subi une longue période d'incarcération. Pour ces petits délinquants, la prison est l'école du crime.

L'autre raison est plus prosaïque : la prison coûte cher. Ces petits délinquants forment les gros bataillons de la population pénale et leur nombre ne cesse de croître. Faut-il donc continuer toujours plus de prisons ? Si les contraintes budgétaires ne l'avaient pas freiné dans son plan, M. Peyrefitte l'aurait fait. Un programme ambitieux de construction avait été lancé. Des plans futuristes de prisons dont on ne s'écarterait jamais (même en hélicoptère) attendaient dans les cartons du ministère un déblocage de crédits que la loi de la loi « sécurité et liberté » conduisait à lui accorder.

M. Badinter a fait ses calculs : chaque nouvelle place en prison coûte 400 000 F. Le prix moyen d'une journée tourne autour de 120 F par détenu. Contraintes budgétaires et changement de philosophie pénale se conjuguent ainsi aujourd'hui pour

rompre avec la politique du « tout carcéral » chère à M. Peyrefitte.

Les propositions de la commission de révision du code pénal, qui doit mettre un terme à la première tranche de ses travaux cette semaine, vont dans le même sens. La loi, si le Parlement entérine les propositions de cette commission, limiter les cas dans lesquels les tribunaux peuvent prononcer de courtes peines d'emprisonnement. Le seul pourrait être fixé à quatre mois. Au-dessous, les magistrats devront expliquer pourquoi l'emprisonnement leur paraît malgré tout nécessaire.

Des peines « alternatives »

Est-ce à dire que la masse des petits délinquants échappent ainsi aux foudres de la justice ? Qu'on ne se méprenne pas là non plus. Il ne s'agit pas d'abandonner le voleur de bicyclette ou le casseur du samedi soir, mais de leur appliquer des sanctions appropriées à la mesure du trouble, contre toute proportion, causé à l'ordre social.

L'Assemblée nationale a déjà débattu d'une de ces formules que M. Badinter voudrait développer. Il s'agit du travail au profit de la communauté, c'est-à-dire le plus souvent au profit des municipalités auquel les élus devraient réserver un accueil favorable si l'on en croit la commission des mœurs pour le sécurité des villes qui les a sondés récemment.

A cela s'ajoute la gamme déjà existante des peines qui remplacent la prison, que M. Badinter voudrait remettre à l'honneur : amendes, confiscation de véhicule, même lorsqu'il ne s'agit pas d'une infraction au code de la route, suspension du permis de conduire ou de chasse, sursis avec mise à l'épreuve, exemption de peine s'il y a eu réparation du préjudice causé, etc. Le code pénal recense des possibilités souvent ignorées auxquelles les lois en préparation inciteront les magistrats à avoir recours plus fréquemment.

L'idée essentielle de cette politique est que la remise à la petite délinquance peut et doit être trouvée en dehors de la prison. Un nouveau conseiller technique, M^{me} Marie-Françoise Petit, vient d'être nommé au cabinet de M. Badinter, spécialement chargé du « milieu ouvert ». Cette nomination témoigne des nouvelles voies que la chancellerie entend explorer.

En même temps, l'effort de rénovation des prisons sera poursuivi. Si l'incarcération reste dans certains cas un mal nécessaire, les conditions d'accueil que M. Badinter présente, pour certaines, comme inférieures aux normes fixées par le Conseil de l'Europe doivent être améliorées. C'est l'autre volet de cette politique qui, si elle porte ses fruits, livrera la prison de l'incarcération qu'elle mérite encore de « pourrissoir ».

BERTRAND LE GENOIRE.

● Les veuves des policiers tués en opération touchent une pension au taux de 100 %. Cette nouvelle a été annoncée par un communiqué du ministère de l'Intérieur, qui précise que M. Defferre, « qui suivait per-

sonnellement ce dossier depuis plusieurs mois, a obtenu l'accord de M. Fabius pour que cette mesure soit incluse dans le projet de loi de finances rectificatif de fin d'année.

Faits et jugements

CHIENS MEURTREIERS

Le propriétaire de deux chiens qui avaient tué un enfant âgé de huit ans à Camarès (Aveyron), le 31 janvier, a été condamné le 8 octobre à trois mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Millau, peine assortie d'une amende de 15 300 F. La partie civile a obtenu 115 000 F de dommages et intérêts.

Deux dogues allemands appartenant à un boucher de Millau, M. Jean-Claude Tabarié, vagabondaient dans la campagne lorsque deux enfants de cultivateurs de la commune, Patrick Billy et Jérôme Clamouse, se sont trouvés face à eux. Patrick Billy fut cruellement mordu au visage et à la poitrine. Ce n'est qu'après l'intervention d'un villageois que les animaux ont lâché prise. L'enfant avait été déposé peu après (Le Monde des 2 et 4 février).

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande

- Stage intensif 2^e session
- Stage de pré-tentée
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 833.81.23/23.03.71/354.45.87

Trois proxénètes arrêtés à Grenoble

Grenoble. - Les gendarmes de l'Isère ont mis fin, vendredi 8 octobre, aux activités de trois proxénètes d'origine algérienne qui contraignaient des jeunes femmes de la même nationalité à se prostituer. Arrivées clandestinement en France, elles étaient quelques semaines plus tard, conduites à proximité de grands chantiers. L'une d'elles, qui refusait de « coopérer » et qui tenta de se suicider à ses tortionnaires fut retrouvée à l'hôpital de Grenoble couverte de blessures. Elle avait auparavant été séquestrée dans un taudis de Vizille (Isère).

Une vingtaine d'interpellations ont été opérées à Toulouse et à Grenoble. Elles ont permis la libération d'une jeune fille de quinze ans que deux proxénètes s'approprièrent, contre son gré, à jeter sur le trottoir.

C'est la seconde fois en dix-huit mois que les policiers et les gendarmes grenoblois mènent une opération dans un milieu algérien. En juin 1981, vingt établissements, dont quinze bars et cinq hôtels de Grenoble, avaient été fermés et quarante-trois personnes furent inculpées de proxénétisme. (Corresp.)

● Trois attentats par explosifs ont été commis à la fin de la semaine dernière en Corse.

ÉDUCATION

M. Chevènement lance une O.P.A. sur la recherche en éducation

Amorçé sans fracas, dans le prolongement des Assises nationales de la recherche, la mission sur la « recherche en éducation et en socialisation de l'enfant », confiée le 18 mai dernier par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, à M. Roland Carraz, député socialiste de la Côte-d'Or, vient de sortir de l'élaboration qu'elle s'était jusqu'alors imposée. Après trois mois de discussions avec plus d'une cinquantaine de responsables syn-

« Reconstruire l'école est sans aucun doute l'un des défis majeurs de la prochaine période historique, mais il ne suffit pas, pour cela, de développer les recherches en éducation, quelque insuffisant que soit l'effort qui leur est aujourd'hui consacré. (...) C'est une vision d'ensemble qui est nécessaire », écrivait, le 18 mai dernier, M. Jean-Pierre Chevènement dans la lettre de mission qu'il adressait à M. Roland Carraz. Le ministre attend plus spécialement de lui un bilan et des propositions sur l'organisation de la recherche s'intéressant à un vaste domaine, allant de la petite enfance à la formation permanente des adultes, en passant notamment par le fonctionnement du système éducatif, l'impact des technologies nouvelles, l'éducation populaire ou la politique de la jeunesse.

M. Chevènement qui a, entre temps, élargi ses compétences en devenant aussi ministre de l'Industrie, ignore pas combien l'indépendance entre l'emploi et la formation pèse sur la situation économique, alors même que, de réforme en réforme, le système éducatif ne cesse de se dégrader et aggrave son retard par rapport au développement des technologies. M. Chevènement lance en quelque sorte une O.P.A. sur une partie de l'éducation nationale. Mais en s'attaquant plus particulièrement à la recherche en éducation - avec l'ambition non dissimulée de contribuer à transformer le système éducatif - M. Chevènement comble un vide, puisque ce secteur de la recherche est à l'abandon. Là réside son habileté. Alors que le ministère de l'Éducation nationale avait déjà édité le C.N.R.S. à la suite de M. Chevènement de la constitution du gouvernement de M. Pierre Mauroy, il lui faut constater aujourd'hui que des chercheurs rattachés à son ministère, par leur appartenance soit à l'université, soit à l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), accomplissent avec intérêt la « mission Carraz ».

Rénover ou reconstruire

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que M. Alain Savary ait réagi avec vivacité lorsque M. Chevènement lui a demandé, pour cette mission, le concours d'un ou plusieurs de ses collaborateurs. Conflit de « frontières » ministérielles. Divergence aussi d'analyse et de stratégie politique. Pour M. Savary, l'école est « à rénover », non « à reconstruire ». Ce à quoi il s'emploie avec rigueur, prudence et discrétion. Sans prendre appui sur la recherche en éducation, il pourrait, d'ailleurs, compte tenu de l'incertitude qui règne en ce domaine ? Incertitude qui résulte des coups portés, sous le précédent septennat, à la recherche en éducation et visant tant

aux, politiques et sociaux, la mission - composée de chercheurs en sciences de l'éducation - est allée, le 6 octobre à Rennes, à la rencontre des « universitaires et du public ». Le ministre de l'Éducation nationale se montre hostile à l'égard de cette mission. Il est vrai que, à travers elle, M. Chevènement lance une sorte d'O.P.A. sur une partie de l'éducation nationale et empiète sur les compétences de M. Alain Savary.

A court terme, la mission se veut plus modeste. M. Carraz sachant qu'il encourt le reproche de prétendre résoudre un peu vite des problèmes d'une telle ampleur, puisqu'il devra remettre son rapport à M. Chevènement à la fin du mois de décembre. Il veut donc « donner à ses conclusions un aspect méthodologique et prospectif » afin d'entraîner une « mobilisation des forces vives ». C'est, ajoute-t-il, « maintenant ou jamais qu'il faut agir ».

Le couvercle de la marmite

Sees interlocuteurs d'un jour, à Rennes, en sont persuadés. Eux qui, pour la plupart, ne se connaissent pas le matin, ont décidé de se retrouver, d'élargir le mouvement. L'un d'eux, à même proposé une salle dans les locaux de l'Éducation nationale. Et l'éducation nationale ? Sans prétendre condamner la politique « prudente » menée par M. Savary, ce n'est pas sans arrière-pensée que M. Carraz a amorcé la participation de quatorze ministères à sa mission. Et souligné que l'absence du principal intéressé compromettrait à la « gêner pour avancer », contrairement à l'intérêt général de la nation ». M. Carraz espère néanmoins que le rapport de forces jouera en sa faveur auprès de M. Savary.

Deux stratégies sont ici en concurrence et, à travers elles, deux courants politiques et syndicaux. D'un côté, les militants du C.R.E.S. et ceux du parti communiste (2), relayés par la tendance Unité et action de la F.E.N. (3), se retrouvent pour révéler les énergies, pour procéder, comme on le dit dans l'entourage de M. Chevènement, à un « resocialisme idéologique ». De l'autre côté, la volonté du ministre de l'Éducation nationale, soutenue par la quasi-totalité des syndicats d'enseignants, de gauche, de ne pas faire « sauter le couvercle de la marmite ».

CATHERINE ARDITTI.

(1) Une trentaine de personnes ont répondu à l'invitation qui avait été lancée dans la région de Rennes, par une quinzaine d'initiatives : universitaires, chercheurs de l'éducation nationale, professeurs de l'enseignement secondaire en exercice ou en « rupture », maîtres de l'Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques (I.R.E.M.), instituteurs, parents, militants des écoles en breton (Diwan). Mais avant cette première rencontre avec des « universitaires » et le public, la mission a pendant trois mois consulté une cinquantaine de responsables : confédérations syndicales, syndicats d'enseignants, partis politiques, mouvements pédagogiques de jeunesse, d'éducation populaire, milieux professionnels, universitaires, chargés de mission au ministère de l'Éducation nationale, cabinets ministériels, enseignement catholique.

(2) Le parti communiste organise, les 16 et 17 octobre prochains, à Nantes, des assises sur l'école destinées à lancer un « débat national ».

(3) On milite dans les communistes et des socialistes.

Un décret garantit la sécurité de l'emploi aux enseignants non titulaires du supérieur

Un décret publié au *Journal officiel* du 9 octobre définit les conditions de recrutement, d'emploi et de rémunération des vacataires et des assistants non titulaires auxquels les établissements d'enseignement supérieur peuvent faire appel pour l'enseignement. Ce texte, attendu depuis longtemps (1), confirme les assurances données par le ministre de l'Éducation nationale aux enseignants vacataires, au mois de mai dernier, de garantir la sécurité de l'emploi aux assistants non titulaires (Le Monde du 26 mai).

Un peu plus de quatre ans après sa parution, le décret du 20 septembre 1978, signé par M^{me} Alice Saunier-Seït, relatif au service des assistants et qui se traduisait par une certaine précarité de leur fonction, est donc abrogé. Ce texte « stérile et scotté », selon les syndicats de gauche, avait été à l'origine de grèves et de manifestations ainsi que d'exclusions d'enseignants de l'université.

Le nouveau texte concerne, à la fois, les personnels actuellement en fonction et ceux qui seront recrutés. Les vacataires à titre principal peuvent être maintenus en fonction et bénéficient des garanties accordées aux agents non titulaires de l'État. Mais le décret précise que dorénavant les établissements ne pourront faire appel, en qualité de vacataires, qu'à des personnes extérieures aux établissements d'enseignement et des chercheurs exerçant une « ac-

(1) Selon les conseillers du ministre, ce retard est dû à une surabondance de textes en attente de publication au *Journal officiel*.

محکمات الاصل

SCIENCES HUMAINES

La mort d'Anna Freud

(Suite de la première page.)

C'est aussitôt à la fin de la première guerre mondiale, alors qu'elle est âgée d'une vingtaine d'années, que se dessine sa vocation d'éducatrice. Elle va enseigner dans les jardins d'enfants et les écoles primaires pendant un certain nombre d'années. Cette vocation d'enseignante ne sera d'ailleurs pas distincte dans son esprit de son intérêt pour la psychanalyse.

En effet, à cette période où à l'exception de Hug Halmuth, personne encore n'a osé psychanalyser un enfant, Anna Freud considère l'application de la psychanalyse à l'enfant comme essentiellement liée à l'éducation et aux techniques pédagogiques. Le 31 mai 1922, elle présente à la Société psychanalytique de Vienne son premier travail scientifique intitulé : « *Fantasmes et régressions d'un enfant battu* ». Cinq ans plus tard, elle fait paraître l'ouvrage devenu classique : « *Le traitement psychanalytique des enfants* ».

Cet ouvrage représente une première conception, dans la pensée d'Anna Freud, de l'application de la technique psychanalytique au traitement des enfants. Et dans cette conception, la distinction entre une action pédagogique d'inspiration analytique et la psychanalyse proprement dite n'est pas clairement faite. L'application de la psychanalyse à l'enfant passe par des médiums, par des moyens de relations, qui ressemblent plus du jardin d'enfants ou de la école que du cabinet du psychanalyste. Malheureusement, le succès de ce livre et sa diffusion constante feront que pour longtemps on considérera qu'Anna Freud a donné, dans cet ouvrage, sa conception de la psychanalyse des enfants, opinion qu'elle cherchera pourtant à corriger dans ses articles ultérieurs et de nombreuses conférences.

A partir de 1927, c'est toute une conception de la psychanalyse d'enfants qui s'est développée et qui, il faut bien le dire, est fort différente de celle qui marquait l'ouvrage. En question. Toutefois, le mouvement est lancé et, à Vienne, tout un groupe d'éducateurs, de spécialistes de la psychologie de l'enfant, qui ont ou qui vont avoir une expérience personnelle de la psychanalyse, s'intéressent à ce nouveau champ qui prend en quelque sorte ses racines dans la participation pédagogique d'une « éducation nouvelle » inspirée de la psychanalyse. Ainsi ces pédagogues vont-ils devenir les premiers psychanalystes d'enfants.

La querelle avec Melanie Klein

Ce mouvement s'effectue parallèlement à celui que, à Budapest puis à Berlin puis à Londres, Melanie Klein va développer de son côté. On sait que la querelle qui s'est établie entre les deux écoles, celle de Berlin puis de Londres autour de Melanie Klein, et celle de Vienne. Melanie Klein affirme que, dans le jeu des enfants, l'expression de ses fantasmes et de ses défenses se fait de manière si directe qu'il s'agit là d'un objet d'investigation analytique tout à fait identique aux associations libres que donne l'adulte et que, par conséquent, la technique psychanalytique de l'enfant ne diffère en rien de celle de l'adulte, sinon par le mode d'expression. En réalité, ce premier motif de conflit n'est pas le plus important car, finalement, Anna Freud n'est pas loin de penser la même chose, et elle s'intéresse également au jeu et aux dessins ; elle ne doute pas qu'il s'agisse là d'une activité imaginative partiellement révélatrice des conflits de l'enfant.

Le différend tient plutôt à la manière dont on conçoit la fonction de cette ludique ou plastique par rapport aux fantasmes inconscients. Pour Anna Freud, le jeu de l'enfant ne révèle pas directement l'activité inconsciente ; il constitue un compromis dans lequel le monde des fantasmes se mêle à tout un ensemble d'attitudes défensives et à un souci d'adaptation aux tâches demandées par l'entourage. Cette divergence entre Melanie Klein et Anna Freud ne fait qu'illustrer un problème beaucoup plus général : peut-on grâce à la compréhension du symbolisme accéder directement à une connaissance des mécanismes inconscients les plus profonds, ou doit-on nécessairement pour cela analyser d'abord des mobiles inconscients plus superficiels et surtout la système de défenses qui maintient inconsciente une partie de l'activité mentale ?

L'exil à Londres

Au cours des années 30, Anna Freud sera donc à Vienne à la fois l'animatrice de tout un mouvement pour la psychanalyse des enfants et l'un des responsables de l'organisation et du développement du mouvement psychiatrique international. Puis en 1939, vient le temps de l'exil : Freud et sa famille quittent

précipitamment l'Autriche nazie pour Londres. Il y retrouvera d'ailleurs un certain nombre d'autres émigrés venus de Vienne. La coexistence ne sera pas facile entre ces représentants de l'école viennoise et les psychanalystes britanniques dont une partie est venue d'Europe centrale quelques années plus tôt avec Melanie Klein. L'antagonisme théorique ne se situe plus entre Vienne et Londres, mais dans le cadre et autour de la Société britannique de psychanalyse.

Freud disparaît en 1939, et Anna Freud va très vite trouver en dehors de l'Association britannique de psychanalyse un terrain de pratique et de recherche qui la laissera à distance des conflits et des ostracismes. En effet, elle prend la charge, avec ses plus proches collaborateurs, d'un centre pour enfants abandonnés, victimes de la guerre. Autour des « Hampstead Nurseries » se développe bientôt un centre de soins, de recherche et surtout d'éducation. Fidèle aux conceptions qui l'avaient déjà inspirée à Vienne, Anna Freud ne croit pas que la psychanalyse doive rester une science médicale, et, seulement, une thérapeutique des névroses. Infirmités, travailleurs sociaux, pédagogues et psychologues reçoivent une formation psychanalytique pour mieux comprendre les en-

Les œuvres en français

Parmi les œuvres d'Anna Freud qui ont été traduites en français, citons : « *L'enfant dans la psychanalyse* (Gallimard), le *Normal et le Pathologique chez l'enfant* (Gallimard), *Initiation à la psychanalyse pour éducateurs* (Privat), le *Moi et les Mécanismes de défense* (PUF), le *Traitement psychanalytique des enfants* (PUF).

enfants dont ils ont la charge. Une grande partie d'entre eux deviendront d'ailleurs des psychanalystes à part entière. Après la guerre, la Hampstead Clinic subsistait et, jusqu'à ce jour, elle a continué d'être un centre pour l'éducation et le traitement psychanalytique des enfants, en même temps qu'un centre de recherche et de formation d'audience internationale.

Une gardienne de la tradition

Les rapports d'Anna Freud avec la Société britannique de psychanalyse n'ont pas toujours été faciles, bien qu'un grand nombre de ses élèves aient joué un rôle dans le développement de cette société. Sans doute aux querelles doctrinales d'avant guerre se sont substitués le respect et la neutralité, mais jusqu'à ces dernières années le fossé demeurait considérable entre « kleinien » et « freudien ». Le développement progressif d'un groupe indépendant autour de Balint et de Winnicott devait d'ailleurs contribuer à maintenir la cohésion de la société britannique. Sur le plan international, Anna Freud a exercé une influence considérable sur le développement de la psychanalyse des enfants, en particulier aux Etats-Unis où nombre des anciens collaborateurs des années 20 et 30 avaient émigré (Kris, Erikson, Hartman, Lowenstein, Margaret Mahler, etc.). O'ù une collaboration étroite avec certains centres, en particulier le Yale Child Study Center, le Putnam Clinic de Boston, l'école Orthogénique de Chicago.

Le rôle d'Anna Freud dans le développement du mouvement psychanalytique international est difficile à apprécier. Très présente dans les instances de direction de l'Association psychanalytique internationale, on lui a souvent prêté un rôle, surtout en France, de gardienne de l'orthodoxie et de la tradition. C'est là une vue un peu hâtive des choses, car, curieusement, sur bien des points concernant le mouvement psychanalytique et la formation des psychanalystes, Anna Freud avait une vue anticonformiste. Sans doute gardait-elle de sa propre formation et de celle des pionniers de sa génération un certain idéal du mouvement psychanalytique et de la formation des psychanalystes qui différait de celle qui imposait la diffusion actuelle de la psychanalyse et les liens noués avec les institutions de soins, les universités, la santé publique.

L'œuvre d'Anna Freud repose avant tout sur un approfondissement de la pensée freudienne, approfondissement et non pas développement au jour le jour. Il émane de chacun de ses articles ou livres une impression de simplicité qui témoigne chez elle d'une position fondamentale. L'essence de la psychanalyse concerne des données assez simples sur la transformation des déterminations inconscientes de la vie mentale en déterminations conscientes. Ce qui est complexe, c'est la manière dont

cette interaction s'organise chez chaque individu, et surtout la manière dont l'analyste peut la découvrir et la communiquer à l'autre. L'analyse est simple mais difficile. Elle est peut-être la formule qui résumerait le mieux ce qu'on peut appeler la « philosophie » d'Anna Freud : formule qui elle-même est évidemment simple, trop simple. Un pessimisme insipide, celui qui apparaît dans les derniers textes de Freud (« l'analyse terminale et analyse sans fin »), car si l'analyse est difficile, elle n'est pas accessible à tous. Elle est toujours une expérience négative, celle des résistances, celles des méconnaissances, et seule leur étude fait progresser cette science. Tout cela, Anna Freud l'a dit dans de nombreuses études sur la technique et sur l'avenir de la psychanalyse.

Un parti pris de simplicité

Un autre aspect de la simplicité d'Anna Freud tient à son style, ce qui n'est pas nécessairement pour séduire le lecteur français. Il est vrai

qu'elle ne met aucune coquetterie dans sa manière d'écrire. Elle ne cherche aucun effet de séduction et croit très fermement qu'on peut parler de l'inconscient dans un langage rigoureusement lié aux processus secondaires de la pensée consciente. La lecture de son œuvre naît donc à aucun moment au lecteur l'illusion d'être psychanalyste. En revanche, elle apporte au praticien un foisonnement de notations cliniques dont la justesse et l'originalité surprennent toujours.

Il est difficile de dire quel sera l'avenir des conceptions d'Anna Freud. On ne peut pas parler pour elle d'une véritable école tant ses vues sont toujours demeurées pragmatiques. Sans doute la Hampstead Clinic continuera-t-elle d'exister et de diffuser d'importants travaux dans le domaine de la psychanalyse des enfants. Mais ce qui demeurera l'influence d'Anna Freud tient davantage à un certain mode d'esprit critique, à un parti-pris de lucidité et de simplicité qu'à un système conceptuel.

DANIEL WIDLOEGER.

RELIGION

Au symposium réuni à Rome

La déchristianisation de l'Europe préoccupe les évêques

Correspondance

Rome. — Le 5^e symposium des évêques d'Europe qui vient de s'achever au Vatican en présence de soixante-dix évêques était consacré à « la responsabilité des évêques d'Europe dans l'évangélisation du continent ».

Dimension chrétienne de l'Europe, mais aussi crise de l'Europe chrétienne : c'est essentiellement autour de ces deux idées que, pendant cinq jours, se sont articulées les interventions. L'Europe en question, bien évidemment, ne se limite pas à celle de la C.E.E. Parmi les participants, étaient présents deux évêques de R.D.A., deux Hongrois, trois Yougoslaves, un Lituanien, et six Polonais ; mais Mgr Glemp était resté dans son pays à cause de l'aggravation de la situation de ces derniers jours. Le thème des racines communes chrétiennes de l'Europe, les liens profonds qui unissent les deux parties du continent ont été au centre des débats : « La chance de l'Eglise en Europe, c'est de ne pas être soumise aux vicissitudes de toute conception politique de l'Europe », a affirmé Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, ajoutant que « l'Eglise peut, de ce fait, se hisser, d'emblée, au plus haut palier de collaboration européenne : celui où se regroupent Est et Ouest, Nord et Sud ».

Mais le christianisme, comme l'a souligné le cardinal Hume, archevêque de Westminster, en ouvrant les travaux, est en difficulté : « Dans beaucoup de pays de l'Europe, on assiste aujourd'hui à une très vaste déchristianisation. Il y a de plus en plus de gens qui, tout en ayant été baptisés, vivent en dehors des Eglises chrétiennes. Le nombre des chrétiens non pratiquants augmente considérablement ». Le cardinal Hume, président du conseil des conférences épiscopales d'Europe, a parlé aussi de la nécessité de soutenir concrètement les chrétiens de l'Est : « dans la liberté religieuse a été sévèrement limitée depuis plus de trente ans par le communisme athée », mais s'est aussi préoccupé de « l'athéisme et du laïcisme qui s'infiltrent insidieusement dans les sociétés occidentales ». Le cardinal Hume, président du conseil des conférences épiscopales d'Europe, a évoqué l'existence de vastes zones vivant dans un total élimin de sécularisation.

D'où, comme l'affirmait Jean-Paul II dans son intervention, la nécessité pour l'Eglise d'Europe d'une « auto-évaluation » pour répondre au défi de l'Europe d'aujourd'hui. Seuls l'approfondissement et la purification de la foi pourront vaincre l'athéisme.

Mais l'Europe est aussi un lieu privilégié de l'occidentisme : « Berceau de la division des Eglises, affirmait Mgr Etchegaray, le continent doit devenir le foyer de la réconciliation des Eglises à la face du monde entier. L'Europe offre aussi l'occasion d'exercer une collégialité épiscopale à l'échelle historique, car les problèmes qui ne seront

pas résolus en Europe ne seront pas résolus ailleurs ».

Le symposium s'est achevé par la rédaction d'un document et de propositions qui seront rendus publics ultérieurement.

MÉDECINE

« La France malade de sa santé »

UN LIVRE DU PROFESSEUR BERNARD DEBRÉ

C'est un livre de combat qu'a écrit le professeur Bernard Debré, sous le titre *La France malade de sa santé* (1). C'est même le manifeste d'une croisade, comme il le précise lui-même.

Aussi a-t-il voulu forcer le trait. Ce qui donne un livre manichéen et passionné. « Avant », c'est-à-dire avant la victoire de la gauche, la médecine française était en pleine régression. Alors que « depuis la fin de la première guerre mondiale et jusqu'aux années 50, notre médecine s'inscrivait dans des structures dévies et poussiéreuses », tout devait changer avec le retour du général de Gaulle : « L'aube de la 5^e République a alors été illuminée par de grandes réformes. Dès 1958, tout s'est transformé : réforme des études médicales, instauration de centres hospitalo-universitaires et du plein temps hospitalier, apparition des conventions médicales ».

En vingt ans, écrit le professeur Debré, « l'effort et la sélection sont devenus les slogans de l'Université française ; les hôpitaux se sont modernisés et transformés, la présence du secteur privé y maintenant les médecins les plus compétents et y attirant les malades dans les exigences étaient préservées. La création des C.H.U., l'instauration du plein temps hospitalier, la compétition avec les cliniques privées, dans l'émulation entre les deux secteurs, la complémentarité entre soins de ville libéraux et traitements hospitaliers : grâce à cet ensemble, le peuple français était l'un des mieux soignés du monde ».

C'est précisément cet ensemble, estime le professeur Debré, qui est menacé par un programme « insulaire et ambivalent ». Ainsi, lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, « la stupeur a vite remplacé l'espoir quand un ministre communiste s'est vu confier la portefeuille de la Santé. Cette stupeur s'est transformée en fureur quand les médecins se sont aperçus que ce ministre envisageait, avec la bénédiction des socialistes, de bouleverser notre système de soins ».

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a déformé le sens de l'une des phrases de l'article consacré, dans le *Monde* daté 10-11 octobre, au traitement des malades mentaux. Il fallait lire : « Les psychiatres des hôpitaux n'ont jusqu'à présent, disent-ils, enregistré que des menaces sur leur statut (suppression du secteur privé insuffisamment compensé, risque d'assimilation à la fonction publique », etc.

SCIENCES

Le colloque de biologie prospective de Pont-à-Mousson

Reconquérir le marché du matériel de laboratoire

De notre correspondant

Nancy. — Deux mille six cents biologistes, médecins et industriels, venus de cinquante-deux pays : le colloque international de biologie prospective de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle) a tenu, du 4 au 9 octobre, sa promesse d'être l'événement le plus important du genre en 1982. « Une sorte de test grandeur nature des atouts et de la faiblesse de l'industrie française en ce domaine », précisait, dès le début de la rencontre, le professeur Jean Rosa, président du conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et directeur du département « sciences de la vie et de la santé » à la mission scientifique et technique du ministère de la recherche et de l'industrie.

Si les atouts de la France semblent résider dans la matière grise de ses chercheurs, une rapide visite des stands d'exposants de matériels de laboratoire permettait d'estimer à près de 95 % le nombre des marques étrangères. On y retrouvait certes les noms les plus prestigieux des multinationales américaines, mais également, fort bien placées, des petites firmes suisses ou hollandaises. « Il ne s'agit donc nullement d'un problème de production lié à la capacité d'absorption du marché intérieur », a expliqué le professeur François Rousselet, de la faculté de pharmacie de Paris, président de la commission interministérielle des appareils de mesure et d'électronique. « D'autant que le marché français en ce domaine représente 10 % du marché mondial et que nous n'en fournissons que 40 % ».

Malade d'un protectionnisme datant des années d'après-guerre, l'industrie française, faute de n'avoir pas su s'adapter au désir des chercheurs, n'a pas résisté depuis les an-

nées 60 à la concurrence étrangère. Afin de lutter efficacement contre les appareils de série offerts par l'étranger, le professeur Rousselet propose donc le principe d'un rachat par l'Etat des appareils de présérie français. « Nos appareils seraient ainsi testés et améliorés par des laboratoires de recherche en ayant le besoin, avant d'être enfin commercialisés lorsqu'ils seront parfaitement au point ».

Le colloque de Pont-à-Mousson a montré la grande sophistication des appareils de mesure, sans cesse plus précis et désormais automatisés et informatisés. Mais on constatait aussi la paradoxale montée en flèche d'appareils de mesure plus sommaires, des tests-minute certes fiables mais beaucoup moins précis : « Des gadgets pour biologistes dus à la crise économique et sans doute au déficit de la Sécurité sociale », selon le professeur Gérard Siest, l'un des organisateurs oacétiens du congrès.

Il est vrai que tant du côté des biologistes français et étrangers que du côté des industriels, une importante perspective de renouvellement de la recherche biologiste semble s'ouvrir avec les possibilités que vont offrir désormais les anticorps monoclonaux. Si leurs possibilités thérapeutiques en matière de cancer restent à établir, ces anticorps joueront désormais — on en a eu confirmation lors du colloque — un rôle important dans les prochaines années en biologie. Des firmes américaines en possèdent déjà dans leurs catalogues. Pour l'Institut Pasteur et les laboratoires Mérieux, cette commercialisation n'est plus qu'une question de semaines.

JEAN-LOUIS BEMER.

CORRESPONDANCE

Les activités du centre médico-chirurgical de Kourou

Après la publication, dans le *Monde* du 12 juillet, d'un article sur le centre médico-chirurgical de Kourou (Guyane), nous avons reçu du directeur du Centre spatial guyanais une note au point dont voici les principaux passages :

Ce centre (...) est présenté comme étant exclusivement réservé aux cadres et techniciens de haut niveau de la base spatiale (...). Cette présentation du centre médico-chirurgical de Kourou est erronée (...). Cet établissement hospitalier, à but non lucratif, dépend effectivement du Centre spatial guyanais. Toutefois, il figure à la carte sanitaire de la Guyane et couvre les secteurs de Kourou, Sinnamary et Iracoubo, soit une population de dix mille habitants environ.

Sa clientèle se répartit comme suit : 30 % métropolitaine ; 70 % locale. Le centre est donc ouvert à tous, quelle que soit la condition sociale des intéressés. Sur le plan des équipements, il n'existe pas de rein artificiel, que l'on ne trouve que dans les établissements beaucoup plus importants. Si un tel appareil avait existé, il aurait été mis à la disposition de la clientèle, là aussi sans aucune discrimination raciale.

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Cartes de visite

Invitations

Papiers à lettres

de prestige

pour Sociétés

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.38 - 508.86.45

COPIES GEANTES

sur papier blanc ou couleur, calque, polyester, largeur 27 cm, longueur illimitée. Réduction, agrandissement, pour plans, contre-plaques, affiches, posters. ENFANT 30, Av. Daumesnil PARIS 12 - 2347.21.32 - Tx 220054 F

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR

FABRICANT

GARANTIE

DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.

Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.

Vison, loup, renard, etc. PRIX DE GROS.

Grand choix de pelisses. Réparations, transformations.

Service après-vente. Tél. 878-66-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^{le} LE PELETIER

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

CENTRALE AU CHARBON ET POLLUTION

Comment se débarrasser du gaz sulfureux de Gardanne ?

Marseille. — Le groupe de concertation chargé de suivre le dossier de la désulfuration de la future centrale de 600 mégawatts de Gardanne-Meyreuil a remis un premier rapport à M. Pierre Mauroy. Ce groupe, mis en place après une réunion organisée au cabinet du ministre, rassemble des élus régionaux et des représentants des administrations.

Après avoir rappelé l'intérêt du programme en cours pour l'économie régionale (programme qui permet l'exploitation du bassin minier de Gardanne jusqu'à l'ère du troisième millénaire en garantissant le maintien de deux mille deux cents emplois), le groupe de concertation rappelle l'enjeu du projet : le maintien de l'activité d'un secteur important de l'économie locale qui, sans lui, serait allé en déclinant. Mais il n'en souligne pas moins nettement que « les impératifs de développement et la mise en valeur d'une ressource énergétique locale ne doivent pas faire passer au second plan le souci de la protection de la santé et de l'environnement ».

Le projet initial prévoyait d'ajouter quelque 230 tonnes par jour de gaz sulfureux aux 260 tonnes que produisent actuellement les groupes en fonctionnement. Et cela sans qu'il y ait d'autre « protection » que la dispersion des fumées par une

De notre correspondant

cheminée de haute altitude (300 mètres).

Le rapport critique l'étude d'impact produite par les Houillères et les mesures qu'elles envisagent de prendre pour prévenir les atteintes à l'environnement. Il est notamment appelé que, si les effets des émissions de gaz sulfureux et d'oxyde d'azote sont assez bien connus, il n'en est pas de même des métaux et métalloïdes associés que contiennent les fumées de la centrale et qui n'ont jamais été étudiés sérieusement. Le rapport réclame donc une analyse plus « fine » de la composition du charbon de Gardanne.

Les mesures envisagées étant jugées insuffisantes ou inadéquates, la désulfuration est donc une nécessité absolue. Le seul argument valable qui puisse lui être opposé est le surcoût qu'elle entraînera au niveau de la production d'électricité promise à E.D.F., compte tenu du montant prévu de l'investissement supplémentaire (quelque 600 millions de francs) et des dépenses de fonctionnement qu'entraînera un système de protection efficace. Pourtant le rapport reconnaît implicitement, qu'il n'existe pas actuellement de procédé français de désulfuration qui soit opérationnel. Il s'agit donc de relever un défi technologique.

En outre, il est clair à présent qu'il est devenu matériellement impossible d'installer une désulfuration opérationnelle avant la date prévue (juillet 1984) pour le démarrage de la centrale.

Actuellement, les Houillères de Provence réalisent une étude qui devrait être achevée en avril 1983, favorisant le procédé d'injection de chaux directement de la chambre de combustion de la chaudière. C'est un procédé qui paraît, a priori, bien adapté au charbon de Gardanne, à forte proportion de calcaire, ce qui devrait réduire les injections de chaux et amoindrir les coûts d'exploitation.

Mais le modèle a son revers. La désulfuration resterait partielle (la « fourchette » est de 30 à 70 %). En raison du degré d'incertitude qui pèse encore sur un abaissement positif du programme d'expérimentation en cours, le rapport demande au premier ministre de prendre un engagement de principe et de faire entreprendre des études sur l'installation d'un procédé de désulfuration classique au cas où celui fondé sur l'injection de chaux dans la flamme se révélerait décevant ou irréalisable.

JEAN CONTRUCCI.

Contre le bruit

Les gendarmeries départementales seront prochainement équipées d'un sonomètre pour participer plus activement à la lutte contre le bruit, a déclaré M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, en prononçant le discours de clôture du colloque Bruit et vie urbaine, qui a été organisé durant deux jours à La Rochelle.

Ce colloque, inauguré par M. Charles Fiterman, ministre des transports, a réuni des architectes, des techniciens, des élus et des constructeurs. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de prendre en considération, dès la conception des projets, la question des nuisances sonores, ce qui n'entraînerait qu'une légère augmentation des coûts de construction. On a aussi, souvent, estimé que les circulaires officielles sur le bruit s'appliquaient « trop lentement ».

M. Crépeau a rappelé qu'un footballeur allait être nommé dans chaque préfecture afin de coordonner la lutte contre le bruit.

Le T.G.V. Atlantique s'arrêtera-t-il en Loire-et-Cher ?

M. Pierre Soudreau, maire de Blois (Loire-et-Cher) ancien ministre, ancien député, mais aussi président en

Faits et projets

exercice de la Fédération nationale des industries ferroviaires, vient de prendre pour la première fois position sur le projet de T.G.V. Atlantique. Dans le mensuel « Demain le Loire-et-Cher » de septembre, il écrit notamment : « Le projet est né de la saturation des voies du sud-ouest. Phasé que de faire du rayonnement, la S.N.C.F. estime à bon droit devoir créer une voie nouvelle qui va permettre d'améliorer sensiblement les conditions de transport en direction de la Bretagne et du Sud-ouest. Du fait de sa position géographique, notre département est inévitablement traversé par les grands axes de circulation. Il est évident qu'une nouvelle infrastructure poserait des problèmes d'emprise notamment sur des terres agricoles ».

Le T.G.V. pourrait être utile en Loire-et-Cher. Il pourrait avoir des retombées économiques positives à condition qu'il ne traverse pas notre département sans s'y arrêter. Cela veut dire que les responsables du Loire-et-Cher doivent se mobiliser pour obtenir une gare T.G.V. à proximité des deux principales agglomérations au nord de la Loire, Blois et Vendôme. Mais, comme M. Soudreau « le T.G.V. n'est pas pour demain ; même si la décision de la construction était prise prochainement, sa mise en service n'interviendrait pas avant la fin de la décennie et d'ici là les problèmes économiques auront encore beaucoup évolué » (Corresp.).

Nouveau centre à Hérouville

Hérouville-Saint-Clair, troisième ville du Calvados, compte six grands quartiers, mais aucun centre. Vingt ans après le lancement de cette commune « préfabriquée », par une administration essentiellement préoccupée par le souci de loger une population attirée par l'industrialisation de l'agglomération caennaise, la municipalité veut combler cette lacune.

Pour cela, elle vient de lancer un concours international ouvert à tous les architectes-urbanistes européens, qui vont pouvoir imaginer comment meubler les deux hectares disponibles au cœur de la cité. C'est ici que devraient être construits, au cours des deux ou trois prochaines années, un hôtel de ville, une salle de spectacle, une bibliothèque, des logements pour la restauration, une station de taxis et une place.

Estimé actuellement à 65 millions de francs, ce projet pourrait être subventionné par l'Etat et, pour le reste, par la collectivité locale, qui en assumerait la charge sur sept ou huit ans.

Un centre d'action culturelle à Saint-Brieuc

M. Jack Lang, ministre de la culture, a inauguré, le 9 octobre, le Centre d'action culturelle de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Après la Maison de la culture de Rennes, c'est le second équipement du genre en Bretagne. Il aura coûté 30 millions de francs environ. Bâti dans le centre de la ville et donnant sur les rues piétonnes, le Centre comprend notamment une salle de spectacles de mille places, un cinéma de cent quatre-vingt places, trois salles d'exposition, quatre salles de réunion, des locaux de secteurs scolaires, audiovisuels, une cafeteria et une bibliothèque.

Cette inauguration a été l'occasion de signer une convention de développement culturel entre l'Etat et le département. Sur des orientations prioritaires communes, l'Etat et le département des Côtes-du-Nord ont convenu d'un certain nombre d'objectifs et des moyens d'y parvenir : conservation du patrimoine, langue régionale, musique, création artistique, animation en milieu rural, centre culturel, etc. — (Corresp.).

Le Havre, port et centre de commerce international

Financé à 80 % par la chambre de commerce et d'industrie du Havre et bénéficiant, pour le reste, de diverses subventions publiques, le nouveau centre de commerce international du Havre, dernier-né de l'association World Trade Centers, qui compte trente-deux centres opérationnels répartis dans le monde entier, a été inauguré le 7 octobre, en présence de M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur. Cette réalisation moderne, qui couvre 16 000 mètres carrés, était apparue nécessaire au développement du Havre, dès 1971. C'est à cette date qu'une initiative commune de la chambre de commerce et d'industrie, du port autonome et de la ville du Havre, avait conduit à l'étude et à la promotion du centre de commerce international.

Les promoteurs de ce projet ont voulu combler une lacune : l'absence d'un grand pôle tertiaire de services dans le port normand, carrefour de négoce international, mais aussi port en eau profonde, accessible aux grands navires. Cette réalisation était en outre l'objet d'une « volonté », ainsi qu'aime à le répéter M. Raoul Duval, président de la chambre de commerce du Havre, « celle de toute une communauté économique de ne pas abdiquer devant une conjoncture internationale difficile et de compléter les activités traditionnelles du Havre par le développement de secteurs tertiaires vitaux pour son avenir ».

CARNET

Naissances

— Paul KUJAWSKI, Elisabeth BRISSON et Claire, ont la joie de faire part de la naissance de
Alban,
30 septembre 1982, à Paris.

— Catherine et François LASERON ont la joie de faire part de la naissance de
Vincent,
le 2 octobre 1982,
5, rue Damiens,
91150 Etampes.

— Christian et Nicole RAOULT, née Moirard, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille
Aurélie,
à Paris, le 9 septembre 1982,
6, rue Martin-Bernard,
75013 Paris.

— Jacques et Bernadette ROUSSELLE, née de Chalvorn, Myriam et Juliette, ont la joie de faire part de la naissance de
François,
le 5 octobre 1982,
26, rue d'Estienne-d'Orves,
92120 Montrouge.

Décès

— M. et M^{me} Albert Astières, M. et M^{me} Claude Amsterdamsky, M. Serge et M^{me} Nathalie Astières, M^{me} veuve Georges Karasik, M. et M^{me} Simon Nizri et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve Elie AMSTERDAMSKY,
née Pesia Tawer,
leur mère, grand-mère, sœur et tante, survenue, le 7 octobre 1982, à Neuilly.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, en se réunissant à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 heures.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président et le conseil d'administration de la F.I.M.T.M., ont la douleur de faire part du décès de
M. Alfred BRYCI,
directeur des questions techniques et de formation, ancien élève de Polytechnique, survenu le samedi 2 octobre 1982 à l'âge de quarante-huit ans.
Les obsèques auront lieu en l'église d'Aubertchicourt (Nord) le mardi 12 octobre, à 16 heures.

— Les amis de
Basile CHARDON
ont la grande tristesse d'annoncer son décès, le 7 octobre, à Reims.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

TABLEAUX MODERNES et de SECONDE MAIN DU XIX^e SIÈCLE et des Écoles impressionnisme, cubisme, symbolisme, abstraction et contemporaines. SCULPTURES en BRONZE et en TERRE CUITES LE DIMANCHE 17 OCTOBRE 1982, A 14 H. A VERSAILLES, 5, rue Rambeau M^{me} G. SLACHE, Commissaire-priseur (3) 950-55-06 + EXPO. : ven. 15 ; sam. 16 oct., de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h.

M. Jean GUÉRIN, procureur général honoraire, Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le samedi 9 octobre 1982, à Mollinges (Jura). 26, avenue du Maréchal-Randon, 38000 Grenoble.

— La Fédération nationale de l'Industrie et des commerces en gros des viandes, Son bureau, Ses adhérents, Ses collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Ernest LEMAIRE-AUDOIRE,
officier de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Fédération nationale de l'Industrie et des commerces en gros des viandes, président de l'Association européenne du commerce en gros du commerce des viandes, survenue le 8 octobre 1982, à l'âge de soixante-seize ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier (place du Commandant-Mithouard), à Paris-7, le mardi 12 octobre 1982, à 14 heures, où l'on se réunira.
31, rue du Linousin, Rungis.

— M^{me} Marguerite Molinet-De Fontcilla, Le professeur Philippe Dahban, son épouse et ses enfants, M. et M^{me} Lilian Fontcilla-De Caselli et leur fille, M. et M^{me} Edith Fontcilla-De Perino et leurs enfants, Ainsi que les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de
Jeanne MOLINET, que Dieu a rappelé à lui le 19 septembre 1982.
La messe de sépulture sera célébrée en l'église du Sacré-Cœur de Lausanne (Suisse) le vendredi 15 octobre, à 10 h. 15, heures à 11 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Saraguenines (France), le vendredi 22 octobre, à 11 heures.
Tu seras toujours présente en nous.

— M. et M^{me} Jacques Boutard, Le professeur Guy Albot, Et M^{me} le docteur Parturier-Albot, M. et M^{me} René Caillou, Leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Boutard, M. et M^{me} Edgar Morin, Leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Simon Pimay et leur fille, M. Jean Froidevaux, M^{me} Robert Parturier, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Augustin de Arcante, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Pierre de Vignaud de Villefort, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Marcel Parturier, ses sœurs, beaux-frères, neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux et cousins germains, vous prient de participer avec eux à la cérémonie religieuse qui sera célébrée, le jeudi 14 octobre, à 8 h. 30, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, pour

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— Odile Reynaud, née Motel, son épouse, Emmanuelle, Fabrice, Camille, ses enfants, M^{me} Jean Reynaud, sa mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Denis REYNAUD,
le 8 octobre 1982.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Mesnil-le-Roi (Yvelines), le 13 octobre, à 9 h. 15.
Pas de fleurs, des prières.
12, rue de Seine, 78230 Le Pecq.

— M^{me} Monique Sent, à Genève, M. et M^{me} P.-G. Hamon, Et leurs enfants Christine, Pascal, Vincent, Roseline, Emmanuelle, à Paris, M. et M^{me} Paul Surtel, à Carpentras (Vaucluse), ont le grand chagrin de faire part du décès de
M^{me} Madeleine SENFT, née Surtel, leur très chère maman, belle-mère, grand-mère, sœur et belle-sœur, enlevée à leur tendre affection le 5 octobre 1982 dans sa quatre-vingt-septième année.

— M. et M^{me} Jacques Boutard, Le professeur Guy Albot, Et M^{me} le docteur Parturier-Albot, M. et M^{me} René Caillou, Leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Dominique Boutard, M. et M^{me} Edgar Morin, Leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Simon Pimay et leur fille, M. Jean Froidevaux, M^{me} Robert Parturier, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Augustin de Arcante, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Pierre de Vignaud de Villefort, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Marcel Parturier, ses sœurs, beaux-frères, neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux et cousins germains, vous prient de participer avec eux à la cérémonie religieuse qui sera célébrée, le jeudi 14 octobre, à 8 h. 30, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse, pour

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Tardi et leurs enfants, M. Dominique Tardi, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri TARDI, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 8 octobre 1982, à Paris, dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 13 octobre 1982, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
44, rue Bayen, 75017 Paris.

— Pour le dixième anniversaire du décès accidentel de leur fille
Françoise ABACH-JAUFFRET, ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.
1^{er} septembre 1972 - 11 octobre 1979.

— Le 12 octobre 1974.
Alain BRELOT, maître-assistant à l'université, quittait tragiquement les siens.
Parents, amis, souvenirs-vous.

— Pour le dix-huitième anniversaire du rappel à Dieu de
Francisque GAY, ses amis font célébrer une messe en y associant le souvenir de son épouse
Blanche-Françoise GAY, le samedi 16 octobre, à midi, en la chapelle de la Croisade des aveugles, 15, rue Mayet, Paris-6^e.
Le traditionnel repas amical sur place, sous la présidence de M. Maurice Schumann, suivra la cérémonie.

— Tous ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour le bâtonnier Manuel MAGESCAS DE PAU, pour le dixième anniversaire de son décès.
De la part de M^{me} Maurice Aberber, sa femme, née Yveline Magescas, leurs enfants et M. et M^{me} Armand Magescas.

— Il y a cinq ans disparaissait
Pierre MOYSE, chirurgien de la Fondation Curie, que ceux qui l'ont aimé gardent vivante sa mémoire.

— Le vingt-unième anniversaire de la mort de
Paul RAMADIER, premier président du conseil de la IV^e République, sera célébré le 17 octobre, à Decizeville (Aveyron). Toutes les organisations socialistes, républicaines, sociales et les comités laïques seront représentés. Un seul discours sera prononcé par M. Philippe Huet, inspecteur général des finances, président de la Société des amis de Paul Ramadier.

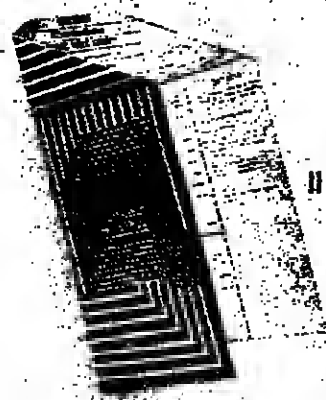
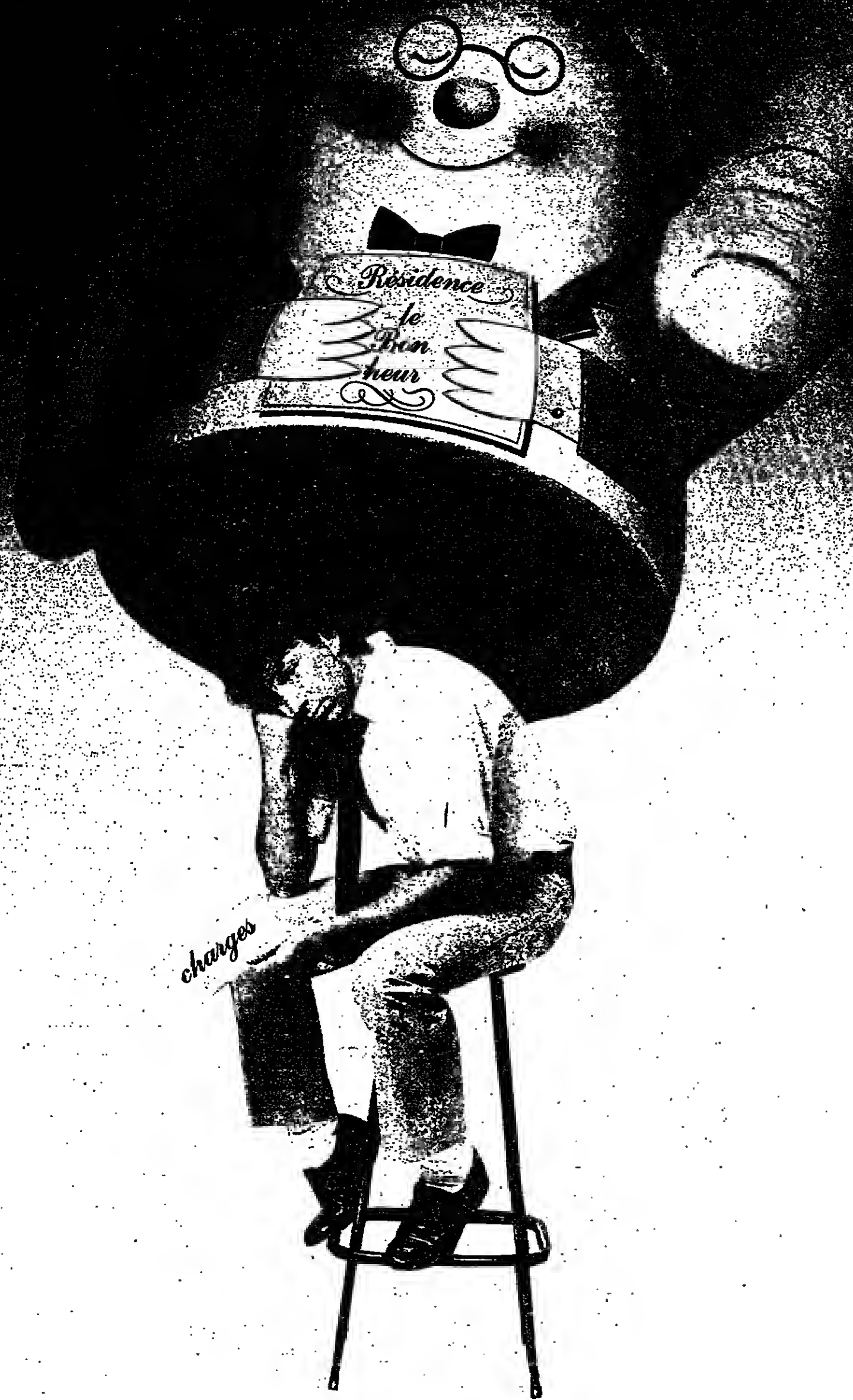
— La famille et les amis de
Pierre BOLOT, participeront à une messe, le dimanche 17 octobre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Chaligny-la-Petite (près Provins, Seine-et-Marne).

— Une messe sera célébrée le mardi 12 octobre 1982, à 12 heures, en l'église Saint-Hippolyte d'Épiais, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, pour
la baronne Olivier GUICHARD décédée accidentellement le 4 octobre à Nécé (Gironde).
De la part du baron Olivier Guichard et de ses enfants.
12, avenue Bagneux, 75116 Paris.

LA TREILLE
Quinzaine de la Jupe
du 1^{er} au 16 Octobre
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel. 329.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MESSAGERS

HERMÈS
SOLDES
MARDI 12 OCTOBRE
MERCREDI 13 OCTOBRE
JEUDI 14 OCTOBRE
VENDREDI 15 OCTOBRE
9 h. 30 à 12 h. / 14 h. à 18 h.
Carrés, Cravates, Gants
Prêt-à-porter homme et femme
Horlogerie, Bijouterie
Maroquinerie, Chaussures

Les mauvaises surprises ? mieux vaut les connaître avant, qu'après avoir acheté votre logement neuf.



Choisir un logement neuf, ce n'est pas si simple.
Il y a le prix, la situation, les plans. Tout cela se voit et peut s'apprécier.
Mais il y a aussi ce qui ne se voit pas, la chose cachée, les mauvaises surprises : Les charges, comment les évaluer ?
Et le chauffage ? Ne vous posera-t-il pas un grave problème de budget ?
Et l'isolation phonique ? Comment être sûr qu'on ne confondra pas son téléphone avec celui du voisin ?
Alors, faut-il s'en remettre à la chance ?

Plus maintenant. Maintenant il y a Qualitel.
Qualitel, c'est un indicateur de qualité des logements, élaboré par l'Association Qualitel. Des représentants des consommateurs, des constructeurs et de l'Etat qui travaillent ensemble pour vous aider à mieux choisir votre logement.
L'indicateur Qualitel vous renseigne sur les principaux aspects de la qualité technique.
Demandez-le.



Qualitel mieux choisir pour mieux vivre.

Association Qualitel, 136 boulevard Saint-Germain 75005 PARIS. L'organisme certificateur agréé par le 11 janvier 1975 sur la protection et l'indication des renseignements.

مركز الأبحاث

Monde

de France

régions

Louis Chevalier et ses « Histoires de la nuit parisienne » Un Restif de la Bretonne au Collège de France

RÉMI FALLET a qualifié Louis Chevalier de « prof de génie ». Avec *Histoires de la nuit parisienne* (1), tout récemment publié chez Fayard, il sera comblé : Chevalier a l'air de balancer trente ans de Collège de France par-dessus les moulins. Qu'il se situe maintenant dans la lignée directe des grands observateurs de Paris : Restif, Mercier, Balzac, c'est l'évidence.

Aux chiffres, Chevalier préfère la littérature. Dans ses *Histoires*, il est carrément passé à la chronique, d'où leur portée. En accord avec ceux, bourgeois en mal d'écriture, poètes, romanciers, qui, de tout temps, ont subi la fascination de la « ville merveilleuse », pour reprendre La Bruyère, Paris, pour Chevalier, c'est, par nature, le plaisir. Spectacle de la rue qui donne le frisson, poète qui fait rigoler : une sensibilité fondamentale.

Où le regret qui trahit des Halles à la rue Saint-Denis passait le Sébastien et se perdait là-haut dans le faubourg, voilà la matière et le cadre de ces *Histoires*. Tels quels, Chevalier nous restitue hommes et femmes du cru, dans leurs amours, dans leurs

« sautes » (explicita image des Halles ?). A nouveau ces classes laborieuses, ces existences problématiques du Paris populaire qui, pour un oï ou pour un non, devaient dangereuses. L'époque ? 1940 à 1980, c'est-à-dire le dernier souffle de ce monde avant que les édiles lui clouent le bec en faisant le toutin : massacre des Halles, assassinat de Paris.

On s'étonne qu'un professeur du Collège de France sache autant de choses que — le préjugé aidant — on ne le soupçonnerait pas de connaître (quelle remarquable topographie de la prostitution aux Halles de ces années-là ?). Nuit réelle ou métaphorique, histoires ténébreuses : presque toujours au-dessous du ceinturon. Ce qui permet une réconciliation surprenante mais combien salutaire entre l'homme et l'immense savoir et ce monde où ses des cagots qui n'avaient que ce genre d'actes, faits divers ou anecdotiques, pour expliquer sa « culture » comme au premier degré et de reprise, savante, de sa façon inimitable, inépuisable avait tout, Louis Chevalier nous révèle le sens profond de Paris. Nous avons rencontré l'auteur.

ment est de Raymond Aron. Qu'il me soit permis de le compléter. Jadis, sur Paris, Chevalier s'est fâché avec Georges Pompidou, son camarade de Normale-Sup. Sous sa plume parait une terrible mélancolie nourrie d'un reproche qui n'est démenti pas : comment, pourquoi avoir brisé les Halles ? Le poète est aussi moraliste. Dans *Assassins de Paris* (Calmann-Lévy, 1977), Chevalier a désigné les coupables de cette opération à l'odeur d'essence frelatée.

Aujourd'hui, in vivo, il nous dit ce qu'étaient les Halles, le centre des centres de Paris. Ethique donc et esthétique : pour rester dans ce langage musqué de la vieille rue Rambuteau que, je le sais, savourez Chevalier : la tête et les jambes. Ou encore, comme l'on jugeait dans le faubourg Saint-Denis un boxeur qui n'avait pas que ses gros « brandillons » : « Il a aussi du chou ! »

Grâce à ce dosage subtil de vérité vécue au premier degré et de reprise, savante, de sa façon inimitable, inépuisable avait tout, Louis Chevalier nous révèle le sens profond de Paris. Nous avons rencontré l'auteur.

« La culture se fait dans les bistrot, pas à Beaubourg »

« Pourquoi des histoires de la nuit », précède-t-il ?

— L'éclairage au gaz, qui date du Second Empire, puis électrique, a fondamentalement changé le caractère de la nuit parisienne. En la rendant moins dangereuse, la lumière a permis cette « existence collective » dont Halbwachs a tiré un concept sociologique : c'est prodigieux ! En favorisant leur brassage, la lumière a permis aux hommes de s'habiter sans risque au plaisir de la ville. Baudelaire est insupportable : « La nuit voluptueuse monte », et, plus fort que tout : « Et l'homme impatient se change en bête féroce ». Je raconte dans ce livre des histoires dont j'ai été témoin, ou dont j'ai entendu parler. Des histoires qui, en quelque sorte, sont des gâteaux sur une musique de fond qui s'appelle les Fleurs du mal !

— Maintenez-vous que Paris a été assassiné ?

— C'est autre chose qui

commence. Au cours des siècles, Paris avait évolué en restant fidèle à un plan primitif. Même Haussmann n'avait rien changé à la répartition des choses et des gens. Le cœur de Paris restait les Halles, dont l'action débordait immensément le lieu géographique, du quartier Latin aux gares du Nord et de l'Est. Les Halles, c'était la richesse, l'invention, la création. L'unité du tout. On a détruit les Halles, il ne le fallait pas : depuis, tout a pourri ! Dans mes *Histoires*, j'ai décrit cette vie, j'ai ressuscité ce surplus d'existence qui émanait de ce quartier irremplaçable, incomparable.

— En ces temps-là, la culture se faisait dans les bistrot ?

— Vous faites allusion à ce que j'ai dit un jour : « La culture se fait dans les bistrot, pas à Beaubourg ! » C'est une évidence : voyez au dix-neuvième siècle le rôle des bistrot dans la culture à Paris ! La culture se fait par le plai-

sir de la ville, non par la volonté des autorités. D'autant qu'aujourd'hui les autorités ont des idées extravagantes sur la culture. Des idées qu'on enseigne à l'ECLA, qui n'ont rien à voir avec la culture ! En parlant de Beaubourg, j'ai été suffoqué d'y lire une conférence sur le sujet suivant : « L'impact de Beaubourg aux Etats-Unis ! » Au temps glorieux de la civilisation parisienne, dans l'entre-deux-guerres, jamais un Français ne se serait demandé si les pièces du Boulevard avaient un impact quelconque aux Etats-Unis ! L'Amérique regardait par ici, nous ne regardions pas vers l'Amérique. Que. Sûr que le pouvoir prend en charge le développement de la culture, la culture est nécessairement faussée.

— Comment s'expriment vos idées à Paris ?

— Mon prochain livre s'appellera *Les Années d'ivoire de Paris*, avant la destruction des Halles. L'idée m'en est venue en regardant le livre d'une Américaine,

Norma Evenson : *A Century of Change*. Il est d'une importance capitale pour moi, car les illustrations abondantes que Norma Evenson nous propose, les images du Paris d'aujourd'hui et, je le crains, de demain, ce sont le Front de Seine, les tours de la place d'Italie, de Belleville, ces horreurs qu'on trouve partout, à Sarcelles ou à Cergy-Pontoise ! Dire que Paris était objet d'admiration pour les Américains : Hemingway, Henry Miller... Il y a en particulier une lettre de Durrell à Miller de 1956. Miller avait écrit un livre plus faible que ses livres habituels et, dans sa lettre, Durrell lui disait : « Venez donc à Paris, si n'y a qu'à Paris que vous retrouvez votre inspiration... » En 1964, Paris, quelle ville ! 1968, au regard de l'histoire, c'est hier. Jamais, aujourd'hui, un Américain ne consignerait à quel que ce soit de retrouver l'inspiration à Paris !

Propos recueillis par CLAUDE DUBOIS

(1) Fayard, 88 F.

A GUYANCOURT

Des logements sur les pistes d'envol

FAUT-IL urbaniser les 400 hectares du plateau de Villarois à l'est de la ville nouvelle ? L'état le souhaite, les deux communes concernées, Guyancourt, dont le maire est communiste, et Villarois-le-Bretonneux, dirigée par la droite n'y sont pas opposés. Le conseil général des Yvelines ne veut pas en entendre parler. Qui imposera sa volonté ? Avant la loi Defferre, la question ne méritait pas d'être posée : le préfet, tuteur des collectivités locales, imposait le choix du gouvernement. Mais aujourd'hui, l'autonomie du département et des communes a été proclamée.

Le dossier n'est pas neuf. Dès les premiers schémas d'aménagement de la ville nouvelle, il était prévu qu'à terme des logements remplacent ici les moissonneuses-batteuses... et les avions de l'aérodrome de Guyancourt. Mais aujourd'hui, on l'a oublié. On a même oublié que les avions se sont développés jusqu'à faire de cette plate-forme le plus important rassemblement d'aviation légère de France. Pourtant, les bâtiments ont fait comme si déjà ils étaient partie des décennies. Dès 1960, un lotissement appartenait à Villarois dans l'axe de la piste : aujourd'hui, les avions survolent ainsi les quartiers neufs de Montigny et de Guyancourt, et l'urbanisme continue.

Pour les aviateurs, le péril s'est accru au printemps dernier. Le gouvernement, soucieux de ralentir la construction sociale dans l'Île-de-France, annonça son intention de créer la ZAC de Villarois. Certes, il faut d'abord même avant fait leurs terribles mais après, à partir de 1985, les logements devront chasser les avions. Les pilotes prirent feu, se présentant en défenseurs de l'environnement, et M. Paul-Louis Tesson, (C.D.S.), président du conseil général des Yvelines, rappela, avec force, que son assemblée avait demandé l'abandon de ce projet.

Villarois n'a jamais accepté cette ville nouvelle qui lui fait de l'ombre et gâche par trop un département jusqu'ici bien sage. Cette fois, Villarois s'opposait par trop de la « cité royale ». Elle reçoit le soutien des maires des communes riveraines de la future ZAC, qui, comme celui de Buc, oubliant qu'aux-mêmes avaient été leurs territoires jouant les champs de

Villarois. En revanche, la majorité de gauche du Syndicat communaliste transforme son « non » en « oui » d'avant le « 30 mai », en « oui » à condition de... après.

De toute façon, pour elle, l'aérodrome doit être fermé, même si la ZAC n'est pas réalisée, et cela pour la tranquillité et la sécurité des habitants déjà installés sur son pourtour. M. Charles Fierman, ministre des transports, partage leur opinion, mais il a reconnu que Guyancourt ne pourrait disparaître que lorsque sera trouvée une solution de remplacement. Une possibilité à Bonchamp, près de Rambouillet, souleva une telle opposition locale qu'elle est pratiquement abandonnée. Reste une répartition sur des terrains déjà existants mais l'aéroport de Paris n'y met pas beaucoup de bonne volonté, préférant conserver Guyancourt en boudoir de Toussard.

De toute façon, le conseil général ne désarme pas. Certes, la création d'une ZAC n'est pas de la compétence du département, ni avant, ni après la décentralisation. Mais il a d'autres moyens de pression. Une telle opération d'urbanisme ne peut se faire sans son argent, pour les routes et les écoles par exemple : déjà, il a gelé quelque temps les crédits destinés à élargir la route départementale qui longe la future ZAC. Et M. Fierman prévient : « La mienne, si ne faudra pas compter sur moi pour la financer... » Amorce d'une tutelle du département sur les communes ou création d'une monnaie d'échange ?

Le conseil général n'a jamais accepté de n'être pas associé à la conception de la ville nouvelle : c'est l'affaire d'abord de l'état, ensuite des communes, bien peu de la région, pratiquement pas du département. Aujourd'hui, M. Tesson demande une négociation globale sur l'avenir de Saint-Quentin entre le gouvernement, le syndicat communaliste et le nouvel exécutif départemental. La responsabilité des villes nouvelles, instrument des politiques nationale et régionale d'aménagement du territoire, ne peut être entièrement décentralisée. Mais qui maintenant, aura le pouvoir de concilier les opinions divergentes des collectivités locales dévotement libres ?

Th. B.

Rigueur communiste en Seine-Saint-Denis

LES élus du conseil général de Seine-Saint-Denis à majorité communiste, ont, dernièrement, débattu de leurs choix budgétaires. La rigueur est à l'ordre du jour, pour les responsables de l'assemblée départementale, qui souhaitent participer à une

véritable entreprise de reconstruction de la Seine-Saint-Denis, avec des priorités sur l'emploi, les équipements, sans oublier les plans santé et habitat déjà en chantier. M. Jean-Louis Mézière, président de l'assemblée départementale, a insisté sur la nécessité

de limiter les dépenses au strict nécessaire, tout en maintenant celles intéressant l'administration générale et le fonctionnement, la majeure partie retenue ne dépasserait pas 10 % en 1983, contre 18 % en 1982. S'il n'a pas exclu le recours à l'emprunt, arguant du faible endettement du département (3,33 %), il a souligné : « S'écarterait-il que les crédits publics puissent répondre aux besoins ». Parmi les décisions immédiates, le président du conseil général de Seine-Saint-Denis a autorisé la construction d'un immeuble de bureaux à Bobigny, dès 1983, pour faire face aux besoins des administrations départementales et des élus.

Pour les huit élus de l'opposition, R.P.R. et U.D.F., le budget

Informatique en Val-de-Marne

UNE dizaine de lycées du Val-de-Marne ont été équipés de matériel de micro-informatique doté d'imprimantes, grâce à des crédits du conseil général. C'est là une des conséquences politiques de la volonté de l'assemblée, présidée par M. Michel Germa (P.C.), de privilégier la formation professionnelle et de permettre aux élèves de s'entraîner sur un matériel semblable à celui dont ils disposeront dans les entreprises quand ils auront trouvé du travail. 3 millions de francs ont été débloqués pour cela.

Le président du conseil général veut aussi utiliser les nouveaux pouvoirs que la « loi Defferre » lui reconnaît pour créer un service départemental de la culture. Deux dossiers sont d'ores et déjà ouverts : la création d'une bibliothèque centrale de prêt pour développer la lecture dans les collèges et les lycées d'enseignement professionnel, et la mise sur pied d'un centre de création et de promotion du cinéma et de l'audiovisuel. L'assemblée départementale s'est d'ores et déjà dotée d'un service audiovisuel qui rédige le bulletin bi-annuel du conseil ; un petit film vidéo sur les actions menées dans les grands ensembles a été réalisé.

1983 est « un budget d'hyper-activité » en matière de recettes et d'emprunts, sur des hypothèses fausses et illusoire et qui fait l'impression sur les priorités que la gauche, avant sa venue au pouvoir, proclamait officielles ».

ODOUL AGENT GUYANCOU
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Sté Paris Rénov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit
changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)
MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOVS 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts.
10 ANS DE GARANTIE
Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 31/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

DU 12 AU 18 OCTOBRE
SEMAINE DU MANTEAU
MANTEAU
40% laine,
30% mohair,
30% viscose.
Carré, amande,
marine ou naturel.
660 F
Aux Trois Quartiers
retrouvez le plaisir d'acheter
17, Boulevard de la Madeleine, Paris - Tél. 260.39.30

Le Monde

culture

MUSIQUE

RENCONTRE AVEC CHRISTIAN IVALDI ET CLAUDE LAVOIX

Profession : accompagnateur

Sept chanteurs parmi lesquels Colette Herzog et Hugues Cuénod, interprètent des mélodies françaises dans l'ancien réfectoire de l'abbaye, et David Baldwin était au piano : ainsi s'est achevée le 9 octobre la série des concerts organisés à la Fondation Royaumont, centre régional de la voix, où, quatre samedis de suite, carte blanche a été donnée aux accompagnateurs.

La démarche était inversée. Alors que souvent on omet même de citer leur nom sur les affiches, là les pianistes étaient les invités d'honneur. Christian Ivaldi, Claude Lavoix, Bruno Canino et David Baldwin, successivement, ont pu choisir les chanteurs : on les ma-

nieux solistes - qu'ils accompagneraient, et établir avec eux le programme de chacune de ces soirées.

Claude Lavoix et Christian Ivaldi expliquent ici en quoi consiste leur rôle auprès de ceux qui ont pour tout instrument leur voix. La première consacre désormais aux chanteurs l'essentiel de son activité. En revanche, il se pourrait bien que Christian Ivaldi, dorénavant, s'accorde plus souvent de place à ce type de travail. Le mardi 12 octobre, en effet, à la salle Gaveaux, est attendu le premier concert du nouvel ensemble de musique de chambre qui porte son nom : le quatuor Ivaldi.

En ce moment, et pour quelques semaines encore, Claude Lavoix est en Chine, avec trois autres professeurs du Conservatoire national-supérieur de musique, non pour donner des concerts mais pour assurer une série de cours aux conservatoires de Pékin et de Shanghai : une « mission pédagogique » organisée par le ministère des relations extérieures. Il sera curieux d'interroger ces voyageurs à leur retour d'un pays où, depuis des années déjà, le violoncelliste Paul Tortelier - invité en permanence - compte beaucoup d'élèves.

Au départ, pourtant, je n'étais pas très attirée par le chant : je trouvais cela fabriqué, dit Claude Lavoix. Puis j'ai entendu le Voyage d'hiver de Schubert par Dietrich Fischer-Dieskau, puis je suis allée à Bayreuth. Et surtout il s'est trouvé que Rachel Yakar a eu son prix au conservatoire la même année que moi... et en l'accompagnant, à ce moment-là, j'ai éprouvé un plaisir différent de ce que j'avais jamais ressenti en jouant avec des instrumentistes. Quelque chose de très physique : j'ai réalisé que la voix m'apportait tout ce que je me manquais. Le piano est peut-être l'instrument le plus mécanique. Là, je me rendais compte qu'il s'agit d'un être vivant, d'un être qui se meurt, pour moi de faire, également, sortir une voix, d'avoir non plus dix doigts, mais dix chanteurs dans les mains.

Ainsi, Claude Lavoix est-elle devenue, à l'âge de vingt-deux ans, accompagnatrice dans une classe de chant du Conservatoire. Cela faisait dix-sept ans, à raison de dix-huit heures d'enseignement par semaine. Cependant, c'est seulement depuis quelques années qu'elle a choisi de travailler principalement aux côtés de chanteurs, et notamment pour le théâtre musical. Cela semble s'être fait insensiblement. « Je suis maintenant spécialisée, dit-elle, avec un sourire, je passe avec eux 80 % de mon temps ».

Eux ? Eux, en général, se rendent chez les pianistes pour répéter. Eux ? « Il faut demander aussi à Christian Ivaldi, il accompagne de grands chanteurs », a dit Claude Lavoix citant entre autres Van Dam, Edda Rörig, Barbara, Cécilia. Nous sommes donc allés chez ce dernier. Une sorte de petit pavillon tout en hauteur, un atelier plutôt, en fond d'une cour dans une rue calme, entre le sixième et le septième arrondissement. Annonçant la couleur, comme Lavoix avait dit « 80 % », Ivaldi a commencé par préciser : « Le travail avec les chanteurs représente un tiers de mes activités, mais je n'ai pas le temps comme elle d'être chef de chant ».

Un dialogue

Ensuite, ils ont parlé tous les deux. Résultat d'une vieille amitié remontant au temps des études, elle fait aussi d'une manière commune d'envisager la musique avant tout comme un moyen de communiquer, leurs phrases se sont complétées. Ils ont les mêmes anecdotes à raconter s'ils décrivent comment « ils arrivent tous (les chanteurs) avec leurs couplets invariables sur leur fatigue, leur frayeur d'avoir de la fièvre, la terreur du couard d'air, ou du grain de poussière susceptibles de les rendre aphones en cinq minutes. Et cette façon, à l'approche du récépissé, d'économiser leurs cordes vocales, de s'arrêter entre les notes aiguës ». Mais Ivaldi comme Lavoix, lui avec sa réserve, elle beaucoup plus expansive, évoquent avec tendresse le narcissisme des chanteurs.

Elle travaille surtout avec des amis, ou des gens qui sont devenus ses amis. « On commence par traduire le poème et par en discuter longuement ensemble, le texte modifié complètement la musique », dit Claude Lavoix. « Généralement, je vois les chanteurs deux jours avant le concert. Ils m'engagent. Je n'ai pas mon mot à dire dans le choix des œuvres, confie Christian Ivaldi. En un minimum de répétitions, il s'agit d'établir une collaboration psychologique. Derrière quel sera le trac éventuel, prévoir les moments où il faudra placer des césures, où le souffle se fera court. Accompagner, c'est avant tout - mourir avec -, n'est-ce pas ? Et ce sens, beaucoup de chanteurs préfèrent emmener leur pianiste dans le monde entier plutôt que d'en changer quatre fois par mois. C'est

un vrai travail pour les instrumentistes. Mais c'est aussi plus ambigu : le pianiste seul en scène, avec un instrumentiste (sauf s'il s'agit d'une sonate), est également au deuxième plan, mais pas de la même façon ».

« Le chanteur, dit Claude Lavoix, est debout, en danger, à nu, bien plus vulnérable qu'à l'opéra, il est là sans rien pour s'abriter. Sans rien d'autre que le soutien du pianiste, qui lui a la partition sous les yeux. Soutenir, c'est ça, et cependant ne pas être trop présent. Souvent les chanteurs trouvent qu'il y a trop de piano. Elle mentionne les réflexions de Gerald Moore dans son livre *Am I too loud?*. Elle ajoute : « Il vaut mieux ne pas regarder le chanteur, qui, de toute façon se cache. L'oreille suffit, c'est un rapport à sens unique, où il s'agit d'être le plus chaleureux, le plus extraverti possible. Ensuite on veille ». « Veiller » c'est pour eux, pouvoir transporter d'un demi-ton en cours de route tel soit-il le chanteur, parce que une laryngite guérie ne peut plus monter assez haut. Et donc changer tous les doigts entre un cycle et le suivant. Ils sont habitués à transposer : tous les compositeurs ont écrit pour les ténors et il y a surtout des barytons et des basses. Ils ont à trouver la tonalité qui correspond au chanteur, en essayant de ne pas nuire au compositeur. Ils soulignent que le lied ne fait pas partie de la culture des chanteurs français. A part Régine Crespin, les vedettes de l'Opéra

ne donnent guère de récitals. Sans parler des organisateurs de concerts qui ont peur que « leurs abonnés n'aient pas ça ». Les abonnés sur-tout préfèrent la musique de chambre. Ce n'est pas pourtant la raison pour laquelle aujourd'hui Christian Ivaldi - comme Claude Lavoix avec ses « chanteurs » - a décidé de travailler avec deux amis. Les mêmes qui ont souvent été rendus aux Semaines de musique de chambre de Naples. Ils y pensaient depuis le mois de décembre. Et puis lors des Rencontres de musique de chambre d'Arc-et-Senans, à Planches, ils se sont retrouvés pour jouer Brahms : Sylvie Gazeau, la violoniste, et l'altiste Gérard Causse, entre-temps ont quitté l'Ensemble intertemporel. Le violoncelliste est Alain Meunier. Tous avaient envie de « choisir les gens et les œuvres ». De pouvoir « à peu près tout se dire ». Et d'avoir le temps de faire davantage œuvre de solistes en travaillant des morceaux connus, puisque le répertoire pour un quatuor avec piano est très réduit. « Mais des concessions à faire que dans le quatuor à cordes où il s'agit souvent de parvenir au son d'un seul instrument à seize cordes. Là, chaque instrument se réfère au piano. Chacun garde sa voix ». Ils sont tous arrivés. Maintenant, ils répondent chez Christian Ivaldi, ici « l'orchestrateur ».

MATHILDE LA BARDONNE.

Le Quatuor de Robert Casadesu

Une élégance très française

Pour ouvrir leur saison, les Amis de la musique de chambre commencent, samedi, le dixième anniversaire de la mort de Robert Casadesu (1). Entre deux interprétations vibrantes du *Quatuor en mi bémol*, de Schumann, et du *Quatuor*, de Fauré, Gaby Casadesu jouait avec le Trio Pasquier le *Quatuor piano et cordes* de son mari, qui date de 1941.

C'est bien mieux qu'une « œuvre de pianiste », une partition pleine de sève, d'élégance, d'une plume romque aux entrelacs de musique d'ensemble. Elle s'ouvre par un mouvement lent où, sur l'introduction harmonieuse du piano, se pose un très beau thème (un peu à la manière du *1^{er} Quatuor* de Fauré), qui se développe en des échanges nourris, avec des épisodes rapides et pleins de feu.

Dans le scherzo aux jeux rythmiques charismatiques le trio glisse une chanson populaire si joliment sentie qu'elle se marie admirablement à cette musique d'une élégance très française. Si le finale, malgré son caractère lumineux, est peut-être d'une substance moins savoureuse, toute l'œuvre est d'un musicien authentique. Elle fut recréée avec autant de brio que de distinction, même si l'on peut regretter que Gaby Casadesu, trop modeste, s'effaçait un peu parfois derrière ses trois porteurs sonnant de toutes leurs cordes.

Les Amis de la musique de chambre, associés à France-Culture, présenteront dans les prochains mois d'excellents ensembles qui n'ont encore jamais joué à Paris, tels le Trio Raphaël, de New York (le 23 octobre), le Quintette Fauré de Rome, avec à sa tête la célèbre Fina Carmirelli, le Five Centuries Ensemble qui joue le *Quatuor* de Fauré. De belles découvertes à faire.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) A cette occasion, C.B.S. réédite l'intégrale des sonates piano et violon, de Beethoven, par Casadesu et Zino Francescatti (disques C.B.S., 77.426).

ARCHITECTURE

L'EXPOSITION TADAO ANDO A L'IFA

L'éloge de l'ombre

Tadao Ando ne connaît pas les abbayes cisterciennes de Provence. Japonais, il a voyagé, en Italie notamment. Mais Ando vit à Osaka, une ville qui bourgeoise, s'enfle et s'en-tasse sur elle-même. Et il ne veut pas construire ailleurs. Car il aime, dit-il, rester en relation avec son œuvre, fréquenter ses maisons, les savoir proches.

Dans cette ville anarchique - « un coffre à jouets qu'un enfant aurait renversé par hasard » - dans un monde qui s'est donné au « culte des objets », il cherche une pureté, un silence, une pause. « Plus une structure est simple, plus l'âme aime à vagabonder », dit Ando, ce jeune homme au visage intense, presque sauvage, sombre Hamlet secoué parfois d'un grand rire.

Secrètes, fermées, opaques, ses maisons tournent le dos à la folie et à l'agitation urbaine, et n'offrent parfois à la rue que l'austérité d'une porte taillée rudement dans la muraille. La lumière viendra du ciel, avec la pluie et le vent, dans la cour intérieure, intime, protégée, suivant un principe qui rappelle l'architecture arabe.

Il serait dommage que l'Amérique envahisse jusqu'à notre cœur, dit l'architecte, qui ne parle pas anglais et se tourne délibérément vers les sources de la « japonitude ». D'autres architectes avant lui au Japon ont proposé des modèles culturels, adaptant les modes de construction actuels aux valeurs traditionnelles ou à certaines images, sans crainte parfois les clichés. L'Institut français d'architecture a présenté tout l'été un exemple (de bon niveau) de cette « architecture kimono », qu'on dirait emballée pour l'exportation. Par une excellente progression didactique (la pédagogie architecturale n'est-elle pas la mission première de l'IFA ?), l'habitué de la rue de Tournon est invité à découvrir cette fois un solitaire, même comme le diamant.

Tadao Ando va plus loin, dans la quête de la lampe de vérité : il ne compte pas, en béton, des poutres imitant les charpentes traditionnelles en bois. Il ne borde pas ses constructions de larges auvents pour apprivoiser l'ombre, créer la pénombre, qui vaut, pour les Japonais, « tous les ornements du monde ».

« Nous nous complaisons dans cette clarté ténue, faite de lumière extérieure d'apparence incertaine, cramponnée à la surface des murs de couleur crépusculaire, et qui conserve à grand-peine un dernier reste de vie », écrivait, en 1933, Tanizaki Junichiro.

Cette lumière « atténuée, épurée, précieuse » que les anciens traquaient à travers les *shoji*, panneaux de papier translucide, Ando, et certains de ses contemporains, la filèrent au travers de murs pavés de verre. Comme la mission de Pierre Chareau, rue Saint-Guillaume, à Paris, une des plus étonnantes (Ishihara) qui est édifée en U autour d'une cour, et dont les façades de verre protègent l'intimité des deux familles, tout en diffusant à l'intérieur un éclairage « calme et doux ».

Le gris du béton nu, trépané au di-mension du *tatami*, le fil du pavé de verre, matériau de base d'une architecture « laconique » qui va à l'essentiel, en peu de mots : à contre-courant des modes racoleuses, elle reprend de zéro le travail de purification des années 20. Cela veut pour une clientèle qui la choisit. La question d'imposer une telle ascèse visuelle, attitude morale, à ceux qui n'auraient pas, déjà, refusé ses vanités du monde. Les amateurs de ces maisons, artistes, intellectuels, sont des gens qui mettent plus l'accent sur la façon de vivre que sur l'accumulation des biens. « De plus en plus de gens se méfient du matérialisme, mais ce n'est pas encore l'explosion », dit Ando, ironique et lucide.

Combien sont prêts à s'asseoir dans une chambre vide, répondant à l'invitation de Pascal, pour « réfléchir » l'espace, ou contempler un fragment de nature. Une branche bien peinte doit donner l'idée du vent, dit la tradition japonaise. Ando applique à l'architecture cette discipline du détail évocateur : la lumière, le vent seront captés à la source. Plus des premières maisons (Azuma, 1975) coiffées sur une bandelette de terrain, dégageant en son centre un patio traversé par une galerie. D'une pièce à l'autre, on sentira le vent, la pluie, la force des éléments.

L'exposition de l'I.F.A. tente de démontrer, à distance, ce travail. Dessins, coupes, maquettes décoratives comme un livre, mieux qu'un livre, les volumes simples (le cube, la demi-sphère) qui s'embrassent, décalés, tendus vers plus d'intensité. Des plans de ville éclairés, sans phrase, le contexte chaotique où se glissent ces îlots de « refus ». Une maquette à échelle humaine, grise comme le béton d'Ando, évoque un détail de sa manière, tentative encore limitée (vu les moyens) pour faire vivre, au visiteur, une expérience spatiale. Pari d'autant plus difficile que cette architecture refuse tout ornement, tout appel à la sensiblerie, et prétend même effacer les murs, repoussés vers l'abstraction pour que « seul reste en tant que corps sensible l'espace creux ».

Tadao Ando, monsieur d'espace.

MICHEL CHAMPENOIS.

(1) *Eloge de l'ombre*, Tanizaki Junichiro, traduction de René Siefert. Publications orientales de France.

* Tadao Ando, *Minimalisme*. Exposition à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (6^e), du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 h.

ARTS

Au mont Saint-Michel

La restauration sera poursuivie et l'accueil amélioré

M. Jack Lang, ministre de la culture, s'est rendu, samedi 9 octobre, au mont Saint-Michel, dans la Manche, pour annoncer plusieurs mesures en faveur de la célèbre abbaye. Un plan quinquennal de sauvegarde (1983-1987), doté de neuf millions de francs, sera notamment lancé afin de poursuivre en priorité la restauration de l'abbaye romane, des remparts et des couvertures, et de réviser le matériel de sécurité.

Le ministre a insisté sur la valeur pédagogique du monument qui, avec une centaine de pièces d'époques diverses et de fonctions variées, permet d'illustrer les principaux aspects de la vie quotidienne au Moyen Age. Le nombre des gardiens sera augmenté, et une équipe d'accueil permanente sera mise en place dès 1983, dans les locaux de l'ancien hôtel Saint-Pierre, à l'entrée du village. La visite commentée n'est, en effet, assurée actuellement que par une équipe permanente de six gardiens renforcée par quelques contractuels durant la saison touristique.

Enfin, le ministre a annoncé l'installation, d'ici un an, d'un système permettant au visiteur d'obtenir les informations qu'il souhaite sur le site ou sur des monuments de la même époque. Il s'agit d'une banque de données vidéotext et de vidéodisques : ces moyens interactifs, qui n'ont jamais été employés dans un monument public, feront l'objet d'un accord avec le Centre mondial de l'informatique.

Plainte contre X dans l'affaire des « faux Dali » de la collection Moore

L'affaire des « faux Dali » de l'ancien secrétaire du peintre, Peter Moore, dont la collection est exposée à Perpignan, vient de connaître un nouveau rebondissement. On sait que Dali avait réclaté au parquet de Perpignan la saisie de quatre-vingts œuvres qu'il déclarait n'être pas de sa main. Un des tableaux, *Métaphysique cosmique*, non reconnu par le peintre, vient de faire l'objet d'une plainte particulière de la part du fils de Karyn van Leyden, artiste d'origine américaine-hollandaise et ancienne amie du maître catalan. Cette plainte serait l'œuvre de sa mère, mais porte la signature de Dali.

Le capitaine Moore déclare que sa bonne foi a été abusée lors de l'acquisition de cette œuvre auprès du chef d'orchestre Xavier Cugat.

ROCK

UB 40 au Palace

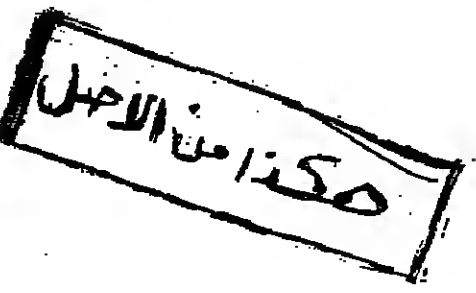
UB 40 (prononcez « toutfort »), on s'en souvient comme du premier groupe de reggae blanc qui a succédé logiquement au phénomène ska (le ska étant l'ancêtre du reggae) en Angleterre et qui, sans provoquer un mouvement semblable, a trouvé dans la foule un digeste écho avec des groupes comme The Beat.

Originaire de Birmingham, où il existe une importante communauté jamaïcaine qui suscite souvent les impulsions musicales, les huit musiciens de UB 40 - six blancs : Al Campbell (guitare et chant), Robin Campbell (guitare et chant), Jim Brown (batterie), Norman Hassan (percussions), Brian Travers (saxophone), Micki Vintura (claviers), et deux noirs : Earl Falconer (basse), Astro (talk-over et trompette) - ont remis à leur compte les principes fondamentaux du reggae (basse lancée, batterie à contre-temps, écho à discrétion, talk-over et mélodies répétitives, pulsions en appesanteur et atmosphère à découper au couteau) en les associant parfaitement sur des compositions qui ont gagné régulièrement le haut des hit-parades britanniques.

Abréviation servant à désigner les cartes de chômage (« Unemployment Benefit Attendance Card »), leur nom indique le statut d'un chômeur britannique, sur le modèle jamaïcain, mysticisme en moins, correspondant à une réalité sociale anglaise. Après être passé de compagnie en compagnie discographique, UB 40 vient de signer un contrat avec Virgin, lancé par la sortie d'un nouvel album (UB 44).

ALAIN WAIS.
* Au Palace, ce lundi 11 octobre à 20 heures. Discographie chez Vogue, CBS et Virgin.

LA LIBRAIRIE
CHAMPION SLATKINE
7 quai Malaquais - 75006 Paris - Tél. 326.51.65
(à 100 m de l'Ecole des Beaux Arts)
vient d'ouvrir un important département
ARCHITECTURE
Constitué à l'origine par les fonds de la librairie VINCENT FREAL et ART ET CULTURE.
Livres d'architecture, d'urbanisme, ouvrages sur l'environnement, revues, etc...
Tous ouvrages disponibles
d'éditions françaises et étrangères.



LE THEATRE DE LA VILLE

THEATRE MUNICIPAL POPULAIRE
DIRECTEUR GENERAL JEAN MEYER
AU THEATRE DE PARIS
15 RUE BLANCHE, METRO TRINITE

20 h 30
GRANDE SALLE
renovée

à partir du 15 octobre
une journée particulière

d'Erre Scolia

P. Maccari et G. Fantoni

texte français

Huguette Hatem

mise en scène

Francis Petit

décor

Serge Marzoff

costumes

J. Schmidt - E. Peduzzi

avec

Nicole Courcel

Jacques Weber

Marie-Pierre Casey

Delphine Lefebvre

Francine Eschiffre

Philippe Chaban

coproduction

Théâtre de la Ville / CDN Lyon

PETITE SALLE

la fuite

en chine

de Bernard Minoret

et Danielle Vezolles

inspirée librement de

René Lays

de Victor Segalen

par le groupe

TSE

mise en scène

Alfredo Arias

décor

Fabio Palomides

musique

Carlos d'Alessia

avec

Facunda Bo

Jean Parnéja

Jérôme Nicolin

coproduction

Théâtre de la Ville / Théâtre de Paris

location

2 place du Châtelet

15 rue Blanche

274.22.77

SPECTACLES

théâtre

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE MISANTHROPE. - Marais

LES HORREURS DE LA VICTOIRE. - Tanguy (27-17-78), 20 h 30.

LA BELLE SAISON. - Petit TEP

L'AMBADE. - Road Point

L'EDUCATION DE RITA. - Mari

LE CIRQUE. - La Huchette (32-

LES JALOUX. - Palacine (320-

LA POCHÉ. - PARMENTIER. -

HORS PARIS

VILLENEUVE D'ASCO. - Théâtre

MARSEILLE. - M. M. M. M. M.

AMBIENS. - Schwick dans la

GRENOBLE. - Quirque au public

LYON. - Maderer, par la Compagnie

LES SALLES SUBVENTIONNÉES

et municipales

Opéra (742-57-10), 19 h 30 : Enghes Ose-

Boulevard (277-12-33), Cinéma-vidéo,

16 h, 18 h, 20 h : trente ans de cinéma

13 h, 16 h, 19 h : Nouveaux films B.P.I.

Dans : Forum de la danse ; 20^e Festival

international de la danse de Paris.

Théâtre de la Ville (274-22-77) (des Thé-

âtre de Paris), Petite salle, 20 h 30 : la

Faute en Chine.

LUNDI 11 OCTOBRE

21 heures, ATHÉNÉE

ERATO

RAIMONDI

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 11 octobre

Les autres salles

Artistic-Adhara (27-51-00), 20 h 30 : la

Comédie Consistent (742-43-11), 21 h :

Reviens dormir à l'élysée.

Dames (261-49-14), 21 h : La vie est trop

court.

Espace Gédé (327-95-94), 18 h 30 : le Fu-

numbole unijambiste ; 22 h : Kadoch.

Gaté-Montparnasse (322-16-18), 22 h :

Panique au centre culturel.

Elle-même (326-18-09), 20 h 15 : la Con-
science chère ; 21 h 30 : la Légion.

Lacourrière (544-57-34), Théâtre noir :

18 h 30 : l'Histoire d'Ag : 20 h 30 : la Pa-

rairie américaine ; 22 h 15 : le Cyl dans la

chapelle. - Théâtre rouge : 18 h 30 :

Noies de sang ; 22 h 15 : Tchouka. - Po-

lythèque : 18 h 30 : Parcours français ;

22 h 15 : le Fichiste.

Mathéma (265-90-00), 21 h : Emballage

perdu.

Nouveaux (770-52-76), 20 h 30 : Sado et

Weso.

Palais Royal (257-59-11), 20 h 30 : Ran-

contres du palais royal.

Phélie-Théâtre (245-18-20), 21 h : Nuit

de réve, Bertrand.

Poché-Montparnasse (544-92-97), 21 h :

Flock.

T.A.L. Théâtre d'essai (278-10-79),

20 h 30 : l'Écluse des jours.

Théâtre d'Édgar (322-11-02), 20 h 30 :

les Balais noirs ; 22 h : Nous, on fait où on

va ; 22 h 15 : le Fichiste.

Théâtre de l'Opéra (887-42-48),

18 h 30 : Un bain de nudité ; 20 h 30 : Le

mal court ; 22 h 30 : le Radeau

d'espérance.

Les cafés-théâtres

Au Rec fin (256-29-35), 20 h 30 : Tohu-

Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 :

Vous connaissez la technique ?

Blanc-Montparnasse (887-15-84), 1 :

20 h 15 : Arrah ; 22 h 30 : Phil-

ippe Ouyot ; Tout a changé ; 23 h 30 :

les Balais dans l'ennemi ; 11 h 20 h 15 :

les Bonheurs ; 21 h 30 : Qui a eu Betty

Grodz ?

Café d'Édgar (322-11-02), 1 : 20 h 30 :

Tout va bien ; 22 h 30 : l'Écluse des

jours ; 23 h 30 : l'Écluse des jours ;

20 h 30 : l'Écluse des jours ; 22 h 30 :

KILLER OF SHEEP (A. v.o.) : Saint-

André-d'Ars, 6 (326-48-18).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE

(Fr.) : Olympia, 14 (342-67-42).

LA LOYERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais,

4 (278-47-86).

MAD MAX II (Aust. v.o.) : U.G.C. Dan-

ton, 6 (329-42-62) ; Normandie, 8

(339-41-18) ; V.I. : Breagne, 6 (223-

57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9 (770-

11-34) ; Maxville, 9 (770-12-86) ;

U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44).

LA MAISON DU LAC (A. v.o.) : U.G.C.

Barritz, 8 (723-69-23) ; V.I. : U.G.C.

Opéra, 2 (261-50-32).

LE MARQUIS STAMUSE (It. v.o.) :

Quintette, 5 (633-79-38) ; Marignan, 8

(339-92-82) ; V.I. : Richelieu, 2 (233-

56-70) ; Montparnasse 83, 6 (544-

14-73) ; Marignan, 13 (331-60-74).

MÉTAPHYSIQUES EN DRECH (A. v.o.) :

Marignan, 8 (339-92-82).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CAVALIER AU CHEVAL

D'OR, film soviétique de Vassili

Jouravlev. V.I. : Cosmos, 6 (344-

28-80).

CHASSEUR DE MONSTRES, film

italien d'Enzo Castellari. V.I. :

Maxville, 9 (770-12-86) ;

Paramount-Galaxie, 13 (380-

18-03) ; Convention Saint-Charles,

13 (579-33-00).

DEUX HEURES MOINS LE

QUART AVANT JESUS-

CHRIST, film français de Jean

Vanne. Gaumont Haller, 12 (297-

49-70) ; Gaumont Barritz, 8 (742-

60-33) ; Gaumont Richelieu,

(233-56-70) ; Cluny-Palace, 5 (254-

07-76) ; U.G.C. Danon, 6 (329-

42-62) ; Marignan, 8 (339-92-82) ;

Barritz, 8 (723-69-23) ; Gaumont

Ambassade, 8 (339-10-08) ; St-

Lazare Paquière, 8 (387-35-43) ;

Francia, 9 (770-33-88) ; Nations,

12 (343-04-67) ; Pavane, 13 (331-

56-64) ; U.G.C. Odéon, 6 (322-19-23) ;

Paramedics, 14 (328-

83-11) ; Gaumont Sud, 14 (327-

48-50) ; Gaumont Convention, 15

(828-42-37) ; Vieux temps, 16 (772-

49-75) ; Wopler, 18 (522-46-01) ;

Gaumont Gambetta, 20 (636-

10-96).

Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-23) ;

Pagode, 7 (705-12-15) ; Collège, 8

(339-29-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

13 (575-79-79) ; V.I. : Impérial, 2

(742-72-52) ; Montparnasse 83, 6 (544-

4-27) ; Clichy-Patbé, 18 (522-46-01) ; à

partir de samedi.

QUEST-CE QU'ON ATTEND POUR

ÊTRE HEUREUX (Fr.) : 14-Juillet

Boutte, 11 (357-90-81).

ROX ET ROUKY (A. v.o.) : Napoléon,

17 (380-41-46).

LE SECRETE DE VERONICA VOSS

(All. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (354-

34-83).

TIE GROUPE (Fr.) : Paramount Ma-

rievax, 2 (256-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2

(261-50-32) ; Studio Alpha, 3 (354-

39-47) ; Paramount Odéon, 6 (322-

59-83) ; Paramount City, 6 (562-

45-76) ; Publicis Champs-Élysées, 8

(730-76-23) ; Max-Linder, 8 (770-

40-04) ; Paramount Opéra, 12 (343-

75-17) ; Paramount Galaxie, 13

(380-18-03) ; Paramount Montparnasse,

14 (329-90-10) ; Paramount Odéon,

14 (340-45-91) ; Convention Saint-

Charles, 15 (579-33-00) ; Pamy, 16

(288-42-34) ; Paramount Montmartre,

18 (606-34-25) ; Securian, 19 (241-

79-99).

LA TRUITE (Fr.) : Gaumont Haller, 12

(297-49-70) ; Hauteville, 6 (633-

79-38) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Coll-

ège, 8 (339-29-46) ; Olympic Balon, 8

(561-10-60) ; Saint-Lazare Paquière, 8

(387-35-43) ; Francia, 9 (770-33-88) ;

Nations, 12 (343-04-67) ; Montparnasse

Patbé, 18 (522-46-01) ; Gaumont

Convention, 15 (828-42-37).

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE

(Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

LES YNS ET LES AUTRES (Fr.) : Pa-

blot Marignan, 8 (339-92-82) ; Palcos

Croix-Nivert, 15 (374-95-04).

LES YEUX DE LA FORÊT (A. v.o.) :

U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45) ;

V.I. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

YOL (Turc v.o.) : 14 Juillet Paris

(326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6 (322-

19-23) ; Paramedics, 14 (328-

83-11) ; Gaumont Sud, 14 (327-

48-50) ; Gaumont Convention, 15

(828-42-37) ; Vieux temps, 16 (772-

49-75) ; Wopler, 18 (522-46-01) ;

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux

moins de treize ans, (**) aux moins de dix-

sept ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relève

REAUBOURG (278-35-57)

15 h : Le camp de foule ; 20 h 30 : Béguier ;

Honneur à Léopoldo Torre-Nelson ;

17 h : Le crime d'Orléans, de L. Torre-Nelson

et L. Torre-Nelson ; 18 h 30 : Les

Blancs ; 20 h 30 : M. M. M. M. M.

19 h : C. Beldier, A. Fleischer.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.o.) :

U.G.C. Danon, 6 (329-42-62) ;

Barritz, 8 (723-69-23) ; Ermitage, 8

Le Monde

ECONOMIE

La réforme de la Bourse de commerce

Mise en chantier depuis plus de deux ans, la réforme de la Bourse de commerce de Paris est entrée dans sa phase législative avec l'élaboration d'un projet de loi qui a déjà reçu l'agrément du Sénat, moyennant plusieurs amendements. Actuellement soumis à la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, ce texte pourrait être examiné en séance plénière après la discussion budgétaire ou, au plus tard, à la session de printemps.

Ce document se fixe un double objectif : permettre l'exercice d'un strict contrôle des marchés à terme grâce à la création d'un organisme qui se verra, initialement, indépendamment des professionnels, la commission des marchés à terme de marchandises, et, parallèlement, instaurer une rigueur que le « krach » de 1974 sur le sucre et ses conséquences ont rendu impérative pour l'ensemble des professionnels, notamment les remisiers, dont les méthodes de démarchage ont été si souvent décriées.

Assainir et réglementer, sans doute, mais est-ce suffisant pour relancer l'intérêt à l'égard des marchés parisiens où l'on respire encore un doux parfum de province comparativement aux places américaines ou britanniques ? Fortement déséquilibrée en faveur du sucre blanc qui assure à lui seul près de 85 % des transactions, la Bourse de commerce de Paris va chercher à développer les marchés du cacao et du café qui souffrent encore du nationalisme sur l'échiquier mondial, avant d'envisager d'autres marchés à terme compatibles avec l'activité naturelle de la France.

Le pari est d'autant plus audacieux que Paris ne semble guère voué, pour l'instant, à jouer le rôle de véritable place financière que d'anciens entendements lui assignaient. Seuls les professionnels peuvent relever le défi, à condition de faire la preuve de leur dynamisme et de leurs capacités d'invention, face à l'agression commerciale de leurs homologues anglo-saxons dont ils ne se sont guère inspirés jusqu'à présent.

Un outil renoué mais des ambitions encore limitées

La France ne dispose pas, pour l'instant, de véritables marchés à terme de marchandises, du moins tels qu'on les entend sur les places anglo-saxonnes. Que ce soit à New-York, à Chicago ou à Londres, puisque telle est la liste des trois principales bourses de commerce dans le monde, ce sont, en effet, plus d'une cinquantaine de marchandises et de produits financiers divers qui sont offerts à l'investisseur. Les contrats proposés portent aussi bien sur le blé, le maïs, l'avoine, le sucre, le cacao que l'or, l'argent et le zinc, ou encore les bons du Trésor et le papier commercial à quatre-vingt-dix jours.

La City vient d'ailleurs de faire, une fois de plus, la preuve de son dynamisme en ouvrant le 30 septembre 1982 le LIFFE (London International Financial Futures Exchange) sous la forme d'un marché à terme sur les devises, les taux d'intérêt et les emprunts à long terme du gouvernement britannique.

A côté de cette palette extrêmement diversifiée de produits, Paris ne peut aligner que trois contrats (sucre blanc, cacao, café) dont un seul, le sucre, justifie véritablement l'appellation de « marché », les deux autres (cacao et café) méritant à peine ce nom par rapport aux places américaines, ne serait-ce qu'à cause du très faible volume des transactions qui s'y traitent.

Avec 5,67 millions de tonnes négociées au premier semestre 1982, le marché parisien des sucres blancs tient certainement la comparaison par rapport à Londres (20,67 millions de tonnes) ou encore New-York (53,99 millions) où se négocient les sucres roux. Le marché du cacao souffre, par contre, d'un complexe d'infériorité justifié puisque seules 59 790 tonnes ont été traitées à la Bourse de commerce de Paris durant les six premiers mois alors que les négociations atteignent respectivement 3,10 millions de tonnes à Londres et 2,82 millions à New-York. Sur le café, enfin, le constat est identique, 167 630 tonnes seulement ayant été négociées à Paris durant cette période contre 2,33 millions à Londres et 3,35 millions à New-York.

Une raison purement historique

Cette désaffection à l'égard des marchés parisiens a plusieurs raisons, la première d'entre elles étant purement historique. Si la seconde guerre mondiale a naturellement entraîné la fermeture des sept marchés à terme qui fonctionnaient alors à la Bourse de commerce, rien n'a été fait pour obtenir un redémarrage rapide de l'activité une fois les hostilités terminées. Il a fallu attendre avril 1961, soit seize ans après, pour que la chambre de commerce et d'industrie obtienne la réouverture des marchés du lin et de l'arachide, lesquels ont été d'ailleurs pérorés, et ce n'est qu'en 1963 que le « feu vert » a été donné au marché des cacao, l'inauguration du marché des cafés remontant seulement à une dizaine d'années.

A cela s'ajoute le fait qu'un grand nombre de négociants ont pris l'habitude de passer par Londres ou par les places américaines au détriment de Paris, où l'absence de marchés à terme a toujours constitué un handicap. De Paris des professionnels, la permanence d'un contrôle des échanges, rendu encore plus strict

aux cours des derniers mois, a encore accentué l'isolement de ces marchés dans la mesure où il interdit l'octroi de crédits en devises à des opérateurs étrangers, tandis que les opérateurs français ne peuvent pas prendre position à l'étranger en raison de cette même réglementation. Une cinquantaine de sociétés ont toutefois obtenu une dérogation sous la forme d'un agrément spécial que la Banque de France est de plus en plus réticente à accorder.

La réticence des banquiers

Le résultat est qu'un fil des ans les marchés des cacao et des cafés se sont progressivement marginalisés, et que seul celui des sucres blancs peut encore prétendre jouer un rôle sur la scène internationale en raison de sa position de monopole sur les sucres blancs. Paradoxalement, alors que le pivot de la zone franc est constitué par le cacao et le café Robusta, deux marchandises cotées à Paris, et qui contribuent largement au développement de plusieurs pays africains, partenaires privilégiés de la France, ces mêmes pays ont été conduits à opérer leurs transactions sur des marchés

jugés plus « liquides », à commencer par celui de Londres.

La réticence des banquiers à l'égard des marchés à terme, où ils ont essuyé de sérieux revers après le « krach » du sucre en 1974, a fait le reste, et il était grand temps que la Bourse de commerce entreprenne une réforme en profondeur de son mécanisme et de ses structures, qui ont souvent été le flanc à la critique, si elle voulait sortir de vingt ans d'isolement.

C'est à cette tâche que se sont attelés les professionnels et les pouvoirs publics, aboutissant à la fin de l'année 1981 à un projet de loi largement inspiré des travaux entrepris par le Conseil économique et social (C.E.S.). Celui-ci était livré l'année précédente à une étude en profondeur du fonctionnement — et des nombreux ratés — du marché parisien, qui devait déboucher, le 10 juin 1980, sur l'adoption d'un avis, à mi-chemin entre le réquisitoire et le projet de réforme, seul moyen, aux yeux de cet organisme, d'éviter la fermeture de la Bourse de commerce de Paris.

Assainir, moraliser et développer, tels étaient alors les mots-clés pour le rapporteur M. Jean Ménil. Mettant en avant le rôle des marchés à terme en tant qu'instrument de « protection

contre les fluctuations de prix et de gestion de stocks », le rapporteur constatait alors que « la place de Paris fonctionne mal parce que son volume d'affaires est marginal, les marchés n'étant pas perçus comme des outils de gestion véritablement utiles ».

« A l'évidence, ni le ministère du commerce, ni la chambre de commerce et d'industrie de Paris, ni la Compagnie des commissionnaires agréés n'ont tout à la fois les compétences, la connaissance et les moyens techniques ou humains — et peut-être même la volonté — nécessaires pour résoudre les diverses questions qui se posent », estimait alors le Conseil économique et social.

Après cette volée de bois vert, le C.E.S. définissait les grandes orientations d'une réforme qui conditionnerait, à l'issue d'une période de trois ans, le maintien ou non des marchés parisiens. Dans l'intervalle, un comité de direction serait ouvert à un représentant du ministère de l'économie et des finances et à la Commission des opérations de Bourse (COB), tandis que les comités techniques, les organismes gestionnaires du quotidien, se verraient dotés de pouvoirs accrus.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 24.)

Le SMIC et le chômage des jeunes

C'EST un sujet fort intéressant, mais fort délicat politiquement, qu'a abordé l'Observateur de l'O.C.D.E. (revue mensuelle publiée par cette institution) dans sa dernière livraison sous le titre « Effets du salaire minimum sur l'emploi des jeunes : le cas de la France ». Tant le résultat de l'enquête que la méthode utilisée pour la conduire méritent d'être discutés.

Les experts du château de la Muette commencent par rappeler l'évolution, en termes nominaux et en termes réels, du salaire minimum au cours des vingt dernières années. En francs courants, le salaire minimum a, pendant la période considérée, été multiplié par huit, ce qui, compte tenu de la hausse des prix intervenue entre-temps, correspond à une augmentation du pouvoir d'achat de 143 % (coefficient 2,4). Jusqu'en 1968, il s'accroissait moins vite que le salaire horaire moyen des travailleurs manuels. La majoration de 35 % décidée à l'occasion des accords de Grenelle renversa la tendance. Pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing, la valeur relative du salaire minimum se stabilisa par rapport à celle du salaire moyen. L'augmentation de 10 % en juin 1981 par le gouvernement de gauche lui redonna une certaine avance. Le relèvement au 1^{er} janvier 1982 de 9 % (contre 4,6 % en moyenne pendant la période de 1974-1980) le pourcentage des salariés rémunérés au SMIC dans la population active.

A la suite de quoi, les experts comparent l'évolution du salaire minimum avec celle des taux de chômage par catégories d'âges. Il s'en dégage une conclusion, le point suivant : « La hausse du SMIC en valeur réelle, précédée considérablement de la période d'augmentation rapide des taux de chômage ». On doit s'étonner que, pour la comparaison en question, soit ainsi privilégiée la

hausse en valeur réelle du SMIC, alors que, en l'occurrence, c'est l'évolution en valeur nominale qu'il convient de s'attacher, puisque c'est cette dernière qui commande l'incidence instantanée d'un relèvement du SMIC sur les coûts salariaux des entreprises, et, partant, les décisions d'embauche ou de renonciation à l'embauche qui peuvent en résulter.

Mais les experts de l'O.C.D.E. ne se contentent pas de rapprocher les données statistiques dont ils disposent. Ils les ont soumis à un modèle type à deux équations, « choisi en raison de bons résultats qu'il a donnés lorsqu'il a été appliqué à la situation de l'Amérique du Nord ». En Amérique du Nord, l'application du modèle a fait ressortir que le relèvement du salaire minimum a conduit à des pertes d'emplois, il n'en serait pas de même en France. L'application du même modèle « fait apparaître que les majorations du SMIC n'ont pour ainsi dire pas d'incidence perceptible sur le marché du travail des jeunes en France ».

Doit-on être tout à fait rassuré par cette conclusion ? Les auteurs de l'étude nourrissent eux-mêmes, semble-t-il, quelques doutes à ce sujet. Ils citent une autre étude qui conclut en sens contraire, l'auteur de l'étude concurrente est l'économiste libéral A. Fourcade.

Le raisonnement économique suggère qu'un relèvement du salaire minimum a sur l'emploi au moins deux effets : à court terme, il tend à décourager l'embauche en période de stagnation économique et de faibles profits ; à plus long terme, il pousse les industriels à rationaliser et à moderniser l'appareil de production pour compenser le surcoût de coût de la main-d'œuvre. Les jeunes ont d'autant plus de chances de trouver un emploi qu'ils auront reçu une meilleure formation. — P. F.

LA NOUVELLE RÉPARTITION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Le Sud approvisionne de plus en plus le Sud

Il est actuellement beaucoup question des graves maux financiers qui affectent un certain nombre de pays du tiers-monde. Le Zaïre se trouve à nouveau en extrême difficulté, ayant, pour la seconde fois en 1982, été incapable d'honorer ses engagements et se trouvant pour la première fois menacé d'une déclaration de défaut de paiement. Une réunion devait se tenir à ce sujet, le 11 octobre à Kinshasa, entre les représentants des banques occidentales et ceux de l'institut d'émission zairois. L'Amérique latine, qui a été globalement le plus gros emprunteur, continue à être l'objet de l'attention et de l'inquiétude des financiers internationaux. Le Mexique négocie avec le F.M.I. la lettre d'intention pour le déblocage du crédit du Fonds.

par JEAN LEMPERIERE (*)

LES énormes difficultés rencontrées par les pays en développement subsistent pour la plupart, et certaines même s'aggravent avec le temps. Mais, en quinze ans, le scepticisme à l'égard de leur développement industriel a fait place à l'inquiétude devant ces concurrents nouveaux. Chaque étape de leur progression a surpris les observateurs, sans doute parce qu'ils étaient mal connus, surtout à travers leurs échanges extérieurs. A présent leur compétitivité dans les secteurs technologiques majeurs (usines clés en main, grands travaux, ingénierie) se confirme dans le tiers-monde. Les capacités nouvelles de ces pays, leurs rapports futurs avec le monde industriel, se trouvent éclairés d'un jour nouveau, et nous devons en tenir compte.

Les échanges Sud-Sud de produits manufacturés montrent déjà, par leur composition, toute la diversité de la production industrielle des pays neufs, qui n'apparaît pas dans les livraisons au Nord. La part des équipements et matériels de transport est passée en quelques années de 28,4 % à 35,8 % en 1979 et 39 % en 1981. Ces échanges ont fortement progressé depuis 1978 et surtout 1978 (+ 75 % en deux ans).

Étape nouvelle pour les industries des pays neufs, dont les produits s'imposent face aux pays avancés dans des domaines très variés, mais, en même temps,

amorçage d'une nouvelle répartition des échanges. Le progrès rapide de ces nouveaux circuits commerciaux écarte progressivement les fournisseurs traditionnels, et la position de la plupart des pays industriels se détériore dans le tiers-monde. De 1973 à 1980, dans le secteur manufacturier, « 39 % de nos pertes sur les marchés tiers sont imputables au tiers-monde », selon le Rapport Berthelot (1980). Plutôt qu'un bilan, l'étude systématique des nouveaux pays industriels, de leurs productions, de leurs orientations commerciales, ne faciliterait-elle pas une réaction mieux adaptée ?

Compétitivité

De 1978 à 1980, les pays neufs étaient devenus les seconds fournisseurs de produits industriels en Asie, puis en Amérique latine et au Proche-Orient. 1981, année de stagnation marquée par un léger recul des exportations de produits manufacturés du monde industriel, confirme la solidité des courants d'échanges Sud-Sud et la compétitivité des pays neufs dans tous les secteurs. Tandis que, sur l'ensemble du monde, les exportations de la France, de l'Allemagne et de la plupart des pays européens sont en très sensible diminution, les pays en développement augmentent leurs ventes de produits manufacturés

(*) Conseiller commercial.

tandis que l'Argentine reçoit les experts de cette institution. Toutefois, les crises, avec leurs aspects spectaculaires, ne doivent pas faire oublier les lames de fond. Les difficultés actuelles ne peuvent, notamment, masquer le décollage industriel de nombreux pays en développement, la dette provenant d'ailleurs pour partie des investissements engagés à cette fin. En outre, ces pays sont aussi de plus en plus concurrents — compte tenu de leur compétitivité dans maints secteurs — comme le montre la forte progression récente des échanges Sud-Sud. Avec la maîtrise des techniques, une nouvelle répartition des échanges internationaux s'esquisse.

Par la diversité de leurs exportations, huit pays ont montré qu'ils disposent d'une industrie à peu près complète. Une vingtaine d'autres suivent leurs traces et abordent avec succès les marchés extérieurs. Parmi eux figurent tous les pays de trente millions d'habitants au moins (sauf le Bangladesh), ce qui joue pour une dynamique favorable à la production du tiers-monde. Depuis plusieurs années déjà l'activité industrielle y est devenue dominante. Pour la première fois en 1980, la valeur des produits manufacturés a dépassé celle des produits primaires dans les exportations du tiers-monde hors énergie.

Pour les installations d'usines clés en main (1), les contrats d'ingénierie, les grands travaux de tout genre, les plus avancés des pays neufs ne se sont pas contentés de les marchés internationaux que forment d'une longue expérience acquise sur leur territoire.

Les ventes du Japon, 40,5 % pour les États-Unis et près de 29 % pour la France et les pays européens. Par la diversité de leurs exportations, huit pays ont montré qu'ils disposent d'une industrie à peu près complète. Une vingtaine d'autres suivent leurs traces et abordent avec succès les marchés extérieurs. Parmi eux figurent tous les pays de trente millions d'habitants au moins (sauf le Bangladesh), ce qui joue pour une dynamique favorable à la production du tiers-monde. Depuis plusieurs années déjà l'activité industrielle y est devenue dominante. Pour la première fois en 1980, la valeur des produits manufacturés a dépassé celle des produits primaires dans les exportations du tiers-monde hors énergie.

Pour les installations d'usines clés en main (1), les contrats d'ingénierie, les grands travaux de tout genre, les plus avancés des pays neufs ne se sont pas contentés de les marchés internationaux que forment d'une longue expérience acquise sur leur territoire.

(1) Nombreux exemples dans l'économie et l'industrie : la centrale nucléaire de Bugey, la centrale de Grenoble, les Nouveaux pays industriels, de Pierre Juet (Éditions ouvrières) ; l'Indonésie émergente en un jour (P. Juet) ; le Tchécoslovaquie (1982) ; articles dans Politique étrangère (juin 1981) ; Actualité développement (10^e 49 - 1982).

ENCYCLOPÉDIE DELMAS pour la vie des affaires

Robert MAZARS Initiation à LA COMPTABILITÉ

Extrait du Sommaire

- Bases d'information de l'entreprise
- Problèmes et comptes de régularisation
- Le plan comptable de l'entreprise
- Obligations légales des commerçants

9^e éd. 288 p. 1980 F.

J. DELMAS & Cie

FRANCIS LEMERCIER Comment constituer et gérer une SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF et une SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION

Extrait du Sommaire

- Tableaux comparatifs des principales formes d'entreprises
- Les associés - droits et obligations
- La gestion
- Statuts types commentés
- Les sociétés en commandite simple
- Les sociétés à participation

7^e éd. 288 p. 210 F.

J. DELMAS & Cie

JACQUES VOULET Tout les aspects juridiques et professionnels BAUX D'HABITATION ET MORTUAIRES

Extrait du Sommaire

- Le droit au logement
- Droit au renouvellement du bail
- Droit de préemption
- Rapports de bail
- Charges et prestations
- Formule de bail commentée

10^e éd. 304 p. 1980 F.

J. DELMAS & Cie

En librairie ou par correspondance à la M.L.S. 7, rue Geoffroy St-Hilaire 75240 Paris Cedex 05

Prix Public TTC au 15.10

50/50

Les surprises de la vente à terme

l'accédant à la propriété vit les inconvénients d'une curieuse situation où il cumule, sans s'en apercevoir si tout va bien, les obligations et devoirs d'un propriétaire et d'un locataire. L'exemple du regroupement des associations d'accédants à la propriété, clients du Groupe familial de Cambrai, met en évidence cette absence de règles du jeu.

afférent », il n'a pas le droit de pénétrer sur le chantier, mais en cas de réclamation sur la marche des travaux, il doit produire celles-ci pour qu'elles soient « examinées », adès lequel procès-verbal s'inscrit la « qui » des travaux. Le C.A.R.P. est le véritable propriétaire, est le seul architecteur valable des architectes et des entrepreneurs. Il s'engage à payer les frais de « gros entretien » (biens) il n'est plus locataire, dans ce cas précis, maître propriétaire !, même et la cause en est la « défectu » ou les « vices des matériaux non décelés lors des réceptions de travaux ».

Enfin, l'article 8 de ce cahier des charges, sous le titre « des obligations », est intéressant et bien la constitution d'un « groupement de souscripteurs dont le but principal serait de mettre de quelque manière que ce soit et la société, notamment en facilitant ses édifices à souscrire le paiement de leurs mensualités ou en créant un climat de suspicion ou de défiance contre les tirapistes de la société ». Il s'agit là, paraît-il, de la transposition pure et simple des articles 10 et 11 du Code de Commerce.

Le G.A.R.P. se flatte que jamais les pénalités infligées et encore moins la réclamation n'ont été appliquées.

Il resiste aux nos accablants en colère lorsqu'ils lisent attentivement ces lettres, sont effarés et se sentent indignés. Ces textes, qui ne ont signés et pour eux, ils ne sont pourtant... en rien des juristes, leur signature, à valeur solennelle et légale d'engagement. Même si dans G.M.F. n'a fait jouer ces clauses quelque peu léonines devant un tribunal, il est évident que ce geste de présentation à la CANADA lorsqu'ils partent de pressions exercées par les représentants de G.M.F. sur les «silence» pour qu'ils n'intervient pas d'action en justice, pour qu'ils se montrent patients, dociles, compréhensifs? Or sait combien le recours au Tribunal offre la plupart des avantages, qui savent bien que tous ceux qui ont eu comme nous plusieurs années.

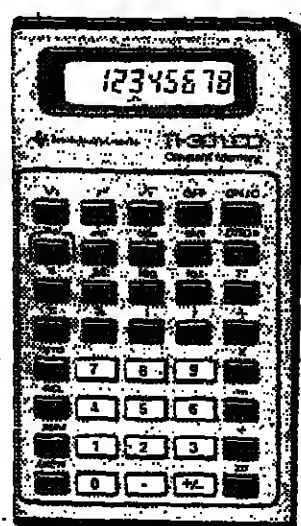
En réalité le cas de la CNADA et de G.M.F. n'est exemplaire que parce que ce promoteur constructeur est un des tout premiers du genre en France. Le même ménage causé révéla avec éclat que l'accident à la propriété n'a pas de statut légal et qu'aucune règle du jeu n'est établie. Le contrat-cadre signé par M. Roger Quilliot et les représentants du syndicat de la propriété individuelle en juillet dernier, qui devait être suivi en octobre de rencontres et, cette fois, les représentants des acquéreurs à la propriété seraient présents, pourrait être un premier pas vers l'établissement de ces règles du jeu.

La CNADA, malgré la réputation d'une loi déformant les droits et des lois accablantes à la propriété d'une part et des conséquences punitives d'autre part, a peut-être la raison d'être la plus valable. Elle est sûrement la seule à vouloir des choses, que le législateur acquiesce des parties. Cela paraît raisonnable.

JOSEF DOWLING

A high-contrast, black and white photograph of a biplane in flight. A person is standing on the upper wing, arms outstretched. The image is grainy and has a high-contrast, almost silhouette-like quality.

distance de 218 km/h.
et la verticale est de 30° et le rayon
de 650 mètres, l'homme vole à une



Ils se croyaient propriétaires, mais le sont pas, mais l'acte qu'ils ont signé les engage à payer, rubis sur l'ongle, les travaux qui auront été décidés par G.M.F., à qui, ils ont « donné mandat » (...) avec les pouvoirs les plus étendus de procéder à tous travaux, même de grosses réparations, qu'il (l'organisme) juge, à l'occasion, nécessaires, et de payer, à son gré, et seulement, les dépenses de plus, la fiscalité locale les traite en propriétaires puisqu'ils leur fait acquitter la taxe foncière... Tout cela est parfaitement légal, normal. Cependant, l'article 8 de l'acte de vente à terme de CARPT-G.M.F. parait plus contestable. Il institue en effet une sorte de « mandat ad hoc » de dix ans à compter de la constatation du transfert de propriété après paiement intégral

du prix à son droit de préemption pour G.M.F. sur la base du prix de vente initial revalorisé en fonction des variations de l'indice du coût de la construction de l'INSEE. C'est sûrement un bon moyen de lutter contre la spéculation immobilière et contre l'inflation, mais cela implique un gouvernement — fût-il socialiste — se lancer dans une telle atteinte au droit de propriété. En principe donc pendant trente ans (si l'emprunt court sur vingt ans), l'accedant G.M.F. n'a pas la libre disposition de son bien. En fait, ce droit de préemption, dit « automatique », n'a jamais joué, car le G.M.F. n'a jamais fait de demandes de rachat. L'ordre de cinq cents et que la livre réalisée par les accédants est de l'ordre de 50 % par rapport au prix de vente réévalué selon l'évolution de l'indice. De plus, la seule clause de résiliation que le groupe ait jamais fait jouer est celle du défaut de paiement : il s'agissait de dettes de plus de 15.000 francs, et cela a

La lecture du cahier des charges de CARET est encore plus édifiante. L'accédant à la propriété y est traité comme un locataire, qu'il est en réalité selon G.M.F. Aux termes de ce cahier des charges, l'accédant signe, sans le contraire, il s'oblige à la pleine possession, du logement même. Certains trappes ne sont pas « certainement terminés », il est « sans de laisser visiter les lieux à toute réquisition », il doit y mettre des meubles « en quantité suffisante pour répondre du paiement de deux années de remboursement des emprunts et des charges y

la best-seller
**MONNAIE ET
FINANCEMENT**
triginta de ani de numismatică
de prestigiu
1000 DENIZET
Colecția Științe
Economidice
1987

AM
MONNAIE
ET
FINANCEMENT

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred SAUVY

● POLITIQUES AGRICOLES ET PAYSANNES

Gilles ALLAIRE et Michel BLANC

Présentation vivante et fort documentée de l'évolution sociale du monde agricole. Il s'agit moins des techniques et même d'observation économique (quelque peu orientée) que du mouvement syndical et professionnel en faveur duquel les deux agronomes, à l'INRA de Toulouse, ne dissimulent pas leur sympathie.

La description du monde agricole, en général, est claire et fidèle, n'oublie ni le passage des vieux à l'activité ni les ménages à cheval sur le secteur agricole et sur le secteur non agricole, ni l'évolution future du nombre des paysans (sans indication, toutefois, de l'augmentation de la population agricole, mentionnée dans la dernière enquête sur l'emploi), mais l'optique sociale et syndicale est dominante. La disparition des salariés agricoles oblige les partis politiques avancés à rénover leur position traditionnelle.

Les élections de mai-juin 1981 ont précipité l'évolution, notamment par la reconnaissance officielle d'autres organisations syndicales que le F.N.S.E.A., contraintes à l'opposition. Sont particulièrement en vue le MODEF, déjà ancien, l'interpaysans et le Mouvement des paysans travailleurs (C.N.S.T.P.), qui, tous trois, formulent des propositions novatrices, toutes dans le sens de la sécurité, de la défense à l'égard de la Communauté européenne, de l'accroissement de la aide de l'Etat, de la séparation entre propriété et exploitation, etc. La fin de tout excès agricole est même envisagée, si conservatrice qu'elle soit.

Les conséquences économiques sont, du reste, résolument ignorées, par exemple celles de l'indexation des prix sur les coûts de production proposés par le MODEF, et, plus généralement, celles des nouvelles rigidités, qui s'ajouteraient à l'ensemble déjà si redoutable et commun à toutes les économies contemporaines. Trop avertis pour ne pas pressentir ces difficultés, les deux auteurs n'osent, cependant, pas exprimer vivement leurs craintes. Nous retrouvons, une fois de plus, le conflit entre la « morale » et l'efficacité, qui domine notre politique économique, sans qu'aucun gouvernement accepte de reconnaître la divergence, voire l'opposition, entre les deux objectifs.

★ Annexes techniques. Ouvrages conseillés. Le Sycomore, Paris, 1982, 26,5 cm.

● ÉCONOMIE 1982

Didier LAUSSEL et divers.

Saluons une fois encore cette intéressante initiative de l'Institut économique du Roussillon, rattaché à l'université de Perpi-

gnan, en souhaitant que l'exemple soit suivi par d'autres universités.

Régressions cependant le primauté de l'abstrait et du théorique. Entre l'article de J.-P. Cruzet, sur l'emplacement des caves coopératives et les autres, il y a place, semble-t-il, pour des observations et recherches propres à mieux comprendre, et par là à surmonter, les difficultés contemporaines. Comme le disait W. Churchill aux généraux britanniques en Libye : « Messieurs, si hautes que soient vos théories stratégiques, il vient, tout de même, un moment où il faut penser à l'ennemi ! »

★ Université de Perpignan, 1982, 24 cm, 211 pages.

● L'EUROPE À TEMPS PARTIEL.

Jean-Pierre JALLADE (sous la direction de). Avant-propos de Michel Rocard

Tout en réagissant contre l'idée, de parades, l'auteur de l'avant-propos reste, classiquement, peu explicite dans l'expression « créer des emplois », toujours aussi sympathique que lourde de malentendus.

Quatre parties, dont les trois premières sont respectivement consacrées au travail partiel, en France, par D. Baroin, en Allemagne fédérale, par M. Kollar, L. Rayher et J. Teriet, et en Grande-Bretagne, par C. Leicester.

Si le progrès de ce mode de travail ne prête à débat (en Allemagne, réduction de l'année moyenne de travail, de 1780 à 1070 heures), par contre, des divergences de vues se manifestent sur ses causes et, plus encore, sur ses conséquences. L'extension du travail féminin, et celle du secteur tertiaire fournissent sans doute une explication partielle, mais d'autant moins suffisante que se greffent sur le sujet, les difficultés de la Sécurité sociale.

Si, maintenant, nous regardons l'attitude des diverses classes sociales, nous trouvons une convergence chez les employeurs (fortes réserves, par crainte d'une charge supplémentaire) et des divergences entre les syndicats de salariés. Très réservée en France, sinon hostile, en raison de leur aversion traditionnelle à l'égard de la souplesse, ils sont, pour la raison opposée, plus accueillants en Allemagne. En Angleterre, la réduction pose le problème, et sérieux, des cotisations syndicales.

La quatrième partie de J.-P. Jallade s'exprime déjà par son titre : « Vers une politique du T.T.P. ». Il n'y aurait pas de lien, comme on le croit souvent, entre cette réduction et le travail au noir, mais, ce dernier secteur ne justifie-t-il pas aussi son nom sur le plan des statistiques ? Par ailleurs, il n'est guère question du sort des enfants, sinon sous forme de « séri-

fice », attitude conforme à toute l'évolution sociale.

Plus étudié, le rapport entre le travail partiel et le revenu progressif, qui permet, en particulier, d'éviter le choc de la retraite.

Ces vues, les plus attendues semble-t-il parues jusqu'ici dans un ouvrage français, auraient mérité d'être complétées par une étude des résultats possibles, à l'échelle nationale. Tous les projets en ce sens sous-entendent, en effet, un progrès du PIB par habitant, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est loin d'être assuré, comme il le paraissait, il y a quelques années.

★ Economica, Paris, 1982, 24 cm, 339 pages.

● ÉGALITÉ ET EFFICACITÉ. COMMENT TROUVER L'ÉQUILIBRE

Arthur M. OKUN. Préface de K. Gordon, président de la Brookings Institution.

C'est toute la durée du capitalisme contemporain, et notamment aux États-Unis, qui est posée avec franchise, dans des termes élevés, encore que parfois naïfs ou saupoudrés d'humour. Ces leçons et communications, à Harvard et ailleurs, auraient mérité, sans doute, d'être un peu rajoutées à la lumière, notamment, des expériences de R. Reagan, — mais le fond reste actuel.

Ce sont, en somme, les tortures d'un « démocrate », depuis un demi-siècle, présentes d'abord dans une vue générale, qui nous fait remonter à Stuart Mill ou Spencer, puis sur une série de cas concrets, dont le plus saisissant, sans doute, est l'image du « seuil parcé », c'est-à-dire de la perte (plateau d'efficacité) qu'entraîne un transfert de revenu du haut de l'échelle vers le bas (plateau d'égalité). Alors que M. Friedman refuse toute perte et que J. Rawls accepte 99 %, lui, Okun, irait jusqu'à 60 %. Et vous ? est-on invité de penser. Les modèles les plus perfectionnés (pauvres) peuvent mesurer le montant de la perte comptable, mais non le gain social. Aucune illusion, cependant, aux effets des changements dans l'orientation de la consommation, le couple permanent de la science économique, restée trop monétaire.

Tout en reconnaissant les vertus du marché, l'auteur est à l'opposé des vues exprimées par G. Gilder dans *Richesse et Pauvreté* (le Monde du 8 décembre 1981). Considérant la sécurité sociale comme une grande victoire, il va, en ami de l'expérience, jusqu'à accepter un régime socialiste, si un exemple satisfaisant est fourni dans le modèle.

— Égalité ou efficacité ? Ou, plus exactement, « morale » ou efficacité ? Conflit permanent, concluons-nous, dont la solu-

tion est proprement politique : ne le voyons-nous pas, en France, une fois de plus ?

Bonne traduction de M. A. Bera, mais accumulation regrettable des notes, en fin de volume.

★ Economica, Paris, 1982, 24 cm, 121 pages.

● FAITES - LE VOUS MEME. L'ÉCONOMIE PARALLÈLE EN HONGRIE

Janos KENEDI

Sensationnel, moins encore par le sujet que par le façon dont il est traité. Cette construction progressive d'une maison, par des voies « parallèles », encore qu'obliques et convergentes, évoque tant *Trois hommes dans un bateau*, de Jerome K. Jerome, que *Painurs traîche*, de Robert Escarpit. L'humour est à tous les coins d'allée et, de temps en temps, évoque aussi Parkinson.

De ce désais, ou plutôt de cette suite de dédales, on peut, par exemple, retenir le rôle instauré, joué par le personnel supérieur (érigé en coopérative à cet effet), de l'hôpital du Nigeria...

Bien des leçons d'économie sont données et, d'abord, sur le thème de la valeur, le principal facteur de production étant constitué ici par les relations et les relations des relations. Quant au rôle de l'ala, il reste important.

Cette reconstitution du marché est-elle vraiment un marché ? Quel serait le coût de revient de la maison, en fin de volume, si l'on tenait compte du temps de « travail » de chacun ? Bien des questions restent posées.

Tout en appartenant à l'économie « parallèle », le circuit suivi prend souvent appui, en pleine légalité, sur les pouvoirs publics. « C'est pourquoi, est-il précisé, nous ne pouvons pas permettre à l'Etat de déparir. C'est le seul que nous ayons. » En revanche : « Un expert peut suivre les consignes à la lettre, ou se comporter comme un être humain. »

Ne nous laissons, cependant, pas entraîner : la virtuosité de l'auteur nous donne le plus agréable des romans. Comme lors de toute étude sur le travail noir, l'impression subtile conduit, d'ailleurs, à surestimer la part qu'il joue dans l'ensemble de l'économie nationale. Il nous faudrait aussi des enquêteurs plus austères. Une haute leçon en tout état de cause.

Saluons l'excellente traduction de l'anglais par Anne de Vogüé, loué en regretant ce détour.

★ François Maspero, Paris, juin 1982, 22 cm, 147 pages.

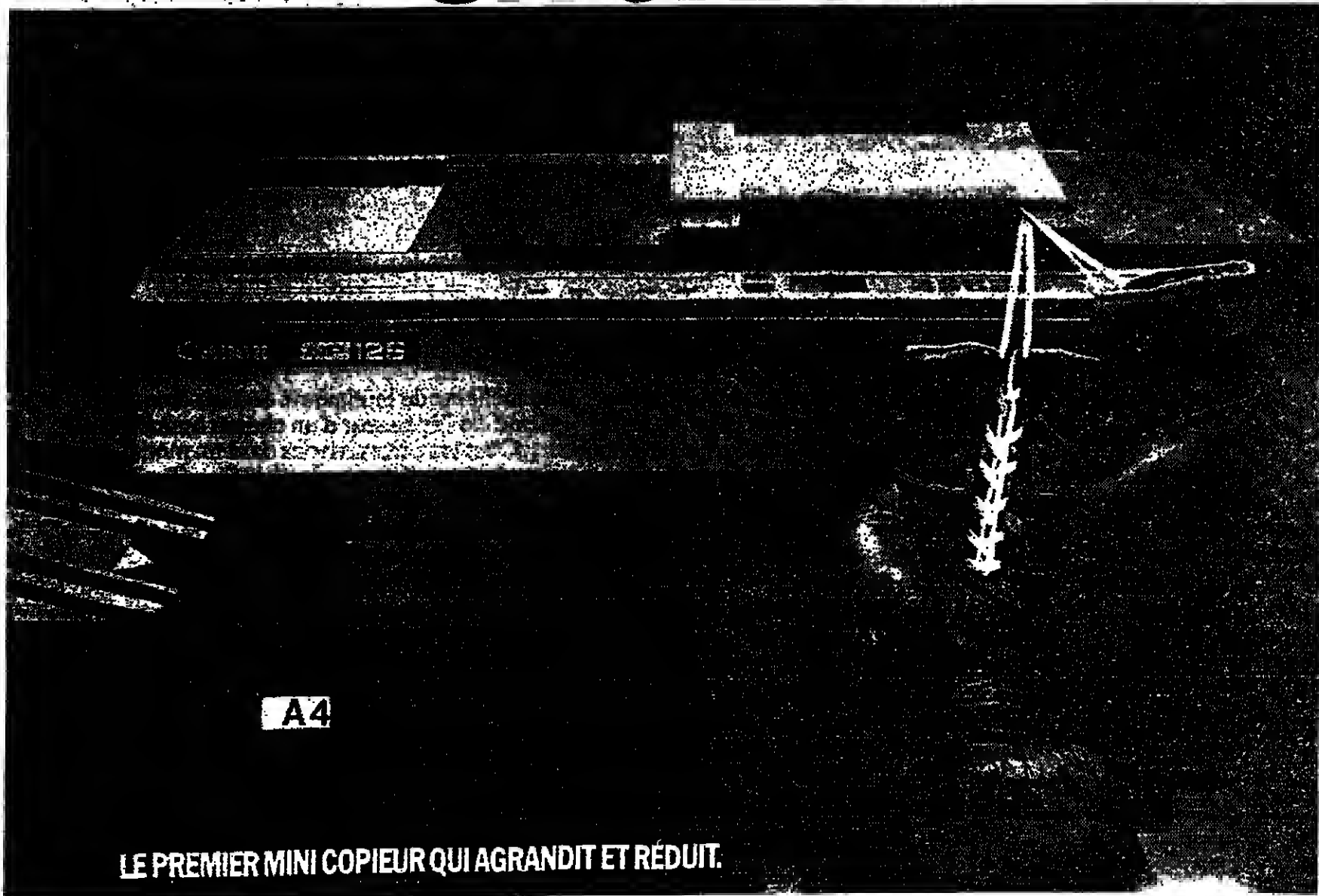
UN COLLOQUE SUR LES DÉFICITS PUBLICS

Un colloque sur les déficits publics (leurs implications sur la monnaie, les taux d'intérêt et la croissance) aura lieu, le 9 novembre, à l'hôtel Intercontinental (3, rue de Castiglione, à Paris). Il est organisé par le GREP (Groupe de réflexions économique et financières), avec la participation de M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget, qui présidera le déjeuner. Des exposés seront présentés, pour la France, par MM. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Daniel Lebègue, conseiller technique auprès du premier ministre, Christian Pierret, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, André Chaigneau, professeur à l'université de Poitiers, Robert Delorme, professeur à l'université de Paris-X ; pour les États-Unis, par MM. Dennis Karnosky, du département du Trésor, Craig Roberts, ancien secrétaire adjoint au Trésor, pour la Grande-Bretagne, par M. Frank Cassel, sous-secrétaire du Trésor ; pour l'Italie, par M. Mario Monti, conseiller du ministre du Trésor ; pour la R.F.A., par M. Wolfgang Schröder, de l'Institut de recherche monétaire de Hambourg ; pour la Belgique, par M. Victor Van Rompuy, professeur à l'université de Louvain ; pour l'O.C.D.E., par M. Jean-Claude Chouraki et M. Robert Price. M. Yves Laulan présentera les travaux du colloque. Notre collaborateur Paul Fabra sera rapporteur. Les inscriptions doivent être adressées, avant le 25 octobre, à M. Hugues André, président du GREP, 41, rue de Sévres, Boulogne.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

RÉSIDENTS - CLUBS 3^e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, rue Jean-Médard - 06000 NICE
Tél. : (93) 80.96.31 (F.N.A.I.M.)

LE NOUVEAU CANON NP 125: UN CHAMPION.



LE PREMIER MINI COPIEUR QUI AGRANDIT ET RÉDUIT.

Jusqu'à maintenant, seuls les grands modèles de copieurs offraient une gamme complète de fonctions. Et qui dit grand modèle dit prix élevé. Mais Canon a mis fin à cela avec le nouveau NP 125: il ressemble à un mini copieur classique, et ne coûte pas plus cher. Pourtant, les autres mini copieurs ne peuvent pas copier sur lui...

Il agrandit. Vous agrandissez de 20% en 20% jusqu'au format désiré.

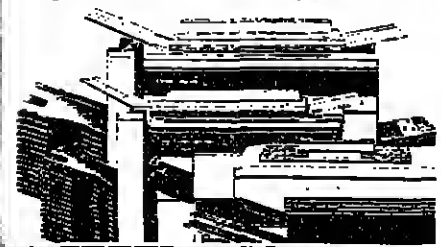
Il réduit. Avec le NP 125 vous pouvez réduire des documents de A3 à A4 et de B4 à A4.

Il vous fait faire des économies. Pour la plupart des copieurs, c'est la chaleur qui permet de fixer le papier sur le papier. Le NP 125, lui, utilise un procédé à froid: vous réalisez jusqu'à 50% d'économie d'énergie.

Il sort des copies instantanées. Silencieux, en position d'attente, le NP 125 est toujours prêt à fonctionner, sans préchauffage. Les copies sortent instantanément.

Le NP 125 répond parfaitement aux besoins des petites sociétés. Il fait gagner du temps et de l'argent aux grandes en leur permettant de décentraliser leur service de copie.

Le nouveau Canon NP 125. Les performances d'un grand copieur pour le prix d'un petit.



Pour tous renseignements sur le NP 125 ou les autres Copieurs Canon, veuillez vous adresser comme suit: France: Canon France S.A., 92354 Le Blanc-Mesnil Cedex. Tél.: 01 565 4203. Suisse: Valter Rietchi S.A., Industriestrasse 12, CH-8360 Dübendorf. Tél.: 01 833 36 36. Belgique: Canon Copiers Belgium S.A., 33 Bd. du Midi, 1050 Bruxelles. Tél.: 02 513 33 33. Pour les autres pays européens: Canon Europe NV, P.O. Box 7807, 1000 AC Amsterdam, Pays-Bas.

Nom: _____
Société: _____
Adresse: _____
Tél.: _____

Canon
Photocopieurs

مكتبة جامعة القاهرة

هكذا من الأصل

La réforme

Un outil rénové, mais des ambitions encore limitées

(Suite de la page 21.)

En ce qui les concerne, les professionnels, invités à prendre leurs responsabilités et à s'imposer une rigoureuse discipline, devraient instaurer entre eux une « solidarité financière illimitée ».

Une fois accompli ce « travail d'assainissement et de rénovation », la Bourse de commerce pourrait envisager la création de nouveaux marchés complémentaires à ceux qui fonctionnent actuellement.

Le décor étant planté, il ne restait plus aux pouvoirs publics qu'à imprimer un tour législatif à la réforme en profondeur ainsi préconisée. C'est de ce travail que devaient se charger M.M. Jacques Bonaccossa, sous-directeur à

les conditions de démarchage avaient suscité les plus vives critiques depuis de trop nombreuses années.

Cette commission des marchés à terme de marchandises devait être composée, initialement, d'un président, nommé en conseil des ministres, de deux représentants des ministères de tutelle (économie et finances, commerce et artisanat), du président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.) ou de son représentant, et du président de la Commission des opérations de Bourse (COB) ou de son représentant.

Se considérant évincés d'une instance qui allait prendre un certain nombre de décisions importantes les concernant, les

la Compagnie des agents de change.

Au-delà de cette importante modification, le projet de loi entreprend ensuite une stricte définition du statut, des règles et obligations des différents intermédiaires sur les marchés à terme, les premiers d'entre eux étant les commissionnaires agréés. Le nombre de ces derniers, limitant la profession à cinquante intervenants est supprimée, et les commissionnaires pourront bénéficier de mandats de gestion selon des normes très précises, toute infraction aux lois et règlements étant passible d'une série de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme avec affichage, suspension d'une durée maxi-

conditions fixées par la C.O.M.T. afin d'obtenir une carte d'emploi engageant la responsabilité de l'autorité (commissionnaires agréés, courtiers, banques ou établissements financiers) qui l'aura délivrée aux fins de démarchage.

S'ils sont également passibles d'un certain nombre de sanctions disciplinaires, ces intermédiaires agréés ne sont tenus d'aucune compétence particulière, et c'est sans doute là une des principales lacunes de ce projet de loi que de n'avoir pas exigé un minimum de connaissances, à défaut de diplôme, sur les mécanismes hautement sophistiqués des marchés à terme quand on sait que la formation délivrée aux remisiers par la Compagnie des commission-

M. Wiat est catégorique : « Non. Avant de chercher d'autres débouchés, il faut d'abord développer les trois contrats qui fonctionnent bien : le sucre blanc, le cacao et le café, et relancer les tourterelles de soja qui viennent de démarrer. Ensuite, rien n'interdit d'étudier certains marchés qui soient compatibles avec l'activité naturelle de notre pays », explique-t-il.

« Le démarrage d'un nouveau marché est toujours difficile », admet de son côté, M. Noël Boulenger, directeur du service de la Bourse de commerce à la C.C.I.P., confirmant, au passage, l'abandon du projet de créer à Paris un marché à terme du colza, en raison d'un nombre insuffisant de négociants intéressés.

« En liaison avec les professionnels, la chambre de commerce et d'industrie de Paris propose constamment la création de nouveaux marchés », ajoute-t-il. Parmi les propositions les plus concrètes figure un projet de marché du cuir, qui aurait l'avantage de limiter les fortes fluctuations de cours auxquelles se heurtent les professionnels pour établir leurs prix et il est envisagé de créer un « panier » à partir de certaines quantités de cuir. Un autre projet, pour l'instant en peu en conseil, concerne l'instauration d'un marché de la viande en carcasses ou encore un contrat de même type sur le porc, en dépit de la concurrence néerlandaise. Plus concrètement, un marché de la pomme de terre à vocation nationale devrait ouvrir ses portes en 1983 dans la région Lille-Roubaix.

« Comment se fait-il que la France n'ait pas encore créé un marché à terme du vin, compte tenu de la réputation de notre pays dans ce domaine et des quantités largement suffisantes que donnent de grands crus ? », s'étonne M. Boulenger, faisant part du vif intérêt que manifestent les Américains pour ce produit.

« L'essentiel était d'assainir le système actuel. Voilà qui va être fait. Maintenant, il faut faire en sorte que les acteurs du marché fassent preuve de dynamisme », assure-t-il.

Pour sa part, M. Wiat se dit prêt à relever le défi : « Nous allons étudier techniquement les

possibilités de coter les contrats en dollars, annonce-t-il, ce qui ne changerait rien pour les non-résidents. En revanche, il faudrait créer, pour la clientèle française, en raison du contrôle des changes, une espèce d'unité de compte pour éviter tout effet sur la balance des paiements. Nous avons proposé un projet en ce sens à la Bourse de Rixoff et nous attendons sa réponse. »

Est-ce suffisant ? On peut se poser la question quand on constate que Paris manque cruellement de négociants internationaux, outre le manque d'envergure d'une bonne partie des vingt-deux maisons présentes chaque jour autour de la corbeille. A eux seuls, quatre ou cinq commissionnaires agréés réalisent plus de la moitié de l'activité quotidienne du marché parisien. Et les autres ? « Ils bricolent », constate amèrement un professionnel, admettant que des fusions et des regroupements seront inévitables, alors qu'aucun prétendant n'a fait acte de candidature à la Compagnie depuis deux ans.

« Nous devons devenir aussi agressifs que les commissionnaires anglais, en commençant par porter cette langue internationale, ce qui est loin d'être le cas chez nous. Il faut également remédier à certaines aberrations, notamment pour le cacao, sur lequel Paris ne représente que 5 % du marché mondial alors que les cours sont exprimés en francs français dans 40 % des cas. De même, les pays francophones utilisent Londres pour leurs matières premières, à tort les inciter à revenir à Paris, où les hommes de la corbeille ont une approche beaucoup plus fine que leurs collègues britanniques, souvent tenus simplement d'exécuter des ordres. »

« Ce qu'il faut, c'est élargir sur l'extérieur », affirme-t-il avec force. « Nous en sommes encore à nous regarder le nombril avec ce marché du sucre qui fait la niche aux Anglais, mais à l'heure du satellite et de l'ordinateur, l'espace s'est considérablement réduit et il faudrait maintenant raisonner en termes de marché planétaire. Ce sont les Martiens qu'il faut aller chercher pour faire la contrepartie ! »

SERGE MARTI.

ACTIVITÉ DES TROIS PRINCIPAUX MARCHÉS PARISIENS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1982

La place de Paris reste très modeste comparée à Londres et à New-York

SUCRES (1)			CACAO			CAFES (2)		
PARIS	LONDRES	NEW-YORK	PARIS	LONDRES	NEW-YORK	PARIS	LONDRES	NEW-YORK
1982	1982	1982	1982	1982	1982	1982	1982	1982
10/11	10/11	10/11	10/11	10/11	10/11	10/11	10/11	10/11
6 670 500 tonnes	20 672 550 tonnes	53 991 750 tonnes	55 796 tonnes	3 165 500 tonnes	2 824 720 tonnes	167 630 tonnes	2 338 020 tonnes	5 380 720 tonnes
+10	-61	-21	+230	-16	-33	+27	+28	+23

(1) Sucres blancs pour Paris - Sucres roux pour Londres et New-York.
(2) Cafés Robusta pour Paris et Londres - Cafés Arabica pour New-York.
(Source : Compagnie des commissionnaires agréés.)

la direction du commerce intérieur, et Gérard Jacquelin de Margerie, sous-directeur au Trésor (ministère de l'économie et des finances), pour aboutir à un texte qui était adopté le 25 mars 1982 en conseil des ministres, puis voté au mois de juin par le Sénat, mais avec plus d'une centaine d'amendements.

Une surveillance renforcée

Long de quarante-quatre articles, ce projet de loi s'attache surtout à organiser un contrôle renforcé sur la Bourse de commerce en instituant une commission des marchés à terme de marchandises (C.O.M.T.), chargée « de veiller au bon fonctionnement des marchés réglementés », et une sorte de « code de bonne conduite » pour tous les intervenants sur ces marchés, notamment les remisiers, dont

professionnels (faisaient aussitôt le « forcing » pour faire modifier l'article 2 du projet de loi, et ils obtenaient gain de cause auprès du Sénat, qui avait à cœur d'inclure « avec voix consultative » le président de la Compagnie des commissionnaires agréés (ou son représentant), ainsi que le président de la Banque centrale de compensation, l'organisme financier chargé de gérer les transactions des professionnels.

Cet amendement modifie sensiblement l'esprit du texte initial dans lequel les pouvoirs publics, déterminés à réformer une institution qui n'avait pas donné satisfaction, estimaient qu'ils devaient assumer seuls la responsabilité des nouvelles instances mises en place. De même, la Commission des opérations de Bourse, créée par ordonnance en 1967, excluant dans sa version initiale la présence du syndicat de

mun de six mois, retrait de l'agrément, y compris, et, pour la première fois, une amende pouvant atteindre un montant maximum de 200 000 francs.

S'ils sont agréés par la commission des marchés à terme des marchandises, les courtiers assermentés pourront opérer selon les mêmes contraintes que les commissionnaires agréés, avec, de plus, l'obligation d'effectuer un dépôt auprès d'une caisse mutuelle de garantie.

Troisième et dernière catégorie, la plus controversée, celle des remisiers, est traitée dans le cadre d'un chapitre spécifique consacré « au démarchage et à la transmission des ordres ». Baptisés « intermédiaires agréés », ils auront la qualité de commerçant, et devront satisfaire à un certain nombre de garanties et de

naires agréés est limitée, dans le meilleur des cas, à une quinzaine de jours de seminaire.

Des marchés planétaires

« C'est tout de même la première fois qu'est instaurée une réglementation officielle pour les anciens remisiers », souligne M. Michel G. Wiat, président de la Compagnie des commissionnaires agréés, « mais on ne peut pas pour autant établir un code de visiteur à domicile pour tous les démarcheurs. Depuis 1970, la Compagnie cherche à obtenir un statut de démarchage. Maintenant, elle en aura un pour les quelque cinq cents remisiers qui travaillent à Paris. Avec cet acquis, à nous tous de développer la Bourse de commerce de Paris. »

Comment ? En créant de nouveaux contrats ? Sur ce point,



Le monde caché du mu.

Le destin est malicieux. Et il nous joue parfois des méchants tours. Ou celui par exemple de cacher des choses passionnantes derrière des symboles et des termes obscurs. Prenez ainsi la lettre grecque μ (mu). Symbole utilisé en thermodynamique, en électromagnétisme ou en mécanique, il représente pour beaucoup de gens davantage un souci qu'une satisfaction. Pour nous, c'est différent.

Pour nous, deux sens de la lettre μ résument bien le monde de SKF.

ce coefficient de 10 % sur tous les roulements aujourd'hui utilisés, on pourrait économiser une quantité d'énergie équivalente à la production de 25 centrales électriques d'une taille respectable.

Soit environ la moitié de la consommation en électricité de l'Australie, du Brésil, de l'Espagne et de la Suède réunis. Et cela, pour une réduction de 10 % des frottements. Ce qui nous amène au second sens de μ — ou pour être plus exact, de μ —

D'une part, μ est le symbole du coefficient de frottement. Si l'on arrivait à réduire

un millième de millimètre. Soit un cinquantième de l'épaisseur d'un cheveu humain.

C'est vrai. Nous vivons dans un monde microscopique. Un monde où le film d'huile d'un roulement peut être épais d'un dix-millième de millimètre. Et les tolérances pour le poli des surfaces de contact, inférieures encore.

Un monde où la modification du concept d'un roulement peut réduire les frottements et les pertes d'énergie de 8 à 80 %. Ce monde, c'est celui de SKF. Et un des mondes cachés du μ .

Nous réduisons les frottements des mouvements mécaniques.



SKF

de la bourse de commerce

Un seul véritable marché : le sucre blanc

CONSTRUITE rue de Vienne, sur l'emplacement de l'ancienne halle au blé, la bourse de commerce de Paris est l'héritière des bourses de marchandises apparues au treizième siècle. Réglementées par le code de commerce de 1807, les opérations qui s'y déroulaient depuis cette date se sont progressivement développées et, entre les deux guerres mondiales, plusieurs marchés réglementés à terme fonctionnaient sur la place parisienne : le blé, le seigle, l'avoine, l'orge, le riz, le maïs, le sucre blanc, l'alcool, l'huile et le caoutchouc brut.

En 1936, la constitution du Front populaire souleva le glas du marché des céréales après la création de l'Office national des céréales (ONC), tandis qu'était institué le monopole de l'Etat sur les alcools, mettant ainsi fin au marché des alcools. Fermés durant la seconde guerre mondiale, les marchés à terme n'ont rouverts leurs portes qu'en 1961 avec l'insurrection d'un marché des tourteaux voué à une existence éphémère. Les marchés de lin et d'arachide n'eurent guère plus de succès, et il fallut attendre l'instauration d'un marché des fèves de cacao, en 1963, puis celle du sucre blanc, l'année suivante, pour que la bourse de commerce de Paris prenne un certain essor. La dernière création remontant à 1973 avec la mise en place d'un marché des cafés, Robusta, en « duplex » avec le port du Havre. Le commerce de la laine est également traité à la bourse de commerce de Roubaix-Tourcoing. A l'heure actuelle, et en attendant la réforme de ses institutions, la bourse de commerce, placée sous la tutelle de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.), et d'un commissaire du gouvernement qui représente le ministère du commerce et de l'artisanat, fonctionne autour de deux catégories de marchés :

1°) Les marchés libres

Ces marchés du « mercredi » mettent librement en présence acheteurs et vendeurs sur la base de « codes d'usage » ou de « contrats-typés » établis par la profession. Les marchandises traitées ainsi de gré à gré, sans affichage de cours officiels, concernent des produits agricoles (grains, graines, fourrages, pailles, sons, issues de meunerie, pommes de terre, semences, légumes secs, aliments de bétail, produits végétaux déshydratés) et

quelques produits industriels (papiers, caoutchouc, cuirs, peaux, ferailles, divers produits de récupération) ; seuls les suifs donnant lieu à une certaine cotation officielle.

2°) Les marchés réglementés

Ouverts aux seuls commissionnaires agréés, ces marchés constituent la principale activité de la Bourse de commerce de Paris. Les professionnels traitent en leur nom personnel, mais pour le compte de tiers et selon une réglementation homologuée par les pouvoirs publics, un nombre précis de marchandises dont les prix s'établissent publiquement et chaque jour « à la cote ».

Les opérations s'effectuent à terme. Par ce contrat l'opérateur prend un engagement sur un prix fixé et à une date donnée, le tout portant sur une quantité de marchandises bien précise. Les marchés à terme de marchandises mettent en présence deux catégories d'opérateurs : d'une part, les producteurs, négociants ou industriels qui veulent se protéger contre un risque de prix (ou de taux de change) et des spéculateurs occasionnels ou professionnels qui sont prêts à assumer ce risque. Les investisseurs assurent la « contrepartie » en espérant que leurs propres prévisions sur l'évolution des prix leur permettront d'obtenir une plus-value sur l'opération réalisée.

A Paris, les marchés à terme s'articulent autour de trois principaux contrats (sucre blanc, cacao en fèves et café) auxquels est venu s'ajouter récemment le marché des tourteaux de soja.

Le sucre blanc : il s'agit là, de tout temps, de l'activité principale de la Bourse de commerce, la seule qui lui permette de revendiquer la taille d'un marché américain grâce à ses mille à mille cinq cents lots de 50 tonnes négociés quotidiennement, en grande partie pour le compte de non-résidents.

Au total, 10,93 millions de tonnes métriques avaient été traitées, en 1981, sur ce marché, soit 218 600 contrats. Ce chiffre est en baisse de 30 % environ sur celui de l'année précédente, mais le redressement intervenu au

cours du premier semestre 1982 a permis au marché parisien d'enregistrer une progression d'activité alors que Londres et New-York marquaient un recul sur le sucre roux. Grâce à certaines dispositions, arrêtées en avril dernier afin d'accroître le développement de ce marché, les sucres blancs d'origine américaine, brésilienne et argentine vont être admis sur le marché de Paris et livrés au départ de nombreux ports des Etats-Unis, du Brésil et de l'Argentine qui vendront s'ajouter, dès juillet 1983, à la liste des trente-cinq destinations qui ont déjà reçu un agrément.

Les cacao en fèves : deuxième marché de cette nature en Europe, après celui de Londres, Paris traite essentiellement des fèves en provenance d'Afrique francophone.

Le café : le marché « Robusta » fonctionne en liaison directe avec celui du Havre, où interviennent des intermédiaires agréés qui ont pas le statut de commissionnaires.

Les tourteaux de soja : ouvert le 30 juin 1982, ce marché de tourteaux destinés à l'aliment du bétail a bien du mal à démarrer. Inauguré au cœur de l'été, une période creuse, il a également pâti du blocage des prix, qui freine les initiatives des opérateurs ; ceux-ci se disent pénalisés, en outre, par le renchérissement des importations dû à la hausse du dollar. Le jour de l'ouverture, seuls six contrats ont été négociés, et, depuis, le marché comporte en moyenne une quarantaine de lots « en position », un chiffre encore dérisoire à l'échelle des autres places internationales.

Trois catégories de professionnels interviennent à la Bourse du commerce : les commissionnaires agréés, groupés au sein d'une compagnie calquée sur le modèle des agents de change (à cette différence importante qu'ils ne sont pas officiers ministériels), les remisiers, qui sont chargés de prospecter la clientèle et de recueillir ses ordres, les courtiers, enfin, qui interviennent sur les marchés libres.

Toutes les opérations sont recensées en temps réel par la Banque centrale de compensation (B.C.C.), qui a pris le relais de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises (CLAM), en 1976, après le krach du sucre, la gestion quotidienne des différents marchés étant assurée au sein de comités techniques. S. M.

Le Sud approvisionne de plus en plus le Sud

(Suite de la page 21.)

Leurs succès face aux milieux firmes spécialisées ont paru d'autant plus spectaculaires que leurs réalisations antérieures étaient très mal connues. A présent, ces succès des plus avancés nous dissimulent la progression très réelle de pays regroupant les quatre cinquièmes de la population du tiers monde.

Appuyée par ses équipes de techniciens et la réputation de ses équipements, l'Inde a installé en quelques années plus de cent cinquante équipements industriels (usines textiles, chimiques, sidérurgiques, fabriques de machines-outils, centrales électriques, réseaux de télécommunication) de l'Asie du Sud à l'Afrique orientale. Les autres N.P.I. (nouveaux pays industria-

lisés), chacun dans ses spécialités, ont prouvé aussi leurs capacités en ce domaine. Une cinquantaine de sociétés indiennes d'ingénierie avec 15 000 techniciens interviennent dans le tiers-monde, ainsi que des firmes brésiliennes.

Cette activité de services d'ingénierie compétents constitue un facteur certain de l'émancipation du tiers-monde et contribue à assainir le marché en brisant le monopole du savoir. Les sociétés nationales ont pris l'initiative en ces domaines. La valeur encore faible des contrats a moins de signification ici que la confirmation des capacités de pays neufs à la maîtrise des techniques. Les pays avancés sont touchés là dans des domaines qu'ils considéraient comme réservés.

Il s'agit plus de l'avenir que du présent. Toutefois, déjà dans le secteur des grands travaux, les

Coréens se sont imposés depuis 1978 au second rang sur les marchés du tiers-monde, avec l'aide de leurs travailleurs, grâce notamment à leur capacité d'organisation. L'Inde, le Pakistan, le Brésil les ont suivis. Pour se maintenir, les firmes des pays industriels ont dû partager le marché avec les nouveaux concurrents, soit par sous-traitance, soit par entente.

Le transfert des techniques prend une place décisive dans les relations avec le tiers-monde surtout pour un pays comme le nôtre. La coopération peut nous faire participer à des marchés d'avenir où les efforts commerciaux ne suffiraient pas à nous faire accéder. Progressivement, nos concurrents en prennent conscience !

JEAN LEMPERIERE.

Le CCA présente : Les Styles de Vie des cadres et des entreprises

Ces "Portraits de Famille", résultats de plusieurs années de recherches menées en France et en Europe, nous proposent une radioscopie, tout à fait originale des objectifs, styles, et systèmes de valeurs, des entreprises et de leurs cadres. Un livre-clé de management qui permettra d'aborder l'avenir avec le maximum de lucidité.

Inter Editions
87, avenue du Maine Paris
Octobre 1982
240 pages / 78 Francs

"PORTRAITS DE FAMILLE" DE MIKE BURKE

LE KRACH DE 1974-1975

HUFF, ans après, le « krach » du marché du sucre blanc, source d'inspiration pour de nombreux essais, quelques-uns portés à l'écran, tel le Sucre, de Georges Conchon (1), est encore dans tous les esprits. Ne serait-ce qu'en raison de la longue bataille de procédure judiciaire qui se poursuit depuis les « années folles » de 1974-1975.

Paris étant la seule place mondiale de cotation du sucre blanc (elle représentait alors 20 % du total des transactions mondiales en sucre), ce marché est vite apparu aux yeux des investisseurs comme le plus propice à des opérations spéculatives, que l'inflation réglemente et les fluctuations monétaires favorisent.

Parallèlement, des difficultés d'approvisionnement étaient apparues, à partir de 1970, sur un marché jusqu'alors pléthorique, et la progression des cours qui devait en résulter a atteint son paroxysme en 1974.

Ainsi la tonne de sucre blanc, qui valait 200 francs en 1968, se négociait à 1 000 francs en 1973 et à 1 600 francs en janvier 1974. Le 22 novembre, le cours moyen culminait à 3 150 francs, ce qui équivaut, en l'espace de onze mois, le prix du sucre avait enregistré une hausse de 800 %. Il suffit de préciser que les transactions s'effectuaient par lots de 50 tonnes pour comprendre l'importance des sommes mises en jeu (chaque lot équivalait à 407 500 francs, sur la base d'un cours de 8 150 francs).

« Les arbres se montent pas jusqu'au ciel », dit le proverbe bourgeois. De fait, un retournement de situation intervenait brutalement sur le marché, et les cours, qui avaient grimpé de 70 % en un seul mois, chutaient aussi rapidement pour s'effondrer aux alentours de 3 800 francs à la fin décembre,

obligeant les autorités de tutelle, singulièrement dépassées par les événements, à fermer le marché des sucres blancs pendant une dizaine de jours. Aussitôt commencent à affluer les plaintes d'une partie de la clientèle privée qui s'estimait lésée, quand ce n'était pas ruinée, par ce jeu hautement spéculatif, dont on avait oublié de lui fournir les règles.

Maintenu en réanimation artificielle pendant plus d'un an, le marché ne devait rouvrir ses portes qu'en janvier 1976. Entre-temps, la profession avait dû balayer devant sa porte, une demi-douzaine de commissionnaires agréés étant compromis dans le scandale, dont M. Maurice Nataf, qui détenait à lui seul près de la moitié des engagements de l'ensemble de la place (540 millions de francs sur un total de 1,2 milliard de francs).

Radié de la Compagnie des commissionnaires agréés, M. Nataf a laissé derrière lui un passif de plusieurs millions de francs, et toutes les parties prenantes (la Compagnie des commissionnaires, la Chambre syndicale des remisiers, le syndicat des fabricants de sucre, le syndicat des producteurs de betteraves et la Caisse de liquidation des affaires en marchandises) furent contraintes d'effectuer une « mise au pot » pour sponger les dettes et indemniser les opérateurs français et étrangers, notamment britanniques.

A l'heure actuelle, cette affaire, qui a été successivement instruite par trois juges différents, a abouti, en avril et mai 1978, à une dizaine d'inculpations pour escroquerie et abus de confiance, mais aucun jugement n'a encore été prononcé.

S. M.

(1) Directement inspiré du livre de Jacques Lamalle, Le Jour du sucre (éd. Jean-Claude Lattès).

Pour mieux réussir partout dans le monde

- exporter à l'Ouest,
- vous implanter au Sud,
- commercer à l'Est,
- investir au Nord.

comptez avec les Europartenaires. En France, votre Europartenaire est le Crédit Lyonnais.

Europartenaires

CREDIT LYONNAIS. BANCO DI ROMA. BANCO HISPANO AMERICANO. COMMERZBANK

50 من الأول

REPRODUCTION INTERDITE

	Le m²	Le m² T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le m²/col.	Le m²/col. T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Méthode CHAMPENOISE en BORDELAIS

Depuis la fin du siècle dernier, nous produisons du VIN MOUSSEUX issu des cépages de notre région. Dans le cadre de nos projets de développement, nous recherchons notre

directeur d'établissement

Basé au Siège et dépendant du PRÉSIDENT, il sera âgé de 28 ans minimum, aura un B.T.S. ou un diplôme d'ingénieur Agri, doublé dans tous les cas d'un diplôme d'œnologie. En priorité, son expérience se sera passée dans une maison de CHAMPAGNE, de MOUSSEUX, de VIN ou de SPIRITUEUX. Nous voulons un homme très rigoureux dans le travail et la fabrication. Très disponible, il aura l'esprit d'équipe, un bon contact humain et un sens confirmé du commercial et de la gestion. Après 6 mois en "double commande", il prendra la totale responsabilité de la société sur le plan production, commercialisation, gestion et animation. Nous souhaitons un élément capable d'apporter de l'élan, du dynamisme et de l'innovation à l'entreprise. Ce poste ne peut convenir qu'à un PATRON, complet et ambitieux. Il est à pourvoir dans les délais les meilleurs.

Louis de MARCILLAC, notre Conseiller en Recrutement, vous remercie de lui adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence 1186 M à BORDEAUX



LDM CONSULTANTS
Bordeaux : 91, av. du Général Leclerc. 33200
Paris : 91, rue du Faubourg St-Honoré. 75008

Electronique et informatique GROUPE MATRA

Nous recherchons pour l'usine de COLMAR notre

Directeur de production

Notre société (1400 personnes) développe son activité dans le secteur électronique et informatique (actuellement 150 personnes). L'INGÉNIEUR que nous recherchons a au moins 5 ans d'expérience en méthodes et/ou fabrication de produits de ce type en série. Nous lui offrons l'opportunité de s'affirmer au niveau d'une direction de production complète.

Se mission est d'assurer la fabrication de produits diversifiés dans les meilleures conditions de qualité, de prix et de délais. Il participe à l'élaboration des programmes et des normes de qualité.

Il est responsable des procédures et des gammes de fabrication, il surveille les coûts dans le cadre de son budget et propose des investissements. Il dirige l'atelier de production, le service méthodes et les tests de fabrication. Il conçoit et fait réaliser ses outillages.

Avec son arrivée, sera complétée l'équipe dirigeante, au sein de laquelle autonomie et initiatives sont favorisées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous la référence 1/OIP/LM à notre Conseil qui garantira le plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CFPI - Compagnie Française de Produits Industriels
C.A. 600 millions de Francs - effectif plus de 900 personnes
recherche pour sa

DIRECTION DU DEPARTEMENT COMMERCIAL PRODUITS CHIMIQUES ISOLATION

un cadre de profil suivant :

- 35 ans minimum,
- formation supérieure (Commerciale ou Ingénieur)
- anglais courant,
- solide expérience en isolation ou bien dans les revêtements et adhésifs industriels,
- capable de proposer le moyen terme et d'animer le court terme.

L'équipe de ce département réalise un C.A. de 25 millions de Frs (France et Exportation) en développant une gamme diversifiée de produits chimiques destinée à l'isolation et l'étanchéité dans l'industrie, l'industrie et le bâtiment.

La rémunération offerte ne sera pas inférieure à 250.000 Francs. Poste basé à GENNEVILLIERS.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo sous réf. 718 à :

CFPI - Direction des Relations Humaines
28, boulevard Camélinat
92233 Gennevilliers. Discrétion garantie.



IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
RECHERCHE
POUR VILLE AGREEBLE DU
CENTRE DE LA FRANCE

LE DIRECTEUR

de son
ÉTABLISSEMENT
INDUSTRIEL
(850 personnes).

- X. E.C.P., Mines. A. M.,
âgé d'au moins 35 ans,
ayant déjà une expérience de
Direction d'Usine.

- Il est l'interlocuteur de la Direction Générale pour tout ce qui concerne la production, la gestion, les coûts et prix de revient, les relations avec les partenaires sociaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous la référence 1/OIP/LM à notre Conseil qui garantira le plus totale discrétion.

à EUROMEDIA, 49 rue de
Provence, 75009 PARIS,
qui transmettra.

Organiser l'international.

Votre chance : créer le poste de **Directeur Administratif et Financier** de notre Division Internationale qui regroupe nos quatre premières filiales étrangères, pour le moment toutes situées en Europe. Il s'agit de mettre en place les structures, les procédures et l'organisation interne qui permettront à ces sociétés de démarrer et de se développer avec un taux de croissance accéléré. En France, nous doublons notre chiffre d'affaires chaque année, tout en dégageant une forte rentabilité et nous ferons de même à l'étranger.

Société de services dans un marché en plein développement, nous constituons un petit groupe d'hommes et de femmes ambitieux et dynamiques, et si vous êtes comme nous, bien dans votre peau, confiant dans vos capacités, autonome dans votre action et présent sur tous les coups, alors vous êtes notre homme. Pour réussir dans ce poste, il vous faudra la maturité de l'expérience, donc une bonne dizaine d'années de vie professionnelle déjà acquise et au cours desquelles vous aurez été au contact de l'étranger : il est de plus impératif que vous puissiez vous exprimer facilement en allemand.

Nous vous attendons avec impatience : faites part sans tarder de votre intérêt pour le poste aux Consultants de SIRCA sous la référence 413 799M. Un court délai de disponibilité sera très apprécié et sachez que la rémunération sera de nature à attirer fortement les candidats de valeur.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

DIRECTION DU PERSONNEL Région Ouest

Notre client est une entreprise importante d'un effectif de plusieurs milliers de personnes réparties en plusieurs établissements. Sa Direction porte une attention particulière à la qualité du climat social.

Le Directeur des Relations Humaines veut s'adjoindre un jeune collaborateur de haut niveau ayant une bonne pratique de la fonction personnel en entreprise et dont les principales missions seront de participer à l'élaboration de la politique sociale, d'assurer les relations avec les instances représentatives du personnel et de jouer un rôle de conseil auprès des directeurs d'établissement. Le candidat sera âgé d'environ 32 ans, diplômé d'enseignement supérieur, aura de bonnes connaissances juridiques et sera apte au dialogue et à la négociation. Possibilités d'évolution.

Adressez CV détaillé sous réf. 222/72M à :

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Filiale française d'un Groupe multinational fabricant des composants industriels
PROCHE BANLIEUE SUD

250.000 + Directeur commercial FRANCE & EXPORT

Rattaché à la Direction Générale, le candidat devra :

- Animer et gérer une équipe d'une vingtaine de personnes.
- Développer la clientèle existante tant sur un plan national qu'international.

Trouver de nouveaux créneaux d'utilisation pour les produits.

Expérience similaire réussie de 3 ans minimum dans les secteurs électrique, électronique ou construction mécanique à justifier.

Formation supérieure Ingénieur impérative. Parfaite connaissance de l'anglais.

Ce poste offrant une large autonomie, nécessite des déplacements fréquents.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous réf. 22017 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeline Michels
92522 Neuilly

HEC, IEP... + Business School

Communication et Promotion Internationales

Organisme paritaire français spécialisé dans le conseil à l'exportation, nous sommes présents depuis 15 ans sur toutes les places fortes de l'industrie mondiale.

Nous recherchons un Secrétaire Général, bras droit de notre Président. Ses responsabilités seront très étendues : - Gestion administrative et financière de nos représentations à l'étranger. - Représentation auprès des organismes officiels publics, para-publics ou privés. - Animation et coordination des stratégies marketing de nos adhérents. - Contrôle de l'exécution des plans de promotion et du respect des budgets, synthèses annuelles du travail des représentations. - Etude des besoins et des marchés, conseil auprès des adhérents en matière de communication. - Enfin, contrôle des résultats.

Ce poste pourrait être confié à un homme rodé aux affaires internationales : 10 à 15 ans d'expérience dans des fonctions impliquant un sens aigu de la négociation et de la communication, expérience complétée par des séjours à l'étranger ayant permis au candidat d'acquies une bonne connaissance de l'environnement culturel international, particulièrement anglophone.

D'excellent niveau (HEC, IEP... + Business School) il parle parfaitement l'anglais et si possible une autre langue, l'espagnol de préférence. Homme de communication, il est prêt à voyager 50% de son temps. Nous souhaitons que les premiers contacts passent par l'intermédiaire de notre conseil IMS. Veuillez lui adresser votre candidature ou même, une simple carte de visite en précisant la référence 1110.



IMS - 3, rue de Penhièvre - 75008 PARIS.

international management selection

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT Fabrications mécaniques et automatismes Région Charentes

L'entreprise, en croissance régulière depuis sa création en 1956, est le premier constructeur d'un matériel dont le marché est en forte expansion. Le cadre que nous recherchons prendra la direction de son unité de production qui emploie actuellement 185 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (A.M. Sup Elec...) ayant depuis plusieurs années l'expérience de la direction et de la gestion autonome d'une usine dans un secteur d'activité électromécanique impliquant le montage de nombreux éléments en petites et moyennes séries. Une solide expérience des relations humaines en milieu industriel et la connaissance de l'anglais sont indispensables. Environ 42 ans.

Formation complémentaire type CPA ou ICG. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise.

Adressez CV détaillé sous réf. 222/39 M à :
France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

DIRECTEUR PROJET AGRO-INDUSTRIEL

Ayant bonnes connaissances techniques, gestion, comptabilité, approvisionnement, pour

AFRIQUE ANGLOPHONE

Poste nécessitant autorité, dynamisme, réactivité. Très bonne pratique. Anglais impératif. Disponible de suite.

Adressez C.V. et prétentions L.R.H.O.
11, avenue Pétrarque
75016 PARIS.

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT REGLEMENTS ET LIVRAISONS DES TITRES

MEESCHAERT - ROUSSELLE et Cie, Agents de Change, désirent s'adjoindre un Directeur de Département et lui confier des missions de tout premier ordre :

- animation et coordination des services placés sous son autorité,
- développement de la qualité des services rendus et de l'efficacité technique,
- optimisation de la TRESORERIE

Les candidats de formation supérieure, âgés d'au moins 30 ans, auront les connaissances et la pratique requise pour gérer un Département sous ses aspects COMPTABLES, ADMINISTRATIFS et ORGANISATIONNELS.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. RI à BERNARD CEYROLLE. MEESCHAERT & ROUSSELLE et Cie 16, Bld. Montmartre - 75009 PARIS.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

responsable administratif CHANTIER A RIYADH SECOND-CEUVRE BATIMENT

Nous sommes un important GIE à vocation internationale regroupant des Sociétés Françaises spécialisées dans le Bâtiment. Pour notre chantier en ARABIE SAOUDITE, nous recherchons notre Responsable Administratif. Rattaché au Directeur Administratif du site et assisté d'une équipe, il assurera la bonne marche administrative du chantier :

- Comptabilité.
- Personnel.
- Service généraux, logistique, assurances.

Le candidat que nous recherchons aura une formation supérieure et parlera ANGLAIS. Il aura acquis une expérience semblable, si possible dans les Travaux Publics. Nous lui offrons une rémunération particulièrement motivante (base Arabie Saoudite). Expatriation possible en famille.

Merci d'adresser C.V. et prétentions (base France) sous référence BE 25 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche

COGEPLAN
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy
75012 PARIS



COGEPLAN

5021 من الاموال

هكذا من الأصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

NIGERIA

GROUPE INTERNATIONAL recherche pour ses filiales de Lagos

département GÉNÉRATEURS (CA 200 millions de F)
— il sera chargé sur un marché en pleine expansion de la vente, de l'installation, de l'après-vente d'une gamme complète de générateurs (25-2500 KVA);
— gestionnaire et meneur d'hommes, il alliera un niveau d'études supérieures à de bonnes connaissances techniques. Une expérience dans la fonction est indispensable.

DIRECTEUR

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

— il sera notre spécialiste de l'étude de la vente et de l'installation de centrales électriques (à partir de groupes électrogènes de 500 à 2500 KVA) — Matériel international de premier ordre — marché en pleine expansion.
Une bonne expérience dans ce domaine est indispensable.

INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

— spécialiste du froid et du conditionnement d'air : Arts et Métiers ou équivalent;
— il aura la responsabilité des activités d'étude, vente et installation de climatisation et d'équipement de collectivité.

VL-PL

Le responsable que nous recherchons dans le cadre de notre activité distribution et entretien Véhicules Automobiles VL-PL (CA 2500 millions de F), alliera à son niveau d'études supérieures, une expérience de plusieurs années (comme commercial et gestionnaire) dans une activité similaire disposant de support informatique. Meneur d'hommes, il aura si possible une connaissance de l'Afrique.

2 SPÉCIALISTES

Pièces détachées

MAT-TP

Le candidat que nous recherchons dans le cadre de notre activité vente, après-vente matériel de travaux publics : lourd, mines et carrières (marques internationales), aura outre, une expérience de la gestion des pièces détachées (support informatique), une réelle aptitude à animer un réseau de ventes.

Pour l'ensemble de ces postes :
— Rémunération et tous avantages liés au statut d'expatrié - Possibilité de partir en famille.
— Bilingue ANGLAIS/FRANÇAIS.
— 30 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite + CV et photo sous N° 48.908 Contesse Publicité, 20 av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Discretion assurée.

Agent export-import à Paris
Le cherche un collaborateur expérimenté et introduit en AGRO-ALIMENTAIRE capable de créer ce service et qui sera exclusivement rémunéré par commission sur ses résultats. Tél. 874-76-40.

Un jeune maître d'hôtel (22/26 ans) pour l'Afrique centrale. Tél. 843-73-25 (le matin).

Organisme à vocation internationale recherche pour postes d'enseignants à l'étranger, plusieurs.

INGÉNIEURS AÉRONAUTIQUE

ayant une expérience d'ingénieur dans école civile ou militaire.

Age : 35 ans minimum. Langue : espagnol courant.

Envoyer C.V., prétentions et lettre manuscrite en précisant la référence 5101 sur l'enveloppe à Média-System 104, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

cocoa trader NEW OPERATION

CITY OF LONDON
For an established high-reputation specialist commodities house, to set up the department and capitalize on excellent personal relationships with producers. Requirements are successful cocoa trading experience, both physical & financial, together with the ability to operate when necessary in a totally French speaking business community.

Please write to Peter WILLIAMSON indicating a telephone number to 4 Avenue Marceau, 75008 Paris ref. M 205

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour une de ses filiales en AFRIQUE

JEUNE INGENIEUR

OPTION ELECTRONIQUE

Avantages habituels. Expatriement.

Adresser CV et prétentions sous N° 48221 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



emplois régionaux

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS D'IMPORTANCE NATIONALE RECHERCHE POUR SA DIRECTION REGIONALE EN TOURAINE

chef de personnel

Il sera chargé de :
— la gestion et l'administration de l'ensemble du personnel (1000 personnes),
— des relations avec les partenaires sociaux et les responsables de sécurité et conditions de travail.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, ayant déjà une expérience de la fonction personnel acquise de préférence dans les T.P.

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 728 à AXIAL Publicité, 27, rue Taubert 75009 Paris, qui transmettra.

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

CONFIRMÉ POUR MISSION PLEIN TEMPS D'UNE DURÉE DE TROIS MOIS

Recherché par importante Société internationale de conseils. Démarrage immédiat et possibilité de prolongation de la collaboration au-delà de la première mission.

Ecrire sous n° T 036.225 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



République Gabonaise

Institut de l'Economie et des Finances
Libreville

Ecole d'application postuniversitaire, l'I.E.F., recherche :

un RESPONSABLE de la filière d'enseignement FINANCES PUBLIQUES
diplômé d'enseignement supérieur,
• dix ans de pratique dans la spécialité,
• expérience pédagogique souhaitée.

un RESPONSABLE de la filière d'enseignement ECONOMIE,
• ENSAEE, Doctorat, etc.,
• dix ans d'expérience pratique macro-économie,
• expérience pédagogique souhaitée.
Avantages habituels liés à l'expatriation.
Merci d'adresser lettre man. at C.V. détaillé, précisant vos prétentions à Mme COGNERAS, sous référence 650/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

NOUS RECHERCHONS POUR UNE IMPORTANTE ENTREPRISE TEXTILE DANS LE NORD

- 1) UN DIRECTEUR DE PRODUCTION
- 2) UN RESPONSABLE DE L'ORDONNANCEMENT-LANCEMENT

CES INGÉNIEURS DE FORMATION AURONT :
— Une expérience professionnelle solide et vérifiée.
— Un esprit moderniste, le sens des impératifs commerciaux.
— Une aptitude liée à l'organisation et à la direction des hommes.

Si la professionnalisme est requis, l'expérience personnelle est indispensable pour ces postes évolutifs, cette affaire en pleine expansion.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous n° référence 1421 à :

Centre de Psychologie et d'Efficience 17, rue des acacias, 75017 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RESTAURATION COLLECTIVE recherche

POUR LA RÉGION

DE MARSEILLE UN INSPECTEUR

CHARGÉ D'ASSURER LA GESTION et SUPERVISER 12 UNITÉS
FORMATION : ÉCOLE HÔTELIÈRE
Expérience de plusieurs années en restauration traditionnelle et collective exigée.
ENVOYER C.V. ET PRÉTENTIONS À SOGERES 148, avenue de Malakoff, 75116 PARIS.



pour sa filiale Borealis spécialisée dans des produits de haute technicité (nucléaire, cryogénie)

recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Pour suivi des affaires nucléaires et cryogéniques en production.

— Débutant accepté.
— Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions Société AMRI Service du Personnel "Les Mercuriales" - 40, rue Jean-Jacques 93176 BAGNOLET

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA VENDEE

recherche

DES ANIMATEURS COMMERCIAUX

disposant d'une bonne formation technique et générale (formation supérieure) et d'une solide expérience en matière de vente, publicité ou marketing (5 ans environ).

Ils seront chargés :
— de l'animation commerciale, siège et réseau,
— de la formation commerciale.

Classification : selon qualifications et expérience.

Les candidatures sont à adresser avant le 25 octobre 1982 avec curriculum vitae et photo à :

C.R.C.A.M. de la VENDEE Service du Personnel 22 X Route d'Alzoum 85000 LA ROCHE-SUR-YON

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SON USINE DE LACQ (64)

AGENT TECHNIQUE TELECOMMUNICATIONS

PROFIL :
- Diplôme de technicien de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications ou DUT/BTS électronique + formation en téléphonie numérique.

MISSION :
L'Agent effectuera la maintenance et l'exploitation :
- d'un autocommutateur prise électronique,
- de réseaux d'interphonie
- de systèmes et réseaux particuliers de télécommande, télésignalisation et transmission de données.

Lieu de travail : Usine de LACQ (64)

Adresser C.V. et prétentions sous référence 48282 à S.N.E.A.P.
D.C. Recrutement - 26, av. des Lilas - Tour 12.04
64018 PAU Cedex.

Ingénieur industrialisation Penser notre outil de production

Ce poste que nous créons s'adresse à un homme de grande culture industrielle. De formation A. & M. de haut niveau, c'est quelqu'un qui aura acquis, dans des entreprises de type véhicules lourds, machines-outils... une parfaite maîtrise des procédés de fabrication en petites et moyennes séries, ainsi qu'une polyvalence de généraliste.

Sachant saisir et organiser dans sa globalité l'outil de production - mise en place de processus et moyens modernes en vue d'optimiser la productivité, choix des investissements, et décisions de sous-traitances - il est stimulé par le challenge de la compétitivité de produits de moyennes séries et bien sûr convaincu qu'une PME française doit se positionner au niveau international où nous sommes déjà bien gagnants et leader mondial sur une belle gamme.

Si vous êtes cet homme, qui avez aussi le goût d'une réelle qualité de vie dans un site charmant du Val de Loire, écrivez rapidement à notre Conseil, le Cabinet CLEAS, qui vous éclairera sur le dynamisme de notre Société et son volontarisme continu d'innovation technologique. Merci de rappeler la référence 293 L.M.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

Directeur technique carrosserie

Carrossiers sur mesure, nous répondons aux besoins spécifiques de nos clients français et étrangers grâce à 50 ans d'expérience et de créativité (tourgons, autocaravanes, camions, voitures...).

Le directeur technique que nous cherchons assurera la gestion de la production et de son personnel (40) ainsi que les relations avec la clientèle (étude des besoins, devis). Ingénieur de formation, il doit avoir une dizaine d'années d'expérience industrielle dont quelques années dans la carrosserie (métallique et polyester) et posséder de bonnes connaissances en anglais. Cette fonction polyvalente est offerte par une entreprise en expansion implantée dans un site fleuri de la Bresse.

Envoyer lettre man. et C.V. détaillé sous la réf. 82.1050/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée-Guimet, 69006 LYON. Réponse et confidentialité assurées.

**Sélé
CEGOS**
Rhône-Alpes

ASSURANCES VIE

Responsable commercial

Haut niveau

180 000 +

Nous sommes la Compagnie Vie d'un groupe d'assurances d'excellente notoriété et en expansion régulière. Le Responsable Commercial que nous recherchons sera rattaché au Directeur Général. Il s'agit d'un poste nouveau à créer, qui comportera l'animation de nos réseaux commerciaux classiques. Il supervisera donc environ 25 inspecteurs couvrant toute la France avec 500 agents généraux. Cette fonction pourra évoluer d'ici quelques années vers une Direction Commerciale complète, qui n'existe pas actuellement dans la Compagnie. Ce poste peut convenir à un candidat diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESC, Actuel ISFA...), âgé d'environ 35 ans et ayant déjà une expérience confirmée de l'animation de réseaux, branches assurances, banques ou produits financiers.

Poste basé à Strasbourg.
Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 11660/M à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

**Sélé
CEGOS**

Chef de zone export Europe

Trilingue : français, anglais, allemand
nationalité indifférente

Groupe international, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - recherche, pour consolider une croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux, un Chef de Zone Export Europe. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue), 32 ans mini, dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation école supérieure de commerce internationale ou ingénieur.

Missions : Directement rattaché au Gérant de la Société, il disposera des moyens nécessaires à son action et devra :
- poursuivre le développement à l'exportation,
- contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
- rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour de nouveaux marchés,
- collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.
La rémunération ne sera pas inférieure à 200.000 F pour un candidat de valeur.
Lieu de travail : Sarrebourg. Déplacements à prévoir 30% du temps.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf 73617/M à Madame CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE

**Sélé
CEGOS**

Chef service informatique

200.000 F

Notre client est une société de tertiaire implantée sur tout le territoire. Il recherche le Chef de son Service Informatique situé dans une grande ville du Nord. Sous l'autorité de la Direction Générale, il sera chargé de l'élaboration des plans informatiques et des projets, en liaison directe avec les différents responsables de département. Dans le cadre d'un important programme de développement, il aura en particulier à étudier la décentralisation des moyens informatiques et à conduire l'informatisation du réseau. Il animera un service qui compte actuellement quinze personnes. Ce poste s'adresse à un candidat possédant une formation supérieure en gestion et une expérience confirmée, soit comme chef de projet, soit comme responsable d'un service informatique. Une bonne connaissance des problèmes spécifiques au télétravail est indispensable. La connaissance des matériels IBM de la gamme DSGD serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction des compétences. Ecrire à M. OLARI

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25
Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Jeune ingénieur

Responsable de carrières. (Midi)

L'activité carrière de notre Société, filiale d'un groupe français important, s'exerce dans plusieurs unités exploitant des matériaux divers. Nous voulons donner à cette activité une impulsion nouvelle, mettre en œuvre des moyens et confier l'ensemble de cet investissement à un ingénieur.

Dans un premier temps (trois à six mois), le temps de l'analyse, il mettra au point un plan de réorganisation du personnel et du matériel de la carrière la plus importante (700.000T/an) pour aboutir à une réduction des coûts. Il proposera des conclusions.

Dans une seconde phase, le temps de l'action, il mettra en application son plan et se penchera sur le site puis sur l'ensemble des carrières de la Société. Il sera alors responsable de tout ce secteur devant la Direction Générale.

Cette mission suppose que l'ingénieur qui la prendra ait participé à l'exploitation industrielle d'une carrière de roche massive et qu'il connaisse bien les techniques de minage, d'extraction, de concassage (indispensable), de transport.

Nous le souhaitons attentif au développement des techniques de pointe, bon gestionnaire et naturellement orienté vers l'aspect humain de la vie industrielle.

Il pourra trouver chez nous l'occasion d'élargir ses compétences et de prendre dans l'avenir des responsabilités étendues à toute l'activité carrière du groupe.

La rémunération ne sera pas inférieure à 180 000 F/an et une expérience antérieure particulièrement adaptée peut justifier davantage.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous réf. ZZ 1043M à SEFOP.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

CAB. JURIDIQUE ET FISCAL
Haut-Normandie
recrute collaborateurs (urieux).
Ecr. s/rp 7.122, Le Monde Pub.
service AIDES CLASSES.
5, rue des Italiens, 75005 Paris.

RECHERCHONS
- Responsable formation.
- Responsable foyer de personnes handicapées.
- Orthophoniste.
- Psychomotricien.
Débutants acceptés. C.V. + photo + lettre, à CEF-TP, 11, avenue de la République, 75000 NORT.

LA DIVISION CLIMATOLOGIE DU C.S.T.B. NANTES recherche
**UN INGENIEUR
OU UN DOCTEUR**

Formation mécanique et énergétique pour études et recherches en environnement et énergies nouvelles.
Pratique de l'informatique, anglais indispensable.
Goût pour l'expérimentation.
Premiers années d'expérience en laboratoire vivement souhaitées.
Adr. cur. v. à C.S.T.B., M. PH. DUCHENE MAILLARD, 11, rue Henri-Fabert, 44300 NANTES.

GRUPPE FRANCAIS recherche
**RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
USINE**

Lieu : NORD.
Formation école de commerce ou équivalent. Age min. 35 ans. Expérience minimum 5 ans. Responsable administratif ou personnel d'usine. Rémunération selon expérience.

Envoyer C.V. + photo au réf. 3.266 M à SWEERTS, B.P. 268, 75424 Paris Cedex 08, qui transmettra.

ENTREPRISE GRENOBLOISE GROSSE MECANIQUE recherche pour son département USINAGE

RESPONSABLE

- 5 ans mini-expérience responsabilité humaine et technique exigée.
- E.M.P. ou I.U.T.
- Connaissances C.M. souhaitées.
Adresser C.V., photo et réf. à Haves, réf. 1945, B.P. 287, 38044 Grenoble Cedex.

GRUPPE TEXTILE NORD recherche pour une filature

**CADRE
DE FABRICATION**

Responsabilité d'un grand service. Formation assurée. Exp. plusieurs années exigée.
Ecrire sous réf. 038314 M. REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°.

Contrôleur budgétaire en milieu industriel

Orléans

Filiale d'un grand groupe industriel français, la Société est l'une des premières dans sa spécialité : l'électroménager. Rattaché au Directeur de l'usine principale (1900 personnes), le candidat sera responsable du contrôle budgétaire de production en liaison avec les services financier et informatique. Jeune, de formation supérieure, il aura nécessairement une première expérience en usine.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf CG 76. Les entretiens pourront avoir lieu à Orléans ou à Paris. Réponse et discrétion assurées.

Key Men 29 Bd Jean Jaurès 45000 Orléans.

KEY MEN

L'ASSOCIATION MAISON DE LA CREATION recrute

UN ANIMATEUR qualifié

- Inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur de Musées.

UN ADMINISTRATEUR

- ayant une solide formation juridique et financière, et ayant une compétence dans les domaines d'activités de l'Association (Art contemporain, culture occitane, art taureau). Salaires max : 7.000 F mensuels.

Le recrutement devra prendre effet le 2 novembre 1982.

Adresser propositions de candidatures avec C.V. au plus tard le 15 octobre 1982 à :
M. Le Président de la Maison de la Création. MAIRIE.
30033 NIMES. Prière d'indiquer le numéro de téléphone.

SOCIETE DE TRANSPORTS URBAINS
100 km de Paris, appartenant à un Groupe National Important
et ayant multiplié par 3 en 5 ans sa productivité,
son CA et ses effectifs, recherche

Responsable du service développement

Directement intégré dans l'équipe de direction, ce cadre sera responsable du service développement chargé de :
- la planification,
- les études économiques statistiques,
- la communication (information de la clientèle, publicité, relations publiques).

Ce poste convient à un ingénieur ayant une formation économique et sociale, ou à un diplômé d'école de commerce ayant des connaissances scientifiques et techniques bien assimilées. Une première expérience dans les études est indispensable, si possible dans le milieu transport.

Adresser candidature, CV, photo et prétentions en mentionnant sur l'envoi la réf. 8261 à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris.

1250

هكذا في الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SON LABORATOIRE DE GEOLOGIE A BOUSSENS (31)

INGENIEUR EN CHIMIE ORGANIQUE

PROFIL :

- chimiste organicien, diplôme d'ingénieur ou formation universitaire DEA - 3ème cycle
- expérience souhaitée en chimie des substances organiques naturelles ou en pétrochimie.
- dégage des obligations militaires
- bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

MISSION :

- dans une équipe laboratoire de géochimie pétrolière, travaux de recherche sur des constituants de matières organiques sédimentaires, et applications à la prospection et à l'exploitation de gisements d'hydrocarbures.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous no 48266 a S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement
28, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.

Groupe institutionnel
Compagnies Maritimes rech.
ATTACHE DE DIRECTION
(110 - 120 000 AN)
Capable, autonome, supervision
comptabilité générale et analytique, contrôle budgétaire, contrôle de gestion et de prendre en charge toutes les missions d'administration et de gestion de l'entreprise.
Ce poste s'adresse à diplômé Ecole Supérieure de Commerce avec 2 à 3 ans d'expérience. Pratique informatique et connaissance Italien souhaitées.
Adr. candidat et C.V. à : Public Conseil, B.P. 120 20177 AJACCIO CEDEX, qui transmettra.
Ass. Culturelle loi 1901, spécialiste des séjours linguistiques, sports d'hiver et colonies de vacances, recherche
DÉLÈGUE CULTUREL
(H ou F)
dans les départements 21, 25, 31, 33, 42, 48, 51, 54, 57, 58.
Il s'agit d'une activité libérale d'appoint bien rémunérée, mais non salariée.
Commandant particulièrement à époux de cadres, ou à enseignant en activité ou en retraite, indispensable, disposer téléphone, voiture et pièce de récession. Envoyer C.V. et photo à référence 28175, HAVAS B.P. 2041, 55015 LILLE CEDEX qui transmettra.

PTT
Ministère des Postes des Télécommunications et de la Télédiffusion

Le CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications) recherche pour son centre de LANNION

INGENIEUR GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT

dans les domaines de l'ELECTRONIQUE MICRO-ELECTRONIQUE, TELECOMMUNICATIONS

Poste proposé :

- Conception de circuits intégrés - LSI spécifiques pour les télécommunications.

Adresser C.V. au CNET - CENTRE LANNION A
Département ACS - PAG
B.P. 40 - 22301 LANNION

IBM

recherche pour son CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE, près de NICE, de jeunes

INGENIEURS DEBUTANTS ELECTRONICIENS/INFORMATIENS

Grandes Ecoles, Hommes ou Femmes

Ils participeront à des activités de développement et d'évaluation de produits dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS (modems, contrôleurs de communication...).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Les postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. ROUGIER - Service du Personnel
IBM France - 06610 LA GAUDE

THOMSON-CSF

BORDEAUX PESSAC
DIVISION EQUIPEMENTS AVIONNIQUES

INGENIEURS D'ETUDES DIPLOMES GRANDES ECOLES option électronique

ECP - MINES - ENST - ESE - ENSAE - ENSTA - AM ...
DEBUTANTS OU COURTE EXPERIENCE (2 ANS)

POUR :

- études et développement de nouveaux moyens d'essai (automatisation)
- amélioration des procédés de fabrication utilisant une technologie de pointe.

Pour ces postes, il est offert :

- une formation à des techniques évoluées
- des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions au Service du Personnel - B.P. 94 - 33607 PESSAC.

EUREST
UNE DES PREMIERES SOCIETES FRANCAISES DE RESTAURATION

A Lyon, création de poste chef de personnel

Nous attendons de l'homme qui prendra en charge la responsabilité d'une Direction Régionale (900 salariés) qu'il ait une formation supérieure (Science Po, Droit ...) et une expérience d'au moins 4 ans dans la fonction personnel.

Son rôle auprès des responsables hiérarchiques sera de mettre en œuvre la politique de personnel de l'entreprise en particulier sur les plans suivants :

- gestion du personnel (recrutement, accueil, formation, appréciation, etc...)
- administration et paie
- relations avec les représentants du personnel

Poste basé à Lyon. Prise effective de fonction précédée par une période d'adaptation à l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prêt. à Société EUREST - Recrutement et Développement
14, rue d'Athènes 75009 PARIS.

LA ROCHE SUR YON-VENDEE
SEPRO
constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.
Numéro Un français dans sa spécialité recrute pour son secteur **ROBOTIQUE**

INGENIEUR D'AFFAIRES ELECTRO-MECANICIEN
AM, INSA ou équivalent

débutant ou quelques années d'expérience. Après une période de formation assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients.
- de présenter les devis.
- de participer directement à la mise en service des équipements.
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique compose de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à **SEPRO - DIRECTION DU PERSONNEL**
87X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

Chambre de Commerce et d'Industrie de DIGNE recherche

un Assistant en Gestion Industrielle

Il aura pour mission d'assurer la promotion des P.M.I. de la région en détectant leurs besoins, en favorisant leurs implantations sur de nouveaux marchés au plan national et international, en aidant les créateurs d'entreprises. Il sera en outre chargé de participer à la mise en route d'une société financière départementale puis aura ultérieurement la responsabilité de son fonctionnement.

Ce poste pourrait convenir à un candidat d'environ 30 ans de formation supérieure ou commerciale, HEC, Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise de Sciences Economiques ou équivalent ayant déjà quelques années d'expérience acquises auprès des P.M.I. et disposant si possible de solides connaissances en techniques financières et bancaires.

Des qualités d'organisation, un esprit d'initiative et un excellent contact humain sont indispensables pour réussir dans ce poste.

La connaissance des techniques d'exportation serait appréciée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence 709 M à

APRODI
87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

MECILEC S.A.
Filiale du groupe ELF AQUITAINE

RECHERCHE
INGENIEUR METHODES
de formation G.E. ou équivalent

Le candidat retenu aura la responsabilité du service industrialisation de notre Usine.

Une solide expérience acquise dans une activité électronique est requise de même que des connaissances en mécanique.

Il étudiera et proposera les plans d'investissements nécessaires à l'évolution de l'entreprise.

Connaissance de l'Anglais constituera un atout supplémentaire.

Lieu de travail : ISSOUDUN.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

5 ans d'expérience en conception électronique (logiciels, micro-processeurs, assembleurs, langage évolué). Solides connaissances en électronique numérique et analogique.

Lieu de travail : ISSOUDUN.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :

- MECILEC S.A.
- Service du personnel
- Avenue Jean Bonnelont
- 36100 ISSOUDUN.

Une très belle opportunité de carrière dans une ville de la côte normande en pleine mutation, mais qui reste réellement agréable

CHEF DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER
180.000 F +
(Statut des Chambres de Commerce)

Dans un établissement public très dynamique (200 personnes, 70 M.F. de C.A.I.), vous aurez pour mission de préparer le budget prévisionnel, de veiller à son exécution et de proposer en temps opportun les actions correctives nécessaires. Responsable de la comptabilité, vous gèrerez, en outre, les assurances et le patrimoine.

De formation économique et comptable, vous avez une expérience d'au moins cinq ans, acquise au sein d'une P.M.E. comme contrôleur de gestion ou chef de service comptable ; vous alliez l'autorité à la diplomatie et à un réel souci de gestion des ressources humaines.

Adresser votre curriculum vitae avec photo et prétentions sous réf. B. 8.210 à M^{me} HOMEIR, 10, rue Condorcet, Paris (9^e), qui vous assure réponse et discrétion.

ALFA-LAVAL S.A.
LEADER CHAUDRONNERIE INOXYDABLE recherche pour son département Allinox à NEVERS

UN RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES ET DES ATELIERS DE PRODUCTION

Rattaché au directeur du département, il aura une formation d'ingénieur ou une expérience de plusieurs années en chaudronnerie.

Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae, photo et prétentions à **SOCIÉTÉ ALFA-LAVAL, Service du Personnel, 5, rue Albert-I^{er}, 58003 NEVERS.**

Organisme public, **RÉGION CENTRE**, recherche

CHEF DE SECTION PRINCIPAL

Responsable de moyens informatisés liés à sa mission de service aux entreprises.

Il aura à animer plusieurs petites équipes et devra répondre aux conditions suivantes :

- Bac + 2 ans minimum
- Compétence dans les domaines juridique et informatique.
- Connaissance de l'entreprise.
- Sens des relations humaines.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à : **S.I.E.L., 5 Bd Magenta, 75010 PARIS.**

CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT NORMANDIE - CENTRE
Organisme à vocation interrégionale recherche

CHEF DE PROJET
140.000 F +

pour le développement de logiciel de gestion transactionnelle sur mini et micro ordinateur.

Il devra justifier d'une formation supérieure et aura la responsabilité de l'encadrement d'une équipe chargée de la réalisation de produits largement diffusés.

Envoyer curriculum détaillé manuscrit au C.E.T.E. NORMANDIE-CENTRE Service Recrutement, Boîte Postale 247, 76120 GRAND-QUEVILLY.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS
DUT ou B.T.S. possédant une expérience professionnelle réelle de 3 années en électronique, informatique ou télécommunications.

UNE FORMATION D'INGÉNIEUR DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

vous est accessible à l'École nationale supérieure des Télécommunications de Bretagne

où une filière de formation promotionnelle fonctionne dans le cadre des textes légaux sur la formation professionnelle continue.

Renseignements : **SECRÉTARIAT DES ADMISSIONS F.P.**
Tél. : (98) 00-13-30
E.N.S.T. B.R. B.P. 856, 29279 BREST CEDEX.
Inscriptions reçues jusqu'au 30 décembre 1982.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

1 heure de PARIS
recherche

Pharmacien adjoint chef de contrôle

Si vous aimez les techniques modernes du contrôle.
Si vous aimez les contacts humains.
Si vous aimez les P.B.F.
Si vous aimez travailler dans une équipe sympathique.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 7155 à



PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.



LEADER NATIONAL EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE
C.A. 850 MF - 2400 PERSONNES DONT 280 INGÉNIEURS ET CADRES
NOUS DÉVELOPPONS À PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES
SYSTÈMES ÉVOLUÉS DE BUREAUTIQUE ET DE TÉLÉMATIQUE.

Nous recherchons pour nos Services Techniques

4 INGÉNIEURS LOGICIEL CONFIRMÉS

Possédant un vécu professionnel d'environ 5 ans
ainsi qu'une expérience des logiciels de base, des
systèmes temps réel et des réseaux, ils participeront
à la conception et à la réalisation de systèmes fondés
sur les techniques de commutation et de transmis-
sion.

Réf. MA

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ

De formation Grande École (ESE - INPG - ESEO -
INSA...), possédant un vécu professionnel d'en-
viron 5 ans ainsi qu'une expérience des circuits ana-
logiques basse fréquence, des microprocesseurs
monochips et de systèmes électro-acoustiques, il di-
rigera une équipe de 8 ingénieurs et techniciens qui
développera des sous-ensembles électroniques de
systèmes téléphoniques.

Réf. MB

Ces postes présentent de réelles perspectives d'évolution de carrière dans une entreprise en fort
développement technologique.

Ils sont à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer curriculum vitae et prétentions en précisant la référence du poste concerné à
TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG.



CREDIT AGRICOLE MUTUEL
de la CHARENTE-MARITIME

recherche

UN ORGANISATEUR

désireux de réaliser des projets d'organisation
importants liés au LIBRS SERVICE INFOR-
MATIQUE, à la BUREAUTIQUE et à
l'ORGANISATION des agences bancaires.

- Formation supérieure souhaitée
- 2 - 3 années d'expérience en organisation
- Connaissances informatiques

Le poste convient à un esprit méthodique ayant
des aptitudes aux relations humaines.

UN CHEF DE PROJET

chargé de la conception et de la réalisation de
projets Organisation et Informatique.

- Formation supérieure souhaitée.
- Expérience informatique de haut niveau.
- Connaissances en organisation.

Adresser candidatures avec C.V. et photo à :
Monsieur le Directeur de la C.R.C.A.M.
de la Charente-Maritime, B.P. 42 -
17102 SAINTES Cédex.



La division Semi-conducteurs Discrets recherche pour son usine
située à TOURS (INDRE-ET-LOIRE) un :

INGENIEUR D'INDUSTRIALISATION et METHODES

- pour prendre la responsabilité du service méthodes et équipe-
ments,
- Il aura, avec l'aide d'une équipe d'agents de méthodes et de
dessinateurs, à définir et réaliser les actions d'organisation,
d'implantation et d'équipement des lignes de fabrication dans une
optique de réduction des coûts de production et d'évolution rapide
des technologies,
- le candidat est un Ingénieur électro-mécanicien diplômé, il a
au minimum 3 à 5 ans d'expérience industrielle,
- possibilité d'évolution.

Envoyer C.V. + photo au Service du Personnel
THOMSON C.S.F. - D.S.D.
50 rue Jean-Pierre Timbaud - 92403 COURBEVOIE.

FERRANTI Infographique

filiale française du groupe FERRANTI (20.000 personnes).
offre une opportunité de carrière à un :

Ingénieur commercial CAO

En liaison étroite avec la Direction Générale, vous assurerez le
développement commercial de la Société par :

- la recherche de nouveaux marchés,
- la négociation des affaires,
- le suivi de la clientèle.

Ce poste de premier plan conviendrait à un ingénieur ayant de
solides connaissances en informatique graphique et en méca-
nique, et pouvant justifier d'une première expérience réussie de
la vente de systèmes de haute technicité.

Outre des aptitudes à la négociation, il faut des capacités
d'organisation et d'autonomie, un esprit d'initiative et la pratique
courante de la langue anglaise.

Un stage de formation sur les produits est prévu en ECOSSE.
Basé à MARSEILLE-MARIGNANNE, de fréquents déplace-
ments sont à prévoir.

Rémunération : 200 000/an, agrémentée d'un intéressement
sur le CA réalisé. Les premiers entretiens auront lieu à Paris.
Merci d'adresser votre dossier, comprenant lettre manuscrite,
C.V. photo et prétentions, sous réf. DCR-82-119 à SORIA
Informatique, 91, rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris



COMITÉ INTER-ENTREPRISE

recherche
pour centre de vacances
(150 lits)
en Haute-Savoie

UN (E) MAÎTRE DE MAISON

Poste permanent à pourvoir
au 15 novembre 82.

Niveau CAPASE ou DUT.
Possédant expérience en ma-
nagement de gestion administrative
de personnel et d'économie.
Possibilité d'emploi saisonnier
pour le conjoint.

Adresser candidature avec C.V.
et photo au
Comité Inter-Entreprises du GAN
2, rue Piller-Wil, 75008 Paris.

GRUPPE FRANÇAIS recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF USINE

Lieu : NORO
Formation Ecole de Commerce
ou équivalent. Age min.
35 ans.
Expérience min. 5 ans.
Responsable administratif ou
personnel d'usine.
Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V. + Photo sous réf.
S. 255 à SWEET'S
S.P. 255, 75424 PARIS
CEDEX 08 qui transmettra.

UN GROUPE NATIONAL IMPORTANT, SPÉCIALISÉ DANS L'AMÉNAGEMENT

recherche
pour l'une de ses Sociétés
avec implantation à Rouen

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS

qui aura pour mission le
suivi, la coordination et la
réalisation d'opérations
d'aménagement.

Ce poste ouvert et diversifié
nécessite le goût pour des
fonctions de généraliste et
pour des contacts variés.
Il convient pour un jeune di-
plômé de formation supé-
rieure intéressé par les pro-
blèmes d'urbanisme.

Adresser C.V. et prétentions
sous réf. T 036.205 M à
REGIE-PRESSE, 88 bis, rue
Rauzy, 75002 Paris.

Le centre socio-culturel de
Sarre-Union (Bas-Rhin) cherche
un animateur gestionnaire di-
plômé ou expérimenté. Envoyer
C.V. 26, r. de PHALSBURG,
67260 SARRE-UNION. Tél.
(89)00-22-15 ou 00-10-00.

OFFRES D'EMPLOIS



Chef de produit édition

Paris

Un groupe européen spécialisé dans l'édition d'ouvrages professionnels
recherche pour sa filiale française basée à Paris un Chef de Produit. En liaison
hiérarchique avec la Présidente de la société française et fonctionnelle avec le
directeur du service éditorial de la maison-mère, il aura la responsabilité glo-
bale d'une ligne de produits (ouvrages juridiques et fiscaux) : élaboration et
mise en œuvre d'une politique marketing, recherche de nouveaux thèmes et de
nouveaux auteurs, sélection des manuscrits, négociation des contrats. Ce
poste s'adresse à un candidat ayant une formation juridique supérieure ou à
un diplômé de l'enseignement commercial supérieur doté de bonnes connais-
sances juridiques et si possible fiscales. Il aura acquis une première expé-
rience de préférence dans une maison d'édition spécialisée et sera familiarisé
avec les techniques de marketing. Une bonne pratique de l'allemand ou de
l'anglais est nécessaire. De réelles possibilités d'évolution peuvent être offertes
rapidement à un candidat de valeur. La rémunération stimulante reste
ouverte et sera fonction de l'expérience et du calibre du candidat retenu. Ecrire
à Christine CHABAUD. Réf. A2290M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable
des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

INGENIEUR RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

Une importante société du secteur tertiaire
(proche banlieue Ouest de Paris)
cherche pour son département informatique
(60 personnes)

son responsable des études

L'informatique de cette société fait appel à des
techniques avancées : bases de données, télétraitement.

Cet ingénieur aura pour mission de diriger, animer
et renforcer l'équipe de chefs de projets.

De formation grande école, il a une dizaine d'années
d'expérience de projets informatiques dans un
environnement IBM grands systèmes et la pratique de
l'encadrement d'équipes de réalisation.

Adresser CV + prétentions sous référence 10098

Emplois et Entreprises
10 rue Voltaire 75002 PARIS

Assistant controller

Versailles

Société française leader sur son marché, plusieurs filiales en France et à
l'étranger, située à 6 minutes de Versailles-Chantier (Gare Montparnasse) et
6 minutes Versailles-Montreuil (Gare Saint-Lazare), recherche, pour renforcer
sa structure administrative, un **Assistant controller**. Ecole de commerce +
DECS, dépendant directement du Secrétaire Général. Il aura pour première
responsabilité la trésorerie du Groupe et la comptabilité analytique. Il aura une
expérience d'au moins 5 ans dans un poste équivalent (entreprise et/ou cabi-
net d'audit, ou conseil). Age souhaité 30 ans minimum.

Envoyer C.V. + photo en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 2148/LM à



MEDIA BA
8, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

GRUPPE INDUSTRIEL OCCUPANT
LA PREMIÈRE PLACE
DANS SON SECTEUR D'ACTIVITÉ
recherche

UN CHEF DU PERSONNEL POUR SON UNITÉ DE PRODUCTION DE 600 PERS. SITUÉE EN TOURAINE

Vous avez 35 ans environ, votre formation supérieure
(sciences humaines, droit, ingénieur, ...) doublée d'une
solide expérience acquise sur le terrain d'une unité de
production vous ont préparé à animer une politique
humaine.

Vous serez chargé d'assister le directeur de l'unité
dans l'ensemble des aspects de la fonction personnelle :
- relations sociales ;
- gestion administrative du personnel ;
- suivi et application de la législation ;
- formation - information - communication interne -
sécurité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8.882 à
PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220,
75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche
pour son unité d'études et de production
de matériels électroniques
(400 personnes dont 70 Ingénieurs)

ingénieur électronicien

E.S.E. - INPG - INSA

expérimenté dans les microprocesseurs et
l'électronique de commande.

Pour participer à l'étude et à la mise au
point d'équipements électroniques com-
plexes de haute fiabilité.

Adresser sous référence 9384/L
CV manuscrit, photo et niveau de rému-
nération actuel à CONTESSA Publicité
74, rue Béchavelin
69363 LYON cedex 07

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Une Société Industrielle Française réalisant des biens d'équipements leader dans son domaine recherche dans le cadre du développement et de l'informatisation de son

CONTROLE DE GESTION

un chef de groupe

Le poste rattaché directement au contrôleur de gestion sera attribué à un candidat dynamique de formation comptable supérieure, ayant une expérience de quelques années dans le domaine de la comptabilité de gestion et possédant une grande rigueur et une bonne capacité d'analyse.

Adresser CV et prétentions s/réf. 48559 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Important

Etablissement Financier

Recherche pour étoffer son équipe obligatoire :

conseillers clientèle institutionnelle

Spécialistes du marché obligataire (primaire et/ou secondaire) depuis quelques années, ils seront chargés de mener des actions de développement et d'assurer des contacts à haut niveau avec la clientèle d'investisseurs.

Envoyer C.V. + photo + prétentions s/réf. C.I. à :

VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02
qui transmettra. (Discretion absolue assurée)

Groupe de Distribution Textile par succursales, en plein développement recrute

directeur de marketing

réf. 2134 M

Il sera chargé de superviser différents domaines de l'action commerciale de notre entreprise. Il aura en outre pour mission d'imaginer et de suivre des opérations destinées à améliorer les rendements de nos points de vente. Il veillera ultérieurement à ce que les tests réussis soient généralisés sur l'ensemble des magasins de la chaîne correspondante.

Le candidat devra :

- être âgé d'au moins 30 ans,
- être de formation supérieure,
- avoir animé le personnel et les ventes dans des magasins à succursales multiples, ou des grands magasins, ou des hypermarchés.

chef des ventes

Réf. 2135 M

Il sera chargé de superviser une cinquantaine de succursales faisant partie de l'une des enseignes sous lesquelles nous vendons nos produits.

Il devra :

- superviser le recrutement et participer à la formation du personnel,
- animer les points de vente sur le plan commercial,
- donner des directives sur la présentation des produits sur le lieu de vente,
- faire mettre en valeur les offres promotionnelles,
- superviser les rénovations des magasins,
- suggérer à la direction des achats certaines améliorations concernant la gamme des produits.

Le candidat devra :

- être âgé d'au moins 30 ans,
- avoir animé les ventes et le personnel dans des magasins à succursales multiples, ou des grands magasins.

responsable d'entrepôts

Réf. 2136 M

Il sera chargé de superviser l'ensemble de nos entrepôts sur le plan des méthodes et de l'organisation. Il devra imaginer et faire appliquer de nouvelles méthodes susceptibles :

- de diminuer les coûts d'étiquetage, de stockage et de manutention de la marchandise,
- d'améliorer les circuits d'expédition de la marchandise vers nos points de vente,
- de donner plus d'initiative au personnel,
- d'améliorer les conditions de sécurité concernant l'incendie, les vols, les accidents, etc...

Le candidat devra :

- être âgé d'au moins 30 ans,
- justifier d'un esprit méthodique et organisé.

Le fait d'avoir dirigé des entrepôts et du personnel est souhaitable.

juriste d'entreprise

2137 M

Il sera adjoint au chef du service juridique et aura une parfaite connaissance de la législation des baux commerciaux et des procédures auprès du registre du commerce et des sociétés. Outre les responsabilités relatives aux problèmes immobiliers, il devra assurer le suivi des dossiers contentieux.

Il sera licencié en droit et une expérience même courte dans une entreprise, un cabinet de conseil juridique ou un syndicat professionnel serait appréciée.

Concernant les 2 premiers postes, les candidatures des personnes n'ayant pas plusieurs années d'expérience dans la vente par magasins, ne seront pas retenues.

Les 4 postes proposés sont à pourvoir dans la banlieue Nord de Paris et donneront lieu à une rémunération motivante. Des possibilités de promotion s'offriront à l'avenir à des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence du poste choisi à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

annonce parlée*

Très Important
Groupe Français
recherche

Juriste Documentaliste

débutant ou avec une 1^{re} expérience.
Il ou Elle aura la charge de la bibliothèque juridique, des recherches documentaires et de la rédaction de notes d'information.

- Niveau maîtrise de droit
- Anglais lu
- Formation ou expérience de documentaliste appréciée

* Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, téléphonez au 763.11.15, référence 1270.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach, 75017 Paris

SOCIETE ELECTRONIQUE en pleine expansion, recherche en vue de restructurer

SES MAGASINS DE PIECES DETACHEES RESPONSABLE MAGASINS

Il aura pour mission l'étude de la nouvelle implantation des magasins et sa réalisation tout en assurant l'approvisionnement de la fabrication et de 10 Etablissements.

Nous recherchons un homme de formation supérieure technique ayant prouvé ses compétences dans ce domaine et rompu aux techniques informatiques de gestion des stocks.

Ce poste est à pourvoir en priorité dans le cadre d'un contrat de solidarité.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous référence 8878 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220 - 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Chefs de projets

Définir et coordonner l'étude et la réalisation de simulateurs

Ingénieurs grandes écoles

3 à 7 ans d'industrie

Electronique - Informatique - Génie énergétique

Pour en savoir plus, IMMEDIATEMENT, sur notre activité et, peut-être, déjà, convenir d'un entretien, APPELER :

Alain de Bejarry ou Bernard Letourneux au (3) 031.93.70.

PSYCHOLOGUE

Un cabinet de Psychologie spécialisé dans le conseil en recrutement de dirigeants et cadres, utilisant des méthodes cliniques d'évaluation psychologique, recherche pour compléter son équipe de consultants, un (e)

PSYCHOLOGUE CLINICIEN

Il (ou elle) devra avoir une formation en psychologie du niveau DESS et une première expérience de l'étude de dossiers cliniques et de la rédaction de comptes rendus, - acquises soit en psychopathologie, soit en entreprise, ou cabinet conseil.

Les dossiers de candidatures, sont à adresser, sous la réf. 74926 à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS INFORMATIENS

DONNEZ UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE METIER en devenant

FORMATEURS A.F.P.A.

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recherche pour son Centre Technique et Pédagogique de Nanterre 5 / Marne des INGENIEURS (Mise ou équivalent) ayant acquis une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans les domaines suivants :

TELEMATIQUE (réf. 01)

Ayant la maîtrise des problèmes d'architecture et de compatibilité des matériels. Sachant mettre en œuvre les logiciels de raccordement pour l'exploitation et l'utilisation du réseau TRANSPAC. Une pratique de VIDEOTEX est souhaitée.

BUREAUTIQUE (réf. 02)

Sachant mettre en œuvre les logiciels de traitement de textes. Ayant réalisé la mise en place d'organisation bureautique, notamment dans le milieu de la presse (photocomposition, rédaction électronique).

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (réf. 03)

Ayant réalisé la mise en place d'applications de gestion de production ; sachant mettre en œuvre des processus automatisés.

LOGICIEL (réf. 04)

Sachant mettre en œuvre les logiciels d'application :

- conversationnels : C.I.C.S.
- bases de données : D.L.I. TOTAL

Ayant acquis une pratique des logiciels d'exploitation :

- IBM (VM / CMS)
- CII HB (MOD 200 ou MOD 400)

Ces formateurs pourront être amenés à se déplacer pour des missions de courte durée. Ils seront chargés d'étudier et d'expérimenter les nouveaux programmes de formation et d'assurer le perfectionnement des enseignants.

Si votre profil correspond à l'une de ces offres, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec un C.V. très complet avant le 20 OCTOBRE, en précisant bien la référence du poste choisi au Centre Technique et Pédagogique AFPA - N. LARDREAU - 63, rue Ampère - Z.I. LES CHANOUX - 93330 NEUILLY SUR MARNE.

Les épreuves de sélection auront lieu les 9 et 10 Novembre 1982.

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Filière d'un très important Groupe Financier recherche

ingénieurs responsables d'opérations

diplômés Ponts - Mines - ECP - ESTP ou similaires. Une formation complémentaire en Gestion serait appréciée.

Dans un premier temps, les titulaires des postes seront affectés à la formation au siège parisien et seront appelés à effectuer des missions ponctuelles d'assistance auprès des unités opérationnelles décentralisées.

Au terme d'une période de 1 à 2 ans, ils recevront, dans une implantation régionale, une affectation en fonction de leur potentiel.

Une expérience de 2 à 5 ans environ dans le Bâtiment est indispensable.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 3200 à

LION PUBLICITE
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS
qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE en expansion recrute pour PARIS ET LYON

CHEFS DE MISSION

3 à 4 ans d'expérience de la révision. Connaissances des méthodes utilisées au plan international souhaitées.

Possibilité d'évolution rapide en fonction du potentiel.

Envoyer C.V. + prétentions sous réf. 4.656 à PIERRE LICHOU S.A., Boite Postale 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Ingénierie

Ingénieur Chef de projet informatique

La société est spécialisée dans l'ingénierie nucléaire de pointe, elle est filiale d'un puissant groupe industriel.

Son développement l'amène à étudier et mettre en place des systèmes de gestion informatisés de documents techniques.

L'homme que nous recherchons sera responsable de cette mission : recueil des besoins, animation du groupe de travail sur les procédures à instaurer, suivi et contrôle des travaux d'informatisation, assistance au personnel utilisateur de ces systèmes.

C'est un ingénieur ayant l'expérience de la conduite de projets d'ingénierie et des connaissances en informatique de gestion.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf 5071, à mentionner sur l'enveloppe à Média System, 104, rue Récamier, 75002 Paris, qui transmettra.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Société de 1^{er} plan région Nord Paris PRODUITS GRANDE CONSOMMATION recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE (IRM 38)

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

(ou formation équivalente) ayant expérience confirmée analyse et programmation (GAP 3 si possible).

Il devra, dans un premier temps, prendre en charge les études, la réalisation et l'exploitation d'une large partie des programmes.

Développement de carrière ultérieure en fonction de la compétence.

Adresser candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 11693 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RTC

LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

Parce que nous considérons la logistique comme une fonction clef de notre politique produits

Nous recherchons

CADRE A FORT POTENTIEL RESPONSABLE DU PLANNING INDUSTRIEL

Il aura pour mission, et aura la responsabilité :

- de coordonner et de superviser les prévisions de production et les programmes d'approvisionnement
- de surveiller le niveau, l'évaluation et la rotation des stocks.

Pour mener à bien cette mission, et animer une équipe d'une dizaine de personnes, le candidat devra :

- posséder une formation supérieure de gestion (ESSEC, SUP de CO, Sciences Po, etc...)
- avoir quelques années d'expérience de la fonction Planning/Achats
- maîtriser la connaissance écrite et orale de l'anglais.

Le poste est à pourvoir à CAEN, une métropole en mouvement, à 200 km de Paris, qui vous assurera un cadre de vie agréable.

De larges possibilités d'évolution sont possibles au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature et votre C.V. au Département du Personnel
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC - Route de la Délivrande
B.P. 6025 - 14001 CAEN Cedex.

notre expérience, votre enthousiasme: un avenir à bâtir.

Pour développer à travers le monde nos techniques de pointe :

- dans l'électronique industrielle - concevoir et réaliser les systèmes d'automatisme pour le contrôle-commande des procédés;
- dans l'informatique temps réel - développer les logiciels du contrôle industriel : régulation, automatisation, optimisation des procédés;

nous recherchons des

JEUNES INGENIEURS

Systèmes - Développement - Affaires - Industrialisation - Chantiers.

Les 2 700 ingénieurs de notre Groupe, en France ou basés dans nos 38 filiales de l'étranger, vous invitent à contacter :

Direction du Personnel et des Relations Sociales
13 rue Antonin Raynaud - 92309 Levallois-Perret
ou téléphonez au : (1) 758.13.13. - poste 4119.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES



COMSIP ENTREPRISE

44 avenue de Chateaubault
92506 Neuilly-Malmaison.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

un jeune ingénieur, pour réaliser nos projets Informatiques

Notre département équipements (1600 p., 2 usines) conçoit et réalise les commandes de vol et leurs dispositifs associés. Son informatique de gestion est construite autour de gros IBM/MVS et d'une batterie de minis: VAX, PDP et 8100.

Ses applications portent sur la gestion de l'approvisionnement, la production, le commercial, le personnel et intègrent le traitement de texte. Vous rejoignez l'équipe de Saint-Cloud et vous consacrez aux développements sur IBM.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 2 à 3 ans, en milieu industriel de préférence, la pratique du PL1 et d'IMS dans un environnement MVS mais, si nécessaire, nous complétons votre formation.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4235 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

MEESCHAERT & ROUSSELLE & Co
Agents de Change - 75009 PARIS
Recherche pour son Département
Clientèle Institutionnelle

UN ASSISTANT OBLIGATAIRE

- Diplôme scientifique et/ou économique
- Débutant ou 1^{re} expérience

Après une période de formation et d'adaptation au poste, il sera chargé d'apporter une aide technique et commerciale aux Responsables de clients, tout en assurant et contrôlant la fiabilité et l'optimisation des outils informatiques d'aide à la décision proposés à notre clientèle.

Des perspectives d'évolution sont offertes à des candidats de valeur, motivés par un environnement économique et informatique, et intéressés par les contacts commerciaux à haut niveau.

Envoyer C.V. + photo + prétentions
sous réf. AO à BERNARD CEYROLLE
MEESCHAERT & ROUSSELLE & Co
16 Bd. Montmartre 75009 PARIS.

SIEGE PARIS
Important Groupe Scientifique et
industriel, secteur Public,
recherche pour ses services financiers

CADRE

DIPLOME ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR (HEC - ESSEC ECOLE
SUPERIEURE DE COMMERCE -
MAITRISE SCIENCES ECONOMIQUES)

et formation expertise comptable,
ayant 2 ou 3 années d'expérience
Adresser C.V. sous réf. 8494
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS...

Un des grands noms de l'Electronique.

7.000 personnes, dont 800 ingénieurs et 1.800 techniciens - 9 établissements - 2 milliards de C.A.
La SAT est présente dans toutes les techniques de pointe :
COMMUNICATION - TRANSMISSION - TELEINFORMATIQUE -
TELEDISTRIBUTION - AERONAUTIQUE ET ESPACE
et recherche des

INGENIEURS

• POUR SA DIRECTION TECHNIQUE :

- **DEPARTEMENT INGENIERIE INTERNATIONALE**, jeune ingénieur ENST ou ESE, quelques années d'expérience en communication téléphonique, Anglais lu et parlé indispensable. Déplacements de courte durée à l'étranger. (Référence T 1)

- **LABORATOIRE DE RECHERCHE**, un ingénieur intéressé par les études en Electronique de puissance. Activités proposées : étude et développement d'équipements de bord pour l'avionique dans le domaine de la Distribution/Transformation électrique moderne en moyennes tensions. Formations préférées : ESE - ENSIEG ou équivalent. Bonnes connaissances circuits logiques ou analogiques nécessaires, connaissances en servomécanisme appréciées. (Référence T 2)

- **SERVICE TECHNIQUE**, jeunes Ingénieurs A. et M. de préférence débutants ou 2 à 5 ans d'expérience. Activités proposées : étude, mise au point des prototypes, réalisation et tenue des dossiers destinés à la fabrication des équipements, suivi de la fabrication et assistance technique aux usines. Connaissances souhaitées : mécanique de précision, automatisme ou électronique, informatique. L'informatique et la CAO constituent des outils courants de travail. (Référence T 3)

• POUR SA DIRECTION COMMERCIALE :

Dans le cadre du développement des actions commerciales de la société dans le domaine des réseaux de Télécommunications multiservices large bande, Téléphone, Téléinformatique, Télédistribution, Télématique... un ingénieur commercial systèmes, débutant ou confirmé. Profil souhaité : jeune ingénieur électronicien attiré par l'application dans les réseaux des techniques de pointe, fibres optiques, communication électronique, télévision. Mission : recherche de nouveaux marchés, élaboration propositions techniques et commerciales, négociations avec le clientèle, suivi des affaires conclues. (Référence C 1)

• POUR SA DIRECTION INFORMATIQUE DE GESTION :

un ingénieur système confirmé sur matériel IBM (2 x 4341) - DOS/VSE - V.M. - CMS - CICS DL 1. (Référence I 1)

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
SAT - Service du Personnel - 41, rue Cantagrel - 75624 PARIS Cedex 13

SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE INFORMATIQUE SPÉCIALISÉE

EN SYSTEMES DE
TELECOMMUNICATIONS
ET PROCESS CONTROL

recherche

DES INGENIEURS INFORMATIENS

- 1) CONFIRMÉS ET CHEFS DE PROJETS
- 2) DÉBUTANTS AYANT UNE EXPÉRIENCE DE 6 MOIS MINIMUM.

Pour développer des logiciels temps réel sur minicalculateurs et microprocesseurs.

La croissance importante de notre activité, l'intérêt des projets qui nous sont confiés, la qualité des relations dans l'entreprise ainsi que la rémunération permettent d'offrir un travail enrichissant et une évolution compatible avec les aspirations de chacun.
Envoyer votre curriculum vitae à Pierre GILLIER
2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (8^e)

recherche

INGENIEUR

pour poste négociations de l'ingénierie minière. Poste basé à PARIS avec nombreux déplacements et séjours à l'étranger.

Formation Grande Ecole. Expérience exploitation minière. Aptitudes à négociations internationales. Anglais indispensable.

Adresser C.V. et photo à M. THOMAS,
CHARBONNAGES DE FRANCE,
9, avenue Percier, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DISTRIBUTEUR EXCLUSIF DE SPÉCIALITÉS TECHNIQUES POUR LA PRÉFABRICATION

recherche

chef des ventes

Assisté de quatre représentants exclusifs, il sera responsable d'un chiffre d'affaires de 10 Millions de Francs réalisé dans les domaines du bâtiment et des installations industrielles.

Profil recherché :
âge minimum 30 ans, expérience dans la vente de produits industriels, bonnes connaissances en résistance de matériaux.
Anglais courant obligatoire, Allemand souhaité.

Rémunération 150 000 Francs + voiture de fonction.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à
M. CATHALAN - 364, rue de Vaugirard 75015 Paris, qui tr.

Filiale pharmaceutique d'un Groupe International (CA. 120 M) basée à
PARIS 16^{ème}, recherche son

Contrôleur de gestion HF

- Vous êtes récemment diplômé (e) d'une école supérieure de commerce, vous avez de bonnes notions d'informatique et une pratique courante de l'anglais.
- Votre première expérience professionnelle vous a permis de valoriser vos capacités d'analyse financière et votre aptitude à la communication.

- Nous vous proposons de rejoindre notre équipe financière pour :

- prendre en charge l'élaboration et le contrôle des budgets en liaison avec les responsables opérationnels;
- préparer et assurer le reporting à notre maison-mère;
- développer et établir les tableaux de bord nécessaires au contrôle de la bonne marche de l'entreprise.

La rémunération annuelle de l'ordre de 130 000 F sera fonction de l'expérience acquise.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 8358 à
RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Groupe d'Assurance implanté gare St Lazare
équipé de matériel IBM fonctionnant avec
MVS et TRANSPAC

recherche

PUPITREURS CONFIRMES MVS

(réf. 101)

ANALYSTES

ayant 5 ans d'expérience au minimum et une formation supérieure, (Ingénieur ou MIAGE) avec des connaissances pratiques de programmation (ASM, COBOL, CICS, TSO)

INGENIEUR SYSTEME

MVS expérimenté

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à N. 2411
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd
Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Le Groupe SPIE BATIGNOLLES

Entreprise Générale Pluridisciplinaire
Activité Internationale. 12 milliards de C.A.
recherche un

Adjoint au Directeur Central des Achats

Il aura pour mission :

- de participer à la définition des politiques d'achats et d'en assurer la mise en œuvre;
- de coordonner les actions des services achats des unités opérationnelles décentralisées;
- de conseiller et d'assister les acheteurs;
- de réaliser des études de marchés et participer à des négociations centralisées.

- de participer à la définition et à l'amélioration des méthodes et procédures d'achats.

Si vous avez une formation supérieure de type ingénieur, 5 à 10 ans d'expérience dans les achats industriels, la pratique de la langue anglaise, la capacité de concevoir une politique, le sens des négociations à haut niveau, nous vous proposons de venir nous rejoindre.

Nous sommes installés dans le quartier de La Défense et de réelles possibilités d'évolution sont offertes au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée, sous réf. AD à la Direction du Personnel, SPIE Batignolles, Tour Arjoux, 33 quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux.

media system

PME

REGION NANTAISE

Filiale d'un Grand Groupe Français recherche

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

pour prendre la responsabilité de son département machines électriques spéciales (moteurs électriques de 100 à 450 m.illimètres de hauteur d'axe - transformateurs secs - électromécanismes).

Placé sous l'autorité du Directeur Général, il sera capable de maîtriser l'ensemble de cette activité sur les plans : commercial, études, méthodes, fabrication, après-vente, compte d'exploitation.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, justifiant en plus d'une bonne expérience des études et de la production des moteurs électriques, d'un sens de l'organisation et de l'animation.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. + prétentions sous No 48-28 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

REGION
PARISIENNE

SPECIALISTES PROGICIELS

ICL, premier constructeur européen d'ordinateurs, recherche, compte tenu du développement de ses activités de démarrage et de suivi de progiciels auprès de sa clientèle en Région Parisienne, des SPECIALISTES PROGICIELS.

Ils interviendront notamment dans les domaines paye et comptabilité, bases de données, gestion de production, télécommunications.

La connaissance du matériel ICL serait, bien sûr, un atout supplémentaire.

Les candidatures sont à adresser à ICL - Direction Régionale Paris - 52, quai de Dion Bouton - 92805 PUTEAUX.



L'INFORMATIQUE
DANS TOUTES
SES DIMENSIONS.

media system

Jeunes analystes à potentiel (2 à 3 ans d'expérience)

Après une formation supérieure, vous avez choisi de vous orienter vers l'informatique et vous avez intégré soit une SSSI soit une Entreprise. Depuis 2 ans ou un peu plus, vous êtes analyste et aujourd'hui, vous vous posez le problème de votre évolution.

Peut-être sommes-nous en mesure de vous proposer une opportunité intéressante ?

Notre société (effectif 4 000 personnes) est filiale d'un très important groupe anglo-saxon leader dans son domaine (biens d'équipements). Plus de 2% de notre C.A. est consacré à nos investissements informatiques.

Employant 140 personnes (moyenne d'âge 30 ans) notre Direction des Systèmes d'Information s'appuie sur un environnement technique particulièrement riche (IBM 370/158 et 370/168, PDP 11/70, mini 6 réseau télétraitement).

Analyste, vous aurez la responsabilité du développement de projets, et progressivement, vous serez amené à encadrer une petite équipe.

A court terme (environ 2 ans), votre succès dans la fonction vous permettra d'évoluer dans une structure très ouverte, structurée d'optimiser son potentiel humain. Une orientation Chef de Projets ou Système est tout aussi concevable qu'une orientation organisation ou Comptabilité.

Poste à pourvoir : proche banlieue Nord Est.

Yves KERNEVEZ étudiera confidentiellement votre dossier que vous lui ferez parvenir sous réf. M 1082.



Mette Kernevez & ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

Afin d'assurer le développement de ses activités

Acoustique et Vibration
Génération, Mesure et Traitement
numérique du signal
Electronique médicale

Le S.A.V. de BRUEL & KJAER France
recherche
pour son Laboratoire de Maintenance
de MENNECY (91) des

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

confirmés et débutants

- BTS ou DUT Electronique.
- Goût pour la physique générale.
- Connaissances en anglais.
- Volonté d'évolution personnelle :

- Perfectionnement technique assuré par des stages (formation continue et formation interne).
- Possibilité d'évolution vers responsabilités d'encadrement.

Adresser C.V. et prétentions
38, rue Champoreux, 91540-MENNECY.

CADRE CONTRATS

groupe pétrolier international

DISPONIBLE TOUT DE SUITE

- Pour analyser, concevoir, négocier, rédiger des contrats de toute nature mais principalement des montages sociétaires, associations et joint-ventures.

- Connaissances du DROIT DES SOCIÉTÉS (MAÎTRISE) avec bases en matière financière et/ou fiscale.

- Une expérience dans ce domaine et la pratique de l'anglais constitueront un plus.

- Aptitude à communiquer
- Facilité d'élocution

- Capacité à rédiger
- Esprit d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 48265
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



PHILIPS

recherche

jeunes ingénieurs

Formation Ingénieurs Electroniciens
ISEN - ISEP - ISEO - INSA - ARTS & METIERS
Expérience environ 3 ans dans la conduite de projets audio/vidéo/télécommunications.

Hommes de terrain intéressés par des problèmes techniques concrets et par les contacts humains.



Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à PHILIPS
Département du Personnel
50, avenue Montaigne
75008 PARIS, sous réf. 528.

INGENIEURS

(grandes écoles, débutants ou confirmés).

Vous avez une personnalité affirmée, vous êtes autonomes et vous êtes jeunes ?

Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'ingénieur conseil en organisation.

(Intéressement aux résultats de l'entreprise).

Adresser C.V., photo, date de disponibilité à

OBJECTIFS CONSEIL
160 rue de Bagnolet 75020 Paris

GROUPE BANCAIRE

recherche

ATTACHE DE CLIENTELES

- DUT techniques de commercialisation ou équivalent.

attaché à la Direction de l'Agence, il est chargé d'un secteur dans lequel il aura la responsabilité du développement des affaires du Groupe, auprès de clients "privés" et "entreprises".

Profil autonome et évolutif à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant dynamisme, initiative, goût des contacts et de la négociation.

Lieu de travail : MEAUX - ARGENTEUIL - PARIS.
Prévoir votre présence.

Adresser C.V. + photo + réf. 5875 à
PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 -
75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

intel

Avec 20 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 768 millions de dollars en 1981, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du C.A. de Intel Corporation et Intel France est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne, Israël), situé à Rungis (REX). Dans le cadre de l'expansion rapide du département de la maintenance, nous recherchons

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

DE HAUT NIVEAU

avec expérience sur unités centrales (IBM, UNIVAC) pour prendre la responsabilité de la maintenance d'équipements compatibles et à terme d'un secteur géographique.

DEBUTANTS

Après formation interne, vous assurerez la maintenance en clientèle des équipements et systèmes Intel en région parisienne.

Formation assurée. Anglais indispensable.

Rémunération motivante et voiture de fonction.

Merci d'adresser C.V. et photo à Intel Corporation, Direction du Personnel, 5 Place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cedex (687.22.21).

media system

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UN SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU pour DES CONTACTS INTERNATIONAUX Agro Alimentaire

AGRO-INDUSTRIE de dimension internationale, nous recherchons un scientifique (chimiste, biologiste, agro, médecin ou pharmacien) qui deviendra notre **EXPERT EN LEGISLATION ALIMENTAIRE**.
Agé d'environ 37 ans (± 5 ans), disposant déjà d'une bonne expérience technique et de recherche, il aura une triple mission :
- INFORMER nos équipes techniques et commerciales
- CONSEILLER le marketing, la fabrication et la Direction Générale
- REPRÉSENTER l'entreprise au plan international, tout auprès des pouvoirs publics que des commissions d'experts.
L'ANGLAIS, L'ALLEMAND et le FRANÇAIS seront ses langues de travail. S'il connaît l'Espagnol et l'Italien, tant mieux...
Siège : PROCHE D'UNE GRANDE METROPOLE DE PROVINCE.

Envoyez votre CV sous réf. M 1004 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

CONTROLEUR DE GESTION CENTRAL 180/200.000 F an

Importante entreprise industrielle (MECANIQUE et INGENIERIE) fortement exportatrice, nous appartenons à un groupe français de premier plan. Pour coordonner et animer notre contrôle de gestion (SECTEURS+GRANDES AFFAIRES) nous recherchons un **CADRE A FORT POTENTIEL**.
Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, parlant l'anglais, il disposera d'une expérience de 5 années acquise dans la mise en place et le suivi d'un système de contrôle de gestion en milieu industriel au sein d'unités importantes.
D'ABORD HOMME DE CONTACT, c'est aussi un ORGANISATEUR conciliant et pragmatique qui saura s'imposer tant aux équipes commerciales qu'à celles de production.
Siège : REGION PARISIENNE.

Envoyez votre CV sous réf. 2M 997 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Société commerciale (Paris) C.A. 100 Millions de F.
Importateur de matériel hi-fi et vidéo recherche son

CHEF DE PRODUIT (Marketing)

en collaboration avec le D.G., il déterminera et appliquera la politique commerciale de son département (télévisions haut de gamme). Il animera le réseau national de distributeurs, les aidera à développer leurs points de vente.

Le punch commercial et les qualités de management lui permettent d'être une expérience réussie dans un domaine similaire déterminant notre choix.

Ecrire avec CV + photo ou tél. Mercredi 13 Octobre

JOB à Patrick BOMSTEIN 30, rue d'Astorg
75008 PARIS - Tél. 266.36.81
CONSEIL Strasbourg - Nancy - Mulhouse - Amnecy.

2 CHEFS DE PROJET HF

environnements : TDS/IDS2 ou CICS/DLI 210/240.000 F an

Notre société de conseil à haut niveau en méthodes, conception et réalisation informatiques est chargée de mener des projets importants dans l'un ou l'autre des environnements mentionnés ci-dessus. Nous recherchons 2 ingénieurs (H ou F) qui dirigeront à PARIS les équipes chargées de ces opérations. Agés d'environ 32 ans (± 3 ans), de préférence diplômés grande école, ils disposent déjà d'une expérience d'au moins 3 années en conduite de projets informatiques de 5 personnes ou +.

Les perspectives d'évolution sont importantes au sein d'une équipe volontairement restreinte d'ingénieurs conseils de haut niveau qui bénéficie de salaires élevés auxquels s'ajoute un intéressement aux fruits de leurs interventions et aux résultats de la société.

Envoyez votre CV sous réf. M 1007 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

BANQUE RÉGIONALE recherche pour son AGENCE de PARIS GRADE, CLASSE IV SERVICE DOCUMENTAIRE

(pratique des remises et crédits documentaires)
- connaissances des transferts, rapatriements,
opérations de portefeuille ;
- bonnes notions d'anglais ;
- pratique de la clientèle ;
- situation d'avenir si capable.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à
O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin,
75009 PARIS, qui transmet, sous référence 5010 M.

UN INDUSTRIEL FRANÇAIS, FABRIQUANT DES MEUBLES

un chef de fabrication

Pour l'une de ses usines (1200 personnes) située en CHAMPAGNE

Rattaché au Responsable d'une unité de production (300 personnes) transformant le bois, il assurera la gestion technique de la fabrication et participera à l'ensemble de la Direction de ce centre d'activité.

Ce poste s'adresse à un candidat d'environ 30 ans ayant une formation technique supérieure (Ingénieur I.N.S.A. - E.N.I et A.M.) et l'expérience de l'animation d'équipes de production.

La connaissance de la technologie du bois n'est pas indispensable.

De réelles perspectives d'évolution peuvent être envisagées au sein d'un groupe (6.000 personnes) leader dans sa branche.

Le lieu d'emploi permet la pratique de la voile et du ski dans de bonnes conditions.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous référence 7759 sur enveloppe à :
JEAN REGNIER-PUBLICITE
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Jeune ingénieur-manager pour diriger notre péri-informatique

EUROTECHNICA est la filiale française en plein essor d'un puissant groupe des télécommunications et de l'environnement télématique. Notre développement implique la réorganisation de notre Direction Technique au sein de laquelle nous créons à notre siège de Clichy, le poste de Responsable du Département Péri-Informatique.

Ce collaborateur direct de notre Directeur Technique (29 ans) animera, formera et dirigera une équipe d'au moins 10 techniciens dans leurs tâches de livraison, installation et maintenance d'écrans, imprimantes et petits ordinateurs. Il gèrera le département, son personnel, les dossiers techniques et commerciaux et assurera les contacts techniques avec les fournisseurs, généralement anglo-saxons.

Votre formation d'ingénieur, votre solide expérience technique des produits concernés, votre pratique de l'anglais et votre aptitude à organiser et mener une équipe sympathique de techniciens compétents, font de vous le jeune manager responsable qui nous aidera à maîtriser notre développement et poursuivre notre réussite.

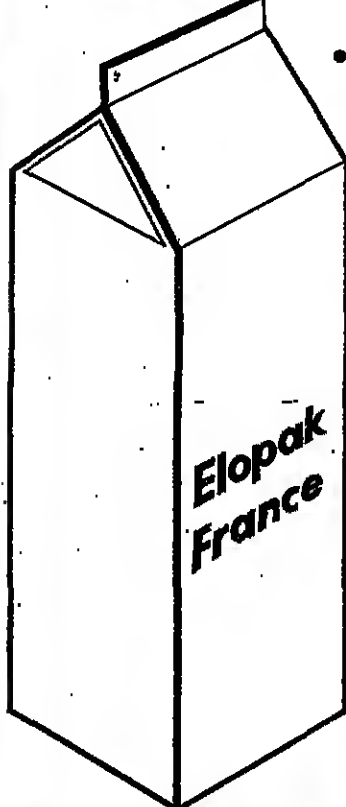
Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. 2644M, en précisant la rémunération souhaitée, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Jeune cadre commercial

... pour une vente « intelligente » !



Intelligente, car, autant qu'un produit, nous vous proposons d'en vendre le concept. Notre produit ? Des emballages carton « PURE-PAK » à section carrée, destinés au conditionnement des liquides alimentaires : plus encore, les machines de remplissage adaptées, le matériel de distribution associé.

Exemple de concept : le lait frais pasteurisé. Mieux identifié grâce à la spécificité et à l'élégance de sa présentation en PURE-PAK, il regagne la faveur du consommateur qui la distingue mieux à présent des laits à longue conservation.

Notre Entreprise : ELOPAK FRANCE. En 1982, grâce au travail et à la détermination de notre équipe très soudée, nous avons réussi à reconquérir 35 % du marché français et à tripler notre C.A. en 2 ans.

Nous appartenons au Groupe américano-norvégien ELOPAK (8 usines, 16 filiales européennes) qui a entrepris, il y a 18 mois, un programme important d'investissements dans sa société française.

Nous vous souhaitons de formation supérieure (type Ecole Supérieure de Commerce), capable de traiter à tous les niveaux, ouvert sur les implications marketing, techniques, financières de cette vente très complète.

Une première expérience réussie de la vente vous aidera à prendre votre secteur de façon autonome. Une bonne connaissance de la distribution serait un atout supplémentaire.

Bien sûr, une rémunération attractive, de réelles perspectives d'évolution seront la contrepartie de votre implication personnelle dans ce poste exigeant et passionnant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence EC/4/LM à notre Conseil.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
recherche

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

CONFIRME

Expérience 3 ans minimum

MIAGE - DUT ou équivalent

MATÉRIEL :
IBM 3031 - 4331 - 8100

CICS - DLI

Lieu de travail : banlieue SUD
(15 km Paris par autoroute).

Restaurant d'entreprise.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo à No 48242 à CONTESSÉ

Publicité 20, av. Opéra 75040
Paris Cedex 01 qui transmet.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE SERVICES
DU SECTEUR PARABANCAIRE

(250 Personnes)

à la suite de l'extension de son plan de charge crée un nouveau poste d'

ANALYSTE- PROGRAMMEUR

Pour s'intégrer dans l'équipe des cadres du Département Informatique.

- MIAGE ou équivalent

- 3 ans d'expérience en informatique de gestion.

- IBM DOS - VSE Cobol indispensable, assembleur souhaité.

Les conditions offertes et les larges perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Lieu de travail : Paris-Champs-Élysées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

J.C. BEY

52, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

TITN

Société d'ingénierie informatique
Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

Plus de 500 personnes dont 300 ingénieurs et cadres, spécialistes des systèmes informatiques avancés recrutés pour sa division logicielle

Ingénieurs logiciel

de formation Grande Ecole ou Université (OEA, OESS) confirmés ou débutants, pour participer à tous niveaux à des projets dans les domaines du logiciel de base, des systèmes Temps Réel, de la télématique, des bases de données et de la bureautique. Utilisant des mini-ordinateurs et des micro-processeurs. Adressez sous réf. SI 1 C.V. et prétentions à T.I.T.N. - rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loupes - 91380 CHILLY-MAZARIN.

Le Groupe
SPIE BATIGNOLLES

Entreprise Générale Pluri-disciplinaire
Activité internationale, 12 milliards de CA
crée un poste

Responsable bureautique

Rattaché au Directeur Central des Achats, il aura pour mission :

- de participer à la définition de la politique

bureautique du Groupe.

- d'assurer sa mise en œuvre.

- de se tenir au courant des matériels et

opérer les sélections.

- de conseiller les utilisateurs dans leur

choix.

- de négocier les achats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous la référence DA, à la Direction du Personnel, Spie Batignolles.

Tour Anjou, 33 quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux.

Cii Honeywell Bull

recherche pour son
DEPARTEMENT D'ETUDES SYSTEMES
(Systèmes d'Informatique Générale) des

INGENIEURS INFORMATIENS

Ils seront chargés de la qualification fonctionnelle de base des grands et moyens systèmes. Ingénieurs ou universitaires en informatique ou électronique, ils pourront, dans ce poste, acquérir une compétence en architecture et évolution des systèmes informatiques matériel-logiciel, maintenance.

Lieu de travail : PARIS 20 - Les Clayes-sous-Bois

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 128 M à Cii Honeywell Bull.

PCOG021C-94, avenue Gambetta 75460 PARIS

CEDEX 20

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNE GRANDE BANQUE

Dans le cadre de notre expansion et afin de compléter les effectifs de nos Agences de PARIS et région parisienne, nous vous proposons les opportunités suivantes :

CHEFS D'AGENCE (réf. 7.111)

Nous recherchons des professionnels, ayant une solide formation bancaire, confirmée par une expérience de quelques années dans une fonction d'encadrement. Motivateurs du développement des dépôts. Particuliers et des crédits aux Entreprises, ils sont responsables de la rentabilité de leur agence, qu'ils gèrent et animent avec des

SECONDS D'AGENCE (réf. 7.112)

Rattachés aux Chefs d'Agence, ils participent étroitement à la gestion et aux relations auprès de la clientèle. Une expérience commerciale est souhaitable (eventuellement acquise dans ce domaine) mais le potentiel personnel (pour prononcer pour les relations humaines, l'animation d'une équipe, le conseil auprès d'une clientèle diversifiée) est le vecteur primordial de réussite dans cette fonction.

ADJOINT à l'ANIMATEUR COMMERCIAL (réf. 7.113)

Il participe étroitement à l'animation commerciale des agences, à la mise en place de nouveaux produits bancaires : réunions d'information sur les investissements à proposer, stages divers, manifestations publicitaires. Ce poste, très vivant, requiert d'évidentes qualités de communication et d'aisance dans les contacts.

SPECIALISTE COMMERCE INTERNATIONAL pour Service ETRANGER - AFFAIRES INTERNATIONALES (réf. 7.114)

Nous désirons confier ce poste à un professionnel bancaire ayant une pratique minimum de cinq années du CREDIT DOCUMENTAIRE. Une excellente connaissance de l'anglais, commercial est indispensable. Nous recherchons également un candidat de formation supérieure commerciale, voire BTS option Commerce International.

JEUNE DIPLOME pour SERVICE JURIDIQUE - CONTENTIEUX (réf. 7.115)

Il sera chargé de la rédaction et du recouvrement des créances. Ce jeune candidat sera titulaire soit d'une capacité en droit soit d'un DEUG ou bien possèdera une solide formation universitaire. Une expérience dans un poste similaire est souhaitée. Assurés d'une absolue discrétion et d'une réponse, les candidatures (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sont à adresser, en précisant la référence du poste retenu, à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

Bostik
CHEMICAL GROUP
EMHART

Leader mondial
des colles et mastics d'étanchéité,
recherche son

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur financier, il animera une équipe de 3 personnes et sera chargé de concevoir et mettre en place un système de comptabilité analytique intégrée en coût standard, d'élaborer les budgets annuels et les plans à long terme, d'assurer le reporting mensuel à la maison-mère, de suivre la rentabilité des différentes lignes de produits et d'effectuer des études ponctuelles à la demande de la Direction.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESCAE, ESSEC, etc.), possédant une expérience industrielle de 5 à 10 ans en milieu anglo-saxon dans un poste similaire.

Une pratique courante de l'anglais est indispensable et une première expérience de l'informatique serait un atout supplémentaire.

Le salaire sera déterminé en fonction de l'expérience du candidat. Le poste est à pourvoir en Région Parisienne et des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. 7153 à PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Vous ... et la carrière des autres.

Pas encore 30 ans et votre expérience vous l'a déjà confirmé : le Social et les problèmes humains continueront d'être chaque jour plus prépondérants. Le choix des hommes, plus particulièrement celui des cadres de tous niveaux, détermine la réussite d'une entreprise. La nôtre se porte bien : première dans son secteur, elle occupe 6 000 personnes, gagne de l'argent, progresse constamment en chiffre d'affaires et en volume. L'ambiance est aussi jeune que l'âge moyen. Volontaires et combattifs, nous avons toujours recruté ceux, qui, dans leur génération, présentaient le meilleur potentiel d'avenir.

C'est cette politique que nous voulons poursuivre : avec vous qui, venant d'une grande école commerciale ou d'une formation psycho-socio-avez, de préférence, l'expérience de recrutement des cadres : ce sera là une grande part de votre activité. Mais vous serez également responsable de la gestion prévisionnelle de l'encadrement de tout un secteur de notre entreprise : au carrefour des carrières, vous serez le conseil des directeurs, et pour leurs collaborateurs, vous serez celui qui écoute, conseille et oriente individuellement. Sans parler des opérations de relations extérieures, Grandes Ecoles et Universités, que vous aurez à mener.

Enfin, vous élargirez vos connaissances et compétences. L'un de nos chefs de division opérationnelle ne tenait-il pas votre poste il y a quelques années. Vous savez que la région de Lille présente de nombreux avantages en matière de qualité de vie, tant privée que professionnelle. Si vous vous jugez capable de tenir un tel poste, sachez qu'en écrivant à SIRCA sous la référence 536 792M, vous engagez peut-être votre carrière vers un développement passionnant.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Chef de produits

160-180 000

Basé à notre siège parisien, il est rattaché au Directeur Commercial, et assisté de 3 collaborateurs, assure le suivi et le marketing des produits existants, étudie, coordonne (technique/commercial) et lance les nouveaux produits, réalise les études de marché et supervise la publicité.

Votre solide formation marketing, votre ouverture à la technique, votre expérience réussie de chef de produits, si possible dans l'univers de papier, de l'informatique et/ou de l'imprimerie vous qualifient professionnellement. Votre dynamisme éclairé et chaleureux, votre goût des contacts professionnels et votre savoir-faire pour l'animation d'une petite équipe dans une Direction Commerciale nous attirent et nous intéressent.

Peut-être nous rencontrerons-nous ?... surtout si vous connaissez et pratiquez l'anglais.

Jean-Boussier vous remercie de lui écrire sous référence 2641M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psychom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec



SNECMA

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION
DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE

Pour son centre de Production
de GENNEVILLIERS (92)

BT et BTS forge - fonderie

BTS comptabilité et gestion

DUT ou DEST CNAM personnel

La SNECMA offre les avantages suivants : rémunérations intéressantes - restaurant d'entreprise - centre desservi par SNCF et lignes d'autobus - avantages sociaux.

Adresser candidatures avec prétentions à "BUREAU D'EMBAUCHE SNECMA"
B.P. N° 48 - 92234 GENNEVILLIERS CEDEX.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Formation DUT, diplôme O.M.
3 ans d'exp. sur IBM 43.31,
43.41 ou 308.
Langage COBOL, GAP 2
Connaissances CICS appréciées
INSEE-ETT
83, bd Sébastopol, Paris-2
Métro République - 233-38-25

SOCIÉTÉ IMPORTATION ET DISTRIBUTION recherche un(e)

AIDE-ACHETEUR (SE)

Assisté (selon cadre)
ayant minimum 3 à 5 ans
d'expérience transit, transport,
pour gestion commerciale.
Anglais exigé.
Adr. C.V. manuscrite et prêt. à
M. TEVISEN
SNAR et SOCMAS
12, rue de Florence,
75008 Paris

STÉ IMMOBILIÈRE 17, rue
NEGOCIATEUR (TRICE)
de médier, agent commercial
secteur actif. 622-22-56.

Ministère de la Défense Centre d'Essais en vol recherche

TECHNICIENS

titulaires DUT ou BTS
électronique

INGÉNIEUR

diplômé Grandes Ecoles
orientations aéronautique et
micro-informatique pour déve-
loppement. Matériel de
mesure. Adresser C.V. au Chef
du Personnel Centre d'Essais
en vol, base d'Essais de Bré-
gnol, 51220 Brégnol-sur-Orge.

ingénieur chef de projet

RECUPERATION ASSISTÉE DU PETROLE

Paris ou Lyon

Un Important Groupe Chimique Français recherche pour sa nouvelle
filiale orientée sur le marché des produits et services du domaine
pétrolier, un jeune ingénieur Chef de Projet pour développer des
techniques nouvelles.

Il sera responsable au plan technique et commercial du bon dérou-
lement des projets qui lui seront confiés par le Directeur Technique
dont il dépendra directement.

Ce poste intéresse un jeune ingénieur diplômé : Mines, Centrale, A & M
ou équivalent (École Nationale du Pétrole et des Moteurs très appré-
ciée) doté d'une première expérience sur champs pétroliers.

Le poste comporte de nombreux voyages et/ou séjours à l'étranger
qui nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais.

25 ans minimum • imaginatif et disponible • esprit d'entreprise
• goût des contacts humains.

La rémunération sera fonction du profil et de l'expérience et tiendra
compte des responsabilités et de l'autonomie de décision de la fonc-
tion. Une évolution de carrière dans le Groupe est possible.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rému-
nération actuelle en précisant la réf. 248-M a.

R.C.C. Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COO - 75009 PARIS

CSL-108

précision mécanique
labinal

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES SERVICES TRAVAUX,
ENTRETIEN PRÉVENTIF, un

INGENIEUR ELECTRICIEN CONFIRME

Pour lui confier la responsabilité du Service entretien préventif.

A ce titre il assurera pour l'ensemble du Groupe :

- le contrôle du suivi de l'entretien préventif par les Chefs d'entretien des usines.
- la responsabilité des différentes installations électriques.
- la négociation et le suivi des contrats d'entretien.
- l'établissement du budget entretien en accord avec les Responsables locaux des différents établissements.
- les contacts avec les Organismes contrôleurs (APAVE - CEP).

Ce poste, basé à SAINT-OUEN (93) nécessite des déplacements réguliers dans les Usines de Province.

Adresser C.V. et prétentions à PM LABINAL - Direction des Relations Sociales
5, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.

URGENT

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
OFFSHORE, SPECIALISEE DANS
L'ETUDE, LA REALISATION ET
L'INSTALLATION DE TERMINAUX
PETROLIERS

recherche pour son service
calcul architecture navale

jeunes ingénieurs

même débutants, diplômés
E.N.S.T.A., ENSM de Nantes,
ou équivalent.

Possibilités d'évolution rapides pour can-
didats dynamiques. Déplacements à pré-
voir. Anglais courant indispensable.
Lieu de travail : Région Parisienne (92).

Adresser CV, photo et prétentions
sous référence 39314 à
projets publicités

12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra

JEUNE RESPONSABLE COMPTABILITE CENTRALE ET CONSOLIDATION GROUPE

LAMBERT FRERES ET CIE - Société mère d'un groupe industriel
de 1er plan - CA 2 milliards - recherche le responsable de son service
comptabilité centrale et consolidation.

MISSION :
- harmonisation et organisation des comptabilités des différentes sociétés
du Groupe,
- contrôle des arrêtés de comptes en relation avec les commissaires aux
comptes,
- consolidation des sociétés au niveau du Groupe.

PROFIL :
- diplômé grande école de commerce et DECS complet,
- expérience 3 à 5 ans dans cabinet expertise comptable ou service Audit
interne (consolidation, fiscalité et regroupements de sociétés).

Poste basé à PARIS avec déplacements fréquents de courte durée.
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente et prétentions à réf. 705
à Madame Leriche.



LAMBERT FRERES ET CIE
5, RUE VERNET - 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Mobil

recherche pour son Siège Social de
(92) PARIS-LA DEFENSE

CADRE JURIDIQUE DEBUTANT(E)

- AU MOINS DESS (droit des affaires)
- Connaissance et expérience en droit immobilier appréciée
- Bon niveau d'Anglais demandé.

La fonction, au sein du Département Juridique, amène à prendre très rapidement des responsabilités dans des domaines juridiques variés, peut comporter des déplacements et exige le goût du contact et de la négociation.

DISPONIBILITE TRES RAPIDE.

Adresser sous référence No 48.441 lettre manuscrite, C.V. et photo (recto-verso) à MOBIL OIL FRANÇAISE, Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92082 Paris-La Défense Cedex 9.

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Banque Internationale Paris

Auditeur interne confirmé

(Contrôle interne + rédaction et mise en place de procédures).

(Réf. M 2352)

Juriste

(Contrats commerciaux à caractère international, coordination avec les avocats externes).

(Réf. M 2353)

Pour ces deux postes, une formation supérieure est exigée ainsi qu'une expérience confirmée acquise soit au sein d'un Etablissement Financier International, soit dans un cabinet d'audits ou de conseils juridiques. Maîtrise de l'anglais. Rémunération de haut niveau.

Prière d'adresser (en spécifiant la référence) votre résumé de carrière à MSL International (Paris).

Discretion totale assurée.

GUERBET S.A.

Challenge de l'innovation 1981 Oscar de l'exportation 1981
Holding d'un Groupe Pharmaceutique Français
en expansion
(450 personnes - 200 MF de C.A.)
recherche pour compléter son équipe
centrale informatique :

UN (E) CHEF DE PROJET 170 000 F./AN

Ses compétences, son sens de l'organisation et de la communication devront lui permettre de développer harmonieusement l'activité informatique du groupe dans ses divers domaines (gestion, production...), en attachant une attention toute particulière à la formation des utilisateurs pour instituer un dialogue constructif et efficace.

- Ce poste requiert :
- MAGE ou équivalent,
 - Expérience HP 3000 indispensable,
 - Expérience réussie d'au moins 3 ans dans la mise en place de systèmes informatiques en milieu industriel,
 - Cobol apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo - sous réf. JLE 4/10/82 à :

guerbet s.a.

B.P. 15 - 93601 AULNAY-SOUS-BOIS Cedex

Nous avons le premier parc copieur en clientèle et le plus important service après-vente du marché, nous recherchons pour notre direction technique nationale

Responsable études et organisation "logistique"

Il aura à prendre en charge la planification, le contrôle des mouvements machine et la gestion des budgets correspondants. Il participera dans ce domaine à l'élaboration et la mise en place de projets internationaux.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (A.M. ou équivalent) ou Ecole Supérieure de Gestion, il aura acquis quelques années d'expérience de la logistique (distribution/stockage) dans une entreprise du secteur industriel.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Pour ce poste le salaire sera de l'ordre de 160.000 F/an.

Merci d'adresser à Michel Toppert sous Réf C 13 RANK XEROX
4 rue Nicolas Robert
93601 Aulnay-sous-Bois
Cedex.

RANK XEROX

Charles of the Ritz Parfums YVES SAINT LAURENT

Gardien de la politique informatique et homme orchestre entre l'usine et le siège, votre mission sera de définir et de mettre en œuvre les systèmes de traitement de l'information pour l'usine : achats, production, contrôle, qualité, packaging, développement, planification, distribution.

Votre champ d'action sera large, puisque vous couvrirez l'ensemble des traitements informatiques, en milieu industriel.

Vos attributions seront celles d'un chef de projet, vous étudierez, analyseriez les besoins en informatique, établirez le cahier des charges, les plannings, le suivi général de chaque chantier et auditez en permanence le fonctionnement des systèmes existants.

Votre mission vous l'avez compris sera vaste.

Chef de Projet Informatique :

vous serez notre
antenne à l'usine.

Vous êtes ingénieur grande école ou équivalent, votre expérience de la conduite de projets en milieu industriel vous permet d'évoluer vers une fonction plus large de coordination et d'organisation.

Nous vous offrons un poste très motivant. L'évolution de votre carrière sera celle que l'on peut espérer dans une société en pleine expansion de renommée internationale.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Le lieu de travail : LASSIGNY

(près de Compiègne).

Adresser C.V. photo et prétentions

sous référence 1564 M.

ALPHA CDI

59 rue Saint Didier - 75116 PARIS.



THOMSON-BRANDT

BRANCHE GRAND PUBLIC

Concevoir et développer les micro-ordinateurs de demain

Le SICOB, manifestation internationale en communication conforte Thomson Brandt dans son rôle de précurseur en matière d'informatique domestique.

Le lancement du 1er ordinateur pour la famille conçu et réalisé en France, constitue le début d'une nouvelle percée technologique dans les produits grand public.

Jeune ingénieur électronicien, vous êtes diplômé d'une grande école ou équivalent et l'aventure de la micro-informatique vous tente.

Spécialiste de l'électronique digitale et des applications à base de micro-processus, notre groupe vous offre aujourd'hui la possibilité de participer à la conception de nouveaux systèmes

faisant appel aux récentes innovations en matière de micro-processeurs. (Une expérience en télécommunications serait appréciée)

Ce poste qui demande la maîtrise du HARD comme du SOFT en micro-informatique, conviendrait à un esprit curieux, créatif, motivé et désireux de maintenir outre avance technologique au niveau de ses rivaux étrangers.

L'anglais est souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions

sous Réf. 1566 M à notre conseil

ALPHA CDI

59 rue Saint-Didier

75116 PARIS.



Jeune HEC, ESSEC, Sup de Co... à fort potentiel

1^{er} constructeur français de pompes, 2^e européen, le Groupe POMPES GUINARD - C.A. 81 : 750 MF dont 52 % export vous propose, à son siège de COURBEVOIE, le poste de

Chef du service comptabilité analytique

Vous avez 28 ans minimum et avez acquis une première expérience de la comptabilité analytique, si possible dans un contexte industriel.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et en liaison avec l'informatique, nous vous proposons, dans le cadre d'une politique décentralisée, d'être l'animateur et le coordinateur des services comptabilité analytique de nos 5 unités : suivi de l'établissement et consolidation des budgets, analyse et interprétation des écarts, respect et amélioration des procédures de comptabilité analytique.

Ce poste sera un tremplin pour un cadre de valeur et lui permettra d'évoluer vers des responsabilités plus importantes dans notre Groupe en forte expansion.

Anglais courant souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence GAC3/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Par définition

L'élite est toujours minoritaire.
Comme telle, elle subit le sort de toutes les minorités : suspecte, ségrégée, rejetée, parfois haïe par la majorité qui ne se reconnaît pas en elle.

Mais c'est elle l'élite ?
Quand les intellectuels deviennent majoritaires, les anti-conformistes les plus nombreux, les assistants pressés en rangs serrés, le corporatisme généralisé, et la structure mentale "fonctionnariste" pour le plus grand nombre...

L'élite est ailleurs.
Sans doute du côté du caractère, du côté des leaders, du côté de l'ambition, et du côté du risque.

Si G. Triganon peut dire à "l'Expansion" :
« Pour moi, il y a deux catégories de patrons : les rentiers, conservateurs et pessimistes, et les vrais managers : agressifs et confiants »

Nous croyons être de bons représentants de cette seconde catégorie.

Mais ne croyons pas à la réussite sans risques encourus, acceptés, recherchés.

Mais nous nous mouvons dans les domaines économique et financier. Nous sommes des prévisionnistes du long terme quand le court terme échappe à toutes les analyses.

Mais nous avons tout prévu pour former, encadrer, rémunérer, intégrer les candidats que nous sélectionnons dans les conditions les plus solides, les plus fiables et les plus brillantes.

Mais le risque est présent, national ou planétaire, social ou économique, psychologique ou politique. Toutes les sociétés en mutation profonde peuvent sauter comme un bouchon de champagne.

Il est surtout personnel quand toutes les données qui concourent à l'éducation, à l'enseignement, à l'ambiance sociologique sont antinomiques de la notion de risque.

Il suffit pour nous répondre que vous n'avez pas peur de Vous et des Autres. Nous tenterons de vous comprendre et pourrons vous aider à vous réaliser.

Ajoutez à la personnalité et au caractère une formation générale solide, universitaire ou autodidacte, et 24 ans au moins.

Alors, écrivez-nous. BANCÉ PUB. 18, rue Léon - 75018 Paris (Merci par avance de préciser sur l'enveloppe, réf. 821.011)



Degremont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

DEGREMONT, Société d'Engineering de 1 500 personnes implantée à RUEIL 92212, recherche, pour poursuivre son développement à l'export, un

INGENIEUR ELECTRICIEN CHARGE D'AFFAIRES

Intégré à l'un des services spécialisés de la Société, son activité s'exercera dans deux directions :
- en appui des Projets tout d'abord, pour la définition et le chiffrage du lot « Electricité »,
- puis dans l'exécution pour le lancement des appels d'offres, le choix des sous-traitants et plus généralement le suivi de la réalisation du contrat dans sa spécificité.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Electricien ou Electromecanicien, ayant au moins 3 ans d'expérience au niveau de Projets et/ou de Réalisation d'affaires dans le domaine technique adéquat (courants forts, distribution H.T., tableaux et armoires de commande, automatismes...)

L'activité Export implique l'usage de la langue anglaise et des déplacements à l'étranger. La rémunération proposée pour ce poste sera liée à l'expérience offerte.

Ecrire en envoyant C.V. et prétentions, sous la référence 800 M à G. MASSON au Département Relations du Travail - 183 avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL MALMAISON.

Cadre financier

Importante Société Immobilière, filiale d'un puissant Groupe Financier, recherche un cadre financier, possédant une maîtrise de gestion. Il sera chargé :
- de l'administration financière de plusieurs sociétés civiles immobilières et de la gestion de leur trésorerie
- de préparer les dossiers présentés aux Conseils et aux Assemblées et de rédiger les compte-rendus de ces réunions
- de procéder à l'analyse financière des sociétés
- d'établir les plans de financement et de trésorerie.

Une première expérience professionnelle dans un poste équivalent ou dans le secteur de l'immobilier serait un atout.

Nous invitons les candidats intéressés à nous envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 2807 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

5021 من الاموال

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier constructeur européen de turbomachines, disposant d'une capacité de production de 10.000 MW par an (ce qui équivaut à l'alimentation de 7 villes telles que Paris), le Groupe ALSTHOM-ATLANTIQUE représentant 42.000 personnes en France dans 43 établissements. Il a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs.

Dans le cadre de l'extension de ses

moyens informatiques performants

en son établissement du Bourget (accès par le RER), notre Groupe recherche :

INGENIEUR SYSTEME CONFIRME EN MVS

MISSION :

Sous les ordres du Responsable Système, il sera chargé du système MVS : générations, maintenance, interfaces avec les sous-systèmes (CICS, VTAM, IMS, etc.), conseils aux utilisateurs, participation au choix des nouveaux produits et à l'évolution de la configuration.

PROFIL :

Quelques années d'expérience dans un poste équivalent et dans un environnement grand système. NIVEAU D'ETUDES SUPERIEURES.

INGENIEUR SYSTEME MVS DEBUTANT

MISSION :

Sous la responsabilité de l'Ingenieur Responsable du système, participera aux travaux de génération et de maintenance de MVS et des produits associés.

PROFIL :

Bonne formation de base en MVS. Connaissances de CICS, VTAM appréciées. Formation complémentaire assurée. NIVEAU D'ETUDES SUPERIEURES.

Toute candidature, accompagnée d'un C.V. détaillé et des prétentions sera envoyée à ALSTHOM-ATLANTIQUE - Direction du Personnel 55, avenue Jean-Jaurès - 93350 LE BOURGET.

Microélectronique Hybride

Couches minces et couches épaisses

Le GERS est le Centre Européen de Recherches du Groupe Schlumberger. Il conçoit les projets du futur en collaboration avec les autres Sociétés du Groupe. Au sein du GERS le Laboratoire de Microélectronique est chargé de la conception et de la réalisation de prototypes dans des domaines très variés, des petites et moyennes séries aux très grandes séries. Sa responsabilité est également l'évolution des techniques et la mise au point des procédures de réalisation en vue du transfert en production.

Dans le cadre du développement de cette activité, le GERS recherche :

Ingenieur

Il sera responsable de l'atelier de réalisation de prototypes en collaboration avec les Laboratoires de conception, par exemple dans le domaine des hyperfréquences. Il aura acquis une bonne connaissance des couches minces et couches épaisses.

Pour ces deux postes situés près de Paris, 2 à 3 ans d'expérience dans la spécialité sont indispensables. Une évolution vers des responsabilités plus grandes est loyalement envisagée pour des candidats créatifs et performants. La connaissance de l'Anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser vos candidatures à Jean-Claude Sobel, 12 place des Etats Unis - BP 121-92124 Montrouge

GIERS

Schlumberger

Technicien

Il sera intégré dans l'atelier de réalisation de prototypes et sera amené à exécuter une petite équipe de formation DUT ou BTS, il aura acquis une bonne connaissance des techniques d'assemblage des circuits hybrides.

Institut Curie
Section médecine et hospitaliers
26, rue d'Ulm
75231 PARIS CEDEX 05

MANIPULATRICE RADIO DIAGNOSTIC

Immédiatement disponible. Ecrire avec C.V. ou se présenter Manipulatrice Chef.

Tél. : 328-12-42 poste 3.686.

Urgent LTP SAINT-NICOLAS

PROFESSEUR

pour enseignement à temps complet du dessin industriel et des cours d'électrotechnique dans les classes préparatoires au bac technique F.1. Diplôme d'ingénieur A.M. ou équivalent. Téléphone : 222-63-60.

EXPERT-COMPTABLE REGION VERSAILLES

COLLABORATEUR QUALIFIE

OU STAGIAIRE 2^e ANNÉE

pour trav. centr. et contrôles. Ecrire C.V. et prétentions à : J.-P. GOURIL, 12, rue Denicé, 78140 VÉLIZY.

GRANADA

CHEF DU PERSONNEL

GRANADA, filiale d'un Groupe International implanté dans 10 pays est la seconde Société Française de location de téléviseurs et magnétoscopes au grand public et la 1^{re} sur le marché des hôtels, cliniques et hôpitaux.

Le Chef du Personnel, de formation supérieure, âgé de 30 à 35 ans prendra en charge la gestion du personnel, la paye, les relations sociales et humaines de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous No 48695, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

Pour son bureau d'étude AUTOMATISMES

UN INGENIEUR MECANICIEN

ayant bonnes connaissances en tôlerie, usinage et matières plastiques.

Le candidat devra avoir acquis une grande expérience au titre de services méthodes mécaniques et une pratique de la sous-traitance dans un domaine mettant en œuvre des mécanismes intégrés dans des matériels électroniques.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions à : ADMINISTRATION DU PERSONNEL ELECTRONIQUE Serge DASSAULT 55, Quai Carnot - 92214 SAINT CLOUD.

DIVISION RADIODIFFUSION TELEVISION

leader dans son domaine, recherche son

RESPONSABLE METHODES

pour :

- Recherche et mise en place de techniques nouvelles et des investissements s'y rapportant.
- Implantation et étude de poste.
- Création et définition des moyens informatiques au niveau de la fabrication.
- Relation avec le Bureau d'Etudes et les services techniques.
- Participation à des réunions de travail au niveau du groupe Thomson.

Organisé et attiré par les contacts humains, il dirigera une équipe d'une dizaine de personnes. Expérience souhaitée, lieu de travail : Gennevilliers. Merci d'adresser votre C.V. au Service du Personnel THOMSON-CSF, 94 rue du Fossé Blanc 92230 Gennevilliers.

« Banque de crédit à moyen et à long terme appartenant à un groupe d'importance nationale, recherche pour renforcer son équipe :

UN CADRE D'EXPLOITATION

(niveau CI V)

Agé de 28 à 35 ans, de formation ESC, CESP ou équivalente et ayant 4 ou 5 années de pratique bancaire au contact de P.M.E. La connaissance, même élémentaire, de la technique des crédits à moyen et à long terme serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé, prétentions, photo sous réf. 48463 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée.

Ingénieur chimiste

Sud de Paris

Pour notre usine de Villebon-sur-Yvette (produits pour la décoration automobile).

L'évolution rapide de notre production nous amène à rechercher un Ingénieur type Ecole Supérieure de Chimie, possédant nécessairement 2 à 3 ans d'expérience pour :

- assurer la synthèse des fonctions qualité et méthodes,
- détermination et exécution des processus de contrôle qualité,
- développement, mise au point et test de certains produits,
- détermination et optimisation des méthodes de fabrication.

Pour ce poste, créé au sein de notre service technique, qui comportera l'encadrement de 4 personnes, dynamisme et sens de l'organisation déterminent les qualités indispensables.

Anglais souhaité. La pratique de l'allemand sera appréciée.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

3M France
Service Recrutement
Avenue Boulé - 95250 BEAUCHAMPS

3M

DEPARTEMENT INTERNATIONAL PARIS 15ème

INGENIEUR RESEAU

Dans le cadre d'un groupe d'études, il sera chargé de la définition, du développement et de la maintenance de logiciels de planification appliqués aux réseaux de Télécommunications.

Par ailleurs, il assurera l'interface avec les ingénieurs commerciaux et les assistera lors de missions à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ou de formation universitaire équivalente, possédant 5 à 7 ans d'expérience : - en étude et planification des réseaux de télécommunications de préférence - ou éventuellement, en développement de logiciels appliqués aux télécommunications.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. photo et prétentions au Service du Personnel 33, rue Emeriau 75015 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE
BIENS D'EQUIPEMENTS
(La Défense)
recherche

chef de service informatique scientifique

Mission : conduire le développement des programmes et leurs applications (matériel utilisé Vax 11/780)

Profil : Ingénieur et Informaticien confirmé, familiarisé avec la C.A.O. et la résistance des matériaux - connaissance tuyauterie souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2413 PUBLICITES REUNIES-112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES PARIS nous recherchons notre

CHEF COMPTABLE

pour lui confier la responsabilité de l'ensemble des fonctions comptables de l'entreprise et la coordination de 6 personnes.

Cette fonction requiert : dynamisme, rigueur, disponibilité, ouverture d'esprit, facilité de contacts et une solide formation (E.C.S., D.E.C.S. ou équivalent).

Nous offrons une rémunération motivante, des perspectives d'évolution. Une expérience d'agence de voyage serait appréciée.

Adresser C.V. photo sous réf. 3282, à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

GESTION COMPTABLE & administrative de SICAV et F.C.P.

ORGANISME SPECIALISE CREE POUR LA GESTION COMPTABLE ET ADMINISTRATIVE DE SICAV ET FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS (dont le nombre s'accroît régulièrement) rech. pour Siège à PARIS (Elysees)

JEUNE CADRE COMPTABLE

qui, après assimilation des opérations concernées (valeur liquidative quotidienne des SICAV, statistiques, bilans et cptes d'exploitation, tenue des Conseils et Assemblées, toutes formalités...) DEVIENDRA PROGRESSIVEMENT L'ASSISTANT puis L'ADJOINT DU CHEF COMPTABLE.

INDISPENSABLE

- la trentaine et le DECS complet
- 1^{re} EXPERIENCE COMPTABLE (débutant s'abstenir)
- BON REDACTEUR

SOUHAILABLE

- Connaissance de la Bourse (ou équivalente)
- Familiarité avec le traitement INFORMATIQUE

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo as réf. 4922 à

SC sélection conseil 89, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pour son siège parisien

SOCIÉTÉ DE T.P.
ET GÉNIE CIVIL
P.M.E. 350 PERSONNES

recherche

CHEF COMPTABLE

Il sera responsable de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'établissement du bilan, des obligations fiscales courantes, de la gestion, de la trésorerie.

Le poste correspondrait à un Cadre, niveau D.E.C.S., pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années en entreprise.

Le candidat devra avoir des qualités d'organisateur et être familiarisé avec l'outil informatique.

Age minimum souhaité : 35 ans.

Prévoir d'adresser lettre manuscrite de candidature et C.V. sous n° T 036.312 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Groupe International
Banlieue Ouest

CHEF COMPTABLE

Une des toutes premières sociétés de service, leader dans sa spécialité recherche un Chef Comptable.

Rendant compte au Directeur Financier Adjoint et en étroite liaison avec le siège européen, il sera chargé de l'établissement des états financiers et des « reporting » mensuels, de la comptabilité des immobilisations et de la fiscalité. Il préparera les bilans annuels de la société et des filiales françaises dont il contrôlera la comptabilité. Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'au moins 27 ans, titulaire du D.E.C.S. au minimum, possédant 3 à 4 années de pratique de l'établissement de bilans comme une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Bon fiscaliste, il dispose d'un anglais lui permettant de s'exprimer couramment.

Le poste doit évoluer rapidement, la rémunération est de nature à intéresser un candidat de valeur. Le poste est basé en banlieue ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 8700 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

**JEUNE CADRE
RELATIONS SOCIALES**

Avec 5500 personnes, un C.A. de 3 milliards de francs, 3 usines, 1 centre de recherche intégré et 17 agences commerciales, cette Entreprise française est le deuxième producteur mondial dans sa spécialité : produits industriels élaborés.

Compte-tenu de son activité très exigeante (leu continu) la Société cherche à recruter un jeune cadre dynamique, relations sociales. Le Chef de ce service devra renforcer son équipe, légère, au siège en y intégrant un nouveau collaborateur.

D'abord chargé d'assister directement l'ensemble du réseau commercial (agences et magasins : 350 personnes) dans le domaine de la gestion sociale, ce cadre secondera progressivement le Chef du Service dans l'ensemble de ses missions pour évoluer à moyen terme, dans une des unités industrielles.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur spécialisé. Sa première expérience (1 à 2 ans) lui a permis de s'assurer de sa véritable motivation pour poursuivre une carrière liée à la fonction personnelle. Il est mobile géographiquement et disponible intellectuellement pour évoluer à l'intérieur de l'Entreprise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M4477 L à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

INGENIEURS INFORMATIENS

expérimentés

X, MINES, CENTRALE, SUPELEC,
INP GRENOBLE - TOULOUSE...

Vous possédez une expérience de 2 à 5 ans, et vous souhaitez développer vos compétences dans un environnement technique très évolué (Matériel IBM, TRANSPAC, SNA, IMS, CICS, MVS). Nous vous proposons de participer au développement et à l'expansion de nos :

PROGICIELS TECHNIQUES (R&F. PT)
PROGICIELS DE GESTION (R&F. PG)

Nous vous assurerons le complément de formation nécessaire. (La connaissance de l'Anglais technique sera appréciée sans être exigée). SPI vous permettra d'évaluer au sein d'équipes autonomes, et vous confiera rapidement de réelles responsabilités, ouvertes sur de larges perspectives d'avenir.

Adressez votre candidature, en précisant la ou les référence(s) choisie(s) à SPI - Service des Affaires Sociales - 98, boulevard Victor-Hugo 92115 Clichy

**SOCIÉTÉ
POUR
L'INFORMATIQUE**

PECHINEY UGINE KUHLMANN

Important Groupe
de Distribution Alimentaire
Recherche

Assistant de Gestion

Jeune Débutant, diplômé de l'enseignement supérieur, vous serez chargé, du soin du service Contrôle de Gestion, de l'application et du contrôle des systèmes de gestion actuellement en place : tableaux de bord, statistiques.

Vous participerez à la réalisation d'études ponctuelles concernant la gestion des bilans, à la mise en place de nouvelles applications informatiques de gestion, au suivi d'opérations diverses en liaison avec les autres services.

Un goût prononcé pour l'informatique de gestion, une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse seront vivement appréciés.

Ce poste est à pourvoir à PARIS. Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous référence 8629 à :

LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Pour débiter, une fonction de généraliste

**ASSISTANTS
EN ORGANISATION**

HF

Ce groupe français de grande notoriété emploie 4 500 personnes et gère 3 milliards de chiffre d'affaires. Premier dans son domaine, il continue à progresser grâce à une organisation performante. Le service Méthodes et Organisation souhaite renforcer son équipe et recherche deux jeunes cadres.

Au sein de la Direction administrative et financière, ils interviennent comme conseils auprès des directions opérationnelles et fonctionnelles. Leur mission consiste à optimiser les systèmes d'information et à mettre en place des outils de gestion. Ils participent à l'ensemble des tâches du service. La diversité des actions entreprises les conduit à intervenir dans tous les domaines de la gestion : contrôle de gestion, organisation informatique, logistique.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes de jeunes diplômés des grandes écoles commerciales, option finance-comptabilité de préférence. Débutants ou avec une première expérience, ce sont des hommes de dialogue, créatifs, qui possèdent un bon esprit d'analyse. Des déplacements sont à prévoir dans la région parisienne. Cette fonction de généraliste ouvre à ceux qui réussissent des perspectives d'évolution dans toutes les branches de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 2611 C, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL



**Jeune ingénieur développement
au cœur du sujet.**

Vous aurez la responsabilité d'améliorer nos produits et d'en développer de nouveaux. De l'idée à la réalisation, il vous faut comprendre les besoins cernés par le marketing, concevoir les appareils, faire le choix des composants, participer à la mise au point des méthodes de fabrication. Pour assurer cette tâche nous vous situons au cœur du sujet : outre votre travail principal de recherche, vous dirigez le B.E., vous consacrez une grande part de votre temps à l'assistance de l'atelier de fabrication et vous pouvez, vous-même, apprécier les problèmes techniques auprès de la clientèle.

Ce poste implique une intégration au siège parisien de notre division Etanchéité et des déplacements, fréquents en particulier à l'usine de Soignies et Ronchères (Aisne).

Nos produits actuels sont des appareils de désenfumage, des appareils de ventilation naturelle et d'éclairage zénithal. Nous confierons donc volontiers ces responsabilités à un ingénieur débutant, mécanicien ou électronicien.

Dans l'avenir, à l'intérieur du groupe Gerland toutes les perspectives d'évolution sont envisageables.

Nous avons demandé aux consultants de SEOP de nous assister dans cette recherche. Merci de leur écrire sous référence ID 1045M.

SEOP

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Apportez
votre concours
aux énergies
nouvelles

**ingénieurs
qualité**

AM, ENSI, INSA...

Importante société d'ingénierie (5000 personnes, La Défense), nous concevons et réalisons des ensembles industriels dans le domaine électrotechnique, ces installations doivent répondre à des critères permettant de garantir la qualité, tant au niveau conception, fabrication que réalisation sur chantier.

Pour ce faire, nous confions à des ingénieurs les missions suivantes :

- définition de procédures,
- audit des usines ou de la sous-traitance,
- surveillance de la fabrication ou du montage,
- étude et traitement d'anomalies.

L'affectation à l'une de ces missions dépend de l'expérience des candidats, qui auront évolué en Bureau d'Etudes, production ou chantier.

Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5080 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Bonnes connaissances d'électronique générale.

Les candidats devront être âgés de moins de 30 ans, libérés des obligations militaires et de nationalité française.

Horaires de travail : 39 heures par semaine.

Avantages sociaux : restaurant d'entreprise, transport.

Ecrire sous n° 7128, « Le Monde » Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



**BANQUE DE L'UNION
EUROPEENNE**

recherche pour sa

DIRECTION DE L'INSPECTION

**UN INSPECTEUR
CONFIRME**

Le candidat retenu aura le profil suivant :

- Formation supérieure souhaitée
- Très bonne expérience dans un Service d'inspection d'une Banque exerçant son activité en France et à l'étranger.
- Maîtrise de la langue anglaise ou allemande.

Le poste implique des déplacements de moyenne durée en France et à l'étranger.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Recrutement Cadres 4 rue Gaillon
BP 89 - 75080 Paris Cedex 02.

RADIO-FRANCE

recrute

A COMPTER DU 1^{er} DÉCEMBRE 1982

UN JOURNALISTE

de langue portugaise pour les émissions de RADIO-FRANCE INTERNATIONALE à destination de l'AFRIQUE LUSOPHONE.

Compétences demandées :

- Bonne connaissance de l'AFRIQUE d'expression portugaise et de la FRANCE.
- Expérience radiophonique.
- Pratique de la dactylographie.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions :

AVANT LE 25 OCTOBRE
au Service du Personnel - Bureau 9533.

RADIO-FRANCE 116, avenue du Président-Kennedy,
75116 PARIS.

sema informatique

La Division Informatique de **sema metra**, groupe européen de conseil d'étude et d'ingénierie (720 MF de CA, 2200 personnes) recherche des ingénieurs en :

informatique industrielle (réf. 10359/AM)

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, ils ont effectué des stages orientés vers la micro-informatique industrielle et maîtrisent bien l'assembleur Motorola, ZILOG ou INTEL. Ils participeront à la réalisation de systèmes dans les domaines suivants : Télématique, Réseaux, CAO, simulateurs, contrôle de processus.

informatique de gestion (réf. 10359/BM)

Diplômés d'une grande école, ils recherchent leur premier emploi. **sema informatique** assurera leur formation complémentaire par un séminaire programmé le 01/12/82.

Adressez votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à J. Hajagos, **Sema Sélection**, Centre Metra - 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

sema selection

Paris Lille Lyon
Marseille Toulouse



**INGENIEUR A et M ou EQUIVALENT
METHODES - PRODUCTION**

PME de 250 personnes, rattachée à un groupe important et leader dans sa spécialité technique, recherche un jeune ingénieur ayant acquis une première expérience de 2 ou 3 ans en bureau des méthodes et/ou en assistance d'atelier de production.

Dans un premier temps, il sera chargé de : mettre en place de nouvelles méthodes de production, lancer les fabrications, améliorer l'information de la gestion des stocks, implanter la CAO.

Ses fonctions évolueront à moyen terme vers la direction d'un atelier de production de 60 personnes. Le goût des contacts humains et de l'animation des hommes est donc indispensable.

Le poste est situé dans la proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser vos CV, photo et rémunération actuelle sous la référence 895 en indiquant les sociétés auxquelles votre dossier ne doit pas être communiqué.

HORACE conseil

97 rue de Richelieu 75002 PARIS

LE CREDIT COOPÉRATIF

recherche

**comptables de banque
classe IV ou V**

- Hommes 30 ans environ
- B.P. de banque
- Minimum 5 ans expérience professionnelle en comptabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 2401
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة الأستاذ"

مكنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cogema

société leader dans le domaine du combustible nucléaire, 5 milliards de capital, 8,5 milliards de chiffre d'affaires, recherche pour son service PLANIFICATION

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

+ formation économique

M/F

Au service des Affaires Economiques et des Programmes, intégré à une équipe de jeunes ingénieurs, vous êtes responsable de la conception et du suivi du plan pluriannuel d'une des 4 grandes Directions techniques de l'entreprise.

En toute autonomie votre rôle est de :

- rechercher les informations utiles auprès de la Direction intéressée, élaborer les hypothèses et concevoir les programmes informatiques nécessaires aux études préliminaires,
- contrôler et analyser les résultats obtenus,
- participer à la présentation du plan pluriannuel à la D.G.

Une première expérience serait appréciée. Mais il nous faut avant tout un esprit perspicace et curieux, dont la faculté d'adaptation, le sens de la rigueur soient les qualités reconnues. Un élément de valeur trouvera chez nous une évolution de carrière intéressante : la dimension de notre société lui offre les opportunités nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 250 M ou : S.A.P./Recrutement - COGEMA - B.P. 4 - 78140 VELIZY

Un des premiers groupes industriels français et l'un des plus prestigieux par la performance technologique et la compétitivité internationale de ses produits, recherche

le chef du personnel de son principal établissement en région parisienne

regroupant l'ensemble des services techniques et une partie de la production, soit 4500 personnes.

Ce poste de tout premier plan dans l'entreprise requiert une formation supérieure type Sciences Po/Droit et au moins 15 ans d'expérience opérationnelle de la fonction.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1110 M à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hocne
75008 PARIS

Nous sommes une SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE d'importance nationale Nous cherchons pour

CRETEIL

assistant administratif

[Niveau Licence Droit Privé]

Sous la responsabilité du Chef du Groupe opérationnel, vous serez appelé(e) à servir d'une petite équipe à assurer les tâches administratives et juridiques concourant à la préparation et à la réalisation des ventes, ainsi qu'à gérer les comptes particuliers des acquéreurs. Si vous disposez de bonnes capacités de contacts, d'une réelle ouverture à l'outil informatique et d'une première expérience acquise de préférence chez un notaire, nous vous invitons à adresser votre candidature (C.V. et prétentions) sous la référence 2734 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS

INFORMATIQUE-LOGICIEL DOMAINE TÉLÉMATIQUE sortant grandes Ecoles Possède stabilité Téléphonier ou écriture SOPRAS E.T.T. 100, boulevard Voltaire PARIS-119 - 355-35-85.

Ville de Saint-Denis (93200) recherche

INFIRMIÈRE D.E. EXPERIMENTÉE

Formation cadre de santé publique spécialisée, pour direction Centre de santé.

ATTACHÉ MUSICAL

Pour assister Directeur Festival et mener action culturelle auprès associations, comités d'entreprises, etc. Bonne connaissance musicale. Pratique culturelle souhaitée. Travaux, mandats, etc. 4.950 F.

Env. cand. + C.V. à M. le Maire.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE Banlieue SUD-EST recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION EXPERIMENTÉE

Adresser C.V. photo et prétention n° 48 336. Connaissance Publiques, 26, avenue de l'Opéra 75049 Paris cedex 01 qui transmettra.

cours et leçons

Prof. Américain, dipl. donne cours d'Anglais, P.M. enseign. Téléphone : 747-91-63.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
• Les 3 types de C.V.
• Bonnes réponses aux tests
• Chronologie et ses pages
• 12 méthodes d'adresses, etc.
Pour information, écrire CIDE M, 5, rue Mondovi, 78 Le Chesnay.

travail à domicile

J.F. 31 ans, niveau d'études sup. exp. secrétariat, trappe tous mandats, travail très soigné (94M). Téléphone : 358-31-50.

occasions

OLIVINE
AU PLUS HAUT COURS OR. plus dentures, pièces or, bijoux, montres, modes, ARGENTERIE, tableaux, pèse de verre, lampes, vase, montres anciennes, et modernes, pendules, boîtes et argent, etc. etc. Déplacements à domicile. 6, rue de Tocqueville-17, M. VILLIERS, 92101. EXPERTISE GRATUITE.

automobiles

de 8 à 11 C.V.
GSX3, 80, 49.000 km, assise, place arrière, pare-brise feuilleté, vitres teintées, climatisation radio, 28.000 F. A partir 18 heures, 844-47-70, toute journée samedi et dimanche.

ventes

Hertz occasions

VOUS PROPOSEZ MODÈLES 82

B.M.W. 318 inject. 54 400 F
B.M.W. 520 inject. 80 000 F
Fiat 1100 L. 24 400 F
Fiat 1600 GL 5 v. 38 800 F
Fiat 102 coupé 24 500 F
905 GR. 42 500 F
R 5 G.T.L. 5 portes 32 500 F
R 5 G.T.L. 5 vitesses 37 500 F
SAAB 900 22 900 F
Peo C.L. 30 400 F
Golf G.L. 5 vitesses 42 900 F
Golf G.T.I. options 54 700 F
Golf cabriolet 58 000 F

GARANTIE 2 ANS OU 24 000 KMS
Immat. bol. pass. main-d'œuvre

Personnez-vous : 112, rue Mont-Cenis 1191
Tél. 259-62-90

services informatiques

Filiale française d'une société américaine de Conseil, commercialisant en Europe un système conversationnel de gestion de base de données et d'analyse d'information, mis en œuvre sur gros matériel et/ou mini ordinateurs recherche

DIPLOMES GRANDES ECOLES DEBUTANTS X, HEC...

pour le conseil, l'assistance et le développement de systèmes d'information dans les domaines commerciaux et financiers auprès de grandes entreprises en France et en Europe.

Petite équipe, très dynamique. Travail motivant, réalisations concrètes et rapides. Interventions de Conseil sur une grande variété de problèmes de management.

Anglais indispensable, deuxième langue appréciée. Formation 3540 F.

Déplacements de courte durée en Europe, et/ou aux USA.

Envoyer C.V. détaillé sous ref. 7217-M à I.C.A. 3 rue d'Hautecourville - 75010 Paris, qui transmettra.

International Classified Advertising PARIS

URGENT Association La Montagne 92 Courbevoie, recherche pour son école d'INGÉNIEURS

UNE MONITRICE

titulaire d'un diplôme d'Etat d'Infirmier ou certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur ou certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ou certificat d'aptitude de santé publique.

POSTE jusqu'en JUIN 1983 (à compléter par la Poste).

Adresser lettre + C.V. à : l'Association La Montagne, Service du Personnel, 12, rue de la Montagne, 92400 COURBEVOIE.

Laboratoire de recherche du C.N.R.S. recrute

TECHNIC. SUPÉRIEUR ÉLECTRONICIER

nationalité française libéré des D.M.

Conception et réalisation de prototypes.

Intérêt pour microprocesseurs. Matériels appareils de labo.

Env. C.V. à : Laboratoire de Neurobiologie cellulaire, CNRS, 91190 BRUYÈRE-LE CHATEL.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Lieu : PARIS OUEST. Formation école d'ingénieur ou équivalent. Anglais courant. Age min. 30 ans. Expérience min. 5 ans technique commerciale, industrie électronique/électronique ou informatique.

Rémunération selon expérience. Env. C.V. + photo sous la ref. 3.267 M à SWEETS, B.P. 288, 75424 PARIS Cedex 08, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

Lieu : PARIS. Formation école de commerce ou équivalent. Age min. 35 ans. Expérience min. 5 ans dans une administration ou une association.

Adresser C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à T.I.T.N. - Rue Dams-Papin-21, de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

Ingénieurs électroniciens

Grande école, débutants ou quelques années d'expérience, pour travaux sur systèmes Temps Réel à base de mini-ordinateurs ou micro-processeurs (tel. THETIA).

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

Ingénieurs électroniciens

Grande école, débutants ou quelques années d'expérience pour :

- Etude d'équipements d'analyse d'images. Expérience souhaitée en vidéo et techniques TV.
- Développement de systèmes à base de micro-processeurs (tel. THETIA).

Adresser C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à T.I.T.N. - Rue Dams-Papin-21, de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

Ingénieurs électroniciens

Grande école, débutants ou quelques années d'expérience pour :

- Etude d'équipements d'analyse d'images. Expérience souhaitée en vidéo et techniques TV.
- Développement de systèmes à base de micro-processeurs (tel. THETIA).

Adresser C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à T.I.T.N. - Rue Dams-Papin-21, de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

Ingénieurs électroniciens

Grande école, débutants ou quelques années d'expérience pour :

- Etude d'équipements d'analyse d'images. Expérience souhaitée en vidéo et techniques TV.
- Développement de systèmes à base de micro-processeurs (tel. THETIA).

Adresser C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi à T.I.T.N. - Rue Dams-Papin-21, de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

• Etablissement CHILLY-MAZARIN

TEMPS RÉEL LE MAGAZINE DE L'INFORMATIQUE

recherche, pour renforcer son équipe de rédaction, un

JOURNALISTE

PROFIL SOUHAITÉ :

- Environ 27 ans ;
- Diplômé d'une grande école ou école de commerce (Sciences Po, H.E.C., ESSEC...);
- Possédant une expérience de trois ans minimum chez un constructeur informatique ou une S.S.C.I. dans des fonctions d'Ingénieur Commercial ou Technico-Commercial ou bien d'Analyste Marketing.

Envoyer curriculum vitae à :

Direction du Personnel, 75381 Paris Cedex 08.

CFIE

ÉCOLE CENTRALE RECHERCHE

ANALYSE ET PROGRAMMEURS D'ÉTUDES POUR SYSTÈMES MINI 6

Envoyer C.V. à :

École Centrale, 92230 Châtenay-Malabry.

Ville de NOISY-LE-GRAND

40.000 habitants

RECRUTE pour assister le

Directeur des Relations Publiques et de la Préparation et de l'organisation des fêtes, cérémonies et manifestations publiques.

CONDITIONS :

- exercer la fonction d'animateur, classe dans une commune et dans un service communal ;
- être titulaire de l'un des diplômes prévus à la liste 1 de l'annexe 1 du décret du 15 juillet 1981 relatif aux agents communaux affectés à l'animation ;
- expérience en rapport avec les fonctions esgées.

RÉMUNÉRATION : 6.017,61 F net/mois, plus prime spéciale 8.000 F/an, plus prime de fin d'année.

ADR. CURRIC. VITAE A : M. le Maire, Secrétaire général, 93160.

Impte société métallurgique appartenant à un grand groupe industriel recherche pour son usine de SERFONTAINE (80 km nord-ouest de Paris)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation B.T.S. ou D.U.T. Service informatique en pleine expansion.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétention à : M. le Directeur, Service des Relations Sociales, 60590 SERFONTAINE.

STÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE recherche

B.T.S. INFORMATIQUE

• ayant 2 ans d'expérience ;

• pour assister une équipe de direction informatique.

Lieu de travail : point de Saint-Cloud.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétention à : M. le Directeur, 112, bd Voltaire, 75003 Paris.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE DE FRANCE recherche

UN COMMIS DE VILLE

Les candidats devront posséder :

- une excellente connaissance pratique de la série (S.A.A.) et de l'exécution des travaux T.C.E.
- au moins 6 années d'expérience professionnelle ;
- un examen d'aptitude éventuellement les candidats.

Adresser C.V., photocopies des diplômes justificatifs de l'expérience professionnelle, à : M. LE CHEF DU PERSONNEL, de la CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE DE FRANCE, 17-19, rue de France, 75935, Paris cedex 19.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT

appartenant au groupe S.C.E.T.

INGENIEUR

Pour conduite technique, administrative et financière d'importantes opérations d'aménagement et de construction à SAINT-DENIS (93).

Expérience chertiers complexes indispensables, pour urbanisme et architecture souhaitée.

Adresser C.V. et prétention sous la ref. 038.321 M REGIE PRESSE 85 bis, rue Reuter, 75002 Paris.

RECHERCHES EDUCATEUR ou STAGIAIRE-EDUCATEUR

pour encadrer garçons 12 à 15 ans, pour l'Institut Psycho-Pédagogique, place de l'Eglise, 80740 Saint-Maximin.

Adresser C.V. et prétention sous la ref. 038.321 M REGIE PRESSE 85 bis, rue Reuter, 75002 Paris.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recherche

SYSTÈME

connaissance des DPS 4 CH TBS-105 2.

Compétences mini 8/43 Exp. C.V. + photo et prétention à : P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75003 Paris Cedex 02, qui tr.

ÉRI

recherche

pour réfection de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGENIEURS

GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : Informatique, Automatique, Électronique.
- Débutants à 3 ans d'exp.
- de l'enseignement souhaité.

Adresser C.V. + photo et prétention à : M. le Directeur, 13, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Minimum D.U.T. - B.T.S.

Env. avec C.V. Axial Publ. sous la ref. 710, 27, rue Talbot, 75008 Paris, qui transmettra.

ANALYSTE-PROGRAMM.

pour réfection de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

• Option : Informatique, Automatique, Électronique.- Débutants à 3 ans d'exp.
- de l'enseignement souhaité.

Adresser C.V. + photo et prétention à : M. le Directeur, 13, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

STE QUARTIER RÉPUBLIQUE

recherche pour son Service Relation Clientèle

RESPONSABLE CORRESPONDANCE H. O. F.

• niveau licence, pour diriger une équipe de 3 personnes et être l'intermédiaire entre celles-ci et le Chef de Service.

• des qualités de psychologie et d'organisation seront appréciées.

Env. C.V. + prétentions sous la ref. 1149 à PUBLIFOP 25, rue Blaise, PARIS-9^e qui transmettra.

Société de vente de matériels informatiques et logiciels de nettoyage proche PARIS recherche UN

CADRE DIRIGEANT

désirant devenir ASSOCIÉ Expérience indispensable. Rémunération importante. Env. C.V. 188 à M. de MAZET, 75062 PARIS Cedex 02 (service 78), qui tr.

Ville de Saint-Denis (93200) recherche

CONTRACTUEL (LE)

Durée limitée.

Pour son service d'urbanisme, formation architecturale. Rémunération mens. note 8.100 F.

Env. cand. + C.V. à M. le Maire.

Deux Collaborateurs

Femme ou Homme

Connaissances dans domaines assurance internationale ou réassurance, 3 années d'expérience minimum.

Les fonctions seront celles d'Adjoint au Directeur de Département, tant pour gestion que pour la production.

MAITRISE PARFAITE DE LA LANGUE ANGLAISE EXIGÉE ainsi que très bon sens des contacts.

Hôtels mobile, restaurant d'entreprise, participation aux bénéfices, large régime de prévoyance complémentaire.

Env. avec C.V. + photo au Service des Ressources Humaines, FAUGÈRE et JUTHEAU, 13, rue de la Ville-Évêque, 75006 PARIS.

Urgent

PROFESSEUR MATHÉMATIQUES

Terminale B, 8 H. lundi, mardi, mercredi, jeudi après-midi.

Tél. M. AKOUN : 747-06-40.

DOCUMENTALISTE

(homme ou femme)

Bonne connaissance des problèmes économiques et sociaux, maîtrise de l'anglais et du français, diplôme de journaliste, 21 TRES BON TECHNICIEN, et de l'enseignement souhaité.

Adresser C.V. + photo et prétention à : M. le Directeur, 13, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

STE QUARTIER RÉPUBLIQUE

recherche pour son Service Relation Clientèle

RESPONSABLE CORRESPONDANCE H. O. F.

• niveau licence, pour diriger une équipe de 3 personnes et être l'intermédiaire entre celles-ci et le Chef de Service.

• des qualités de psychologie et d'organisation seront appréciées.

Env. C.V. + prétentions sous la ref. 1149 à PUBLIFOP 25, rue Blaise, PARIS-9^e qui transmettra.

Société de vente de matériels informatiques et logiciels de nettoyage proche PARIS recherche UN

CADRE DIRIGEANT

désirant devenir ASSOCIÉ Expérience indispensable. Rémunération importante. Env. C.V. 188 à M. de MAZET, 75062 PARIS Cedex 02 (service 78), qui tr.

Ville de Saint-Denis (93200) recherche

CONTRACTUEL (LE)

Durée limitée.

Pour son service d'urbanisme, formation architecturale. Rémunération mens. note 8.100 F.

Env. cand. + C.V. à M. le Maire.

PROF. DE MATHS

recherche

pour cours de B.T.S. informatique

<

EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

formation professionnelle formation professionnelle

AFRAMP

Stages gratuits et rémunérés
pour cadres demandeurs d'emploi

- GESTION DE PRODUCTION
du 08/11/82 au 04/02/83
- COMPTABILITE ANALYTIQUE
du 22/11/82 au 31/12/82

AFRAMP : 874.70.87 - 285.58.51

E.P.E.C. FORMATION PROCHAINS STAGES

(après demande, d'emploi,
indemnité de formation)

COMPTABILITE INFORMATIQUE SECRÉTARIAT LANGUES

13, rue d'Hautville, 75010.
246-59-14.

INSTITUT D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION

Formation reconnue par les plus importantes
sociétés. Equipement exceptionnel. 18 terminaux.
Formation en 3 mois

INGENIEUR

Logiciel de base (orientation système)
Niveau requis : Diplôme Ingénieur toutes disciplines
ou maîtrise scientifique.

Postes assurés (propositions d'embauche
permanentes).
Tests et entretien d'admission sur R.V.

31, cours des Juillottes
94700 MAISONS-ALFORT (M^e Les Juillottes)

FEMMES

à la recherche d'un
EMPLOI QUALIFIÉ
Stage rémunéré de 4 mois
à partir du 4 novembre 1982

Formation à la vente
et aux fonctions
Technico-commerciales

Niveau Bac ou exp. prof.
GRATUIT

Organisé par Conseil général
des Hauts-de-Seine, ANPE et CEGOS
Réservé aux personnes domiciliées
Hauts-de-Seine
Tél. pour RV : CEGOS 620.62.21

Une nouvelle formation à Metz.

Créée par la chambre de commerce
et d'industrie de la Moselle

DEVEZ-VOUS CADRE LOGISTICIEN

Durée totale du cycle : 1 an (dont 12 semaines en entreprise)
OUVERTURE LE 8 NOVEMBRE

Cycle conventionné et agréé
par le ministère de la recherche et de l'industrie.

Niveau de recrutement :
- BAC + 2 (économie, gestion, sciences) avec la mini-
mum d'expérience professionnelle.

SÉLECTION DES CANDIDATS
SUR DOSSIER ET ENTRETIEN

Cycle de formation organisé avec l'AFET et l'IFTIM, avec
la participation de l'Institut supérieur de management et
de la S.N.C.F.

Pour tous renseignements sur ce stage, s'adresser :
Chambre de commerce et d'industrie de la Moselle,
10/12 av. Foch - 57000 METZ. Tél. (8) 774-51-33.

Etat d'essai, supér. technique
privé, 26, rue Chambéry,
Paris 15

B.T.S.

SERVICE INFORMATIQUE
COMPTAB ET GESTION
DES ENTREPRISES
Tél. 530-09-30 INSEM

FORMATIONS INFORMATIQUES POUR INGENIEURS

Centre International
de Traitement
Informatique
Tél. 530-09-30 INSEM

118, rue de Crimée,
75019 Paris.

E.P.E.C. FORMATION REVISIONS C.P.E.C.F. et travaux du D.E.C.S.

13, rue d'Hautville,
75010 Paris. Tél. 246-59-14.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

DEMANDES D'EMPLOIS

CURIOSITÉ, EFFICACITÉ OUVERTURE

J. F. 42 ANS, SUP. DE CO.
Connaît parfaitement les problèmes de création et lance-
ment produits grand public.
Expérience centrale d'achats et agences

CHERCHE NOUVELLE SITUATION
Écrire sous le n° 036.341 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Secrétaire sténodactylo,
confirme, recherche emploi
stable, évoluant, sur Paris.
Tél. 18 (48) 58-71-81,
de 9 h à 16 h.

VOUS CHERCHER :
- DES COMPÉTENCES ac-
quises en client, dans l'en-
cadrement, en gestion
commerciale et marketing.
- UNE FORMATION COM-
merciale, supérieure, en dynam-
isme, rapide, opérant.
- Un 31 h et propose de
vous rejoindre (représentation
exclusif).
Tél. 370-18-36.

CADRE COMPTABLE 39 ans,
30 ans d'exp., cabinet et entre-
prise, cherche situation sur
Paris ou en province. Dispo-
nible immédiatement. Ecrire :
H. BOURGEOIS, 75009 Paris.
Tél. 370-18-36.

J. F. 28 ans, docteur sciences
économiques, expérience 3
ans, conseil en marketing re-
cherche poste chargé d'étude
marketing ou chef de
produit. Ecrire : M. TULEAU Y,
8, chemin Lantier-du-Nord -
94500 CHARENTY.

Architecte 41 ans, O.P.L.G.
sérieuse exp. de conception et
surv. de chant. cherche place
Tél. 350-97-58, après 20 h.

J. H. 25 ans, mait. Droit privé,
O.E.S.S. faculté appliquée,
cherche poste de fiscaliste.
Ecrire : M. TULEAU Y,
8, chemin Lantier-du-Nord -
94500 CHARENTY.

Secrétaire de rédaction
Diplômée du C.F.P., trois ans
d'expérience, cherche situation
sur Paris ou en province. Dispo-
nible immédiatement. Ecrire :
H. BOURGEOIS, 75009 Paris.
Tél. 370-18-36.

J. F. 28 ans, docteur sciences
économiques, expérience 3
ans, conseil en marketing re-
cherche poste chargé d'étude
marketing ou chef de
produit. Ecrire : M. TULEAU Y,
8, chemin Lantier-du-Nord -
94500 CHARENTY.

Dipl. H.E.C. étudie toutes
propositions, collaboration ingé-
nieur. Langues C.E.E., ALAIES.
Téléphone : 560-71-11.

Service 33 ans recherche :
place stable, libre samedi-
dimanche. Tél. : 201-90-58 à
partir de 14 h jusqu'à 20 h 30.

POSITIVE ET RÉFLEXIVE
J. F. 22 ans, maîtrise droit des
affaires, expérience 3 ans, re-
lations publiques, étud.
toutes propositions de bon ton.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ex-préfet de société, attaché
commerciale, depuis deux ans,
31 ans, bonne présentation,
rech. emploi commercial.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMIS ARCHITECTE
15 ans d'exp. sup. ingé-
nieur, M.H. clientèle urbaine,
études toutes propositions.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR FINANCIER
40 ans, sérieuse exp. transport
international, dynamique, re-
crutement situation officielle
gestion. Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DANS LE CADRE DE SA RE-
STRUCTURATION, UNE
PORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour son

STANDARDISTE
EXPERIMENTÉ
POSTE STABLE
J. H. non-veut, 31 ans.
Sérieuses références.
Libre de suite.
Transmission du cv par
priorité en charge par l'état.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOCTEUR EN DROIT
Droit des affaires, 36 ans,
5 ans d'expérience propriété
commerciale, fiscalité, droit
bancaire, cherche emploi
entreprise ou cabinet juridique.
Ecr. sous le n° 036.341 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 48 ans, licencié histoire-
géo. Etude des propositions.
Ecr. sous le n° 036.341 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 34 ans, réceptionniste,
dactylo, secrétaire, tél.,
rech. poste stable temps partiel
ou mi-temps.
Ecr. sous le n° 036.341 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 36 ans, réceptionniste
dactylo, aide-comptable,
rech. poste stable, prior. 18 h.
Mi-temps ou temps partiel
ou mi-temps.
Ecr. sous le n° 036.341 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. F. techniques commerce in-
ternational, direction commar-
ciale, allemand, anglais.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMMERCIAL
45 ans, haut niveau,
expérience animation
terrain et gestion unités indé-
pendantes, 19 ans distribution
et services.
Recherche poste
responsabilités secteurs
83, 13, 06.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
35, R. COGILLIÈRE
Lieu, 3 étages, caractère, 11 ch.
haut, 3 m 40, PK 1.100.000.
Lundi 14/17 h. 580-34-00.

FORUM, 1^{er} ét., rue pédonnière
pass. habit., part. ou commerc.
40 m² CPT 400.000 F
50 m² CPT 500.000 F
50 m² CPT 800.000 F
4^e ét., rue de la République, ca-
sino, a. de bain, 430.000 F
4^e ét., cour, petit studio, cui-
sine, salle de ba. 130.000 F.
Visite sur place 12-15 h.
7, rue Fernand, 328-88-66.

17^{ème} arrdt
45, AV. DE VILLIERS
REHABILITATION PRESTIGE
Anciens ateliers d'artistes
restructurés en
COUPLEX AVEC LOGGIA
DE 2, 4 ET 5 P.
LUXUEUSES PRESTATIONS
Visites : lundi, mardi, jeudi
et vendredi de 12 h à 18 h
L'UNISON IMMEDIATE.

19^{ème} arrdt
M^e Crimée, Butte-aux-Laines,
bel imm. 2 p. cuis. bns. W.C.
cave. 180.000 F. 520-13-57.

FLANDRE
Dans perle résidence 1870
grand studio 37 m²
Bau 2 pces, rénové, balcon.
Visite samedi 18-10 sur R.V.
SINIVIM : 501-78-67

92
Hauts-de-Seine
BOULOGNE-POINT DU JOUR
5 pièces tout confort
ensoleillé - Proche commerces.
Visite jeudi 14-10 sur R.V.
SINIVIM : 501-78-67

SEVRES
71, GRANDE-RUE
"LE PARVUS DE SEVRES"
de 2 à 7 pièces, tout confort
807-13-47 ou SERCO 723-72.00.

PUTEAUX
immeuble grand standing
2 pièces, 54 m², cave, parking.
450.000 F
SINIVIM : 501-78-67

NANTERRE TYPE 2
RECENT
11 ch., parking
246-65-30.

MARCEL SEMBAT
2^e ét., 4 p., 4 S.P. impeccable,
garage, 890.000 F, ou sans
garage 860.000 F. 577-86-85.

NEUILLY-BICHAUX
Studio 45 m²
410.000 F
vue dégagée, belle, soleil
SINIVIM - 501-78-67

93
Seine-Saint-Denis
Particulier vend app. 2 pces.
cuisine, salle de bain, W.C.
Près tous commerces, bus,
écoles. Pr. 180.000 F. Faibles
charges. Tél. : 849-81-18 ou
849-79-29 (le 19 h). Week-end
toute la journée. Bobigny (93).

Province
PROVENCE, 3 km mer
Vend 74, standing, calme,
balcon sud. Pr. 375.000 F.
Tél. 1941 20-42-72 tous rapp.

LA
JOUE DU LOUP
Hautes-Alpes
TOUS LES CADEAUX
DE LA MONTAGNE :
300 jours de soleil,
2000 hectares
de domaines skiables,
des alpages, des torrents.
A vendre studios
2 pièces et 3 pièces
bien aménagés
à la nature dans
de petits immeubles.
SPECIAL LANCEMENT
REDUCTION MOBILIER
8500 F. 10000 F. 12500 F.
Documentation,
renseignements :
S.P.E.I.
tél. 354.09.81
303, rue Saint-Jacques
75005 PARIS

DEAUVILLE - MONT CANISY
Très Résidentiel
Appartement 2 pces - 5 pces
Maison 4 pces - 5 pces
avec jardin, piscine et tennis
LOCATION-VENTE possible
de 3.000 à 4.800 F/mens.
+ ind. d'immobilier
Rens. W.E. (21) 88-29-80.
samedi 11h 387-23-88.

appartements
achats
Recherche 1 à 2 p. Paris, préf.
5^e arr. 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e,
avec ou sans travaux PAIE CPT
chez notaire Tél. 873-20-67
même le soir.

S.C.I. recherche immeuble
libre ou occupé, très beau
état. Tél. : 328-88-88.

constructions
neuves
INFORMATION
LOGEMENT
Un service gratuit mar-
professionnel et inter-bancaire
pour tout achat d'apparte-
ment et de pavillon nous non-
seulement sur de nombreux
programmes PAP et prêts
conventionnés.
525-25-25
48 av. Kléber 75118 Paris.

THÉOPHILE-GAUTIER
4 PIÈCES, 160 M2
Séjour 50 m2
vue dégagée, soleil, calme.
Nombreuses dépendances
SINIVIM : 501-78-67

locations non meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
pour cadres mûres Paris
rich. du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par S.T.S.
ou Ambassade - 281-10-20.

PPTAIRES LOUEZ
Châtres, studios, 2 p. 3 p. etc.
Sous 48 H. SANS FRAIS par
sélection directe
206-00-47

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement SANS
FRAIS et SANS AGENCE vos
appartements vides et meublés
à Paris et en banlieue
Téléphone : 282-12-50.

EMBASSY SERVICE
S. av. de Messine 75008
PARIS recrute pour clientèle
étrang. en Diplômés APPTS
HOTELS PARTICULIERS et
ou Ouest résident.
562-78-99

PROPRIÉTAIRE
LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS
PARIS - BANLIEUE
Tous les types de logements
CLIENTS SÉLECTIONNÉS
"LOYER GARANTIE"
TEL. 359-64-00

PROPRIÉTAIRES LOUEZ
rapidement, clientèle assurée.
Service gratuit, 770-25-80.

Région parisienne
Étude cherche pour CADRES
villes, pav., toutes banl. Loyer
garanti 5.000 F - 283-57-22.

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Création, constitution, toutes
démarches, tous services
permanence téléphonique
355-17-50.

EMBASSY-SERVICE
Rech. pour IMPLANTATIONS
FABRIQUES SITES ÉTRANGERS
bureaux achat ou location
Quartier d'affaires, 562-82-14.

DOMICILIATION 8^e
R.M. - R.C. 200/200 F MOIS
Avec services complets
TELE-SECRETARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉS
TOUTES DÉMARCHES
AGEC - 254-95-28
Installation assés.

Omnifications : 8-2^e.
SECRETARIAT, TEL. TEXEL,
Loc. bureaux, toutes démarches,
pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-98-88 +

locaux
commerciaux
ACHATS
GROUPE FINANCIER
très important recherche
immeubles Nure-entreprises
loués très bonne rentabilité.
Ecr. K 20422 ag. Nevas
33075 - Bordeaux-Cedex

fonds
de commerce
VENTES directement
Altération de l'acte et acqui-
sition à Monaco, excellent
rendement, affaires en 56.
HAVAS MONTE-CARLO 1871

VENTES
Ventes directement
Altération de l'acte et acqui-
sition à Monaco, excellent
rendement, affaires en 56.
HAVAS MONTE-CARLO 1871

ACH. IMM. VIDE, même avec
travaux, Paris, banlieue
Tél. 580-88-06, de 2 à 21 h.

POUR MEILLEUR VENOIR
VOTRE IMMEUBLE
Noël Aupiais - Le spécialiste
21, rue La Pérolière, Paris 9^e
Tél. au 747-42-87 la main
ESTIMATION GRATUITE.

viagers
15^e, 2-3 pces, 70 m², 11 ch.
8^e ét., asc., park., 240.000 F
2.800, loué 2.200 mens. Rens.
pour acquérir, 288-19-00.

19^e, près rue Boileau, 2 pces, 11
ch., 120.000 F + 2.400, occupé
H. 73 ans, CRUZ, 258-19-00.

hotels particuliers

Recherches Paris, villa
demeure-hôtel particulier, avec
jardin, dans quartier résidentiel.
Propositions faites exclusi-
vement, à envoyer : c/o M. THÉ-
MERIAUX, 23, rue Franklin-
75008 PARIS.

villas
La Luc en Provence (83) VAR
30 km. Mer et Montagne, Part.
ville neuve 81 très gr.
confort, 4 pièces, chemin.,
cuis. emén., chauff. élec., dou-
ble vitrage, 2 entr. gar. terrain
plat 5570 m², belle vue.
820.000 F Crédit possible frais
réduits. Tél. : 1941 60-85-30

MANOSQUE (PRES)
Villas neuves à part, 323.000
Crédit PAP possible, 285-71-82.
SAINT-VALLE-DE-THEY (06)
sur 5.800 m², divisible
VILLA 180 m²
+ terrasse, 2 bns, cuisine
aménagée, tél. 1.200.000 F.
Tél. : 181 08-08-97.

VESINET RESIDENTIEL
calme, propr. MANSAUT
récent, 80 m², 8 ch., 2 bns,
cht. gar., jard. boisé, 1.200 m²
AGENCE DE LA TERRASSE
Le Vésinet (91) 978-06-80.

COTE D'AZUR
BORMES-LES-MIMOSAS
VILLA PROVENÇALE
récente, 18, rue ven. panorami-
que, terrain 1.700 m², garage
+ lot terrain 2.000 m².
Pr. 1.500.000 F.
Tél. 118-831 93-05-80 le soir.

MAISON SUR CAVÈ 4 pces
11 ch., gar. 11 x 17 m, bois et
terre 500.000 F.
NINE BRUNEL 69400 CRET REYNS

ST-CYR-EN-ARTHE
175 km Ouest de Paris
près des golfes du Prieuré et de
Sierentout. Maison de village
200 m² habitable avec terrasse
jard. treux à fin 350.000 F.
Location possible.
PROMOTIC, 553-14-14.

VENOS MAISON BRIARDE
8 km Mennecy
12 km Coulommiers
Sur 250 m², chauff. central,
cheminée, 2 chambres, séjour,
Pr. 350.000 F. Débatte
Racine P.A.P. possible.
Tél. : 374-58-38 (poste 28)
10 h à 18 h, sud week-end.

EN PROVENCE
à 8 km FAYENCE
LE CLOS DE LA CHESNAYE
une situation unique face au
soleil du Midi
TERRAINS à 800-23-42.

SAINT-CLOUD (près gare)
Propriété récente sur 1.200 m²
de superbe jardin sans vis-
à-vis, 350 m² habit. Triple
accès, 5 ch., 5 s. de
bns, coin repas, cuisine mo-
derna, garage, confort état.
Après 18 h, 750-21-45.

A VENDRE Bézocres-
sur-Isère (38) 1500 F.
Terrain de 2.200 m² construc-
tion, valabilisé 1800 F, S.O.F.I.
dans lotissement boisé à
120 km de Paris (12 km de
Courmayeur, 32 km de Niernoux,
Isère : Les Eaux-Neufes).
Comprenant copropriété étang
et pêche.
Tél. : 706-88-40, après 18 h.

A VENDRE, part. a. terrain
+ pc 4.000 m², site classé,
120 m de rocher, 1500 F, S.O.F.I.
Tél. : 830-23-11 (pre 48-04).

Propriétaire vend maison
180 m² + jardin, 6 pièces
confort, 1.250.000 F sur
place, Mardi 8 h - 20 h.
25, rue de Rouvenneville
202-87-73 ou 272-39-15.

Vends sud Bordeaux maison
bourg, 10 pièces + dépend.,
part. 2 ha, poss. plus, tout
clôturé. Pr. 2.000.000 F.
Ecr. n° 6372 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LUBERON près MENERBES
Vue exception. MAS XVIII^e s.
à restaurer, 10 hectares terre.
AG. GARDIN, 5, bd Malesherbes
13210 SAINT-REMY-DE-PROVENCE
Téléph. : 1901 82-01-88.

immobilier
information
ANCIENS-NEUFS
OU STUDIO AU 8 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information PIAUM de
Paris, Herd-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis avenue de Villiers
75017 PARIS. T. 227-44-44.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Chers parents...

« S'il fallait que la société prenne en charge toutes les personnes âgées ou handicapées, âgées ou non, dont s'occupent ces méconnaissances que sont les familles, ses moyens n'y suffiraient pas, ni en ressources, ni en personnel. La société s'accommode de ces dévouements », constate Paul Pallat dans son éditorial du dernier numéro de *Gérontologie et société* intitulé « Famille et générations ».

Agnes Pitrou explique que les personnes âgées sont devenues une « catégorie technocratique » et « se voient offrir des équipements particuliers, qui contribuent à accentuer la ségrégation. A la fois, on tend à exalter le rôle de l'efficacité de la solidarité collective à leur égard, et à culpabiliser malgré tout les générations suivantes de leur soi-disant abandon ». Or, ajoute-t-elle, c'est peut-être aller un peu vite. « L'apparence d'une coupure globale et d'un rejet mutuel entre les générations s'accompagne d'un maintien de liens personnels serrés quand il s'agit de la situation que l'on vit soi-même. Il peut y avoir coexistence entre un discours général de la rupture entre générations, et l'exercice effectif de relations assidues et chaleureuses dans sa propre famille, y compris pour les enfants ».

Le thème de la rupture des liens familiaux engendrés par l'industrialisation n'a pas tenu devant les démonstrations des historiens et des sociologues qui ont montré que la « famille arriérée » était déjà passablement dispersée et que les relations de parenté ont finalement bien résisté au phénomène général de mobilité sociale. Françoise Gribier a étudié une des composantes de cette mobilité qu'elle a appelée « la migration de retraite ». On a constaté, en 1975, que le quart des retraités parisiens, qui avaient quitté la capitale, s'étaient installés en bord de mer. Ce mouvement n'a cessé de s'intensifier. Certaines villes comme Nice, sont, notamment, habitées par beaucoup de personnes âgées. F. Gribier a préféré s'intéresser aux petites villes et aux bourgades, hors de la Côte d'Azur. Les retraités qui s'y installent à l'heure de la retraite sont plutôt aisés. Ils appartiennent

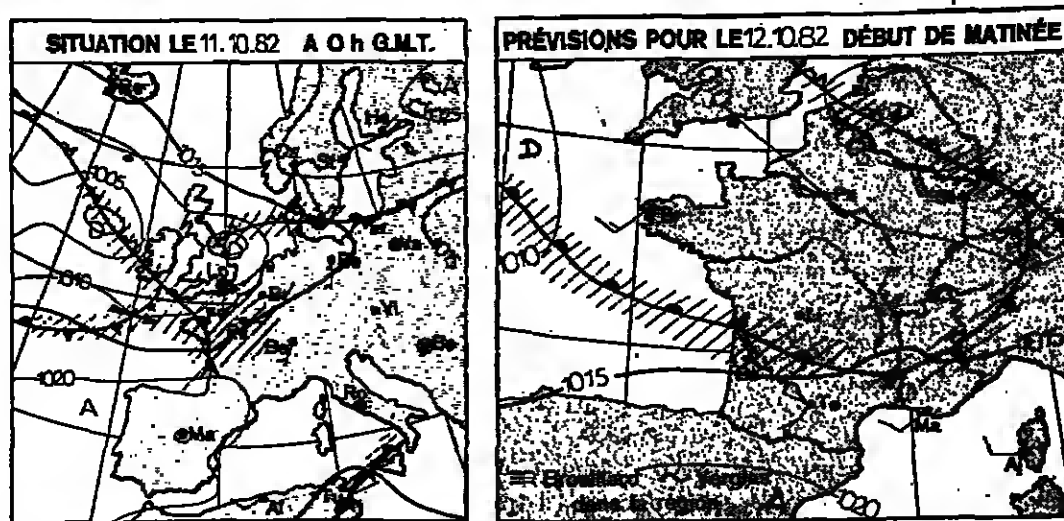
pour 39 % à la classe « moyenne » des techniciens, aux cadres moyens et petits commerçants, pour 39 % aux cadres supérieurs, aux professions libérales, aux commerçants et aux industriels 35 %. Les agriculteurs ne représentent que 3 % de ces « migrants du troisième âge ». A l'occasion de la retraite, près du tiers des ménages ayant des enfants se sont rapprochés de l'un d'entre eux. Mais, l'autonomie plus grande des retraités, leur situation financière « plus confortable », amènent beaucoup d'entre eux à s'établir loin de leurs enfants. Ils compensent alors l'effet de l'éloignement par la qualité de leur relation : « On se voit moins souvent mais mieux », à l'occasion notamment des vacances. Les « nouveaux retraités », offrent alors une image dynamique, autonome, « socialement acceptable », qui rassure les enfants, leur propose « un modèle désirable de leur futur vieillissement ».

Mais, parmi ces retraités du bord de mer, à rester toujours 4 % de couples qui ne reçoivent jamais de visites de leurs enfants et 11 % pour qui les rencontres sont rares (une ou deux par an). « Les ruptures entre les vieux parents et les enfants sont un sujet tabou de la sociologie de la famille », conclut Françoise Gribier dans le numéro de cette revue, qui nous propose aussi une analyse des relations entre générations en Autriche, en Allemagne fédérale ou en Afrique.

CHRISTIANE GRIER.

* « Famille et générations » - *Gérontologie et société* - N° 21 - 140 pages, 55 F. Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mithraeus, 75016 Paris. Tél. : 525-92-80.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 octobre à 08 heures et le mardi 12 octobre à 24 heures :
- La France restera prise dans un courant d'ouest assez rapide. Dans ce flux, plusieurs perturbations se succéderont assez rapidement. Celle qui aura donné le mauvais temps de lundi s'éloignera vers la Méditerranée à la mi-journée, mais déjà le matin son front arrivera de nouvelles pluies.

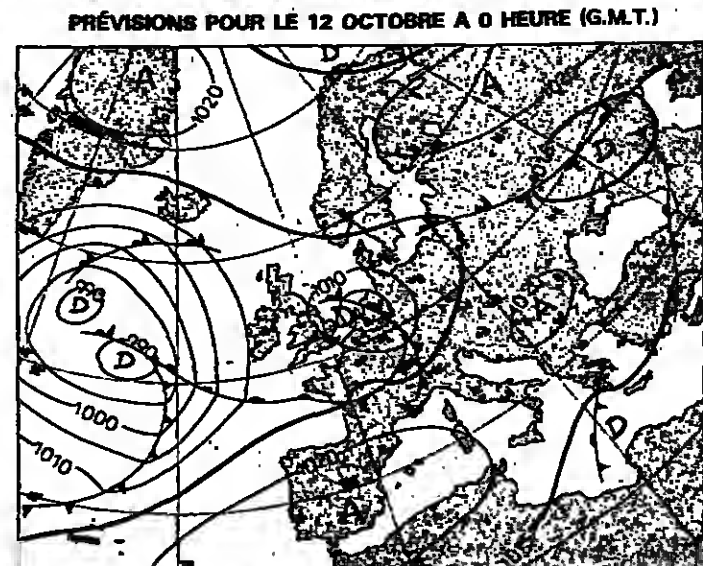
Mardi matin, encore une bande de ciel couvert dans le Nord-Est, puis de l'Aquitaine au Massif Central et aux Alpes. Près des frontières du Nord-Est, de fines pluies également. Ailleurs, un temps nuageux humide et assez frais (environ 10 degrés au lever du jour) avec un vent d'ouest fort. Quelques averses probables autour de la vallée de la Seine.

En cours de la journée, arrivée sur la côte atlantique de la nouvelle zone nuageuse et des pluies ; en soirée elles couvriront toute la moitié ouest. Sur la moitié est, un ciel assez nuageux où quelques éclaircies se développeront tout de même.

Au meilleur moment de l'après-midi, 16 degrés sur le Sud-Ouest, 18 degrés en bordure de la Méditerranée et 14 à 15 degrés sur toutes les autres régions.

La pression atmosphérique redescend au niveau de la mer à 1016,5 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 octobre) : Ajaccio, 20 et 10 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 18 et 10 ; Bourges, 13 et 10 ; Brest, 13 et 11 ;



Caen, 14 et 9 ; Cherbourg, 13 et 9 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 9 ; Grenoble, 20 et 6 ; Lille, 13 et 9 ; Lyon, 17 et 9 ; Marseille-Marseille, 20 et 8 ; Nancy, 13 et 9 ; Nantes, 17 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12 ; Paris-Le Bourget, 15 et 11 ; Pau, 17 et 8 ; Perpignan, 22 et 14 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 13 et 10 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 18 et 8 ; Poitiers-Poitiers, 30 et 24.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 15 degrés ; Amsterdam, 14 et 7 ; Athènes, 27 et 15 ; Berlin, 16 et 8 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES-

MERCREDI 13 OCTOBRE

« Exposition Oudry », 12 h 30, Grand Palais, M^{re} Lemarchand.
« Notre-Dame de Paris racontée aux jeunes », 14 h 30, portail central, M^{re} Duhesme.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres.
« Eglise Saint-Gervais », 15 heures, entrée, M. Bouchard.
« Les Casse-cervais », 14 h 30, 2 bis, place Daubert-Rochereau (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

MERCREDI 13 OCTOBRE

18 h 30 : Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée : « Des problèmes de l'édition et de la traduction de la littérature hispano-américaine ».
18 h 30 et 21 h : 28, avenue George-V : « Mexique Nord ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 10 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

« Autorisant la création par Electricité de France des tranches B 3 et B 4 de la centrale nucléaire de Chinon, dans le département d'Indre-et-Loire, et modifiant le périmètre de l'installation nucléaire de base constituée des tranches B 1 et B 2 de cette centrale ».

« Portant publication de l'échange de lettres franco-belges en date du 10 mai 1982 relatif aux échanges d'informations dans le domaine de la sécurité nucléaire ».

« Réglementant les relations financières avec l'étranger ».

DES ARRÊTÉS

« Autorisant l'émission d'un emprunt par le Fonds spécial de grands travaux ».

« Relatifs à l'éclairage et à la signalisation des véhicules ».

« Portant création du haut comité de la communication auprès du ministre des P.T.T. ».

MONNAIES

LA NOUVELLE PIÈCE DE 100 FRANCS

Le ministre de l'économie et des finances a autorisé par décret du 24 août 1982 (*Journal officiel* du 22 septembre 1982), la fabrication d'une pièce de 100 F en argent dont les caractéristiques sont les suivantes : 900 p. 1000 d'argent et 100 p. 1000 de cuivre ; 31 millimètres de diamètre, 15 grammes. L'avers de cette pièce sera représenté le Panthéon, vu de face avec comme inscriptions : « République française », « Aux grands hommes la patrie reconnaissante » ainsi que, le millésime de frappe. Au revers sur un semis décoratif, moitié feuilles de chêne, moitié feuilles d'olivier, la silhouette d'un arbre. L'inscription sera la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », ainsi que la valeur de la pièce. La tranche de la pièce sera lisse.

D'autre part, une série de trois millions d'exemplaires de pièces commémoratives de 10 F seront frappées au millésime 1982, indépendamment de la pièce de 10 F visée par l'arrêté du 8 novembre 1974. Cette pièce, d'un poids de 10 grammes, d'un diamètre de 26 millimètres et d'un alliage de cuivre, de nickel et d'aluminium, représentera à l'avers le portrait de Gambetta, de profil à gauche et pour légende « Léon Gambetta 1838-1882 » et en revers l'envoie en ballon, le 7 octobre 1870, durant le siège de Paris. « République française », la valeur de la pièce et le millésime 1982 y figureront. La tranche sera lisse.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 607 F 849 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnements qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE DE BRIDGE DE BIARRITZ

Les États-Unis l'emportent sur la Hollande

Biarritz. — Dimanche 10 octobre, 2 heures du matin dans le hall du casino Bellevue, à Biarritz. Les championnats du monde par paires ont été terminés. Les quarante paires qui ont eu le privilège de se qualifier en finale (elles étaient trois cent soixante au départ dans cette catégorie) attendent anxieusement les résultats sur les écrans de télévision.

Une nuée de petits signes blancs a cavalcadé soudain l'écran : premiers les Hollandais Anton Maas et Max Rebattu. On n'a pas le temps de regarder la suite que, déjà, les champions sont portés en triomphe.

Hélas, les résultats sont faux. Les Américains Chip Marrel (vingt-huit ans) et Lew Stansby (quarante ans) font et refont leurs comptes. Il leur manque 105 points qui devraient leur permettre de passer en tête. Or, on les a affichés à la neuvième place. Ils posent une réclamation. Très vite, on s'aperçoit que tout les résultats sont faux, aussi bien celui de l'open que celui des « dames », qui a été affiché quelques minutes plus tard. Que s'est-il passé ? Le traitement informatique est fiable. Il a fonctionné depuis une semaine sans la moindre défaillance.

L'erreur était humaine. Pour permettre à une bridgiste qui jouait dans un fauteuil d'infirme de rester en position fixe, lors de la dernière séance de la finale de l'épreuve, les arbitres avaient accepté de transformer la ligne d'orientation initiale en est-ouest en nord-sud. Mais le message est parvenu à la salle des calculateurs comme s'il concernait l'épreuve open.

Les Hollandais Maas et Rebattu sont donc redescendus sur terre. Le classement définitif cette fois, est le suivant : 1. Marrel et Stansby (U.S.A.), 2 475,1 points ; 2. Maas et Rebattu (Hollande), 3 049,3 pts ; 3. Chagas et de Mello (Brésil), 3 044,2 pts ; 4. Janitschke père et fils (U.S.A.), 3 037 pts ; 5. Kaplan et Kay (U.S.A.), 3 035,4 pts. Les premiers Français, Claude Delmouly et Jean-Marc Roudinesco, sont dixièmes. La République populaire de Chine a réussi son entrée dans une grande épreuve internationale, puisque ses représentants, Wang et Lu, se sont placés en quinzième position, ce qui n'est pas une mince exploit, le tableau des quarante paires finalistes étant d'une très grande qualité, et les experts n'ayant accordé aux Chinois aucune chance d'y figurer.

Parmi ces quarante, quatorze paires sont américaines (huit se

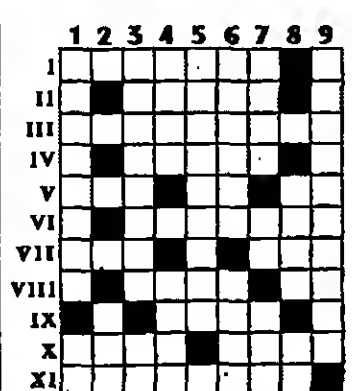
classant parmi les douze premières) et neuf sont françaises (qui prennent les 10^e, 17^e, 20^e, 22^e, 24^e, 28^e, 29^e et 30^e places). Les États-Unis et la France (championne du monde de bridge par équipes en titre) étaient d'ailleurs donnés comme favorites. Parmi les finalistes, on dénombre encore trois paires polonaises, deux suédoises, deux britanniques, deux israéliennes, une belge, une argentine, une canadienne, une suisse, une autrichienne et une allemande alors que cinquante-huit nations participaient à l'épreuve. L'acteur Omar Sharif (autorisé à représenter la France, pays où il réside) associé au champion Paul Cheika ont figuré un moment lors des éliminatoires à la sixième place. Mais ils se sont finalement enfoncés à la cent dixième place et n'ont pas été qualifiés pour la finale.

Chez les dames, l'épreuve a été tout à tour dominée par les Américaines et les Françaises, mais a tourné à l'avantage des premières. Deux paires américaines prennent les premières places, M^{mes} Betty Kennedy et Carol Sanders, suivies de Lynn Deas et Beth Palmer. Les troisèmes sont les Anglaises Sally Horton et Sandra Landy, les quatrièmes d'un trio Américain, Claire Tormay et Cathy Walwick. Les premières Françaises, les Orléanaises Doreen Brunet et Annie Fouillet sont cinquièmes. Les autres Françaises sont 10^e, 11^e, 16^e, 19^e, 22^e, 28^e, 34^e et 40^e.

GUY DUPONT.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 295



HORIZONTALEMENT

I. Coupe de style grand patron.
II. Exotisme relevant du vétérinaire.
III. Des femmes assurées de tenir la ligne.
IV. Ce n'est pas dans une telle posture qu'on traversera le paradis.
V. La Cuisine des anges en contient une bonne dose.
VI. Négation. Conte ou vole, selon le genre de zinc.
VII. Qui a l'apparence de la vérité. Lettres à l'adresse de Caroline.
VIII. Quand on en sort, c'est pour s'élever. Préposition.
IX. Femme qui ne cache pas son jeu.
X. Changement d'horizon. Tel un sujet ne manquant pas de recherche.
XI. Défaut ou qualité, selon le genre de courage.

VERTICALEMENT

I. Homme de salon, généralement de bonne présentation. Personnel.
II. Libre de toute contrainte quand il

est plein. — 3. Avec lui, le progrès est en marche. Pris dans l'engrenage. — 4. Bassin dans lequel coule l'acier. Possède ce qu'on trouve de plus haut ici-bas. — 5. Tel le travail du laboureur ou du méchant bœuf. — 6. Unir par l'épave du feu. On y fâche avant une mise en train. — 7. On y fêve constamment de nouveaux quartiers. Alternative. L'adieu ou vecteur de peste. — 8. Économiquement fort. Note. — 9. Lève le pied après avoir généralement battu des mains.

Solution du problème n° 3 294

Horizontalement

I. Ridicule. Sélect. — II. Inodore. Lac. Sol. — III. Solitaire. Ur. Et. — IV. Tu. Oint. Ab. Etud. — V. Obil. Embrasser. — VI. Ul. En. Or. Ceps. — VII. Ris. Détaillait. — VIII. Naif. Liqueur. Co. — IX. Ebbé. Urvule. Azov. — X. Lemme. Et. Etra. — XI. Génée. Stoc. Ia. — XII. Esclave. Rocco. — XIII. Eau. Muet. Na. — XIV. Tu. Encha. Tx. S.D.N. — XV. Erre. Arabesque.

Verticalement

I. Ristourne. Geste. — 2. Inoubliable. Ur. — 3. Dol. Silence. — 4. Idole. Fennel. — 5. Cui (cf. « Cui »). N.D. Meaux. — 6. Urane. Elac. Co. — 7. Léimotiv. Seme. — 8. Braquet. U.S.A. — 9. Lear. Culture. — 10. Sa. Hachée. Cotte. — 11. Eau. Seau. As. — 12. Respiration. — 13. Ex. Test. Zinc. Su. — 14. Cœur. Cor. Onde. — 15. Titi. Cheval. As.

GUY BROUTY.

HARMONISEZ
CHAUFFAGE AVEC
LA METEO-CHAUFFAGE

Pour maîtriser les consommations d'énergie des maisons, des immeubles, des bureaux, des magasins, suivez chaque jour les conseils de la météo-chauffage qui vous indiquent région par région quand et comment il convient de chauffer en fonction des prévisions météorologiques.

AGENCE FRANÇAISE
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

FRANCE ENTIERE (1) 566.02.66 ILE-DE-FRANCE (1) 566.05.45

محکمات الاصل

Le Monde

économie

SOCIAL

L'AVENIR DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

« Le gouvernement a évidemment des responsabilités à prendre »

déclare M. Krasucki

Après l'échec des négociations sur l'assurance-chômage, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, devra recevoir prochainement les partenaires sociaux. Il s'agit d'un rendez-vous très attendu. À la fête de Force ouvrière, M. André Bergeron a déclaré : « Je veux croire que le bon sens l'emportera. Même si on ne finit pas quand même par parvenir à un accord, car on ne peut pas sciemment laisser détruire ce que nous avons bâti au cours de ces vingt-cinq dernières années. F.O. est allée très loin dans la voie des économies. Aucune solution n'est possible sans une augmentation de la cotisation versée aux Assedic par les entreprises et par les salariés. »

Dans un communiqué publié le 9 octobre, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a affirmé que « l'échec de la négociation incombe au seul patronat. Il est important que l'ensemble des organisations syndicales se soient trouvées d'accord pour présenter des propositions raisonnables en vue de parvenir à équilibrer la gestion de

l'Unedif. Le patronat ne pense qu'à réduire à une assistance misérable et de courte durée ce qui doit être un droit pour les travailleurs privés malgré eux du droit au travail (...). L'ensemble des travailleurs, qu'ils aient un emploi ou qu'ils soient chômeurs, doivent exprimer fermement leur protestation contre l'attitude rétrograde du C.N.P.F. Le gouvernement a évidemment des responsabilités à prendre et nous entendons en discuter avec lui. »

« Je souhaite que les partenaires sociaux puissent trouver une solution », a déclaré M. Barre, le 10 octobre à Villeneuve-sur-Lot. Mais je ne vois pas comment si, d'une part, les syndicats n'acceptent pas un certain nombre d'économies sur les prestations, d'autre part, si le patronat n'accepte pas de contribuer dans une certaine mesure à donner des ressources additionnelles, enfin si l'État ne fournit pas lui-même l'effort. Je ne pense pas que le patronat puisse refuser définitivement d'apporter sa contribution, mais je comprends parfaitement qu'à cette occasion il demande des révisions et des aménagements. »

Conflits

GRÈVE À LA FNAC CONTRE LA REMISE EN CAUSE DE L'ÉCHELLE MOBILE

Le blocage des salaires continue de provoquer des réactions, notamment dans les cinq établissements de FNAC de la région parisienne — trois magasins et deux dépôts — dont le personnel a décidé, samedi 9 octobre, de faire grès et d'occuper les locaux. L'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. proteste contre la remise en cause de l'échelle mobile des salaires et contre un rattrapage jugé insuffisant. Selon les grévistes, les propositions de la direction aboutissent à une augmentation de 9 % des salaires en 1982. Selon la direction, la masse salariale versée aux quelque mille cinq cents employés de l'entreprise augmentera de 10 % en 1982 et de 8 % en 1983, avec maintien du pouvoir d'achat pour les salaires inférieurs à 6 000 francs. Le salaire moyen à la FNAC est d'au moins 7 600 francs, précise la direction.

« A Périgueux (Dordogne), les trois cents employés de la société Molinier (confection) se sont mis en grève parce que la croissance régulière du SMIC pour les unités, le blocage pour les autres, ont pratiquement annulé les différences de salaires entre les diverses catégories de personnels. Les grévistes, soutenus par la C.G.T., protestent aussi contre les cadences de travail.

Au « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

LE GOUVERNEMENT VA FAIRE DE NOUVELLES PROPOSITIONS AUX FONCTIONNAIRES

annonce M. Le Pors

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, a contesté, dimanche 10 octobre, au « Grand Jury R.T.L. - le Monde », la prévision de 3 % à 4 % de baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, faite par M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière (le Monde du 5 octobre). « Les négociations ne font que commencer », a souligné M. Le Pors. La réunion du 6 octobre avec les syndicats de fonctionnaires a été l'occasion d'un « tour de table », a déclaré le ministre, avant la rencontre du 15 octobre. « Moi, je ne veux pas préjuger de ce que sera la sortie du blocage des salaires dans la fonction publique, a-t-il ajouté. C'est ouvert. Il a précisé que « le gouvernement va faire des propositions qui marqueront un pas dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts et du pouvoir d'achat des fonctionnaires ».

M. Le Pors a aussi souligné un effort « très significatif » en faveur des bas salaires.

Le ministre a confirmé qu'il entend parvenir à faire la clarté sur le système des primes et rémunérations annexes des fonctionnaires.

LA FÊTE DE FORCE OUVRIÈRE

Le compromis ou la grève

Ni les difficultés de l'assurance-chômage, ni le blocage des salaires ou l'ombre du forfait hospitalier ont nuit à la fête populaire que, pour la deuxième année consécutive, Force ouvrière a organisée les 9 et 10 octobre sur la pelouse de Reuilly, au bois de Vincennes. Pierre Doris, Marites de Plata et Gérard Lanormand, ballets folkloriques et bal populaire, radio-crochet, magie et chasse au trésor, clowns et catcheurs, stands régionaux et attractions sportives ont fait oublier un temps l'austérité ou du moins l'ont rendu plus supportable. La fête de F.O. (environ 200 000 participants en deux jours, selon les organisateurs) n'a certes pas le succès populaire de celle de l'Humo, mais elle témoigne d'une certaine vitalité.

C'est dans ce cadre, sous un chapiteau de 12 000 places rempli que M. André Bergeron a rappelé, samedi, pendant 80 minutes, les préoccupations de la centrale (le Monde du 10-11 octobre). Face à un blocage des salaires qui se traduira inévitablement par une perte de pouvoir d'achat pour la moins en 1982, F.O. hésite visiblement entre un certain durcissement et un réalisme tempéré. Le secrétaire général de Force ouvrière a semblé esquiver trois voies pour ses militants : celle de l'innovation — en se demandant, pour le cas où la préparation des contrats de modulation des prix s'avérerait trop longue, s'il ne convenait pas de « revendiquer tout de suite des augmentations de salaires à valoir sur ce qui résulterait des accords définitifs » ; celle de la grève en cas d'échec des discussions, et enfin, celle du compromis — « il peut arriver que nous acceptions certains compromis que nous n'aurions pas acceptés hier ». Les militants de Vincennes ont cependant réservé, à l'applaudissement, un meilleur accueil à la grève qu'au compromis, tout en se gardant, comme en septembre, à la Mutualité, de huer le nom du premier ministre.

Force ouvrière serait-elle moins prompte à la grève qu'il y a l'était du temps de M. Barre quand, le 24 mai 1977, elle avait participé à une grève nationale de 24 heures de tous les syndicats pour défendre la liberté de négociation ? M. Bergeron rétor-

l'idée que sa confédération puisse avoir un comportement « plus dur ou plus mou » face à M. Mauroy que face à M. Barre. Néanmoins, le secrétaire général a indiqué dimanche à la presse qu'il s'était récemment opposé en commission exécutive à une proposition de grève de vingt-quatre heures considérant que « le moment n'est pas venu ».

Pour la suite, M. Bergeron a rappelé les positions de sa centrale sur les principaux problèmes de l'heure en faisant une large place à l'assurance-chômage (voir ci-dessus). Très applaudi, il a souligné la « nécessité d'une réglementation plus rigoureuse de l'immigration », car en dépassant certaines limites « on risque de nourrir la renaissance du racisme ». Il s'est également prononcé contre un nouveau rétrécissement de la hiérarchie des salaires : « Là où on a tenté de faire des cadres des bous émissaires, on les a démolis et on a glissé vers le déclin. Autant nous sommes pour l'égalité des chances, autant nous sommes contre l'égalitarisme. » Il s'en est également pris, une nouvelle fois, au ministre du travail qui avait dénoncé « la logomachie » du langage syndical (le Monde du 5 octobre) : « Que M. Auroux me pardonne, mais c'est aux syndicats eux-mêmes de définir leur politique. Ils n'ont pas besoin de donneurs de leçons. »

Au lendemain de la dissolution de Solidarnosc, F.O. a également tenu à donner à sa fête une dimension internationale. Des portraits de Lech Wałęsa et d'Anna Walentynowicz avaient été disposés derrière la tribune. Ovationné, un militant de Solidarité a pris la parole, pour affirmer que « la silence tragique qui règne aujourd'hui en Pologne peut être aussi une forme de protestation ». M. Bergeron s'est appuyé sur ces événements pour affirmer « l'indécompréhensibilité absolue entre le communisme, le déshonneur et le communisme ». Auparavant, dans une intervention non prévue, un syndicaliste chifien dénonçant la junta de Santiago avait offert des panaches à MM. Bergeron et Rouzier, occasion pour la centrale de souligner son appui aux droits de l'homme partout dans le monde.

MICHEL NOBLECOURT.

MONNAIES

La baisse du dollar

(Suite de la première page)

Chaque fois que M-1 dépassait un certain niveau, la Réserve fédérale intervenait pour resserrer le crédit en pompant les liquidités, et le marché lui-même réagissait par anticipation en faisant monter le taux d'intérêt.

L'instrument de mesure M-1 n'est plus fiable, a expliqué M. Volcker, car d'autres capitaux s'y glissent, comme ceux déposés au titre des placements liquides à taux variables (Money Market Funds). Il faudra donc « attacher beaucoup moins de poids aux mouvements de M-1 » dans la période à venir. On s'appuiera davantage sur M-2, qui couvre, en plus de M-1, l'épargne à taux fixe ou variable. C'est un meilleur calcul, et rien de plus : « Il n'y a aucune signification politique. »

En réalité, le Fed s'était progressivement éloigné de M-1 au cours des derniers mois. Mais les opérateurs du marché monétaire gardaient les yeux fixés sur ce baromètre et réagissaient en fonction de lui, chaque vendredi. En présentant officiellement M-2 comme le nouvel instrument de mesure (M-2 plus les bons du Trésor et les certificats de dépôt), M. Volcker espère sans doute reporter l'attention sur ce deuxième chiffre, qui a l'avantage de n'être connu qu'une fois par mois.

Il est difficile toutefois de voir « aucune signification politique » dans le changement d'attitude adopté par le Fed depuis quelque temps et qui a conduit à une baisse des taux d'intérêt. Les dirigeants de la Banque centrale semblent bico-

avoir pris conscience de l'ampleur de la récession et de la gravité de ses répercussions sur les institutions financières américaines : on ne peut rester insensible à un taux de chômage de 10,1 %.

Même s'il n'a aucune intention de laisser les prix flamber à nouveau, M. Volcker cherche maintenant à favoriser une reprise. Certains démocrates ne manqueraient pas de lui reprocher le moment choisi : en agissant à quelques semaines des élections du 2 novembre, la Réserve fédérale ne fait-elle pas un cadeau de dernière heure à M. Reagan et aux républicains ?

A vrai dire, M. Volcker (qui est démocrate) n'avait guère le choix. Un éditorial du Washington Post résume parfaitement la situation : « La recette originale de M. Reagan était d'utiliser les allègements fiscaux pour favoriser la croissance économique, et de restreindre la masse monétaire pour stopper l'inflation. Evidemment, cela a été un énorme fiasco. Les allègements fiscaux ont provoqué d'importants déficits qui, ajoutés à une politique monétaire restrictive, se sont traduits par des taux d'intérêt et un chômage extraordinairement hauts. Parce que l'administration n'a d'autre arme contre l'inflation que la politique monétaire, la Réserve fédérale dispose d'une très petite marge de manœuvre. » Le déficit budgétaire reste, en effet, énorme. Et cela laisse planer un doute sur la poursuite de la baisse des taux d'intérêt au cours des prochains mois.

ROBERT SOLÉ.

La nouvelle dévaluation du mark finlandais plonge le gouvernement dans une crise grave

De notre correspondant

Helsinki. — La dévaluation de 6 % du mark finlandais assortie d'un gel des prix décidée dimanche 10 octobre, en réponse à la dépréciation de 16 % du cours extérieur de la couronne suédoise, a plongé subitement le gouvernement dans une crise grave qui pourrait se solder par le départ des ministres communistes (aux affaires depuis 1970 à part quelques rares et brèves interruptions). M. Kalevi Sorsa, le premier ministre social-démocrate, attend le retour de M. Kalevi Kivisto, président de la S.K.D.L. (Union démocratique populaire), ministre de l'éducation actuellement à l'étranger, pour prendre les décisions qui s'imposent et ramener si besoin son cabinet de contre-gauche.

Pour l'instant, il n'est question ni de démission du gouvernement de coalition (il n'y a d'élections législatives anticipées. Celles-ci devraient donc se dérouler à l'échéance normale, les 20 et 21 mars prochains. Si le gouvernement est renversé, les trois ministres de la S.K.D.L. (deux communistes plus un socialiste de gauche) seraient probablement remplacés par des sociaux-démocrates. Le gouvernement continuerait à être formellement appuyé par 103 députés sur 200, contre 138 actuellement.

Quelque l'entrée des conservateurs au gouvernement soit toujours exclue, ceux-ci soutiennent pleinement la dévaluation décidée conjointement par la Banque de Finlande et le gouvernement et les mesures qui l'accompagnent. Les milieux indus-

triels et exportateurs ont de quoi être satisfaits : les différentes mesures de soutien prévues reviennent au total à une aide de 1,5 milliard de marks à l'industrie. La dévaluation de la devise finlandaise destinée à protéger la compétitivité des entreprises face aux concurrents suédois n'est pas aussi élevée que celle de la couronne. Mais le gouvernement n'a pas voulu menacer les fondements mêmes de la politique économique qui met tout d'abord l'accent sur la lutte contre l'inflation.

Les mesures prises par le gouvernement devraient toutefois entraîner une hausse des prix à la consommation de 3,5 %. Les principales mesures de soutien comportent notamment un blocage des prix jusqu'au 15 décembre et une augmentation de la T.V.A. de deux points à compter du 1^{er} juillet prochain qui sera ainsi portée à 16 %. Les employeurs bénéficient notamment de certains allègements fiscaux importants, comme une nouvelle réduction de l'impôt sur le chiffre d'affaires en cas d'achat de biens d'équipements industriels. Cette réduction, qui était de 33 %, passe maintenant à 80 % à partir du 1^{er} janvier. Les cotisations patronales à la Sécurité sociale seront abaissées, de même que le coût de l'électricité pour les industries.

PAUL PARANT.

(1) La précédente dévaluation du mark, de 4,3 %, avait eu lieu le mercredi 6 octobre.

AGRICULTURE

● Céréales : vers un record des exportations. — Selon M. Moulins, directeur général de l'Office national interprofessionnel des céréales, la récolte de blé, qui se situe à un niveau jamais atteint, 21,5 millions de tonnes, devrait permettre de battre le record des 18 milliards de francs d'exportations réalisés l'an passé. Sur ces 21,5 millions de tonnes, 7,4 sont destinées au marché national, 2 à la production de farine, 3,5 à l'ex-

portation dans la C.E.E. et 8,5 devront être expédiées vers les pays tiers.

Des destinations sûres sont acquises : Afrique noire, pays du Maghreb, Cuba, Suisse, Scandinavie, Portugal et Roumanie, qui représentent un marché de 6 millions de tonnes. L'Égypte et la Chine, qui vient de passer un contrat de 875 000 tonnes, sont de nouveaux débouchés.

OFFICIERS

et ventes par adjudication

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le mardi 26 octobre 1982, 13 h 30

UN TERRAIN

cadastre section G, n° 415 pour 1.080 m²

MONTFERMEIL (93)

rue Pierre-Curie sans n° Lieudit « Les Soublières ». MISE A PRIX : 30.000 F. S'adresser à M^{rs} BERNARD ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocats au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois. tél. 854-90-87.

Vente s/sais. imm. Palais Justice Paris Jeudi 28 octobre 1982, 14 heures

APPART. PARIS-18°

37, RUE DAMREMONT
1^{er} étage : 2 pièces principales, CAVES
MISE A PRIX : 60.000 F
S'adr. M^{rs} JOHANET associé S.C.P.J. Deleau, Y. Neron, Ph. Deleau, G. Johanet, R. Hatton, P. Sedaka, F. Deyssine, C. Dumessnil-Rossi, J.-M. Sevrage, 43, avenue Hoche, PARIS-8°. Tél. 766-03-40. S/lieux pour visiter vendredi 22 octobre et mardi 26 octobre 1982 de 11 à 12 heures.

MINISTÉRIELS

Vte s/saisie immob. Palais de Justice Bobigny, mardi 19 oct. 1982, 13 h 30

UN APPARTEMENT

3 p., w.-c., cuis., salle d'eau, au 2^e ét., bdt. B, bloc 3, dans un imm. en co-prop.

LA COURNEUVE (93)

7 à 21, av. Marcel-Cachin, 27, rue Villot et 10 à 12, rue Chabrol

Mise à Prix : 80.000 F

S'adresser à M^{rs} M. AYOUB, 124, bd Malesherbes, Paris (17^e). Tél. 622-47-02. Tous avocats près T.G.I. Bobigny, Paris, Pontfarcy, Nanterre, Créteil.

Vente s/sais. immob. Palais Justice à Paris, jeudi 21 octobre 1982, à 14 h.

UN LOGEMENT

compr. 1 p., cuis., au 6^e ét. av. PETITTE PIÈCE même étage même immeuble dans un immeuble à PARIS (11^e)

7 et 9, RUE DE MALTE

Mise à Prix : 25.000 F. S'adr. M^{rs} BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avocats assoc., 14, rue d'Anjou, Paris (8^e). 265-92-75. Tous avocats près T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris Jeudi 14 octobre 1982, à 14 h

UN APPARTEMENT

au 5^e ét. de 39 m², compr. séjour, ch., cuis., débarras, une cave de 5 m² au sous-sol, portant le n° 6.

PARIS (10^e)

MISE A PRIX : 50 000 FRANCS
S'ad. pr. r. r. à la S.C.P. SCHMIDT DAVID DUFFOUR, av. à PARIS (17^e) 76, av. de Wagram. Tél. 766-16-69. Et sur les lieux pour visiter.

AFFAIRES

Télécommunications

L.T.T. VA CÉDER LE CONTRÔLE DE SA FILIALE BRITANNIQUE

International Telephone and Telegraph a annoncé, à la fin de la semaine dernière, son intention de vendre une partie de ses intérêts dans sa filiale britannique, Standard Telephone Cables, à des investisseurs britanniques.

S.T.C. (676 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1981) est l'un des principaux fabricants britanniques de matériel téléphonique. En juin 1979, I.T.T. avait déjà cédé 15 % du capital à des investisseurs locaux pour la somme de 50 millions de dollars. En mars dernier, nouvelle cession de 10 % pour 90 millions de dollars. Cette fois, ce sont 40 % que I.T.T. va vendre à divers investisseurs d'outre-Manche, pour la somme de 360 millions de dollars, ramenant ainsi sa participation dans son ancienne filiale à 35 % seulement.

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer ce qui apparaît bel et bien comme un repli de I.T.T. du marché britannique de la téléphonie publique. Un porte-parole de la compagnie a indiqué que cette cession était « conforme à la politique d'I.T.T. de se séparer de ses intérêts

dans les filiales dont l'activité était essentiellement axée sur la fourniture des marchés locaux du téléphone ». En Grande-Bretagne, S.T.C. a été en quelque sorte exclu des futurs marchés de la téléphonie publique puisque les autorités locales ont retenu le central électronique (System X) mis au point par Plessey et General Electric Co.

Ce désengagement d'I.T.T., qui s'exclure par le maintien de liens technologiques avec son ancienne filiale, permettra en outre de réduire le niveau de l'endettement de la compagnie. Reste maintenant à savoir l'usage que la multinationale va faire de ces quelques centaines de millions de dollars. On peut penser qu'I.T.T., engagée dans une vaste politique de redéploiement, les investira rapidement, aux États-Unis ou ailleurs.

● Volvo reprend la société Atlas Copco. — Le groupe suédois Volvo a annoncé, le 7 octobre, sa décision de reprendre 25 % des actions de la société Atlas Copco, devenant ainsi majoritaire dans cette entreprise spécialisée dans les machines et équipements à air comprimé.

Publicité

La Fnac et le Kodak photo-disc

500 adhérents de la Fnac le testent et le jugent avant même sa sortie

UNE technologie révolutionnaire. Pour moins de 400 francs. Mais le résultat ? La Fnac confie l'appareil à son Laboratoire d'essais. Mais confie aussi 500 Kodak-disc à 500 de ses

adhérents. Pour qu'ils le jugent. Sans complaisance. Alors que sort officiellement en France ce nouvel appareil, les résultats de cette enquête sont déjà disponibles dans toutes les Fnac.

5000 من الاموال

هكذا من الأصل

ÉNERGIE

NOUVELLE AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS

Comme prévu une nouvelle hausse des produits pétroliers intervient le 12 octobre portant le prix maximum en région parisienne à 4,69 F pour un litre de super, 4,58 F pour l'essence ordinaire, 5,55 F pour le gazole et 2,60 F pour le fuel domestique. Cette hausse (9 centimes par litre sur le super et l'essence, et 6 centimes sur le fuel et le gazole) résulte de l'application partielle de la formule de fixation des prix des produits pétroliers. Une formule de nouveau critiquée le 11 octobre dans l'Humanité qui affirme qu'elle joue exclusivement au détriment des consommateurs et au profit des compagnies.

L'évolution du dollar ces dernières semaines amène d'ores et déjà les pouvoirs publics à s'interroger sur les prix des produits pétroliers au mois de novembre. A la répercussion intégrale des coûts (dollars, prix du brut et cours sur les marchés libres) qui était admise pour la sortie du blocage des prix, il faudrait ajouter 1,4 centime par litre pour les trois carburants-automobile au titre de la nouvelle taxe destinée à alimenter le fonds spécial de grands travaux, créé le 3 août. Tout cela pèserait d'un poids peu lourd sur l'indice des prix. L'idée prévaut donc actuellement dans l'administration d'un maintien du plafonnement - à 9 et 6 centimes par litre - des hausses possibles pour le 12 novembre.

● Hausse de 7,42 % de la facture pétrolière française. - Au cours des huit premiers mois de 1982, les importations nettes de pétrole et de minéraux bitumineux ont augmenté de 7,42 % en valeur par rapport à la même période de 1981 et ce malgré une baisse en volume de 4,86 %.

LA RELANCE DU CHARBON NATIONAL

M. Valbon demande une enveloppe d'investissements de 30 milliards de francs en dix ans

« Nous sommes partie prenante dans la politique de relance du charbon français, mais il faut la faire », a déclaré, le 9 octobre, M. Krasucki à Alès, lors de la pose d'une plaque commémorant la lutte des mineurs de Ladrach.

Il est impératif, a poursuivi le secrétaire général de la C.G.T., pour réaliser le développement de la production du charbon français, d'engager des moyens suffisants. Dans l'état actuel du budget prévu pour les

Charbonnages, ces moyens n'existent pas. Il est de notre devoir de le dire et d'alerter toutes les forces concernées, depuis le gouvernement jusqu'aux travailleurs.

L'avant-veille, en Lorraine, M. Valbon, président des Charbonnages de France et ancien militant C.G.T., avait lui aussi réclamé les moyens d'une nouvelle politique du charbon.

De notre correspondant.

Metz. - Alors que l'on s'interroge, en Lorraine, sur les motifs du retard apporté à la signature du contrat de programme Etat-Charbonnages fixant les objectifs et les moyens de production, le président des Charbonnages de France, M. Georges Valbon, lors de sa visite de deux jours en Lorraine, s'est voulu rassurant. « Nous visons un objectif de 15 millions de tonnes pour la Lorraine, avec des paliers intermédiaires à 12, puis à 13,5 millions de tonnes », a-t-il répété en précisant qu'il fallait « créer les meilleures conditions d'efficacité économique, de coût et de promotion sociale ». L'autorisation de porter la capacité d'extraction du siège de La Houve de 10 500 à 12 500 tonnes/jour pourrait, selon lui, être prise rapidement, ce qui impliquerait 150 millions d'investissements.

Les Charbonnages de France se déclarent donc prêts à mener une politique ambitieuse pour assurer la relance du charbon, conformément à la volonté exprimée par le gouvernement : porter la production par an à 30 millions de tonnes à l'horizon 90/92, dont 15 millions en Lorraine.

Il apparaît cependant que la dotation budgétaire 1983 de 6,5 milliards de francs pour les Charbon-

construction d'une septième tranche de production électrique. Une demande d'autorisation de crédit de 700 millions de francs a été déposée pour la rénovation de la cokerie de Marienau (900 000 tonnes par an). Le projet de création d'une unité industrielle de gazéification sur le site de Carling, permettant de consommer 1,5 million de tonnes de charbon, permettrait, notamment, la fabrication d'ammoniac et de méthanol. Le choix du procédé ne sera pas arrêté avant la fin de 1982. Le projet de construction d'une septième tranche de production électrique, associée à une turbine à gaz, aboutirait à la construction d'un groupe à cycle mixte de 770 mégawatts de puissance. Ces projets doivent s'inscrire dans le cadre d'un niveau de production de 12 millions de tonnes par an, car le retour au charbon dans l'industrie n'offre que des débouchés restreints (1 million de tonnes en 1982 en dépit des efforts de C.D.F. Energie).

M. Georges Valbon considère que le retour aux samedis travaillés, prôné par la direction des H.B.L., peut être un domaine exemplaire de la concertation démocratique pour améliorer la rentabilité des équipements coûteux mis en œuvre. Il faut organiser le travail, a-t-il convenu, laissant à la direction générale et aux syndicats le soin de négocier ce dossier.

AUTOMOBILE

APRÈS LE SALON

Le prix des automobiles françaises augmente de 4 % dès le 11 octobre

Le soixante-neuvième Salon se termine décidément sur une note d'espoir. A peine finissait-on, dimanche soir, dans tous les stands des comptages réconfortants que tombait une déclaration du ministre de l'économie et des finances : cette fois, c'est sûr, les prix des automobiles augmentent de 4 % dès le 11 octobre. La mise au point n'était pas inutile. Depuis quelques jours, les allées du Salon bruisaient de cette rumeur : les tarifs seraient majorés, disait-on, avant même la date de sortie du blocage, dès la mi-octobre, voire dès le 11, lendemain de la clôture. Une aubaine pour les vendeurs, la nouvelle se propageait comme une traînée de poudre. Les négociations s'étaient, en effet, engagées en ce sens avec la direction des prix, soucieuse de lisser la courbe de l'inflation en étalant sur plus d'un mois les hausses inévitables.

M. Delors justifie cette entorse au blocage par les nécessités financières des groupes et par l'effort de productivité réalisé par cette branche. La hausse en 1982 sera inférieure à 8 % quand elle était de 12,6 % à 13,3 % en 1981. « Cela marque », affirme le ministre, une nette décadence.

Les mines étaient donc réjouies dimanche soir dans tous les stands. Certes, les groupes français réclamaient une hausse des prix de 8 %, arguant que chaque point perdu par rapport à l'inflation leur coûtait de 350 à 450 millions de francs selon

les cas. Mais personne ne pensant sérieusement obtenir plus de 3,5 % à 4 %, hausse modeste mais suffisante pour permettre aux deux groupes français de tenir jusqu'au début de l'année prochaine.

Et puis, le miracle du Salon, une fois encore renouvelé, avait remis du baume dans le cœur des groupes automobiles. Un million quatre-vingt mille entrées, soit 4 % de plus qu'à deux ans, plus de cent mille visiteurs par jour. Record absolu et, marque par marque, quelques jolis résultats. Citroën, avec sa nouvelle BX, arrive, bien sûr, loin devant à l'indice de fréquentation : « Nous avons doublé le nombre des contacts, des commandes et des essais par rapport à il y a deux ans. En dehors même du Salon, nous prenons actuellement mille à mille deux cents commandes de BX par jour », affirme la direction commerciale. Chez Renault, cela ne va apparemment pas mal non plus. Le groupe nationalisé avait choisi de ne pas prendre de commande sur son stand cette année. Mais dans les concessions, des dix premiers jours d'octobre ont battu tous les records de prises d'ordres. Plus de six mille commandes par jour, assure la direction de la Régie, après un mois de septembre déjà fort bon (cent six mille voitures en commande).

Peugeot adopte un profil plus modeste, sans perdre toutefois le sourire. Les commandes purent sur son stand augmenter de 20 % par rapport au Salon précédent. Quant aux importateurs, ils camouflent mal, ôcence obligée, des succès insolents et non démentis. Ford a fait un « tabac » avec la Sierra, Opel avec la Corsa et Volkswagen avec l'Audi 100. Les autres ne vont pas mal non plus.

Bref, le marché français semble parti pour une fin d'année en fanfare même si la hausse des prix douche quelque peu les acheteurs et met fin à la poursuite des modèles. Deux millions de voitures vendues en France en 1982 ? Ce n'est plus impossible. Il suffirait, dimanche, de voir les visiteurs se battre pour s'assurer d'une 104 vieille de dix ans pour repartir rassérénés. - V.N.

● M. Roger Michelot a été élu président de l'Association française des automobilistes (AFA) par les représentants des groupements régionaux des quarante-sept automobile-club membres de l'AFA. M. Michelot succède à M. Claude Chambonard, qui ne demandait pas le renouvellement de son mandat. Président de l'Automobile-Club de Bourgogne, M. Michelot était depuis plusieurs années premier vice-président de l'AFA.

● La C.F.D.T. : non à la grève des routiers. - La Fédération C.F.D.T. des transports s'élève, dans un communiqué, contre la décision de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), qui rassemble environ deux mille entreprises de transport de marchandises et de voyageurs, de faire grève pendant trois jours au début de novembre (le Monde du 9 octobre). Elle appelle les salariés concernés à ne participer sous aucun prétexte à cette initiative parasitaire.

CONJONCTURE

La commission européenne réclame une politique concertée des investissements

Bruxelles (Communautés européennes). - Mobiliser les États membres en faveur d'une politique active et concertée d'incitation à l'investissement afin de mettre un terme au déclin industriel : tel est l'objectif qui inspire la commission de Bruxelles dans une communication qu'elle vient de transmettre aux gouvernements membres. M. François-Xavier Ortoli, son vice-président, chargé des affaires industrielles, qui enfonce

ce clou avec persévérance depuis plusieurs années, considère que, dans le contexte d'une demande internationale en chute libre et, à l'intérieur de la C.E.E., des politiques économiques de retour aux équilibres à effectuer individuellement des déflationnistes, l'action en faveur de l'investissement productif constitue le moyen le plus approprié pour soutenir l'activité et pour redresser l'emploi.

De notre correspondant

ment dans le total des investissements a diminué régulièrement depuis 1978 jusqu'à 20 %. Renverser cette tendance est nécessaire. La première condition, note la commission, est une évolution des coûts de production, en particulier des coûts salariaux propices à l'investissement.

La commission suggère d'alléger la fiscalité frappant les profits, à la condition expresse toutefois que ceux-ci soient réinvestis. Il faudrait, outre, favoriser l'orientation de l'épargne vers l'investissement in-

dustriel et, en évitant les déficits budgétaires excessifs, contribuer à la base des taux d'intérêt.

● Revoir ensemble les mécanismes d'incitation qui se sont multipliés de façon désordonnée au fil des années : faire un tri et sélectionner les plus efficaces.

Augmenter la part des dépenses publiques consacrées à l'investissement. Les experts bruxellois notent que la part des dépenses publiques dans la P.I.B. de la C.E.E. est passée de 32 % en 1960 à plus de 50 % en 1982, mais que, dans le même temps, la part des investissements revenait de 10 % à 6 % du total des dépenses publiques. Encore une tendance malsaine à renverser.

Le « marché unique »

La commission préconise en outre une action communautaire qui, d'ailleurs, aurait une valeur de reconnaissance en commun, de démonstration et d'entraînement. Elle suggère à cet égard :

● Un approfondissement réel du « marché unique » : de normes nationales abusives en reconnaissance du marché intérieur ou en ouverture insuffisante des marchés publics, la réalisation d'un véritable marché commun, base nécessaire pour le renouveau industriel, demeure inachevée.

● Un soutien à l'investissement de quelques secteurs spécifiques : reconversion des bassins sidérurgiques, technologies de l'information et bio-technologies.

S'agissant de l'effort général à accomplir en faveur de la recherche-développement, la commission préconise, à la fin de 1982, un programme-cadre pour la période 1984-1987 qui devra assurer, en particulier, une cohérence des actions communautaires et nationales dans les domaines de la modernisation des technologies traditionnelles, de la promotion des technologies de pointe, de la promotion et du développement des énergies renouvelables, des normes et références.

● Le développement des instruments financiers communautaires, notamment du N.I.C. (Nouvel Instrument communautaire ou facilité Ortoli), qui date de 1978 : la commission emprunte sur le marché international des capitaux, et l'argent est réparti pour faciliter des investissements d'infrastructures énergétiques et industrielles.

PHILIPPE LEMAITRE.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● Le C.N.J.A. dénonce l'apparence de blocage des prix. Pour le Centre national des Jeunes Agriculteurs, les deux tiers des éléments entrant dans les moyens de production ont obtenu des dérogations au blocage des prix depuis trois mois. Il s'agit du fuel, des engrais, des produits phytosanitaires et de marchandises importées. Le C.N.J.A. renouvelle sa demande de suppression des montants compensatoires et envisage une campagne de « grande envergure » s'il n'obtient pas satisfaction avant le 1^{er} novembre.

Conjoncture

● Les ventes du grand commerce ont marqué un net repli en volume au cours du mois de septembre, baissant de 1,5 % par rapport au mois précédent. La baisse a été plus sensible dans les hypermarchés (- 3 %) et les magasins populaires (- 2,5 %) que dans les grands magasins (- 1,5 %), indique le centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

● Redevance sur les magnétoscopes : protestation des industriels de l'électronique. - Les industriels de l'électronique se sont élevés dans un communiqué contre le projet d'imposer une redevance annuelle de 471 F sur les magnétoscopes.

● Le marché vidéo dans son entier serait affecté par une telle mesure, compte tenu du caractère dissuasif de la redevance, qui irait à l'encontre de l'effort de reconquête du marché national préconisé par les pouvoirs publics, ajoutent les industriels, qui qualifient en outre cette mesure d'« inéquitable ».

● M. Laurent Fabius, ministre du budget, a indiqué, jeudi 7 octobre, devant la commission des finances du Sénat, que les personnes concernées par l'évaluation des biens professionnels imposables au titre de l'impôt sur les grandes fortunes - devraient remplir une déclaration, mais ne seraient pas imposées avant 1985. M. Fabius a également déclaré que toutes les tentatives d'évaluation concernant le rendement de l'impôt sur les grandes fortunes étaient « incertaines ».

Etranger

R.F.A.

● Les prix à la consommation ouest-allemands ont augmenté de 0,3 % durant le mois de septembre, a annoncé l'Office fédéral de statistiques. Ces prix avaient diminué de 0,2 % en août. Pour les douze derniers mois, la hausse du coût de la vie a été de 4,9 % contre 5,1 % fin août et 5,6 % fin juillet. (A.F.P.).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	7,0590	7,0660	+ 225	+ 265	+ 400	+ 450	+ 1190	+ 1310
S. can.	5,7470	5,7540	+ 30	+ 80	+ 75	+ 140	+ 515	+ 640
Yen (100)	2,6750	2,6800	+ 160	+ 180	+ 290	+ 330	+ 965	+ 970
D.M.	2,8280	2,8325	+ 155	+ 180	+ 300	+ 330	+ 940	+ 1005
Fl. bel.	2,5870	2,5900	+ 145	+ 165	+ 270	+ 295	+ 825	+ 875
F.R. (100)	14,5710	14,5940	+ 150	+ 315	+ 150	+ 395	+ 720	+ 1195
F.S.	3,3230	3,3295	+ 310	+ 340	+ 585	+ 615	+ 1640	+ 1725
L. (1000)	4,9610	4,9670	+ 280	+ 320	+ 530	+ 555	+ 1450	+ 1500
E.	12,1410	12,1585	+ 370	+ 470	+ 730	+ 855	+ 2475	+ 2725

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 1/8	10 1/16	10 7/16	10 3/16	10 9/16
S.E.U.	7 3/8	7 3/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/2
D.M.	7 3/8	7 5/8	7 1/8	7 15/16	7 1/8	7 15/16	7 5/16	8
F.R. (100)	11 1/4	12 1/4	11 1/2	12 1/2	12 1/4	13	12 1/8	13
F.S.	1 1/4	2 1/4	3 1/16	3 7/16	3 3/16	3 9/16	3 7/8	4 1/4
L. (1000)	17	18	17 1/2	19 3/4	19 1/2	20 1/4	19 5/8	20 5/8
E.	1 1/2	11 1/8	9 15/16	10 9/16	9 7/8	10 9/16	9 3/4	11 1/4
F. can.	34 3/4	36 1/2	36 1/2	37 1/4	36 3/4	37 1/2	38 3/4	39 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Chaque lundi et mardi
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

4^e journées internationales
IDATE
18, 19, 20 octobre 1982 - Montpellier

Sous le patronage du Ministère des PTT, du Ministère de la Communication, et avec le concours du CNET et de l'INA

l'expérimentation sociale
en télématique

Discours d'ouverture
de Monsieur Georges FILLIOUD,
Ministre de la Communication

Discours de clôture
de Monsieur Louis MEXANDEAU,
Ministre des PTT

Programme détaillé et fiche d'inscription sur demande à :
Journées Internationales 1982 / Idate-Bureau du Polygone 34000 Montpellier
Tel Spécial journaux (07) 64-16-91 - Standard (07) 65-48-48

AUTOMOBILE

Après avoir étudié divers marchés mondiaux (voir le Monde depuis le 1^{er} octobre), nous pouvons voir ci-dessous l'étude des préoccupations que connaissent les pays du tiers-monde dans le domaine de l'automobile.

DE PARIS

ÉGYPTE : entre Fiat-Victoire et les importations

Le Caire. — Dans la campagne nationale, aux abords de villages, les jours de marché ou de fête, on tombe sur de véritables musées de vieilles automobiles françaises ou américaines des années 30 ou 40. Un musée roulant, car, raffaillés tant bien que mal, ces modèles d'un autre âge servent toujours, le plus souvent de taxis collectifs, chargés souvent d'une quinzaine de personnes à la fois, y compris sur le toit, sans compter les chiens et les agneaux. Dans sa conception particulière de la fierté nationale, le gouvernement égyptien a interdit à ces voitures du temps du roi Farouk de pénétrer dans les grandes villes.

Là, dans la masse figée d'engorgements à nuls autres parais, brûlants et sonores, se pressent les uns contre les autres les Mercedes des néo-millionnaires, coiffant le sol de toute une vie d'ouvrage et bien plus, les autobus bondés de l'Etat, les Peugeot des commerçants et surtout une multitude de petites Fiat, Seat, Nasr.

Entre les deux mon cœur balance

Nasr veut dire victoire en arabe. A l'époque de Nasser ou l'Egypte collectionnait les défaites, du moins face à Israël, tout ce qui était créé par le régime recevait le nom de Nasr pour compenser : cités nouvelles, unités textiles et même le modèle de l'auto nationale en 1960 ; celle-ci est en fait, sous son habillage juridique égyptien, un montage local de Fiat avec une intégration locale arrivant glorieusement à 5 %. A Fiat-Nasr fut associée en 1978, sous Sadat, l'émulation espagnole de la firme italienne : Seat. Cela représente une usine unique à Helwan au Sud du Caire, à laquelle il faut ajouter pour mémoire deux ou trois ateliers égyptiques assemblant sous licence, environ 1 500 camions de moyen

De notre envoyé spécial

tonnage Megirus-Deutz et quelque 500 microbus Honda par an.

Sous Nasser (1953-1970), la voiture individuelle, pour être follement prise par la « socialisme » officiel ; sous Sadat (1970-1981), ce fut la ruée, encouragée par le pouvoir, sur l'automobile : sous Mubarak, entre les deux mon cœur balance. En tout cas, avec un besoin, ce dernier lustre, de 45 000 à 50 000 véhicules par an, l'Egypte avec sa Nasr a produit péniblement de 15 000 à 20 000 unités (Seat 133, Fiat 131, 128 et 125). Plus de trente mille autres voitures ont été importées par an, pour moitié neuves, pour moitié d'occasion. Parmi ces dernières, peu viennent de France, à cause, disent les Egyptiens, de la complication de nos règlements ; mais à travers les parcs de Belgique et d'Allemagne de l'Ouest, ce sont souvent des modèles français qui arrivent en Egypte.

La France, eux beaux jours seditiens, a conquis assez facilement plus de 30 % du marché des importations de véhicules neufs avec un engouement très vif, comme d'ailleurs dans le reste du monde arabe, pour les Peugeot, surtout les robustes break, très appréciés comme taxis longue distance. Plus récemment, les Renault ont connu une certaine vogue, contrariée, il est vrai, par une campagne publicitaire en anglais qui fit passer la Régie française pour une marque du Royaume-Uni dans un pays où l'industrie britannique, allez savoir pourquoi, n'a pas très bonne presse.

Volkswagen, qui avait été autorisé par l'Egypte à installer une usine de montage, n'a finalement pas donné suite. L'assurance de la maîtrise de ses prix ne lui avait pas été donnée par le Caire. Dès lors, Peugeot et Renault n'ont plus comme concurrents que les Japonais, il est vrai tout

sauvage carrossiers qu'ailleurs dans l'immense vallée du Nil.

Renault a présenté en février 1981 aux autorités du Caire un plan pour assembler localement des R 19 et peut-être des R 9, 4 000 à 10 000 véhicules devant être mis sur le marché chaque année. Le dossier Peugeot, plus ancien, concerne 10 000 véhicules (berlines 305 et 504, 504 commerciales). Le Caire, en tout cas, exigera un fort quotient d'intégration locale (Peugeot a promis 81 % après cinq ans). Les poids lourds devraient aussi faire l'objet d'un contrat et, là, la faveur pourrait aller au Japon ou aux Etats-Unis. Michelin, de son côté, a obtenu à l'époque de Sadat l'agrément pour installer une usine de pneumatiques près d'Alexandrie, mais ce projet n'en finit pas d'être un projet.

Des droits de plus de 200 %

En attendant, l'Egypte, qui ne compte que de huit à dix automobiles pour mille habitants, qui a quintuplé ses importations de véhicules en dix ans et qui va absorber 100 000 véhicules neufs par an à brève échéance, d'après les planificateurs du Caire, reste un marché relativement intéressant pour les fabricants français en dépit des droits d'entrée de 119 % sur les petites cylindrées et de plus de 200 % sur les grosses cylindrées. Les Français estiment qu'ils devraient pouvoir vendre raisonnablement de 5 000 à 10 000 voitures de plus par an en Egypte au cours des cinq ans à venir, c'est-à-dire approximativement doubler leurs ventes actuelles. Mais si l'on voit mal comment la Nasr pourrait atteindre en 1983 l'objectif de 35 000 véhicules par an — la double de sa production présente — que lui avait assigné Sadat en 1978, attention en revanche aux Japonais, qui ont déjà acquis en deux temps trois mouvements la moitié du marché des voitures neuves importées.

J.-P. P.-H.

AFRIQUE DU SUD : la course au mécano

De notre correspondant

Johannesburg. — 167 000 voitures vendues en 1977, 213 270 en 1979 et 301 538 l'an dernier. Même si les chiffres paraissent mineurs en regard de la population du pays (28 millions), l'industrie automobile sud-africaine a, jusqu'ici, progressé de façon à peu près constante. Pour 1982, récession oblige, les prévisions de ventes se situent autour de 280 000 véhicules seulement (-7 %), mais les perspectives de croissance demeurent excellentes pour les dix années suivantes au moins.

Au rythme actuel, en effet (+3,5 % l'an en moyenne sur vingt ans), il faudra plus d'une décennie pour « automobiliser » tous les adultes sud-africains. Selon une étude publiée au début de cette année par le premier distributeur du pays, le groupe Mac Carthy, moins de deux millions et demi de citoyens possèdent aujourd'hui une voiture particulière. En 1990, prévoient les auteurs du rapport, il y en aura 4,5 millions.

Ces prévisions sont-elles de nature à rassurer les grands constructeurs européens, américains et japonais qui se bousculent aujourd'hui à Port-Elisabeth et à Uitenhage, le « Detroit » sud-africain ? Apparemment non négligeable, la croissance annoncée ne sera en aucun cas suffisante pour permettre aux dix grandes marques qui s'affrontent encore dans le pays, non seulement de prospérer, mais tout simplement de survivre.

Déjà, après l'élimination récente de Fiat (4 800 voitures vendues en 1980), l'affaiblissement constant de British Leyland (4 500 en 1981) et la reprise en 1979 des intérêts Peugeot-Citroën par Sigma Corporation (groupe anglo-américain), la compétition s'est singulièrement éclaircie. Pour l'heure, et dans l'ordre, restent en piste : 1) Toyota, avec 20 % du marché total (15,3 % du marché auto et 33 % du véhicule utilitaire). La firme japonaise représente la régie Renault et assemble plus de 6 000 R 5 chaque année. De 1978 à 1981, le groupe a accru sa part de marché de 35 %. 2) Sigma, avec 16,9 % du marché auto distribué des Peugeot 305 et 505, des Citroën CX 2400, et des japonaises Mazda 323, RX 7, et utilitaires légers, et Mitsubishi Colt Galant. 3) Ford, avec 14,7 % du marché total, dont 16,7 % du marché auto. 4) Datsun, avec 14,4 % du marché total (+12 % au cours des trois dernières années). 5) Volkswagen, avec 13,4 % du marché total est resté le numéro un de la voiture particulière avec 17 % du marché (+20 % en trois ans).

Dans la catégorie « haut de gamme », BMW, avec 12 000 voitures vendues en 1981, a conservé l'avantage sur son principal concurrent, Mercedes (10 000), tandis qu'Alfa-Romeo, qui a repris le réseau Fiat en 1980, écoule encore 8 000 véhicules par an sur un marché « japonais » à 35 % au total. En dehors de quelques centaines de bolides « grand luxe » genre Rolls Royce, Maserati ou Ferrari, importés à prix d'or par quelques privilégiés, tous les véhicules achetés en Afrique du Sud ont été montés en Afrique du Sud.

Contingentement et taxes

Protégée par un double système de contingentement et de taxes, l'industrie locale fournit désormais la quasi-totalité des besoins du pays et du travail pour près de 200 000 personnes. Pour améliorer ses comptes extérieurs et veiller à la situation sociale du pays, le gouvernement n'a pas lésiné sur les réglementations. Aujourd'hui, les deux tiers des pièces nécessaires à l'assemblage sur place des voitures et 50 % de celles des véhicules utilitaires (152 014 vendus en 1981) doivent être obligatoirement « made in South Africa ». Une exigence encore mal admise par les constructeurs.

Certains reprochent à la sous-traitance de passer sur sa rente de situation sans toujours faire les efforts nécessaires pour faire face à la demande. On prétend notamment que de 5 000 à 7 000 véhicules supplémentaires auraient pu être vendus en 1981 si certaines pièces, dont le gouvernement a refusé l'importation exceptionnelle, n'avaient pas fait défaut. Accident de parcours ? Le mal, lié au dramatique manque de main-d'œuvre qualifiée et à la multiplication des conflits sociaux, deux phénomènes qui se développent dans tous les secteurs économiques du pays, paraît plus profond.

Le nombre de personnes capables d'assembler, d'entretenir et de réparer les véhicules non seulement ne s'accroît pas, en conformité avec l'élargissement du marché, mais a tendance à décroître. Une véritable « course au mécano » met aux prises tous les grands constructeurs, certains s'étant résolus à importer, fort cher, la main-d'œuvre qui leur manque. En 1980, 1 285 jeunes Noirs

seulement sont entrés, avec le statut d'apprenti, dans l'industrie automobile. Ils étaient 1 338 l'année précédente et 1 423 en 1978. Malgré les hausses de salaires intervenues ces dernières années, souvent à la suite de grèves et de conflits très durs, les « candidats aux mains sales » ne se bousculent pas. Ceux — et, apartheid oblige, ils ne sont pas très nombreux — qui ont reçu l'éducation suffisante pour s'orienter vers les « emplois à col blanc » et les apparences de dignité qui les entourent.

Dans les usines de montage, les patrons sont de plus en plus tentés par la robotisation. D'abord parce que, s'ils coûtent cher, les robots sont faciles à trouver. Ensuite parce qu'ils ne font pas de politique. Les industriels de l'automobile, en Afrique du Sud, ne figurent pas parmi les plus rétrogrades. Contrairement aux mines d'or, par exemple, il y a longtemps qu'ils ont admis les syndicats noirs et, s'ils n'ont toujours pas à licencier par centaines les grévistes O.S., les plus facilement remplaçables, les patrons de l'automobile acceptent le plus souvent de négocier avec leurs salariés.

Lorsqu'il s'agit d'une revendication salariale, une solution finit toujours par être trouvée (1), mais, dans un pays où la population est dépourvue pour 70 % — les Noirs — du droit de vote, de celui de circuler, de manifester et de résider où bon lui semble, les conflits sociaux prennent souvent une autre dimension.

Certains patrons, dont celui de Ford, s'en plaignent et critiquent ouvertement le gouvernement pour sa politique d'apartheid. Reste que, dans son ensemble, l'industrie automobile, comme les autres, n'est pas prête à mettre en péril sa survie et ses capacités bénéficiaires pour des considérations humanitaires. « Nous avons tous investi des sommes considérables », confiait un professionnel, « ce marché est sans doute le plus difficile et le plus compétitif du monde, mais c'est également, si les choses changent, l'un des plus prometteurs. » « Aucun d'entre nous n'est prêt à abandonner une partie aux trois quarts jouée... » concluait-il.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le salaire horaire minimum d'un O.S. débutant est de 13 F environ, ce qui donne un salaire mensuel trois fois plus élevé que celui d'un domestique ou d'un travailleur agricole.

Une offre exceptionnelle en octobre !

Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT** 1983 moins chère



reprise de votre voiture plus chère !

NEUBAUER
M. GERARD 821.60.21

Publicité

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

- Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux.
- Enquête parcellaire.

Commune d'ALBERTVILLE
Poste 400/225/150 kV d'ALBERTVILLE
Agrandissement du poste

Electricité de France - Centre d'Équipement du Réseau de Transport - envisage d'agrandir le poste 400/225/150 kV d'ALBERTVILLE pour élever l'échelon de tension 400 kV. Les travaux d'agrandissement du poste nécessitent l'acquisition d'une gravière d'une superficie de 4,578 hectares.

Le Préfet - commissaire de la République du département de la SAVOIE - informe le public que le projet sera soumis à enquêtes publiques conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

- Le dossier soumis aux enquêtes comporte deux sous-dossiers :
- Sous-dossier A : il comprend les pièces relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977, pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, une étude d'impact est incluse dans ce sous-dossier.
- Sous-dossier B : il comprend les pièces relatives à l'enquête parcellaire. Un état et un plan parcellaires désignant la parcelle à exproprier sont inclus dans ce sous-dossier.

Les enquêtes s'ouvriront à la mairie d'ALBERTVILLE où sera déposé, du 22 octobre au 10 novembre 1982, le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier deux registres sur lesquels le public et le propriétaire concerné pourront consigner leurs observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période, de 8 heures à 12 heures - samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

En outre, conformément aux dispositions de la circulaire du 31 juillet 1982 du premier ministre relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques, le dossier sera accessible au public pendant les deux jours non ouvrables suivants :

le samedi 30 octobre 1982, de 8 heures à 12 heures,
le samedi 6 novembre 1982, de 8 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie d'ALBERTVILLE. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les derniers jours ouvrables de l'enquête, du 8 novembre au 10 novembre 1982, entre 9 heures et 12 heures.

M. ANJOLVY Louis, domicilié 36, quai des Allobroges, ALBERTVILLE est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête sera accessible à quiconque en fera la demande à la sous-préfecture d'ALBERTVILLE et le restera sans limitation de durée.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport du commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux sera déposée à la mairie d'ALBERTVILLE, à la préfecture de la SAVOIE et à la sous-préfecture d'ALBERTVILLE.

La communication des conclusions du commissaire-enquêteur et des réponses du maître d'ouvrage pourra être faite à toute personne en présentant la demande à M. le Préfet, commissaire de la République du département de la SAVOIE.

L'étude d'impact incluse au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux pourra en outre être consultée à la sous-préfecture d'ALBERTVILLE, et dans les bureaux de la direction interdépartementale de l'industrie - région Rhône-Alpes - division du contrôle de l'électricité - 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE, pendant le délai d'enquête tous les jours, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures - samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

ALBERTVILLE, le 28 septembre 1982.

LE PRÉFET,
Commissaire de la République
du département de la SAVOIE.

LE SOUS-PRÉFET
commissaire-adjoint de la République
de l'arrondissement d'ALBERTVILLE.
signé : Philippe NAVARRE.

Profitez d'un avant-goût du Paradis sur la route de Singapour.

Venez avec nous à Singapour dans l'excellent confort d'un Tristar. Nos avions s'envolent de Paris chaque vendredi et dimanche et atterrissent à Sri Lanka le lendemain à l'aube. Profitez d'un paisible stop-over sur notre île paradisiaque et repartez avec nous pour Singapour. Ou bien partez le vendredi de Paris et vous aurez une correspondance immédiate à Colombo pour Singapour. Nous vous assurons au cours de votre voyage ce service chaleureux et attentionné propre aux habitants de ce paradis.

AIRLANKA
L'île au goût du Paradis

Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris.
Tél. 297 43 44, 9, rue du 4 Septembre, Paris 75002.

AL207

سكزا من الامم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
ET LA BANQUE DE CHINE**

Dans le cadre de l'accord intervenu entre le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement de la République française, la BANQUE DE CHINE et la BANQUE NATIONALE DE PARIS ont signé le 5 octobre 1982 à PÉKIN une convention bancaire d'application sous forme de crédit acheteur afin d'assurer le financement des contrats de crédits français, imputables sur cet accord.



GROUPE VICTOIRE

ABEILLE ET PAIX

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE

Comptes de l'exercice 1981-1982

Dividende net porté de 19,50 F à 21,50 F
Distribution globale passant de 46 057 440 F à 50 781 280 F

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 août 1982.

Le bénéfice net représente 79.539.606 F après 21.430.000 F d'impôt sur les sociétés contre 56.454.855 F et 13.400.000 F pour l'exercice précédent.

Dans ce résultat, le bénéfice courant net d'impôt figure pour 65.781.000 F contre 58.706.000 F en progression de 12 % sur l'an dernier, alors que les opérations en capital ont dégagé un solde positif, également net d'impôt, de 13.758.000 F contre un solde négatif de 2.251.000 F en 1980-1981.

L'augmentation du bénéfice courant s'explique par l'accroissement d'environ 20 % des revenus des filiales et participations (56.108.147 F contre 46.476.920 F) alors que les revenus de placement (dûte et trésorerie) sont en légère diminution. Cette diminution de caractère d'ailleurs exceptionnel est due à une modification de la structure du portefeuille de placement intervenue au mois d'avril dernier.

Cette restructuration du portefeuille de placement a par contre dégagé des plus-values de cessions pour un montant net de 27.794.867 F contre 12.362.371 F et permis, conjointement avec l'évolution des taux d'intérêt, de limiter la détérioration à la provision pour dépréciation du portefeuille à 3.285.769 F contre 12.496.000 F. Ces deux éléments expliquent la forte progression du résultat des opérations en capital.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 1^{er} décembre :

- un dividende net de 21,50 F (contre 19,50 F l'an dernier) assorti d'un avoir fiscal de 10,75 F. La distribution globale passe ainsi de 46.057.440 F à 50.781.280 F, le report à nouveau atteignant 96.469.646 F contre 92.711.320 F.
- la dotation d'une somme de 25.000.000 F à une réserve extraordinaire.

TRAILOR
CONTAINERS - REMORQUES,
SEMI-REMORQUES - LOCATION
- ÉQUIPEMENT POIDS LOURD
ET SERVICE

Le conseil d'administration de la société Trailor, s'est réuni le 7 octobre 1982 sous la présidence de M. René More.

M. René More a précisé que la politique que le groupe Wheelabrator Frye Inc., actionnaire majoritaire par l'intermédiaire de sa filiale Pullman Inc. Capital Corporation, entendait déléguer faire prévaloir dans la conduite des affaires de Trailor, reposait sur des choix auxquels il ne saurait adhérer. Ces décisions l'ont mis dans l'obligation de se débarrasser de son mandat de président, tout en acceptant de conserver son mandat d'administrateur.

Le conseil a parfaitement compris la position de M. René More et l'a particulièrement remercié d'avoir, pendant quinze années, permis son sentiment le redressement de l'entreprise en 1968, mais aussi de l'avoir élevée à son rang actuel tant au niveau de son chiffre d'affaires, qui approchera le milliard de francs en 1982, et de la qualité de ses fonds propres que dans son rayonnement international.

Le conseil a ensuite procédé à la nomination de M. Hans Koenders, administrateur, en tant que président-directeur général.

CESSATION D'ACTIVITÉ

Par suite de cessation d'activité de la société Mulhouse Interim, l'Association, association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire - 26, rue Vernat à 75002 Paris - fait savoir que la garantie offerte depuis le 1^{er} octobre 1981 par la compagnie les Assurances du Crédit, à Compigne, pour le compte de la société Mulhouse Interim - 6, rue Lacroix à 68100 Mulhouse - a pris fin le 30 septembre 1982.

**JACQUES BOREL
INTERNATIONAL**

Le conseil de surveillance de Jacques Borel International s'est réuni le jeudi 7 octobre 1982 afin de prendre position sur l'offre publique d'échange faite par Novotel-S.I.E.H., telle qu'elle a été publiée par la cote officielle le 6 octobre 1982, après sa revalorisation.

Le conseil de surveillance, ayant pris connaissance de la nouvelle offre publique d'échange de Novotel-S.I.E.H., qui a été déclarée recevable par les autorités de tutelle, en a accepté les termes à l'unanimité.

En tant qu'actionnaires, les membres historiques du conseil de surveillance ont confirmé solennellement l'accord qu'ils avaient pris le 15 juin dernier d'appuyer, selon les mêmes modalités, leurs titres à l'offre de Novotel-S.I.E.H. La société Cécoc-Unia, de son côté, a pris la décision de rejoindre l'assemblée des membres du conseil et d'apporter ses titres à la nouvelle offre de Novotel-S.I.E.H.

Ainsi, le rapprochement de Jacques Borel International et de Novotel-S.I.E.H., qui avait reçu l'avis très favorable du comité central d'entreprise, fait aujourd'hui l'unanimité des membres du conseil de surveillance et du directoire de la Société, ceux-ci représentant au total un peu plus de 62 % du capital de la Société.

Le conseil de surveillance et le directoire recommandent à l'ensemble des actionnaires de Jacques Borel International de répondre favorablement à l'offre de Novotel-S.I.E.H.

(Publicité)
Université de Paris-Bordeaux
Centre d'Etudes Catalanes
Préparation au diplôme de langue, littérature et civilisation catalanes. Trois niveaux (débutant, moyen, supérieur)
Début des cours : 15 octobre 1982
Renseignements et inscriptions :
9, rue Saint-Cris-de-la-Bretonnerie
75004 PARIS - Tél. : 277-65-49.



FACTOFRANCE HELLER

L'augmentation de capital décidée par le conseil d'administration lors de sa réunion du 10 mai 1982, en vertu de l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 mai 1981, a été entièrement souscrite en numéraire et définitivement réalisée le 28 septembre 1982.

Le capital de la société se trouve de ce fait porté à 30 000 000 F - représenté par 200 000 actions de 150 F - nominal sans modification dans sa répartition entre ses actionnaires, la Compagnie Financière de Suez, le Crédit industriel et commercial et Walter E. Heller Overseas Corporation.

FactoFrance Heller, qui connaît cette année encore une forte croissance, a sensiblement doublé son activité au cours des trois dernières années. Le renforcement de ses fonds propres marque la confiance et l'intérêt que lui portent ses actionnaires tant français qu'américains et lui donne les moyens de poursuivre et de développer ses prestations au service de ses clients P.M.E./P.M.I.



Degremont

Le conseil d'administration s'est réuni le 1^{er} octobre.

Il a pris connaissance des résultats de l'offre publique d'échange lancée par la Lyonnaise des Eaux sur les actions de la Société et constate que la participation de celle-ci était maintenant d'environ 30 %. Compte tenu de la participation échangée de sa filiale UFINER, soit 62 %, la part qui reste dans le public est de 8 %, dont 2 % appartenant au salarié.

Au cours du trimestre écoulé, l'évolution commerciale a été favorable et les prévisions faites se sont trouvées confirmées en fin d'exercice. Hors les provisions qui restent encore à constituer pour apurer le dossier de Riyad, l'exploitation est en bonne voie de redressement et l'exercice prochain devrait être, normalement, bénéficiaire.

L'activité sera soutenue. Ces perspectives encourageantes ont permis à la Société de proposer au conseil d'administration de confirmer M. Jacques Salomon dans ses fonctions de directeur général.

dix personnes en remplacement des départs en retraite anticipée.

Au cours de sa prochaine réunion, le conseil examinera - et décidera - dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée du 26 août 1982, les mesures appropriées pour redonner à la Société les moyens financiers nécessaires au réajustement du bilan et au développement du groupe.

Le mandat de M. Jean-Claude Legendre, président du conseil d'administration, étant arrivé à expiration, celui-ci a confirmé son souhait de ne pas le voir renouveler.

En s'inclinant devant cette décision, le conseil a remercié M. Legendre de l'action énergique et efficace menée par lui pour redresser la situation de la Société et la mettre à même de connaître un nouveau développement. Il l'a nommé président d'honneur.

Le conseil a nommé président-directeur général M. Guy Zarovali, et sur proposition de celui-ci a confirmé M. Jacques Salomon dans ses fonctions de directeur général.

Pour que la pierre rapporte ne mettez pas tous vos cailloux dans le même panier!

Si vous achetez un appartement pour le louer et que votre locataire s'en aille... plus de revenus! Ou bien ce sont les peintures à refaire, la moquette à changer... Certes votre capital prend de la valeur, mais les sommes qu'il vous rapporte sont irrégulières. Et si vous comptiez sur cet argent, par exemple, pour améliorer votre retraite...

Une solution: acheter 10 appartements?

Ainsi, quand un locataire s'en va ou ne paie pas, le mal est moindre: vous touchez les loyers des autres appartements. Mais qui peut acheter 10 appartements?

Maintenant, imaginez que ces 10 appartements forment un tout et que ce tout soit divisé en 100 ou en 200 parts. Imaginez aussi que vous puissiez acheter 1,25 ou 10 de ces parts, ou davantage?

Revenus-Pierre, le nouveau «placement pierre» de la Compagnie Bancaire est né de cette observation très simple.

L'art de couper un gâteau en tranches.

Le patrimoine de Revenus-Pierre est composé d'immeubles

sélectionnés avec l'aide des spécialistes de la Compagnie Bancaire (UCB, CFEC, LOCABAIL, CETELEM...). Ce patrimoine est divisé en parts. Vous pouvez acheter le nombre de parts que vous voulez.

Ces immeubles de grand rapport que les particuliers ne peuvent pas s'offrir.

Ces immeubles-là (bureaux, commerces, entrepôts) sont d'un prix unitaire important, mais les loyers y sont élevés et leurs baux n'ont pas été modifiés par les nouvelles lois. Revenus-Pierre vous en ouvre l'accès.

En 1981, une part de Revenus-Pierre achetée 1620 F a procuré dès la première année des revenus de l'ordre de 110 F. Ces revenus proviennent de loyers indexés, ils progresseront donc avec le temps.

De même, la valeur de vos parts augmentera avec celle des immeubles.

Votre argent travaille. Et tous les 3 mois, un chèque.

Aucun souci de gestion. L'entretien des immeubles, le recouvrement des loyers, les négociations avec les locataires sont assurés par les services spécialisés de la Compagnie Bancaire.

Chaque trimestre, vous touchez votre revenu. Il correspond à votre quote-part de loyers, déduction faite des frais de gestion et d'entretien. Il est sûr et régulier, car les locataires sont nombreux.

Revenus-Pierre: un succès auprès des spécialistes.

Nous avons lancé Revenus-Pierre, voici 3 ans.

Les spécialistes de l'investissement ont été aussitôt intéressés et plusieurs centaines d'entre eux ont choisi ce «placement pierre» sans souci de gestion, où capital et revenus grossissent simultanément.

Pour en savoir plus sur Revenus-Pierre, retournez ce coupon-réponse ou téléphonez-nous au 501.30.00. Vous recevrez une documentation gratuite.



Revenus-Pierre

compagnie bancaire
5, avenue Kléber
75798 Paris Cedex 16
Tél: 501.30.00

Revenus-Pierre est une société civile de placements immobiliers dont la note d'information a reçu de la C.O.S., le visa SCPI N° 82-12 du 18.3.82.

POUR VOTRE VOYAGE... MADAME EST NOTRE INVITEE!

Daier Novembre 1982 au 31 Mars 1983, soyez l'un des nombreux privilégiés à voyager entre Paris, Lausanne, Milan, Venise et Londres dans le plus prestigieux des trains.

Pour vous, le Venice Simplon-Orient-Express sera le train d'affaires vous assurant la

facilité d'un départ et d'une arrivée en cœur de ville.

Aussi, pour le prix d'un seul billet, vous pourrez voyager en compartiment double, accompagné de Madame.

Dés maintenant, contactez votre agent de voyages, ou

Venice Simplon-Orient-Express
1 rue Lincoln 75008 Paris

Tél: 256 17 50
Tél: 280 631 VSOF

CHEFS D'ENTREPRISE VOUS RECHERCHER DES BUREAUX, DES LOCAUX COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES AFFAIRES SÉLECTIONNÉES
PAR DES PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

This announcement appears as a matter of record only



Seagram Distillers PLC
(Incorporated in Scotland under the Companies Acts 1908 to 1977)

Placing of

£50,000,000 12 3/8 per cent.
Debenture Stock 2012 at £99.504 per cent.

Arranged by
Morgan Grenfell & Co. Limited

Brokers to the Placing
Cazenove & Co. de Zoete & Bevan

October, 1982

Demande de documentation.

à retourner à Revenus-Pierre, 5 avenue Kléber, 75798 Paris Cedex 16

Sans aucun engagement de ma part, je désire recevoir gratuitement une documentation qui me permette d'en savoir plus sur Revenus-Pierre.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____

Ville _____ Tél. (domicile) _____ (bureau) _____

JOCT MON

صكبات من الأهل

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. VINGT ANS APRÈS VATICAN II : « Un concile prophétique », par le Père M. D. Chenu ; « Un mouvement irréversible », par le pasteur Jacques Moury ; « Un théâtre du monde entier », par Jan Grootaers.
- ÉTRANGER**
3. AFRIQUE : La fin du sommet franco-africain.
- 3.6. EUROPE
- ITALIE : l'attentat antisémite de Rome.
- POLOGNE : après la mise hors loi de Solidarnosc.
- BELGIQUE : les écologistes font une importante percée aux élections cantonales.
- SUÈDE : le sous-marin étranger a peut-être quitté le territoire.
7. ENQUÊTE
8. PROCHE-ORIENT
- M. Arafat en Jordanie.
9. AMÉRIQUES
- Un entretien avec M. Eugène Rostow, directeur de l'Agence américaine du désarmement.
- POLITIQUE**
10. Deux répliques de M. Pierre Mauroy.
- Le P.S. lance sa campagne de mobilisation.
11. Le P.C.F. et le gouvernement.
- SOCIÉTÉ**
12. JUSTICE : les projets de M. Bodinier, le fin de la prison pourvaloir.
12. ÉDUCATION.
13. SCIENCES HUMAINES.
- SCIENCES.
- RÉGIONS**
14. RHONES-ALPES : centrale au charbon et pollution.
- FAITS ET PROJETS.
16. ILE-DE-FRANCE : Louis Chevalier et ses histoires de la vie parisienne.
- CULTURE**
17. THÉÂTRE : « Porqu Shore » à Ingolstadt, ou théâtre d'Aubervilliers.
- MUSIQUE : Rencontre avec Christian Ivaldi et Claude Lavoix.
- 19-20. RADIO-TÉLÉVISION : La polémique Régis-Debray - Bernard Pivot ; l'opposition mobilisée sur le thème de l'information ; VU : Auto-censure.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
21. La réforme de la Bourse de commerce.
- La nouvelle répartition des échanges internationaux.
- Les surprises de la vente à terme.
25. Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.
- SPORTS**
26. FOOTBALL : la Colombie va devoir renoncer à organiser la Coupe du monde en 1986.
- SPORTS ÉQUESTRES : Pierre Durand champion de France.
- TENNIS : désaccord entre la municipalité de Grenoble et le F.F.T. sur l'organisation de la Coupe Davis.
- CYCLISME : Vandenbroucke remporte Blois-Chaville.
- ÉCONOMIE**
43. SOCIAL : La fête de Force ouvrière.
- MONNAIES.
44. ÉNERGIE : La relance du charbon.
- CONJONCTURE.
- 44-45. AUTOMOBILE : Après le Salon de Paris, les marchés de l'Égypte et de l'Afrique du Sud.
- RADIO-TELEVISION**
- 119-207
- INFORMATIONS
- SERVICES (42)
- Troisième âge : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
- Annouces classées (27 à 41) ; Carnet (141) ; Programmes spectacles (118-119) ; Bourse (147).
- Le numéro de « Monde » daté 10-11 octobre 1982 a été tiré à 483 985 exemplaires.
- SURVEILLANCE ALARME PROTECTION**
- COLLIERE - RAPPORTS INTERNATIONAUX - PAGES
- AB C D E F G

Libération met en cause la façon dont ont été étudiées plusieurs opérations immobilières dans la capitale

On attendait, lundi en fin de matinée, une réaction officielle de la mairie de Paris, après la publication dans le quotidien « Libération » d'un article mettant en cause la façon dont ont été attribuées, réalisées et financées les études préalables à vingt-trois opérations de rénovation immobilière qui devaient être mises en chantier dans la capitale.

M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S. et candidat à l'investiture pour la mairie de Paris, a indiqué qu'il ne se prononçait pas sur cette affaire. « Nous ne faisons pas de politique à coup de scandale, mais si scandale il y a, ce sera à la justice de se prononcer », a-t-il déclaré à France-Inter. « Cependant, a-t-il ajouté, il y a beaucoup à dire sur la main mise de M. Jacques Chirac sur la capitale, sur la confusion fréquente entre l'appareil du R.P.R. et l'état-major de l'Hôtel de Ville. » Il n'est pas question de se placer sur des terrains bourbeux », a-t-il encore voulu préciser. « Les élections cantonales ont montré que certains, à droite notamment, préféraient ce terrain-là. Ce n'est certainement pas sur celui-ci que je me placerais ».

Des bureaux d'études « fantômes » dirigés, derrière des prête-noms, par un homme d'affaires connu pour ses relations avec le R.P.R., M. Jean Schwerdtlin, ont encaissé sept millions de francs pour des études fantasmées destinées à 23 opérations de rénovation immobilière décidées par la Ville de Paris, affirme « Libération » dans son édition de lundi 11 octobre.

Selon ce quotidien, « l'affaire » a commencé en 1979-1980. Le Conseil de Paris approuve à cette époque un plan de rénovation de 23 opérations immobilières dans les quartiers les plus déshérités de la capitale, 6 000 logements devaient être ainsi réhabilités.

Ces opérations devaient être financées, pour partie, par l'Etat et les propriétaires des immeubles. Mais le gouvernement estimait qu'il lui était impossible de financer l'ensemble de ces chantiers en une seule fois, alors que d'autres villes sollicitaient également aide. Il se donna finalement son aval qu'il neuf opérations à réaliser en 1981, 1982 et 1983. Les diverses entreprises retenues pour mener ces opérations n'ont pu affirmer libération d'elles-mêmes, leur contrat qu'à la condition expresse de s'adresser aux bureaux d'études désignés par le sous-directeur du logement de la Ville de Paris, M. Lucien Peul.

Les constructeurs, pour la plupart des sociétés de H.L.M., entrèrent ainsi en affaires avec cinq bureaux d'études, une quinzaine d'entre elles ont le C.R.E.S.P.U. (Centre de recherches et d'études sociologiques, psychologiques et d'urbanisme) ; les autres ont été dirigées vers des S.A.R.L., R.E.R., S.R.I.C. SPENIC et CORA. Les

quatre premières de ces sociétés d'études ont la particularité d'avoir leurs bureaux à la même adresse : 2, boulevard Pasteur, Paris (19^e). L'POCRA est domiciliée au 6 du même boulevard. Mais cette adresse ne correspond qu'à une librairie en ruine.

M. Schwerdtlin apparaît seul, ment, toujours selon « Libération », en tant que président du C.R.E.S.P.U. qui bénéficie des conseils d'un préfet honoraire, M. Raymond Radier, soixante et onze ans. Plusieurs de ses collaborateurs figurent aussi dans les organigrammes de direction des quatre autres bureaux d'études, notamment M. Jacques Delaplanche, Alain Thomas, Bernard Poge et Mme Nicole Pagu. Quant aux « études » fournies par ces bureaux, elles proviennent, affirme libération, des archives de la sous-direction du logement de la Ville, mises à leur disposition par M. Petit et de rapports, anciens, de l'INSEE.

Pour ce « travail », les sociétés auraient versé 7 millions de francs aux cinq bureaux d'études, somme que la Ville a dû rembourser ensuite aux sociétés de H.L.M. après la décision du gouvernement de financer que neuf des vingt-trois opérations projetées. La convention passée avec la Ville précise, en effet, que les sociétés devront « s'occuper de la réalisation des études, mais qu'elles seront ensuite remboursées de ces sommes par la sous-direction du logement, c'est-à-dire par le budget lui-même », affirme le quotidien, qui cite le contrat : « La collectivité locale remboursera l'organisme opérateur en fonction du coût des études et du gain de l'opération de réhabilitation ».

La préparation des élections municipales à Paris

M. Quilès est candidat à l'investiture du P.S.

M. Paul Quilès et Georges Sata, députés et conseillers socialistes de Paris, se sont rencontrés lundi 11 octobre, dans la matinée, afin de s'entretenir de la préparation des élections municipales dans la capitale.

M. Quilès a fait savoir, dimanche 10 octobre, à Epinay-sur-Seine où il participait à la Fête de la rose du P.S., qu'il est candidat à l'investiture de son parti pour affronter M. Jacques Chirac aux élections municipales dans la capitale. « C'est aux militants de Paris de dire s'ils souhaitent ma candidature, a-t-il déclaré. S'ils

se manifestent dans ce sens, alors je serai candidat à leur tête ce combat difficile ».

M. Georges Sata, qui fut le chef de file des socialistes à Paris lors des élections municipales de 1977 et qui est président du groupe socialiste du conseil de Paris, se réserve, pour sa part, d'annoncer sa décision aux militants « dans quelques jours ». Les candidats à la candidature ont jusqu'au vendredi 15 octobre pour annoncer leurs intentions. Les militants socialistes choisiront leur chef de file le 21 octobre.

La fédération de Paris du P.S. est actuellement dirigée par le C.E.R.E.S., dont fait partie M. Sata. Le chef de la personnalité qui affrontera M. Chirac aura donc des conséquences sur les rapports de forces internes à la fédération. M. Chirac a soutenu un homme tel que M. Quilès, proche de M. Mitterrand, le C.E.R.E.S. prendrait le risque de perdre, à terme, sa position dominante à Paris.

Les « rocardiens », qui jouent un rôle charnière dans la fédération, sont en position d'attente et d'arbitrage. Ils négocient déjà depuis plusieurs semaines avec le C.E.R.E.S. et avec M. Quilès qu'ils devaient rencontrer lundi 11 octobre après l'entretien de ce dernier avec M. Georges Sata.

Le quotidien Ouest-France n'a pu paraître, ce lundi 11 octobre, en raison d'une grève de vingt-quatre heures déclenchée par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du Livre. Les syndicats réclament deux jours de congés supplémentaires en application de la diminution légale du temps de travail. La direction du quotidien, dans une note adressée au personnel souligne « qu'il n'est pas possible de diminuer le temps de travail qui est actuellement de trente-cinq heures dans ses ateliers, en maintenant un salaire égal et en provoquant une augmentation des effectifs ».

Au conseil d'administration de l'A.F.P. — MM. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, et André Holsaert, P.-D.G. de R.F.A., sont nommés membres du conseil d'administration de l'Agence France-Presse en qualité de représentants du service public de la radiodiffusion-télévision française. Leur mandat expirera le 9 avril 1984.

M. ANDRÉ BILLARDON PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE BOURGOGNE

Dijon. — M. André Billardon (P.S.), conseiller régional, député de Saône-et-Loire, premier vice-président du conseil régional de Bourgogne, a été élu, lundi 11 octobre, président du conseil régional de Bourgogne par 26 voix contre 24 à M. Jean-François Bazin, conseiller régional, maire adjoint de Dijon, candidat présenté par l'opposition regroupée au sein du groupe « Union pour l'avenir de la Bourgogne ».

M. Pierre Joxe, président depuis 1979, avait démissionné de sa charge le 1^{er} octobre dernier, invoquant l'incompatibilité de ses charges de président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et de président de l'Assemblée régionale de Bourgogne. M. Joxe reste cependant conseiller régional en tant que député de Saône-et-Loire.

M. André Billardon est né le 27 octobre 1910 à Montceau-Lévy, dans la Nièvre. Député de la circonscription d'Auxois-Le Creusot (Saône-et-Loire) depuis 1978, président du conseil général de Saône-et-Loire de 1979 à 1982, il était devenu depuis 1982, vice-président du conseil régional de Bourgogne, chargé de la décentralisation. A l'Assemblée nationale, M. André Billardon est membre du bureau et vice-président du groupe socialiste.

A Brest l'U.D.B. FACE À LA « DÉCEPTION » DU MOUVEMENT BRETON

(De notre envoyé spécial)

Brest. — Environ trente mille personnes ont participé, samedi 9 et dimanche 10, à Brest, à la « fête du peuple breton » organisée par l'Union démocratique bretonne (U.D.B.), parti autonomiste et socialiste.

« Bretagne égale colonie », « Les travailleurs bretons attendent encore le changement », Le texte des deux banderoles affichées à Brest rappelle les deux principaux points : engagement à l'unique et revendication d'autonomie régionale.

M. Henri Gourmelin, porte-parole de l'U.D.B., a rappelé que les militants bretons ne sont pas partis des « débus du changement », car « leurs espoirs étaient limités ». Si « de bonnes choses ont été faites » (nationalisations, relèvement du S.M.I.C.), l'Union « n'attendait pas en mai 1981 des changements irréversibles » en matière économique ni dans le domaine de la décentralisation. « Le recul du gouvernement en la matière est impressionnant et contredit principes et promesses », a affirmé M. Gourmelin. C'est donc une politique de « critique constructive » que l'U.D.B. a désormais choisie.

Alors que la « déception » du mouvement breton, qui attendait du gouvernement socialiste des mesures autonomistes et politiques de décentralisation plus hardies, a été certaine, les militants de l'opposition, les positions de l'U.D.B. lui permettent-elles de mobiliser l'électorat breton ? Les dernières élections à Brest-Recoeurvaux (qui ont eu lieu en septembre pour le remplacement de M. Francis La Blé au conseil général et à l'occasion desquelles la candidate de l'Union a obtenu 2 1/2 % des voix) ont démontré que la part souffre du recul de la gauche bretonne.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

C.V.P.?

Variante sociale de l'éthique. Le guide du nouveau CURRICULUM VITAE (éd. FLEURY) le doit à l'efficacité de sa méthode.

CHOISIES POUR LA DEMONSTRATION DU DISQUE A LECTURE LASER

Parce que les enceintes ELIPSON ont une technologie d'avant-garde.

Berlin 81 - Paris 82

la perfection du son

1, rue Froide 92220 BAGNEUX

GRATUIT

« Un choix essentiel : l'enceinte acoustique », à connaître absolument avant de choisir vos enceintes HI-FI

la perfection du son

1, rue Froide 92220 BAGNEUX

la perfection du son

1, rue Froide 92220 BAGNEUX

la perfection du son

1, rue Froide 92220 BAGNEUX

LES LAURÉATS DU PRIX NOBEL DE MÉDECINE

• Deux Suédois : MM. S.-K. Bergström et B.-I. Samuelsson

• Un Britannique : M. J.-R. Vane

Le prix Nobel de médecine et de physiologie a été attribué pour 1982 à deux Suédois, Sune K. Bergström et au Britannique John R. Vane pour leurs travaux sur les prostaglandines et la prostacycline.

Les lauréats se partageront la somme de 1 400 000 francs. Le prix leur sera remis à Stockholm par le roi de Suède en décembre.

Les prostaglandines qui forment, en liaison avec le système hormonal, un vaste réseau de régulations intra-cellulaires, avaient été découvertes par un Suédois, dans les années 30, et c'est le professeur Von Euler qui baptisa, en 1955, ces substances « prostaglandines » en référence à la découverte de la prostaglandine X (ou PGX) qui produit localement dans la paroi des vaisseaux sanguins, jouant un rôle essentiel pour contrôler la formation de cellules sanguines (ou thrombose) en empêchant des éléments du sang, les plaquettes, de s'agglutiner entre elles. — Dr R. L.

compatriote Samuelsson et l'Anglais John Vane annoncent, en effet, en 1982 que : « les prostaglandines » qui ont pour propriété de provoquer l'arrêt des contractions et, tantôt une complexité relationnelle des fibres musculaires de l'utérus contenant un récepteur quatorze substances différentes, dont deux étaient identiques.

Deux ans plus tard, une équipe de chercheurs réussissait la synthèse de trois des quatre prostaglandines extraordinairement complexes, et mettait au point, par procédés de production automatisés, à leur sujet, tant les recherches détaillées sur leur fonction que les essais thérapeutiques.

C'est en 1976 que le docteur John Vane, directeur des recherches et du développement de la Fondation Wellcome (Berkhamstead, Grande-Bretagne) annonçait la découverte de la prostaglandine X (ou PGX) qui produit localement dans la paroi des vaisseaux sanguins, jouant un rôle essentiel pour contrôler la formation de cellules sanguines (ou thrombose) en empêchant des éléments du sang, les plaquettes, de s'agglutiner entre elles. — Dr R. L.

LA NATIONALISATION D'I.T.T.-FRANCE

L'Etat se donne trois mois pour régler le sort de la C.C.C.T.

Les négociations devaient se poursuivre, ce lundi 10 octobre, entre les représentants de l'I.T.T. (International Telephone and Telegraph) et des pouvoirs publics pour la mise au point définitive des conditions du rachat par l'Etat des filiales françaises de la multinationale : la Compagnie générale de constructions téléphoniques, Poutet, la Signalisation et le Laboratoire central de télécommunication.

Le 28 juillet dernier après de dures négociations, un accord de principe avait été conclu aux termes duquel l'I.T.T. cédait ses principales filiales françaises dans le secteur des télécommunications (7 500 employés) pour la somme de 350 millions de francs (150 millions de dollars), payable en deux fois, le 30 septembre et le 31 mars 1983. Ce montant était, cependant, susceptible d'être révisé en baisse, en fonction de l'expertise comptable des entreprises. Or, cet audit n'est pas achevé, les négociations se poursuivent pour déterminer notamment les garanties que l'I.T.T. peut accorder sur certains postes du bilan (crédances, provisions, etc.). Quel qu'il soit, et pour respecter les délais prévus, la France a d'ores et déjà transféré l'équivalent de 25 millions à New-York.

La cession effective des actions interviendra donc dans les prochains jours lorsque tous les problèmes comptables auront été réglés. C'est l'Etat qui va acquiescer les titres des filiales d'I.T.T. et M. Lestrade, ingénieur général des télécommunications en sera nommé administrateur général. Cette solution se serait toutefois provisoire, le temps que les pouvoirs publics déterminent avec les entreprises nationalisées du secteur, C.G.E. et Thomson, le

sort définitif de la C.C.C.T. Plusieurs solutions sont toujours envisagées : rattachement au groupe C.G.E., rattachement de la C.C.C.T. à des activités étrangères de Thomson, et il faut attendre l'été pour savoir quel sera le sort de la fin de l'année. — J.-M. Q.

En Pologne

LES COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES SONT INTERROMPUES ENTRE VARSOVIE ET TROIS PORTES

L'Agence France-Presse indiquait, ce lundi en fin de matinée, de Varsovie, que les communications téléphoniques entre la capitale et Gdansk étaient coupées. Selon une opération, intergérée par le correspondant de l'Agence, les communications étaient également interrompues avec Gdynia et Szczecin.

Ces trois villes de la Baltique sont les principaux centres de la construction navale polonaise et avaient toutes trois été à la pointe des grèves de l'été 1980.

À Paris, plusieurs centaines de personnes se sont réunies, à l'appel de la C.F.D.T., samedi 9 octobre, sur l'esplanade des Invalides à proximité de l'ambassade de Pologne, pour protester contre « la mise hors la loi du syndicat Solidarnosc ».

Vers 18 heures, les manifestants ont en la surprise de voir arriver une délégation d'une cinquantaine de membres du C.D.S. — conduite par M. Jean Lecanuet et Pierre Méhaignerie — qui, après une réunion de son conseil national, à l'Assemblée nationale, avait pris l'initiative de venir déposer une couronne devant l'ambassade. Cette délégation a été mal accueillie, notamment par des militants d'extrême gauche et quelques coups ont été échangés. Aux cris de : « A Moscou ! », lancés par les membres du C.D.S., ont répondu les slogans de la C.F.D.T. : « Pologne-Chât, même combat ».

Les deux groupes se sont séparés sans autres incidents.

NOUVEAUX DIPLOMES

pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'étude, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un des diplômes suivants :

— Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation de commerce et des affaires ;

— B.T.A. Traducteur Commercial accrédité par le ministère de l'Éducation de la traduction et de l'interprétation ;

— Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, tourisme, hôtellerie ;

— Étudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., pourront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.

Le département Information-Orient de Langues et Affaires, service 663, 35, rue Collange, 92283 Paris-Levallois, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (programmes et débouchés), tél. : 276-81-88 (organigramme privé).

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LOOK DE CHARME

PRIX DE CHOIX

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS